



# EUROPE

## Les partis restent sur leurs positions

Lisbonne. — Comme il y a un an, la fondation Gulbenkian à Lisbonne a été pendant toute la nuit du 25 au 26 avril, et demeure encore ce lundi en début de matinée, le centre politique du Portugal. C'est là, en effet, qu'avaient été placés les ordinateurs qui centralisent les résultats des diverses circonscriptions électorales du pays. Mais c'est là aussi que s'étaient installés, pour la circonstance, les studios de la télévision portugaise. L'immense hall à deux niveaux et la grande salle de conférence étaient donc les points de passage obligés de quiconque a un poids politique dans le pays.

Dans la nuit du 25 au 26 avril, le président de la République lui-même, le général Costa Gomes, le premier ministre, l'amiral Pinheiro de Azevedo, et la quasi-totalité des membres du gouvernement, les officiers du Conseil de la révolution et les leaders des principaux partis vinrent y rencontrer près d'un millier de journalistes, parmi lesquels les Français étaient les plus nombreux. Ceux d'entre eux qui avaient déjà « couvert » l'année dernière les élections pour l'Assemblée constituante n'ont pas manqué de noter une certaine différence d'atmosphère : les mesures de surveillance avaient été sensiblement renforcées, les photographes étaient obligés d'ouvrir les sacs contenant leurs appareils à chacune de leurs entrées et sorties. La hantise d'un attentat, comparable à celui qui avait eu lieu à la fin de la campagne électorale contre l'ambassade de Cuba, expliquait sans aucun doute ce genre de précautions.

Des militaires et des policiers, en position depuis plusieurs jours déjà, avaient monté toute la nuit une garde serrée dans les splendides jardins éclairés à giorno qui entourent la fondation.

Quelques minutes après minuit, alors que les circuits de télévision

De notre envoyé spécial

intérieure retransmettaient des résultats portant sur moins de 10 % des électeurs, le président de la République, impénétrable comme à son ordinaire, faisait son entrée, suivi de près par un premier ministre à la mine préoccupée. Quelques minutes plus tard, arborant un large sourire, M. Sa Carneiro, secrétaire général du P.P.D., arrivait bon premier des grands leaders politiques. Puis la plupart des officiers du Conseil de la révolution en civil, à l'exception du général Vasco Lourenço, chef de la région militaire de Lisbonne, pénétraient à leur tour dans les locaux de la fondation. Les plus entourés par les journalistes étaient les « opérationnels », chefs de régions militaires, ainsi que le capitaine Souza e Castro, porte-parole du Conseil, et le commandant Vitor Alves, ministre de l'éducation.

La première conférence de presse fut celle du chef de l'Etat. Le général Costa Gomes se contenta de pronostiquer, prudent comme à son habitude, que les deux partis qui étaient arrivés en tête en 1975, le P.S. et le P.P.D., garderaient vraisemblablement le même ordre cette année. Il fit l'éloge du « civisme » dont avaient fait preuve ses concitoyens durant cette journée. Pour lui, ces élections étaient une victoire de la « démocratie pluraliste ». Le premier ministre, un peu plus tard, fit l'apologie de la « maturité » des Portugais.

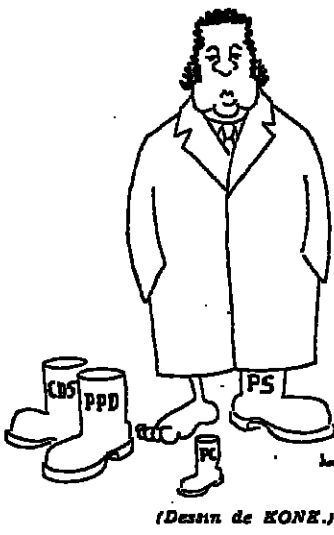
M. Mario Soares, très détendu, arriva vers 3 heures. Il fut littéralement happé par une nuée de photographes. Le secrétaire général du P.S. fut ensuite quasiment porté jusqu'à la salle des conférences. Là, il confirma que, pour l'essentiel, la stratégie adoptée par le P.S. durant la campagne électorale — « gouverner seuls ou demeurer dans l'opposition » — demeurerait valable au vu des premiers résultats. Seule une

situation très grave, exigeant la formation d'un gouvernement de salut national, verrait sa formation modifier sa position intransigeante. Peu après, sur les écrans de télévision, apparut le président de la République qui, très grave, mit en garde ses concitoyens contre les risques de « guerre civile » auxquels pourrait conduire une impasse politique.

M. Sa Carneiro, à son tour, tira les conclusions de la déclaration de M. Mario Soares : on ne peut obliger personne, déclara en substance le leader du P.P.D., donc nous ferons une coalition avec « d'autres partis démocratiques ». Le C.D.S. ? « Exactement ».

« Personne ne veut plus parler à personne », « Quelles conclusions vont en tirer les militaires ? » Ce genre d'observations revenaient parmi les journalistes. Certes, tout le monde se doutait bien que le scrutin ne dégagerait pas de majorité claire, et la soirée avait commencé sous le signe d'un certain malaise. Mais toutes ces déclarations « à chaud » des leaders du P.S. et du P.P.D., paraissant couper tous les ponts entre eux, contribuaient à transformer ce malaise en réticence inquiète. Alors que les résultats continuaient à arriver avec une extrême lenteur, M. Alvaro Cunhal, épanoui, arriva vers 5 heures et demi à la fondation Gulbenkian. Le secrétaire général du P.C. se déclara prêt, quant à lui, à discuter. Mais, comme son parti l'avait répété durant la campagne électorale, il n'entendait le faire qu'avec le seul P.S. pour former avec lui un gouvernement de gauche. Les premiers résultats, excellents pour le P.C., lui permettaient de parler haut.

A la fin de la nuit, alors que quatre millions de votes sur six millions et demi étaient déjà comptabilisés, seul M. Freitas do Amaral, leader du Centre démocratique et social, n'était pas encore venu confier ses impressions aux journalistes. — J.-P. C.



LES INCIDENTS ONT ÉTÉ PEU NOMBREUX

Lisbonne (A.F.P., Reuters). — Le scrutin du 25 avril s'est déroulé dans le calme et les quelques incidents ont été, dans l'ensemble, beaucoup moins nombreux que lors des précédentes élections. Trois bombes de faible puissance ont explosé, samedi, à Ponta Delgada, aux Açores, dont une devant la résidence du général Altino de Gaiçalhos, gouverneur de la partie militaire de l'archipel. Il n'y a pas eu de victime et les dégâts sont peu importants.

Des bagarres entre militants de différents partis ont eu lieu en plusieurs endroits, à Lisbonne, dans la nuit de samedi à dimanche. D'autres se sont produites à Moita, près de la capitale. La police séparant chaque fois rapidement les adversaires. Évoquant la campagne électorale qui, elle, avait été plus agitée, M. Alvaro Cunhal, secrétaire du parti communiste portugais, a affirmé que des actes de violence avaient empêché un plus grand nombre d'électeurs de voter communistes.

## LES ÉLECTIONS

LE DÉROULEMENT DU SCRUTIN

A Evora

### « L'année dernière à la même heure... »

De notre envoyé spécial

Evora. — Midi. Les Portugais savent ce qui est en jeu. Ceux qui ne sont pas venus ce matin voteront cet après-midi. L'« aller rouge » du Mouvement des forces armées à la boutonnière, l'assesseur de l'un des bureaux de vote installé dans le théâtre Garcia de Resende, à Evora, semblait vouloir se rassurer lui-même. Les électeurs de la capitale du Haut-Alentejo, qui avaient envoyé trois députés socialistes et deux communistes à la Constituante le 25 avril dernier, ne se sont pas précipités vers les urnes dès le début de la journée, malgré les consignes de participation massive des deux grandes formations de gauche. Certes, quatre heures après l'ouverture du scrutin, plus de la moitié des électeurs de la section de commune (Freguesia) de « Santo - Antão » avaient déjà voté. Mais il y a un an à la même heure...

si le charme avait cessé d'opérer (1).

Bien que le droit de vote ait été abaissé de vingt et un à dix-huit ans depuis le 25 avril dernier, les jeunes gens étaient relativement peu nombreux dans les files d'attente. Beaucoup d'électeurs étaient venus en famille, dimanche, comme pour la photo souvenir. Les hommes au maintien un peu gauche de citadins encore à demi-paysans, roulaient leur casquette ou leur chapeau entre leurs doigts en attendant d'arriver devant l'urne. Les vieilles femmes, toutes vêtues de noir, cachées de plus en plus mal leur nervosité quand approchait leur tour. Les assesseurs devaient pratiquement leur arracher des mains leur carte d'identité, la remplacer par le bulletin où figurent les noms et les emblèmes des treize partis en compétition, les conduire à l'isoloir, puis, à leur retour, les aider à glisser dans l'urne la feuille de papier pliée en quatre.

L'isoloir insolite

Cette phrase, nous l'entendons comme un refrain dans tous les bureaux de vote d'Evora. A l'école primaire de Sao-Mamede, que couvre de son ombre le palais haïtien des ducs de Cadaval, dans les immenses hangars à laine (Groupe national des produits de lavage) au palais du roi Manuel. « L'an dernier à la même heure », c'est un fait, presque tous les Evorenses avaient déjà voté. Mais l'an dernier c'était les premières élections libres après un demi-siècle de dictature au Portugal. Il avait fallu apposer des affiches et des bandes dessinées pour expliquer aux citoyens d'Evora comment ils devaient s'y prendre. Dès l'aube, de longues files avaient commencé à se former devant les lieux du scrutin. A l'ouverture des bureaux il y avait des gens jusqu'au bout de la place d'Aguilar, se souvenant avec une visible nostalgie le président de l'un des bureaux. « Certains avaient attendu trois heures avant de voter comme s'ils craignaient qu'il n'y ait pas de bulletins pour tout le monde ! »

Cette année, les électeurs les plus matinaux se sont présentés moins d'une demi-heure avant le début du scrutin — comme

On remarquait aussi de nombreux militaires en uniforme. Evora est la siège de la région militaire du Sud. Ici, le général Pizarri Correia, membre du Conseil de la révolution. Bien qu'ils aient, pour des raisons de service, la priorité sur les civils, presque tous attendaient très démocratiquement leur tour.

Dans la ville, hormis les abords des locaux du Groupement national des produits de lavage où quarante-deux bureaux de vote attendaient les trois quarts des vingt-deux mille électeurs d'Evora, — tout était calme. Les hommes, rassemblés par petits groupes sur la place du Giraldo ou sous les arcades de la rue de la République, échangeaient-ils des pronostics sur l'issue du scrutin ? Comment savoir ? Atavisme paysan ou prudence héritée d'une époque depuis peu révolue : les conversations s'arrêtaient à l'approche d'un étranger. — J.-P. C.

(1) Les résultats des représentations des partis politiques, des présidents et des assesseurs des bureaux de vote que nous avons interrogés dans la capitale du Haut-Alentejo, se sont vérifiés. Le taux de participation pour la circonscription avait été en 1975 de 84,38 %. Il n'a été cette année que de 82,42 %.

A Cascais

### Un vote de « clarification »

De notre correspondant

Cascais. — Les villas, les parcs, les casinos, les hôtels et la mer : à 30 kilomètres de la capitale, la « Riviera portugaise » est le refuge de la bourgeoisie. C'est à Cascais et à Estoril que les grands industriels portugais, les Champlimaud, les Melo et les Espirito-Santo ont leur demeure. Dimanche, sous un soleil printanier, des jeunes gens goûtaient aux délices du sable doré. D'autres préféraient les cafés de Cascais, remplis d'une foule agitée. Mais la côte, ce n'est pas seulement le luxe, les blue-jeans et les tee-shirts ; c'est aussi les deux mille ouvriers qui travaillent dans une usine de moteurs électriques appartenant à L.T.T. et les milliers d'ouvriers de la construction civile ou de l'hôtellerie.

C'est dans une église de Cascais que le P.D.C. (Parti de la démocratie chrétienne) est né. Mais c'est aussi de Cascais que, le 25 novembre 1975, étaient partis les camions qui essayaient de barrer la route aux blindés des commandos de l'Amador. L'an dernier, les résultats des élections pour l'Assemblée constituante, dans cette région, semblaient favorables à la gauche : 46 % pour le P.S. et 17 % pour le P.C. Mais une partie de l'électorat du P.S. était loin de partager les idées socialistes. « Des gens de droite étaient venus nous demander de l'aide pour combattre les communistes », avoue un dirigeant local.

En 1976, le contexte a changé. D'autres organisations politiques — de droite, celles-là — ont surgi et se sont renforcées. Aux sièges du P.S. et du P.C., on s'attendait donc à une certaine « clarification ». En outre, beaucoup de rapatriés se sont installés dans la région, et leurs intentions de vote ne laissaient aucun doute. Très tôt le matin, les électeurs se sont dirigés vers le Palais des sports de la ville, où étaient installés les bureaux de vote. Sous la voûte du palais, quarante urnes noires ont recueilli seize mille bulletins, et le dépouillement a commencé aussitôt. Aucune agitation : les délégués des partis passaient d'une table à l'autre ; peu de commentaires mais quelques sourires ; de complicité vis-à-vis des « coreligionnaires », de complaisance à l'égard des adversaires.

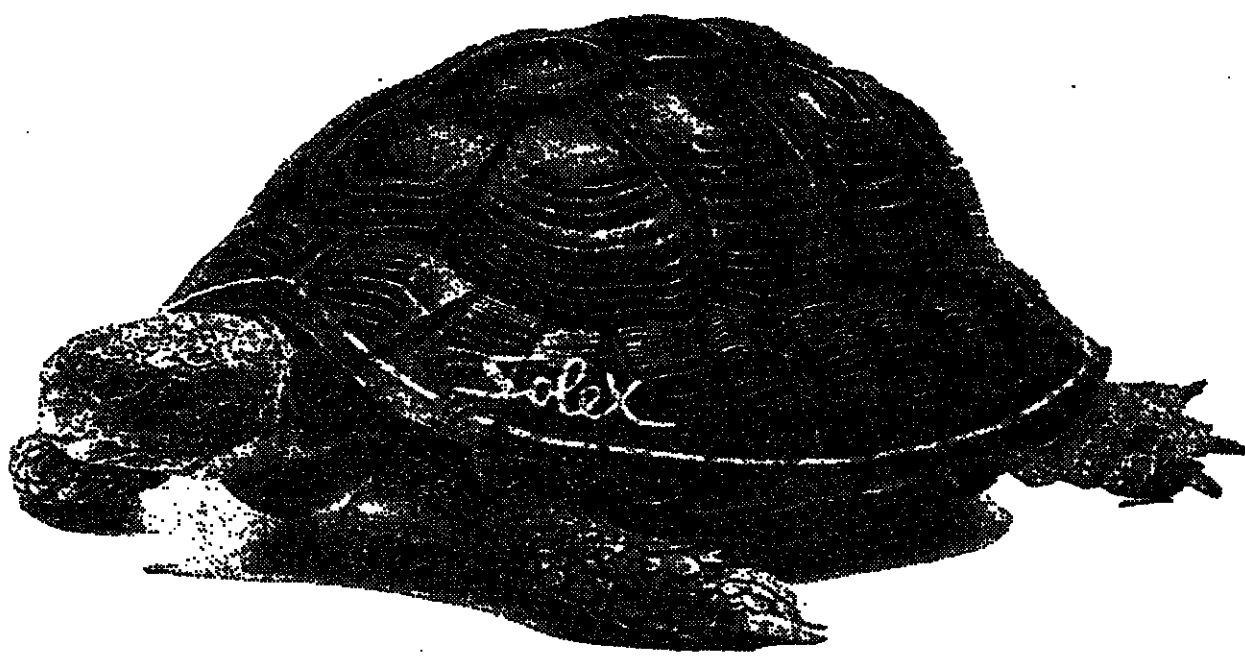
Une dame âgée, distinguée, cheveux blancs contrastant avec le noir de son tailleur, regardait d'un air curieux les bulletins. Elle prenait alors soigneusement le petit triangle blanc, qui venait s'ajouter à la pile des bulletins du même parti.

A la nuit tombée, les résultats globaux étaient déjà connus : 34 % pour le P.S., 22 % pour le C.D.S., 20 % pour le P.P.D. et 14 % pour le P.C. Pas de surprise. La baisse du P.S. était prévue, ainsi que l'augmentation spectaculaire du C.D.S. qui, l'année dernière, n'était pas arrivé aux 10 % des voix.

A Cascais, les hommes ont voté plutôt à gauche, et les femmes au centre, mais la moitié des rapatriés ont voté à droite pour le C.D.S. Le P.D.C. quant à lui, n'a recueilli que 0,3 % du total des suffrages. Ici, seules les fenêtres des permanences des partis sont restées allumées tard dans la nuit. Les militants les plus acharnés s'y livraient au petit jeu des statistiques.

J. R.

● RECTIFICATIF. — Dans le Monde daté 25-26 avril, sous le titre : « Treize partis sollicitent les suffrages des électeurs », nous avons indiqué par erreur que pour avoir des députés élus chaque parti devrait dépasser 5 % de la moyenne nationale. Cette règle, qui avait été effectivement prévue dans le projet de loi électorale, a été abandonnée ensuite. C'est ainsi que l'U.D.P. par exemple, a un député élu à Lisbonne bien qu'elle n'ait obtenu qu'une moyenne nationale de 0,80 %.



### 3 millions d'utilisateurs apprécient notre vitesse de croisière.

Évidemment, à 33 km/h on ne risque pas grand-chose. Ni de faire des folies de conduite. Ni de casser son moteur. D'autant plus que le moteur du Solex 3800 est si robuste qu'on pourrait le dire invulnérable. Avec ça, il démarre au quart de tour, d'un seul coup de pédale.



Et il roule pendant des années. Pas très vite, c'est vrai. Mais sans jamais s'arrêter. Et après tout, à quoi bon courir, l'essentiel c'est de partir à point.

SOLEX 3800. C'EST UN VÉLO AVEC UN MOTEUR.

Distribué par Motobécane-Motoconfort.



صكنا من الامم



# EUROPE

## AU PORTUGAL

### La stabilité de l'électorat place les socialistes devant un choix délicat

(Suite de la première page.)

Les partis de « droite » ont amélioré leurs positions dans les élections municipales et provinciales du pays — sans parler de l'archipel des Açores et de Madère, où ils obtiennent un triomphe.

Le C.D.S., en particulier, obtient de bons résultats dans les circonscriptions de Guarda, Viseu, Braga et Bragança, sans faire pourtant le poids — spectaculaire (autour de

### M. MITTERRAND REGRETTE QU'IL N'Y AIT PAS ALLIANCE DES PARTIS DE GAUCHE

M. François Mitterrand, qui est ce lundi 26 avril l'invité d'Europe 1, constate que le Portugal le parti socialiste « reste de loin le premier parti » et rejette l'interprétation selon laquelle ces élections traduisent le succès de la droite. « Simplement, a-t-il dit, la droite a marqué des points par rapport au néant où elle se trouvait ».

M. Mitterrand a mis en évidence le fait que la droite portugaise, « compromise par la dictature, s'était jusqu'ici terrée. Comme elle en particulier aux socialistes, la démocratie a fleuri au Portugal, elle sort maintenant de son trou ».

Le premier secrétaire du parti socialiste français a regretté d'autre part qu'une alliance des partis de gauche au Portugal soit considérée comme « impossible par les socialistes portugais ». Il a expliqué que ce fait était dû notamment aux « erreurs » des dirigeants communistes, qui ont voulu s'inspirer de l'exemple de Lénine dans la Russie de 1917.

20 %) que beaucoup prédisaient. De nombreux électeurs qui, en 1975, avaient voté pour le P.S., convaincus que c'était là le moyen le plus efficace de barrer la route au communisme, ont retrouvé leur famille naturelle. Le vote des rapatriés d'Angola et du Mozambique, nombreux dans les provinces du Nord, a dû également peser lourd dans la balance.

Le parti communiste renforce ses positions dans le Sud, et notamment dans l'Alentejo. En outre, le P.C. est désormais solidement implanté dans le centre ouvrier de Setúbal, dans la banlieue de Lisbonne.

La montée des gauchistes, enfin, pour être quantitativement modeste, n'en pèse pas moins son poids d'agitation politique et de grèves potentielles.

L'avenir du Portugal est donc des plus incertains. M. Soares se pliera-t-il à la pression de son allié gauche pour faire une coalition avec les communistes ? Quelle serait en ce cas la réaction des forces armées ? Céderait-il aux pressions, notamment militaires, qui le poussent à une alliance « social-démocratique » avec le P.P.D. pour « sauver le pays » ? Une coalition de type « gouvernement de salut national » avec le P.P.D. et le C.D.S. est la seule solution qu'il n'ait pas jusqu'à présent repoussée brutalement. Elle a actuellement les faveurs des milieux d'affaires et des partis de droite eux-mêmes. Mais elle pourrait entraîner une vague d'agitation comme le pays n'en a encore jamais connue depuis le 25 avril 1974.

Et là encore on peut se demander quelle serait la réaction des militaires ?

JEAN-PIERRE CLERC.

## Allemagne fédérale

### LA GAUCHE SOCIALISTE PERD UN DE SES FIEFS

(De notre correspondant.)

Bonn. — La gauche du parti social-démocrate a perdu, le samedi 24 avril, la majorité dans un de ses fiefs, la circonscription de Hesse du Sud, qui a été jusqu'à maintenant le symbole d'un certain gauchisme bien tempéré au sein du S.P.D. Trois des anciens membres du comité directeur appartenant à cette tendance ont été battus lors du renouvellement de la direction : Mme Wiesbeck-Zeul, présidente des jeunes socialistes, n'a retrouvé sa place qu'au troisième tour de scrutin.

C'est un changement qui peut avoir des conséquences sur l'ensemble du parti. La Hesse du Sud n'était pas seulement un symbole, mais aussi une référence à laquelle se rattachait l'ensemble de la gauche social-démocrate. Il y a quelques mois M. Leber, ministre de la Défense, avait perdu sa circonscription électorale dans la même région au profit de M. Carstens Voigt, ancien président des jeunes socialistes et leader de la gauche communiste. C'est un changement qui peut avoir des conséquences sur l'ensemble du parti. La Hesse du Sud n'était pas seulement un symbole, mais aussi une référence à laquelle se rattachait l'ensemble de la gauche social-démocrate.

Sans doute M. Rudi Arndt, bourgmestre de Frankfurt, et figure de proue du centre gauche social-démocrate, a-t-il été réélu président du S.P.D. de Hesse du Sud à une grande majorité. Il n'en reste pas moins que l'ensemble du parti profite essentiellement à la droite. La gauche attend que les élections législatives du 3 octobre soient passées pour engager de nouveau le fer, mais certains de ses dirigeants se demandent s'il ne sera pas alors trop tard pour reprendre les positions perdues.

DANIEL VERNET.

## Union soviétique

### La visite à Paris de M. Gromyko pourrait relancer une coopération qui stagne depuis un an

De notre correspondant

Moscou. — Où en sont exactement les relations franco-soviétiques ? Le voyage officiel que M. André Gromyko va faire à Paris du 27 au 30 avril devrait permettre de se faire une meilleure idée de la question. Officiellement, tout va pour le mieux entre Paris et Moscou. M. Brejnev n'a-t-il pas accordé une mention spéciale aux relations franco-soviétiques dans le rapport présenté en février dernier devant le vingt-cinquième congrès du parti communiste soviétique ? « Nous tenons en haute estime », avait-il notamment affirmé, « nos rapports avec la France et nous sommes prêts à élargir encore la sphère d'entente et de coopération entre nos deux pays ».

En dépit de ces bonnes paroles, tout ne va pas pour le mieux. Il suffit de lire depuis quelques mois la presse soviétique pour s'en convaincre : la plupart des informations publiées sont nettement défavorables au gouvernement français et insistent toutes sur la gravité de la situation économique et sociale. Il faut attendre le dimanche 25 avril pour que la Pravda consacre un commentaire favorable, mais important, à la signature de l'accord de coopération franco-soviétique. Or cette coopération stagne depuis plusieurs mois : voilà presque un an qu'un contrat commercial a été signé entre l'U.R.S.S. et la France. Les Soviétiques avaient plusieurs raisons (préparation, puis mise en train d'un nouveau plan quinquennal, difficultés de leur commerce extérieur), mais force est de constater que ces raisons n'empêchent nullement le développement des échanges avec l'Allemagne de l'Ouest et le Japon, deux pays, il est vrai, dont les hommes d'affaires sont autrement dynamiques que les nôtres.

Ces questions ne relèvent pas

de notre correspondant

directement de M. Gromyko. Il serait étonnant cependant qu'il ne se soit pas penché sur les mesures où elles préoccupent le gouvernement français et où elles constituent un volet important des relations entre les deux pays. Moscou, d'autre part, aimerait trouver une formule particulière pour célébrer le dixième anniversaire du voyage que fit en U.R.S.S. le général de Gaulle en 1966 ; ce projet ne semble pas soulever un grand enthousiasme du côté français, mais on serait prêt, semble-t-il, à profiter de l'occasion pour relancer l'idée d'un accord sur les conditions pratiques de la coopération. Un tel texte ne serait pas inutile, estime-t-on, pour éviter un certain nombre de « bavures » dont font les frais les coopérateurs et les Français qui viennent en U.R.S.S. ; un tel accord serait parfaitement conforme à l'esprit de l'accord final d'Helsinki.

### M. Brejnev viendra-t-il en 1976 ?

Parmi les autres problèmes bilatéraux qui seront abordés par M. Gromyko au cours de ses entretiens avec M. Sauvagnargues et avec le président de la République figure un éventuel voyage de M. Brejnev en France. En vertu des accords sur les consultations régulières entre les dirigeants des deux pays, c'est à M. Brejnev, en effet, de faire en 1976 une visite officielle à Paris. Le secrétaire général a déjà accepté le principe d'une telle visite. Reste à savoir si son état de santé, son programme, les difficultés de l'été, ne lui permettraient pas de le faire. Du côté français, on aimerait bien qu'il en soit ainsi, non seulement pour des raisons

de prestige, mais aussi, sans doute, pour des raisons de politique intérieure. Rien cependant ne paraît assuré, ne serait-ce que parce que M. Brejnev doit aussi répondre à plusieurs autres invitations, notamment celles de Londres, de Bonn et de Rome.

Théoriquement, un autre voyage d'une personnalité soviétique devrait être, lui aussi, discuté : celui de M. Kossyguine, qui avait été invité par M. Chirac lors du voyage qu'avait fait le premier ministre français en U.R.S.S. l'an dernier. M. Gromyko devrait enfin communiquer à M. Sauvagnargues l'accord de son gouvernement pour l'accréditation d'un nouvel ambassadeur de France en U.R.S.S. On croit savoir qu'une telle demande a été récemment présentée aux autorités soviétiques. L'actuel ambassadeur, M. Vilmon, devant prendre sa retraite.

Selon la coutume, M. Gromyko passera d'autre part en revue les principaux problèmes internationaux du moment. Le ministre soviétique des affaires étrangères s'étendra tout particulièrement sur les problèmes de désarmement, en sujet qui n'est plus « tabou » pour la France, mais il ne faut pas s'attendre à de grands développements ; plutôt à de nouvelles demandes d'explication de la part du gouvernement français, aussi bien en ce qui concerne le projet soviétique de traité sur le renoncement à la force que celui d'un accord sur l'interdiction de la mise au point de nouvelles armes de destruction massive. La situation au Proche-Orient sera aussi abordée : la position des deux pays au niveau des principes au moins, est assez proche. La discussion pourrait être, en revanche, plus riche à propos de l'Afrique, de Djibouti en particulier. Compte tenu des relations privilégiées qui existent entre Moscou et Mogadiscio, la France estime en effet que l'U.R.S.S. se doit de jouer un rôle modérateur dans l'affaire de Djibouti, ne serait-ce que pour éviter au continent africain de nouveaux affrontements après l'évacuation de ce territoire par la France.

JACQUES AMALRIC.

### DES CONTESTATAIRES ACCUSENT LE K.G.B. D'AVOIR CAUSÉ LA MORT D'UN OFFICIER JUIF

Moscou (A.P.). — Huit Soviétiques contestataires ont signé dimanche 25 avril une déclaration dans laquelle ils accusent le K.G.B. (police) d'avoir eu une responsabilité morale dans la mort de l'ancien colonel juif contestataire Yefim Davidovitch, qui a succombé samedi à sa sixième crise cardiaque à son domicile, à Minsk.

« Le meurtre a été accompli sans coupes, sans aiguilles sous les ongles, sans cellule de châtiment dans laquelle le prisonnier doit rester debout, sans autre accessoire de l'ère stalinienne », écrivent les signataires. Les successeurs modernes de Bérta et de Lejov peuvent leur sans laisser de traces.

Mais ils notent que Davidovitch a été harcelé de « convocations du K.G.B., d'interrogatoires, de menaces d'arrestation, d'incidents dans la presse et finalement privé de son rang et de sa retraite militaire, son unique moyen d'existence », en mai 1975, après un refus des autorités de le laisser émigrer en Israël. Au nombre des signataires se trouve M. Sakharov.

## République d'Irlande

### LE SINN FEIN PROVISOIRE COMMÉMORE LES « PAQUES SANGLANTES » DE 1916

(De notre correspondant.)

Dublin. — Organisée par le Sinn Féin provisoire, l'unité politique de l'I.R.A., la manifestation républicaine la plus importante depuis le début des troubles en Ulster, en 1969, a eu lieu dimanche 25 avril à Dublin.

Devant les autorités qui, la semaine dernière, avaient déclaré la manifestation illégale, les « pros » ont profité de cet anniversaire pour affirmer leur présence et protester contre l'hostilité croissante du gouvernement de Dublin à leur égard. Les leaders les plus connus de l'organisation nationaliste avaient pris place sur une tribune.

M. O'Bradaigh, président du Sinn Féin provisoire, a renouvelé sa foi dans la solution politique proposée par son organisation : une Irlande fédérale composée des quatre provinces du pays, l'Ulster compris, où les unionistes et les nationalistes administreraient leurs propres affaires. Assurant qu'il y aurait une place honorable pour les unionistes dans la nouvelle Irlande, il a rappelé les trois revendications des pros : retrait de l'administration britannique d'Irlande du Nord, pourparlers entre les forces nationales, unionistes et nationalistes, amnistie générale pour tous les prisonniers politiques.

JOE MULHOLLAND.

### M. THORN PROPOSE DE NOUVELLES CONSULTATIONS SUR LES ÉLECTIONS DIRECTES AU PARLEMENT EUROPÉEN

Ronn (A.P.). — De nouvelles consultations au sujet des élections directes au Parlement européen ont été proposées par le premier ministre luxembourgeois, M. Gaston Thorn, aux chefs de gouvernement des neuf pays membres de la Communauté économique européenne.

Dans une interview accordée au journal dominical ouest-allemand *Welt am Sonntag*, M. Thorn, qui assume également la présidence du Conseil européen, indique qu'il avait adressé une lettre dans ce sens à ses huit collègues. M. Thorn a précisé qu'il proposait la date du 5 mai, car il se désolait que la Commission n'ait pas pu remettre l'examen de cette question au prochain Conseil européen.

Se défendant d'être pessimiste, M. Thorn a déclaré : « Pour la première fois dans ma vie, je crois que même le minimum de ce que l'Europe d'une intégration européenne — et je ne parle pas d'une union douanière — est menacé ».

## Vers la dissolution du Parlement ?

(Suite de la première page.)

Une étude de dates conduit à désigner trois noms : ceux de M. Giovanni Leone, actuellement président de la République ; de M. Mariano Rumor, ministre des affaires étrangères ; et, avec une moindre probabilité, de M. Aldo Moro.

Se fondant sur des déductions, voire sur de simples jeux de mots, plusieurs députés et sénateurs ont été conduits à porter leurs soupçons sur le président de la République. Celui-ci a aussitôt réagi en adressant, le 23 avril, un télégramme à la commission d'enquête parlementaire : il lui demandait de se réunir d'urgence et de lui remettre ses travaux lorsque toute la lumière serait faite sur cette grave affaire.

Il n'en a rien été. Pour des raisons difficiles à comprendre, la commission (démocrate-chrétienne) de la commission a choisi de maintenir la réunion à la date prévue, le mercredi 28 avril. Cette décision provoque de vives critiques. Celui-ci a aussitôt réagi en adressant, le 23 avril, un télégramme à la commission d'enquête parlementaire : il lui demandait de se réunir d'urgence et de lui remettre ses travaux lorsque toute la lumière serait faite sur cette grave affaire.

Toujours est-il que la commission a besoin, comme l'affirme son président, de précisions supplémentaires pour continuer ses travaux. Elles ne peuvent lui être fournies que par des témoins américains avec le consentement

## Italie

### L'INSTITUT POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES CÉLÈBRE SON DIXIÈME ANNIVERSAIRE

(De notre correspondant.)

Rome. — Les événements qui agitent la péninsule ont donné un intérêt supplémentaire au colloque qu'organise à Rome le 25 avril l'Institut italien pour les affaires internationales (I.A.I.) à l'occasion de son dixième anniversaire (1). Le thème choisi : « L'Italie et le nouveau système international » était assez vaste pour permettre à chaque orateur de traiter en fait le sujet de son choix. Parmi les conférenciers, étaient notamment présents M.M. Spinnelli, membre de la Commission de la C.E.E. ; François Duchêne, directeur d'étude à l'université du Sussex ; Karl Kaiser, directeur de l'Institut ouest-allemand de politique étrangère, et André Fontaine, rédacteur en chef du *Monde*. M.M. Guido Carli, ancien gouverneur de la Banque d'Italie, et Giovanni Agnelli, président de la Fiat, assistaient au débat.

M. Cesare Martini, directeur de l'I.A.I., a défini l'idée selon laquelle l'Italie serait à mi-distance de l'Europe et de l'Occident. « Notre place, a-t-il déclaré, est dans l'Europe et l'Occident nous demandons la priorité à l'Europe ». Chargé des relations extérieures du P.C.I. M. Sergio Segre a rappelé l'attachement des communistes italiens à l'Europe et leur acceptation de l'O.T.A.N. Dans le domaine militaire, a-t-il remarqué, une participation du P.C. au pouvoir ne changerait pas grand-chose : l'Italie est trop faiblement économiquement pour être vraiment indépendante. « Mais pour la première fois en soixante ans, il existe un accord de tous les partis sur les choix de politique étrangère ».

M. Kaiser doute pour sa part que l'O.T.A.N. reste intacte après une entrée des communistes dans le gouvernement d'un des pays membres. Il s'est demandé de quel côté pencherait la loyauté du P.C. italien en cas de crise internationale grave. « Quelle crise ? a répondu M. Segre. R. S. peut en parler dans l'abstrait. Chaque circonstance historique a sa réponse ; on se la trouve que dans la réalité et se concrétise ».

(1) I.A.I., 88, viale Mazzini, 00185 Rome.

### LA POLICE A INTERPELLÉ CENT CINQUANTE PERSONNES

Trois mille Arméniens ont défilé sur les Champs-Élysées à Paris, samedi 24 avril, dans l'après-midi. Ils commémoraient ainsi « le soixante et unième anniversaire du génocide du peuple arménien perpétré par le gouvernement turc en 1915 ». La manifestation avait été interdite par le ministère de l'Intérieur. Après le défilé, qui avait eu lieu dans le silence et sans incident, la police a procédé à quelque cent cinquante interpellations pour vérification d'identité.

Le Comité de défense de la cause arménienne a protesté contre cette intervention, « trouvant regrettable qu'une manifestation publique et digne commémorant une question de justice élémentaire ainsi que le soutien du président de la République, M. Charles de Gaulle, dans la lettre du 16 mai 1974, adressée au comité, ait été interdite ». Le comité ajoute : « Il nous apparaît clairement que le véritable motif de l'interdiction est de nature politique et vise à étouffer la voix du peuple arménien ». Selon le ministère de l'Intérieur, les forces de police sont intervenues pour empêcher que les manifestants ne marchent sur le consulat de Turquie, ainsi qu'ils en avaient manifesté l'intention.

ROBERT SOLÉ.

### M. AGNELLI : nous ne devons pas avoir peur des communistes.

« Je pense que nous ne devons pas avoir peur des communistes », déclare M. Giovanni Agnelli, dans une interview à *l'Europe*. Leur comportement dépend en grande partie de nous. Si nous céions à la peur, si les industriels devenaient nerveux, arrêteraient les investissements, si les gens quittent le pays, la position communiste s'en trouverait grandement améliorée. On aura l'impression que la parti communiste est la seule force stable du pays ».

Le P.-D. G. de Fiat a d'ailleurs fait estimer que les avertissements de M. Agnelli étaient compréhensibles et a ajouté que si les communistes arrivaient au gouvernement italien « les États-Unis se comporteraient d'une façon totalement différente ».

Interrogé sur les répercussions de cet événement quant à l'O.T.A.N., M. Agnelli a déclaré : « Si vous nous des pays, ces communistes au pouvoir, l'O.T.A.N. devient différent. Je pense que cela appellerait une réaction totale de la part de l'Occident. Entre autres choses, nous pourrions concevoir qu'un de nos objectifs serait de défendre les partis communistes occidentaux contre l'influence de Moscou ».

**Victor Malka**  
**LE JUDAISME**

« Un petit livre fort bien conçu et réalisé »  
Georges Friedmann

« Stimulant, pétillant comme du vin de Champagne cultivé par Rachi »  
André Neher

« Passionnant de bout en bout »  
Serge Grossard

**BASIC**  
collection dirigée par Adam Biro  
Le monde actuel purement et simplement

Liliane Elsen  
La crise de l'énergie  
Guy de Faramond  
La Suède et la qualité de la vie  
Christian de Goussine  
La torture  
Alain-Pierre Rodet  
Commerçants et artisans

le Centurion

Jean-Pierre Brulé  
L'arsenal mondial

Alain Sabatier  
Les sociétés multinationales

Jean-Paul Kaufmann  
et Daniel Le Gac  
Juifs et arabes en Palestine

## AFRIQUE

## Mozambique

## « Nous menons une lutte des classes pour créer un homme nouveau »

déclare au « Monde » le président Samora Machel

« Sur quelles forces vous appuyez-vous pour gouverner le Mozambique, et, à quelles résistances votre action se heurte-t-elle ? »

— La force du processus révolutionnaire réside, comme nous l'avons toujours souligné, dans l'alliance entre ouvriers et paysans. C'est un large front de tous les travailleurs qui, soit directement, soit indirectement comme dans la science ou les services de l'appareil d'Etat, produisent des biens matériels et ne possèdent rien.

« En face il n'existe pas de bourgeoisie nationale ». Nous avons une bourgeoisie « intérieure », qui comprend d'abord une bourgeoisie coloniale.

« La bourgeoisie coloniale a accumulé une grande fortune par l'exploitation brutale et le système répressif. Elle tirait son existence de la guerre coloniale, de la FIDJ (force internationale de défense des travailleurs) et des massacres. En tombant, le système colonial l'a entraînée dans sa chute. Discreditée par son attitude passée, elle a dans sa grande majorité quitté le pays en essayant de laisser ses biens à des gérants.

« La petite et moyenne bourgeoisie mozambicaine, trente mille personnes au grand maximum, est de création très récente. Elle est apparue lorsque Caetano, voyant la guerre coloniale perdue, a tenté démocratiquement de mélanger à la bourgeoisie coloniale des Africains à qui il distribuait des terres, des possibilités d'acquiescer de petites maisons. Au mieux, ils étaient appelés à devenir des « évolués », car ils ne pouvaient être autre chose que des intermé-

Les dirigeants du Mozambique semblent résolus à aider directement les mouvements de libération d'Afrique australe et à rallier à la cause du recours à la force certains de leurs voisins jusqu'à présent partisans du dialogue. C'est dans ce contexte qu'il faut situer les récentes déclarations de M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie (le Monde du 23 avril) qui, à l'occasion de sa visite à Maputo, a appelé les Africains à s'unir contre les régimes minoritaires blancs de Rhodésie et d'Afrique du Sud.

La séjourn en Union soviétique d'une mission conduite par M. Al-

diaires : s'ils s'étaient formés en bourgeoisie nationale, ils seraient devenus des adversaires et des concurrents de la bourgeoisie coloniale fasciste qui gouvernait.

« Il n'y avait, à cette époque, que deux forces : le Frelimo et le colonialisme. En tentant de créer cette troisième force, Caetano était certain de susciter au Frelimo un adversaire auquel il espérait abandonner le pouvoir.

« Dans son essence, la bourgeoisie mozambicaine n'a donc aucun pouvoir économique. Elle n'a même pas eu la possibilité de posséder la moindre entreprise agricole ou industrielle. Elle n'est que la bourgeoisie qui par sa vocation à se substituer au patron. Elle admire la culture du colonisateur, ignorant que nous avons notre propre culture. C'est donc une bourgeoisie sans personnalité, et, dans ces conditions, je me demande si elle peut résister.

— La lutte contre la bourgeoisie est donc d'abord idéologique ?

— Oui !

— Vous établissez toujours

une différence entre les anciennes zones libérées et les zones sous domination portugaise, entre les villes et les campagnes. Pourquoi ?

— Les zones libérées l'ont été de l'exploitation coloniale. Mais aussi de la superstition et de l'aliénation des hommes à des forces surnaturelles. La qualité première de la révolution est, pour nous, la transformation profonde de la société et des mentalités, l'établissement de relations d'amour entre les hommes par deux moyens essentiels : la prédominance des valeurs collectives et la libération de l'initiative créatrice. Ces conquêtes révolutionnaires, nous devons les transporter dans tout le pays, en particulier dans les villes.

— Quel est le type de développement économique dans lequel souhaite s'engager le Mozambique ?

— Nous avons choisi l'agriculture comme base de développement parce qu'elle n'exige que peu d'investissements, parce que nous possédons une expé-

rience certaine en ce domaine, acquise dans les régions libérées, et parce que nous pourrions ainsi arriver tout de suite à des résultats qui résoudraient les problèmes immédiats des masses : alimentation et vêtements. Mais nous considérons l'industrie comme l'élément moteur. L'élévation de la productivité agricole dépend d'elle l'industrie lourde, en utilisant les immenses ressources naturelles de notre pays, peut seule poser les bases de notre prospérité et garantir notre indépendance nationale.

— Vous souhaitez donc rompre avec les circuits économiques occidentaux ?

— C'est tout un processus. Mais notre tâche essentielle est la non-dépendance. Nous voudrions établir une coopération tant avec les pays socialistes qu'avec les pays occidentaux. Nous voulons rompre avec la dépendance qui découle de l'aide.

— Pour atteindre ces objectifs politiques et économiques, quel modèle de pouvoir voulez-vous établir ?

— Imaginer que vous demandiez à un paysan, à un combattant de base, contre quoi il a lutté : le colonialisme ou le capitalisme ? En dix ans de lutte armée, il ne les a pas différenciés. En rejetant le colonialisme, notre peuple a rejeté le capitalisme. Nous avons défini la « démocratie populaire » comme l'étape actuelle de l'édification du pouvoir de l'alliance ouvriers-paysans, qui exige une société où les moyens essentiels de production soient collectivisés, et que les classes travailleuses dominent l'Etat, l'économie, la science et la culture.

— Et cette étape exige du Frelimo une main de fer ?

— Il n'y a pas de classe qui se suicide en tant que classe : il faut la combattre et la détruire. Ce combat exige du Frelimo une lutte constante, ferme, une purification pour établir une rupture. Il y a divorce, incompatibilité et non coexistence entre la classe exploitatrice et les travailleurs. Cette lutte des classes exige la création d'un homme nouveau, et l'homme nouveau naît du combat. Lutte

d'idées, lutte constante pour éliminer le vieux et pour que le nouveau puisse survivre. Par la libération constante de l'initiative créatrice, nous donnerons naissance à cet homme nouveau qui liquidera la contradiction entre le cerveau et la main. Il ne peut y avoir de coupure entre les deux.

— Quel peut être aujourd'hui le rôle des Portugais au Mozambique ?

— Les Portugais au Mozambique ne sont pas des Mozambicains. Les Mozambicains au Portugal ne sont pas des Portugais. Or le rôle des étrangers au Mozambique peut être important, mais doit être secondaire, car ce sont les Mozambicains qui doivent y jouer le rôle décisif. L'amitié entre nos deux peuples exige la destruction du colonialisme. Mais elle exige encore plus : la destruction des séquelles du colonialisme.

« Les Portugais du Mozambique doivent donc accepter que cessent leurs privilèges de colons et abandonner l'idée qu'ils vivent toujours dans le système passé. Quant à ceux qui pensent qu'il leur est impossible de vivre aujourd'hui au Mozambique sans leurs privilèges, leur présence est indésirable. C'est pourquoi nous assistons à un départ massif des Portugais du Mozambique.

— Vous avez déclaré que le sort de la révolution africaine se jouait en Angola. Quelles conclusions tirez-vous de la victoire du M.P.L.A. ?

— Premièrement, cette victoire consolide les forces progressistes en Afrique et démontre que l'impérialisme ne peut plus intervenir comme il le veut.

« Deuxièmement, cette victoire consacre le droit des peuples à choisir librement le système politique, économique et social qui leur convient. Ce choix n'est pas du ressort des puissances impérialistes.

« Troisièmement, cette victoire a révélé la dimension agressive et expansionniste de l'Afrique du Sud et réduit en cendres le mythe de sa supériorité militaire. L'Afrique du Sud elle-même crée les conditions pour un développement de la lutte en Namibie, où elle stagne. Elle a allumé un incendie en Angola. Dans sa retraite en Namibie, elle a ramené l'incendie avec elle. Et si elle continue d'aggraver d'autres peuples, ce sera la même chose. Elle sera attaquée de toutes parts.

## La guerre en Rhodésie sera longue

— Quel type de lutte doit mener, à vos yeux, les nationalistes rhodésiens ?

— Une grande confusion règne encore aujourd'hui quant à la définition correcte de l'ennemi. On raisonne encore en termes de Blancs qui dominent des Noirs. Seule une guerre populaire va permettre de définir l'ennemi autrement qu'en termes de couleur ou de race. Tous les Rhodésiens, Blancs et Noirs, découvriront alors que ce combat est une lutte des classes qui oppose les exploitateurs aux exploités, les oppresseurs aux opprimés, que cette guerre est une guerre de libération qui doit non seulement libérer les hommes, mais aussi libérer les mentalités.

« Le problème essentiel en Rhodésie est aujourd'hui celui de la décolonisation mentale, de la fin du complexe de supériorité des Blancs et du complexe d'infériorité des Noirs. D'autre part, la guerre populaire, en unissant les masses et les combattants, permet que s'élabore une pensée commune. De cette pensée commune naît une définition de la cible et des objectifs, une équipe dirigeante. Enfin, les zones libérées que la guerre populaire va créer assureront l'édification des nouvelles bases sur lesquelles l'Etat futur sera bâti et la naissance d'un nouveau type de relations entre les hommes. Cette guerre, parce qu'elle deviendra populaire, sera longue.

— Quel sens donnez-vous à votre politique de non-alignement ?

— Nous concevons le non-alignement comme la constitution par tous les Etats qui ne font pas partie des blocs militaires d'un large front anti-impérialiste. Un front des Etats, petits et moyens, qui s'unissent pour imposer l'égalité dans les relations internationales et leur droit à utiliser, au profit de leurs masses laborieuses, les ressources de leur pays. Nous voulons un non-alignement actif.

— Vous avez déclaré que le Frelimo a grandi de crise en crise. D'autres crises sont-elles inévitables ?

— La crise est permanente. Elle seule nous permet d'avancer et de distinguer ce qui est correct de ce qui est erroné. La lutte est entre ceux qui veulent servir le peuple et ceux qui veulent servir leurs intérêts personnels. La lutte des classes est inévitable et permanente. Elle seule permet de liquider les vieux schémas et le traditionalisme autant que l'anarchie.

Propos recueillis par RENÉ LEFORT.

EN  
AVANT-PREMIERE  
MONDIALE  
ET EN COULEURS  
LE NOUVEL OBSERVATEUR  
VOUS OFFRE LA PUBLICATION  
INTEGRALE DU PROCHAIN  
GOSCINNY ET UDERZO  
**OBELIX**  
ET COMPAGNIE



A PARTIR D'AUJOURD'HUI,  
PENDANT 7 SEMAINES, UN SUPPLEMENT DE 8 PAGES EN COULEURS

DANS LE NOUVEL  
**observateur**

مكتبة الامم المتحدة



## AFRIQUE

# La Rhodésie à vingt contre un

(Suite de la première page.)

Pour nos hôtes, le premier incident sérieux s'est produit fin février, une semaine avant l'annonce de la fermeture par le président Machel de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie. Mme Farge raconte : « Il y a eu une petite attaque du Frelimo contre le poste-frontière. Mon mari était absent. J'ai déclenché l'alarme. Moins de six minutes plus tard, l'hélicoptère de secours était sur les lieux. Les Frelimo ont tiré dessus à la roquette. Deux d'entre eux sont tombés dans mon jardin. Une case a explosé de l'autre côté de la frontière, sans doute des munitions... »

Du sud au nord, Chipinga, Masetter, Umfali, Penhalonga et Inyanga sont les noms des « terres blanches » qui bordent la frontière du Mozambique, région de hautes collines verdoyantes que les fermiers européens ont transformée en « Suisse de l'Afrique ». Ici il pleut beaucoup et un sol riche porte des plantations de thé, de café, d'eucalyptus ou de pins. Du côté rhodésien, leurs limites sont fixées par les parcs nationaux et les Tribal Trust Lands, les réserves africaines. C'est toute cette région, d'une beauté et d'une douceur exceptionnelles, que menace la nouvelle guerre de Rhodésie, onze ans après la proclamation, par les Européens de l'UDI de l'indépendance unilatérale de la colonie britannique.

Sur la frontière, la plupart des fermes européennes sont protégées par des clôtures surmontées de barbelés et munies d'une alarme électrique. A la mi-avril, les Farge n'avaient pas encore équipé leur maison, mais ils y songeaient sérieusement. En cas d'attaque, quatre ampoules de 500 watts chacune permettent déjà d'illuminer les alentours. Nos hôtes dorment auprès de leurs fusils, tandis que leurs deux jardes veillent jusqu'à l'aurore. La piste de 45 kilomètres qui relie la mission chrétienne voisine de Mont-Selinda à Chipinga est ouverte chaque matin par une voiture de déminage de l'armée. Gérard Farge a conservé son réseau d'arbres, qui cache la ferme du côté du Mozambique. De temps à autre, lui et son épouse profitent d'un passage à Chipinga, où François est pensionnaire, pour aller s'entraîner au champ de tir mis à la dispo-

sition des fermiers. Tous les quinze jours, ceux-ci se réunissent à Chipinga, où la police de la situation. Par mesure de précaution, un couvre-feu nocturne a été imposé sur la région. A 8 heures, tous les matins, la police rhodésienne vérifie le bon fonctionnement de l'agriculteur.

### « Un nid notoire de terroristes »

Le 6 mars, un couple de fermiers, les Joubert, est tombé dans une embuscade à proximité du bourg de Chipinga. Un bébé de vingt et un mois a été grièvement blessé. Une balle lui a traversé la vessie et un rein. Sa mère a été atteinte à une jambe et à la hanche. Ce sont les premières victimes européennes de cette nouvelle guerre. Les Joubert sont des Afrikaners, nombreux dans le sud de la Rhodésie, et qui passent pour être « durs » avec leurs employés africains. Selon la version officielle de l'incident, ils avaient pris la route assez tard pour entendre une messe de fin d'après-midi, car « ils avaient été retardés par une distribution de rations alimentaires à leurs ouvriers ». D'autres sources assurent que M. Joubert n'avait pas payé ses ouvriers depuis deux mois.

Un autre fermier de la région, Afrikaner lui aussi, a été soumis à une épreuve moins tragique, mais assez éprouvante. Il avait la réputation de fouetter ses ouvriers agricoles. Un soir, un Africain très respectueux a demandé à le voir. Il s'est retrouvé sur le perron de sa ferme encadré par des Noirs armés qui l'ont invité à prévenir sa femme qu'il s'absentait pour un long moment. Ils lui ont ensuite fait traverser la frontière pour le conduire jusqu'à Vila-Fery, où un « tribunal populaire » l'a jugé et condamné à une amende de trente têtes de bétail — qui serait portée à soixante en cas de récidive. Il a dû remettre les bêtes à ses ravisseurs avant de rentrer se barricader chez lui.

Au sud de Chipinga, la frontière avec le Mozambique est formée par une succession de réserves africaines et le parc national de Ghona-Re-Zhou, que traverse la voie ferrée qui relie Salisbury à Maputo. A Vila-Salazar, là où le rail franchit la frontière, les incidents entre Frelimo et Rhodésiens se sont multipliés depuis l'incarcération, le 3 mars, de dix-sept employés des chemins de fer rhodésiens qui se trouvaient alors au Mozambique et dont plusieurs ont été libérés. Les guérilleros passent par les réserves africaines et dans le parc, le long de la rivière Sabi, qui remonte vers Chipinga, et du Limpopo, qui forme la frontière entre la Rhodésie et la République Sud-Africaine jusqu'au pont de Beitbridge. La voie ferrée, récemment coupée par un attentat (le Monde du 21 avril), et la route sont, avec le chemin de fer du Botswana, les artères vitales du pays.

Au nord des « terres blanches », sur la vallée du Zambèze, la frontière du Mozambique est également formée sur quelque 500 kilomètres par des Tribal Trust Lands africaines. C'est dans cette région que les partisans de la ZANU (Zimbabwe African National Union) ont fait régor l'insécurité de 1972 à fin 1974. Ils venaient alors de Zambie en traversant la pro-

vince de Tete, au Mozambique. Ils ne se sont guère manifestés depuis septembre 1974, date à laquelle l'armée zambienne a occupé leurs camps. Toutefois, le président Kaunda, chef de l'Etat zambien, menace à nouveau de leur laisser les mains libres depuis que les pourparlers constitutionnels entre M.M. Ian Smith et Joshua Nkomo ont échoué, en mars dernier.

Pour l'instant, la menace la plus pressante vient des camps aménagés au Mozambique à la hauteur des « terres blanches » et du parc de Ghona-Re-Zhou. C'est à l'automne dernier que des dizaines d'élèves africains des missions chrétiennes proches de la frontière, du côté rhodésien, ont commencé à rejoindre ces camps. La mission américaine de Chikore, située au sud de Chipinga, est considérée par M. Farge comme « un nid notoire de terroristes ». « Tous nos ennemis se produisent dans un rayon de 30 kilomètres autour de cette mission », explique-t-il, en ajoutant : « Les professeurs africains disent à leurs élèves de passer de l'autre côté, et de le font. » Les fermiers européens auraient adressé au gouvernement une pétition réclamant la fermeture de la mission.

Des centaines d'adolescents sont ainsi passés à la guérilla à la fin de 1975, et les camps d'entraînement où ils ont été regroupés, souvent non sans mal, comptent maintenant entre quatre et six mille recrues. Les services de renseignements américains pensent que des instructeurs soviétiques sont sur place. Ils évaluent à un millier le nombre de guérilleros déjà infiltrés en territoire rhodésien. Leur matériel est léger : fusils automatiques, bazookas, mortiers. Les incidents les plus fréquents étaient des explosions de mines sur des pistes jusqu'au dimanche de Pâques, date à laquelle trois

touristes sud-africains furent tués par un groupe armé.

A la mi-avril, les forces de sécurité avaient eu, depuis le début de l'année, moins de vingt tués pour près de cent cinquante « terroristes » abattus, selon les chiffres officiels de Salisbury. Mais la présence d'insurgés africains avait déjà été signalée jusque dans la réserve de Beilings, soit à près de 300 kilomètres de la frontière du Mozambique. La plupart des victimes civiles étaient encore des Afrikaners. « Non loin d'ici, raconte Gérard Farge, le Frelimo a attaqué quatre magasins africains de Beacon-Hill. Plusieurs civils ont été tués. » Lui, au moins, ne se décourage pas : « C'est le pot de fer contre le pot de terre. Donnez le feu vert à l'armée rhodésienne, et en quarante-huit heures, elle occupera le port de Beira. »

### « Priez pour la Rhodésie »

Ces fermiers ont de puissantes raisons de s'accrocher à leur terre. Ils ont tout tenté : la Tunisie, la Guinée, la culture des pommes en France, le Zaïre, le Congo, avant d'échouer en Rhodésie ou, plus exactement, d'y « découvrir le paradis », comme le dira Mme Farge. Ils ont racheté cette propriété il y a neuf mois, avec un crédit très avantageux du gouvernement. « Dans cinq ans, explique Gérard Farge, quand j'aurai fini de rembourser, elle me rapportera entre 70 000 et 80 000 dollars rhodésiens par an (près de 450 000 francs français). » Ils sont devenus citoyens rhodésiens en conservant la nationalité française.

Leurs deux aînés sont pensionnaires dans les écoles de Salisbury. La fille, quatorze ans, est l'une des animatrices de la campagne Pray for Rhodesia (priez

pour la Rhodésie), un mouvement de résistance du régime. Le fils, treize ans, est capitaine de l'équipe de water-polo de son lycée. Les Farge versent chaque mois 26 dollars pour cinq personnes à une caisse de sécurité sociale privée. François, le cadet, a été opéré avec succès d'une tumeur au cerveau. Coût des soins : plus de 2 000 dollars. « J'aborde la cinquantaine, dit Gérard Farge, et c'est la dernière fois que je m'installe. Si ça tourne mal, on s'accrochera. Où aller ? Qui peut dire à coup sûr que, dans vingt ans, la France ne sera pas communiste ? »

De sa terrasse, il nous montre la frontière qui court entre les deux pays : les terres mal entretenues du Mozambique tranchent sur le paysage net et riche des cultures européennes. « Il y avait trois éleveurs portugais de l'autre côté, ils ont fini par se décourager, abandonnant leur bétail. Trois mille têtes qui traînent dans la nature, tout le monde se sert. J'avais une vingtaine de vaches du Mozambique comme ouvrières. Ils voudraient bien rentrer travailler, mais la Frelimo les en empêche. Dans un mois, pour la récolte, je vais combler le trou avec des élèves de la mission de Mont-Selinda. »

Sa ferme compte entre 650 et 700 hectares. Il ne peut pas mettre en valeur un fond de vallée, car la piste qui y mène passe en territoire mozambicain. Des Afrikaners y ont planté quelques maïs, mais la Frelimo les en empêche. « Je vais acheter un bulldozer pour faire une autre piste, et vous verrez, dès que j'aurai accès à la vallée, je ferai appel à la police, et il ne faudra pas plus de huit jours pour que le terrain soit libre », dit-il. Il ajoute, amer : « Pourquoi tout le monde se mêle-t-il de la Rhodésie ? Il n'y a pas un nègre à l'ONU qui peut se vanter d'avoir, chez lui, des pens qui violent aussi

bien qu'ici. Nous n'avons pas de mendiants, pas de bidonvilles. Nos Noirs sont tout ronds. Bon Dieu ! que tous les pays se mêlent de ce qui les regarde ! Qui a protesté à l'ONU contre les massacres de nègres par des nègres ? Qui ? ». Sa femme renchérit : « Idi Amin peut massacrer, tout le monde en rit. Si vous saviez quel accueil nous avons reçu ici ! Tout le monde nous a prêté quelque chose. » Comptant parmi les derniers venus, les Farge veulent rester. La guérilla, au stade actuel, ne leur fait pas peur.

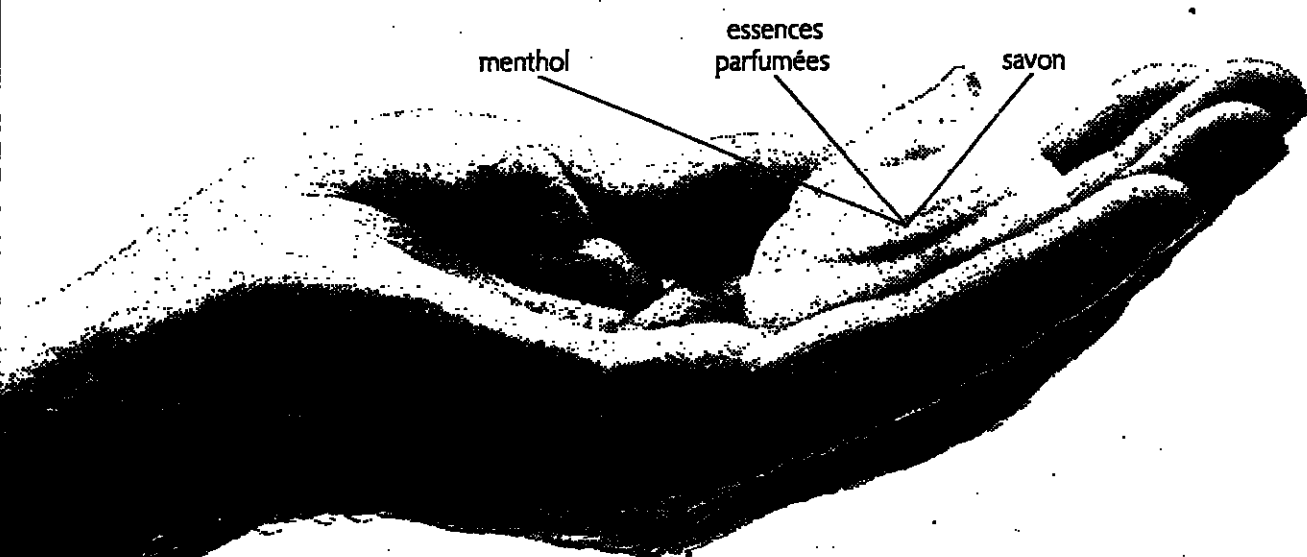
Ils sont persuadés que l'armée rhodésienne est équipée pour y faire face, que M. Smith a raison de ne pas céder et de s'appuyer sur la « méritocratie », et que non seulement les six mille deux cents fermiers mais tous les Européens de Rhodésie ou presque pensent comme eux. Un couple de jeunes fermiers français, les de Gentil, arrivés depuis un an de la Martinique, tient le même langage. Ils sont venus déjeuner avec leurs deux bébés dans une Land-Rover qu'ils viennent de doter d'un blindage anti-mines. « Que craint la Rhodésie ? L'épuisement au bout de dix ou vingt ans ? Qu'ils nous obligent à trop dépenser pour nous défendre ? C'est le risque. C'est la guerre d'un peuple contre un peuple. Si la Rhodésie saute, l'Afrique du Sud saute aussi. L'Afrique du Sud du Zambèze appartient aux Blancs. » Mme Farge, qui juge son pays d'adoption après tant de soucis, voit son bonheur menacé : « La Rhodésie, c'est une immense famille de 270 000 membres. » C'est le nombre des Européens.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Prochain article :

UN ETAT SANS NATION

C'est peut-être dans votre crème à raser qu'il faut chercher les responsables de vos irritations.



Qu'est-ce qui fait toute cette mousse dans la plupart des produits à raser ? Le savon.

Or, le savon est alcalin. Son contact seul perturbe l'équilibre de votre peau pour plusieurs heures. C'est pourquoi il n'y aura jamais de savon dans Kéops.

Ce qui fait la mousse légère de Kéops, ce sont tout simplement des agents moussants au pH proche de celui de votre peau, donc inoffensifs.

Qu'est-ce qui sent si bon dans la plupart des produits à raser ? Le menthol ou les essences parfumées. Parfois les deux.

Or, l'un comme l'autre peut provoquer des irritations sur une peau rendue d'autant plus sensible qu'elle vient de subir l'agression du rasoir.

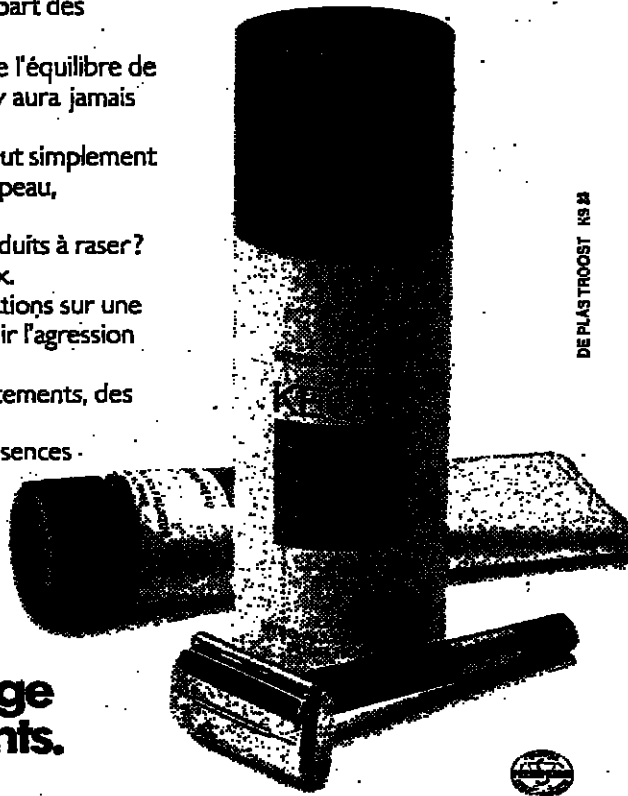
Cela peut se traduire par des rougeurs, des picotements, des sensations de brûlures, ou même des allergies.

C'est pourquoi il n'y aura jamais ni menthol, ni essences parfumées dans Kéops.

Dans Kéops, il y a seulement ce qu'il faut pour bien raser votre peau sans lui faire de mal.

Kéops a été agréé par Prestipharm qui contrôle la qualité des produits de dermo-pharmacie.

**Kéops. Produits de rasage conçus sans éléments irritants.**



DEFLAT THROST 13 14

**Israël**  
Brochure illustrée 500 TOUTES les semaines  
Par avion  
Paris/Frank 1935 F • Paris/Paris en avion  
de 10 jours avec un billet  
6 lignes et 500 TOUTES les semaines  
1980 F  
Envoi gratuit  
Maison de l'Israël 10, rue de la République, 75001 PARIS  
Vente par RAPID LUNIA 1100 F

**ZiNOPIER**  
Préparez le diplôme d'Etat  
D'EXPERT COMPTABLE  
Aucun diplôme exigé  
Aucune limite d'âge  
Demandez le nouveau guide  
gratuit numéro  
ECOLE PREPARATOIRE  
D'ADMINISTRATION  
Ecole privée fondée en 1873  
soumise au contrôle pédagogique  
de l'Etat.  
4, rue des Petits-Champs,  
75006 PARIS - CENEX 02

cette semaine  
**jeune  
afrique  
révèle ...**  
... pourquoi Paris abandonne  
sa base à Djibouti  
... la vraie nature des  
liens Europe-Afrique  
... l'officiel et l'officieux sur  
les grands événements  
internationaux de la semaine.  
**jeune  
afrique**  
L'HEBDOMADAIRE DE  
L'ACTUALITE INTERNATIONALE  
51, avenue des Terres  
75017 Paris En vente chez votre marchand de journaux

# AFRIQUE

## Sahara occidental

### Hassan II a ratifié la convention relative au tracé de la frontière entre le Maroc et la Mauritanie

De notre correspondant

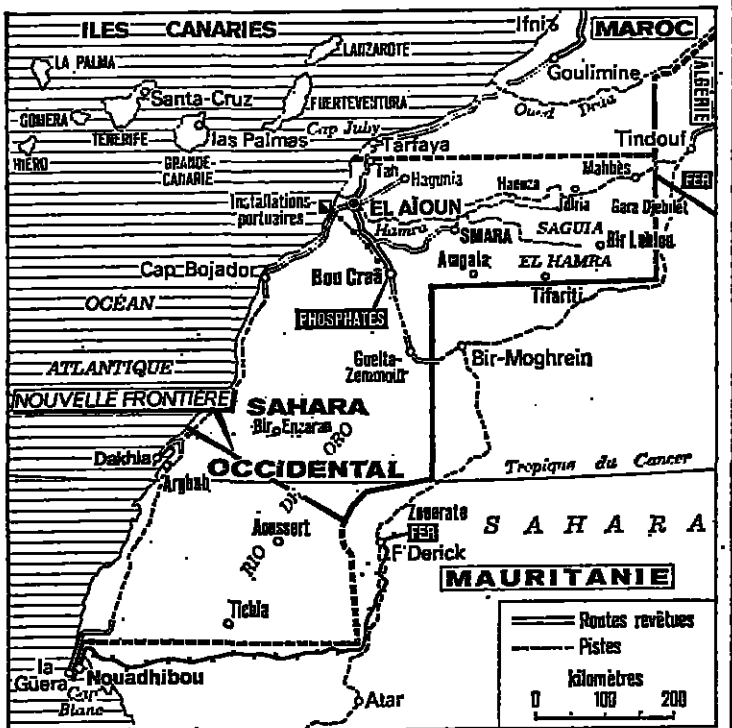
Rabat. — Le roi Hassan II a ratifié par décret (loi marocaine) la convention relative au tracé de la frontière entre le Maroc et la Mauritanie, et l'accord de coopération économique entre ces deux pays au Sahara occidental. Signés le 14 avril à Rabat (le Monde du 18 avril), ces textes, précédés chacun d'un dahir de ratification, viennent d'être publiés dans une édition spéciale du Bulletin officiel du royaume. Selon les coordonnées retenues par la convention, la frontière part du point d'intersection de la côte atlantique de l'Afrique avec le 24° parallèle nord, et se dirige en ligne droite oblique vers le point d'intersection du 23° parallèle nord avec le 12° méridien ouest. L'intersection de cette ligne droite avec l'actuelle frontière de la Mauritanie constitue la limite sud-est de la frontière du Maroc.

C'est en vertu de ses pouvoirs constitutionnels que le souverain a procédé à la ratification. De son côté, le 19 avril, l'Assemblée nationale mauritanienne a approuvé à l'unanimité la convention et l'accord.

Il ne pouvait en être de même au Maroc en l'absence, pour le moment, d'un Parlement. Au demeurant, cette approbation n'est pas requise formellement par la convention et par l'accord (alors que l'approbation « par les instances législatives des deux pays » est exigée pour l'accord de 1972 entre le Maroc et l'Algérie en vue de l'exploitation commune du minerai de fer de Gara-Djebelt).

La procédure dont Rabat et Nouakchott sont convenues en l'occurrence est donc rapide. Elle doit permettre dès maintenant, outre le bornage de la frontière, un développement de la coopération économique tant pour la prospection du sous-sol que pour l'exploitation des ressources de la pêche. Il faudra, d'autre part, définir les modalités de la participation de la Mauritanie au capital de la société Fos-Bouss, où sont associés les intérêts marocains et espagnols pour l'exploitation de l'important gisement phosphatier du Sahara occidental.

LOUIS GRAVIER.



La ligne diagonale en trait plein, qui part du nord de Dakhla, délimite les zones sahariennes du Maroc et de la Mauritanie. Cette ligne, selon le tracé officiel, est droite et non pas brisée à hauteur de Bir-Zkzaran, comme nous l'avons indiqué sur nos cartes précédentes sur la foi de renseignements approximatifs.

### Un « congrès de la jeunesse sahraouie » s'est tenu à Tanger

De notre envoyé spécial

Tanger. — Le premier « congrès de la jeunesse sahraouie » s'est déroulé les 23 et 24 avril à Tanger. Le thème de la manifestation, d'ordre symbolique, les organisateurs ayant voulu affirmer une nouvelle fois la « marocanité » de la province sahraouie qui vient de « faire retour à la mère patrie » après plusieurs décennies de colonisation espagnole. C'est d'ailleurs à Tanger, a rappelé l'un d'entre eux, que, au début d'avril 1947, le roi Mohammed V avait prononcé son discours historique demandant l'indépendance et l'unité du Maroc.

Une centaine de délégués, et autant d'invités, se pressaient, pour la séance solennelle d'ouverture, dans la salle de conférence de l'hôtel Sol Azur où se sont déroulés les travaux. On notait parmi les congressistes, en majorité étudiants, la présence de nombreux anciens militants du Front pour la libération et l'unité (F.L.U.) et du Parti de l'union nationale sahraouie (P.U.N.S.). Les orateurs se sont surtout attachés à dénoncer, en termes souvent durs, la politique menée par les dirigeants algériens et

« leurs mercenaires » du Front Polisario. M. Ahmed Ould Hadj, président du parti libéral pro-aram, a formé de création récente, et surtout implantée dans le Sud, est allé jusqu'à proposer d'aider à la formation d'un nouveau C.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la République algérienne) pour « une seconde libération du pays ». « Si l'Algérie ne veut pas comprendre, nous ferons une marche rouge » pour délivrer le pays. Ses frontières sont moins éloignées que celles du Sahara. »

Toutes les interventions ont mis l'accent sur l'aspect irrévocable du rattachement de la nouvelle province sahraouie au Maroc. « Seul point sur lequel aucune discussion n'est possible », Mais plusieurs voix se sont aussi élevées, par ailleurs, contre celle de M. Khouli Henna Ould Rachid, président du P.U.N.S., pour que soit préservée, dans l'ensemble marocain, la spécificité de cette région. Certains orateurs, reflétant un courant important parmi les congressistes, ont revendiqué pour les jeunes Sahraouis « la responsabilité première de l'indépendance de la province ». « Dans le discours prononcé à Fès, en mars 1975, a rappelé l'un d'eux, le roi Hassan II a affirmé qu'il appartenait aux Sahraouis eux-mêmes de prendre en charge leur avenir et le développement de leur région. »

Il est difficile d'apprécier la représentativité réelle des délégués réunis à Tanger, eux-mêmes restant fort discrets sur la façon dont ils ont été désignés. Le congrès revêt cependant d'autant plus d'intérêt qu'il s'est tenu au moment où un débat se déroule au Maroc dans la presse de langue arabe sur la meilleure façon d'intégrer les Sahraouis à la nation marocaine. L'alle gauche de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) s'est prononcée dans Al Mouharir « en faveur d'une certaine autonomie de gestion pour la nouvelle province ». Le parti de l'istiglal (nationaliste), répondant dans son journal Al Alam, n'en voit pas la nécessité. Ses dirigeants estiment que les Sahraouis doivent se fonder totalement dans les dix-huit millions de Marocains.

DANIEL JUNQUA.

### UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT SAHRAOUI AURAIT ÉTÉ TUÉ AU COURS D'UNE OPÉRATION DE L'ARMÉE MAROCAINE

Le ministre de la santé de la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.), et plusieurs dizaines de membres du Front Polisario ont été tués au cours d'une « opération de nettoyage » menée du 22 au samedi 24 avril dans la région de Guelta-Zemmour, au Sahara occidental, a-t-on appris dimanche à Rabat de source autorisée.

Cette opération de l'armée marocaine ferait suite à la prise, le 19 avril dernier, de Guelta-Zemmour, dernier bastion important du Front Polisario au Sahara occidental (le Monde du 23 avril).

« Les Sahraouis ont été tués au cours d'une opération de nettoyage » menée du 22 au samedi 24 avril dans la région de Guelta-Zemmour, au Sahara occidental, a-t-on appris dimanche à Rabat de source autorisée.

Cette opération de l'armée marocaine ferait suite à la prise, le 19 avril dernier, de Guelta-Zemmour, dernier bastion important du Front Polisario au Sahara occidental (le Monde du 23 avril).

## A NAIROBI COMME A DAR-ES-SALAAM

### M. Kissinger réaffirme le soutien américain à l'accession au pouvoir de la majorité noire en Rhodésie

De notre correspondant

Arrivé dimanche après-midi 25 avril à Dar-Es-Salaam, après l'escale de Nairobi, M. Kissinger a eu dans la soirée un entretien avec le président Nyerere. Ce dernier a soutenu que les régimes blancs d'Afrique ne peuvent être renversés que par la violence. Le ministre des affaires étrangères tanzanien, M. Ibrahim Kaduma, a déclaré de son côté : « La paix ne peut s'acquiescer que dans la liberté. Quand la liberté ne peut se gagner que par la violence, nous devons soutenir cette cause. Agir autrement serait trahir la cause de la paix. » M. Kissinger a répondu que les États-Unis soutiennent l'objectif du pouvoir majoritaire en Rhodésie et celui du progrès économique sur tout le continent africain. Le secrétaire d'État n'a pas caché les divergences de vues qui existent entre les deux pays, mais, a-t-il ajouté : « Nous

pouvons, en peuples libres, tolérer des désaccords quand ils s'inscrivent dans une perspective plus large (...) que nous partageons. »

On s'attendait à Dar-Es-Salaam à des manifestations anti-américaines, mais l'accueil réservé à M. Kissinger a été courtois.

A Salisbury, on estime que le secrétaire d'État aura « une vision à sens unique » du problème rhodésien et qu'il « ne sera pas en mesure de porter un jugement objectif sur la véritable situation en Rhodésie ».

D'autre part, selon Radio-Ouganda, qui citait « un porte-parole militaire », M. Kissinger a choisi de visiter uniquement les pays faibles d'Afrique pour semer et répandre la confusion sur le continent, comme il l'a fait au Proche-Orient. — (A.F.P., U.P.I., Reuters.)

De notre correspondant

Nairobi. — La première étape de la tournée africaine de M. Kissinger lui aura permis de réaffirmer les principes qui guident la diplomatie américaine en Afrique australe : les États-Unis sont favorables à l'accession au pouvoir de régimes majoritaires en Afrique du Sud comme en Namibie ou en Rhodésie. Mais ils ne veulent pas fournir une aide militaire aux mouvements de libération africains de la région. Le secrétaire d'État américain a toutefois refusé, au Kenya, de se prononcer ouvertement contre une aide économique aux nationalistes de Rhodésie et de Namibie.

Arrivé samedi soir de Londres, où il avait entériné les propositions britanniques en faveur d'un règlement rhodésien, M. Kissinger a quitté Nairobi dimanche matin pour Nakuru, où il a été l'hôte à déjeuner du président Kenyatta. Dans une ambiance cordiale et détendue, les deux

Cette question est devenue le point d'interrogation majeur d'une randonnée qui suscite de sérieuses réserves au sud du Sahara. M. Kissinger est loin d'être populaire en Afrique noire. Il a, contre lui, ses propres déclarations antérieures, le fiasco de sa politique en Angola et le désintérêt qu'il a longtemps affecté pour le continent. « D'une façon ou d'une autre », M. Kissinger arrive trop tard pour influencer d'une façon significative le cours des événements en Afrique australe : ces événements paraissent suivre une logique et une évolution propres et qui semblent placées bien au-delà de la capacité de contrôle de Washington », écrit, par exemple, dimanche, la Weekly Review de Nairobi.

De source diplomatique, on confirme que le Nigeria a refusé de recevoir le secrétaire d'État, jugeant le moment « inopportuniste ». Première puissance pétrolière et pays le plus peuplé d'Afrique noire, le Nigeria a apporté son appui au M.P.L.A. l'unique dernier contre la coalition UNITA-F.N.L.A. qui, en Angola, avait alors les faveurs de Washington. Siège de l'O.U.A. et capitale d'un pays qui reçoit une importante aide militaire et économique des États-Unis, Addis-Abeba ne figure pas non plus sur l'itinéraire de M. Kissinger, qui devrait quitter Dar-Es-Salaam lundi soir pour Lusaka, Kinshasa et l'Afrique de l'Ouest, avant de repasser Nairobi pour s'adresser à la quatrième assemblée de la CNUCED.

Reprochant à M. Kissinger son désintérêt pour le continent, M. Chege Mbituri, éditeur du Sunday Nation (Nairobi), écrit qu'il est ironique qu'il fasse maintenant le tour de l'Afrique, en quelque sorte, convaincu que les États-Unis s'intéressent à ce qui se passe sur le continent. La presse de Dar-Es-Salaam a adopté un ton plus dur pour inviter, comme le fait le Sunday News, les États-Unis à prendre « la courageuse décision » de ne plus « offrir leur appui moral, politique, psychologique et matériel à nos oppresseurs en Afrique australe ».

L'étape tanzanienne de M. Kissinger passe pour la plus importante, car le président Nyerere demeure l'animateur de la lutte pour la libération de l'Afrique australe. Lundi soir, le secrétaire d'État retrouvera à Lusaka un président Kaunda soumis à de très fortes pressions pour laisser la guérilla africaine de Rhodésie opérer de nouveau à partir de son territoire. — J.-C. F.

### La tension entre la Tunisie et la Libye

- M. Ould Daddah entreprend une médiation
- Trois soldats tunisiens capturés près de la frontière

Tunis. — Le président Mokhtar Ould Daddah vient d'entreprendre une médiation entre la Tunisie et la Libye. Après s'être entretenu, vendredi 23 avril, avec le président Bourguiba, le chef de l'État mauritanien s'est rendu samedi à Tripoli pour y rencontrer le colonel Kadhafi. Il est revenu dimanche soir à Tunis pour conférer à nouveau avec les dirigeants tunisiens.

Dans les milieux politiques de Tunis, on a pu saisir, que samedi 24 avril, en fin de matinée, que cette médiation n'a été lancée, et l'on affiche pour le moment une prudente réserve sur

les suites qu'elle pourrait avoir. Les Tunisiens considèrent en effet que, si une initiative est susceptible de débloquer la situation, elle doit venir de ceux qui sont à l'origine de la crise. « Ce n'est pas nous, disent-ils, qui avons envoyé des troupes en Libye, ni qui avons déclaré publiquement qu'il fallait abattre le régime libyen ».

La tâche du président mauritanien, dont la position personnelle à l'égard de la Libye est délicate, compte tenu du problème du Sahara occidental, paraît très ardue. Elle ne sera pas facilitée en tout cas par les organes d'information des deux pays, qui poursuivent une polémique virulente.

La situation s'est, d'autre part, aggravée le vendredi 23 avril. Alors que la cour de sûreté de l'État de Tunis condamne à mort le chef du commando libyen, accusé d'avoir préparé l'assassinat du premier ministre tunisien, M. Hedi Nouria, l'armée libyenne arrête trois soldats tunisiens à la frontière des deux pays. Selon Tunis, les Libyens ont tendu une embuscade à proximité d'un point d'eau situé en territoire tunisien. Les autorités tunisiennes ont aussitôt fait « une démarche pressante » auprès de l'ambassadeur libyen pour « attirer l'attention de son gouvernement sur la gravité de tels agissements », et demander la libération des trois hommes. Le diplomate est parti le jour même pour Tripoli.

En sa qualité de président en exercice de l'O.U.A., le maréchal Idi Amin Dada, chef de l'État ougandais, a lui aussi proposé sa médiation aux deux parties. Il s'est rendu à cet effet le jeudi 25 avril, à Tunis puis à Tripoli. — (Interim.)

Alger. — L'ambassadeur de France a demandé à la police algérienne, le samedi 24 avril, en fin de matinée, de faire évacuer les locaux de la mission culturelle occupés depuis la veille au soir par une centaine de coopérateurs à l'appel de l'AFES (Association des personnels de l'enseignement supérieur).

Les manifestants entendaient protester contre le blocage de toutes les rétroactions et promotions de catégorie et le refus de création de postes en surnombre pour les coopérateurs titulaires rentrant en France et remplissant les conditions prévues dans les textes législatifs et réglementaires (« le Monde » des 26 et 28-29 mars).

Une quarantaine de manifestants se trouvaient sur place — les autres étant allés faire « une marche » vers l'intention de revenir samedi après-midi — quand les policiers, au moment fort court, accompagnés des principaux représentants de la catégorie et de représentants de la force, l'ambassadeur, M. Guy de Commaes, qui avait refusé de recevoir les coopérateurs, avait justifié son attitude dans une lettre en soulignant que la manifestation transparaissait « hors des frontières de notre pays des problèmes et des différends qui ne relèvent que des Français, et n'avaient pas de raison d'être ». Il estimait, en outre, cette occupation « intolérable » et « inadmissible », tandis que les coopérateurs déplorant de leur côté qu'ils leur demande d'entretenir l'ambassadeur ait répondu par l'envoi de la police algérienne. Les manifestants ont évacué les lieux après avoir obtenu qu'une salle de réunion dont l'accès leur était refusé depuis quelques mois, soit à nouveau mise à leur disposition.

Une cinquantaine de coopérateurs ont également occupé le consulat général de Constantine. — P. B.

# ASIE

## Laos

### PLUSIEURS CENTAINES DE DÉTENUÉS SE SONT ÉVADÉS D'UNE PRISON PROCHE DE VIENTIANE

Vientiane (A.F.P., Reuters). — Plus de cent détenus ont réussi à s'échapper de la prison centrale de Samkhe, près de Vientiane, dimanche 25 avril.

Il semble, selon certaines informations non confirmées, qu'un groupe de prisonniers, des jeunes pour la plupart, aient organisé une mutinerie et se soient emparés d'armes légères avant de se disperser dans la campagne alentour. Les échanges de coups de feu avec les forces de l'ordre, lancées rapidement à leur recherche, auraient fait, selon certains témoignages, plus d'une vingtaine de morts parmi les prisonniers. Six gardiens de la prison auraient été tués.

Les mêmes rumeurs font état de l'évasion de M. Bong Souvannavong, membre du parti anti-gouvernemental Lao Bouang Saphan, (Union de la Laos). Agé de soixante-deux ans, il avait été incarcéré le 28 septembre. Il était accusé de « menées subversives visant à détruire la paix et la concorde nationale ».

Le ministre de l'Intérieur se refuse à donner la moindre précision sur l'évasion ou les opérations lancées contre les fugitifs. Les forces de l'ordre ont exercé la plus stricte surveillance des environs de la prison pour retrouver les prisonniers et les armes qu'ils ont dérobées.

## Cambodge

### LA SÉCURITÉ EST TOTALE DANS TOUT LE PAYS, déclare le président du FUNC en France

Le comité du Front national uni du Kampuchéa (FUNC) en France a organisé samedi 24 avril, au Palais de la mutualité à Paris, une soirée destinée à commémorer le premier anniversaire de l'entrée des révolutionnaires dans Phnom-Penh. Trois mille personnes, selon le FUNC, y assistaient. Le général d'Orsany était représenté par M. Dopfer, sous-directeur du département d'Asie.

M. Bing On, président du comité du FUNC, après avoir rappelé les ultimes phases de la guerre, a déclaré : « Malheur au pays et à son destin, notre peuple, avec vaillance, osant endurer toutes les difficultés et consentir tous les sacrifices (...) mobilisant toutes ses forces morales et physiques, de jour et de nuit, se lance impétueusement dans la lutte sur tous les fronts, relevant l'économie, réparant les vides de communication, produisant. A la fin de 1975, huit mois seulement après la guerre, les populations des villes ont été résolu de façon satisfaisante (...). L'abondante récolte de riz qui vient d'être rentrée est d'ores et déjà excédentaire. Le calme et la sécurité régnaient totalement sur tout le territoire du Kampuchéa. Le pouvoir populaire se développe et se renforce constamment. » M. Bing On a aussi salué la direction clairvoyante et juste de l'Organisation révolutionnaire du Kampuchéa, la constante et inébranlable application de la ligne d'indépendance et de souveraineté.

## A TRAVERS LE MONDE

- Cap-Vert**
  - LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE ET LE CAP-VERT ont décidé d'établir des relations diplomatiques à partir du 25 avril. — (A.F.P.)
- Iran**
  - LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL, et Mme Senghor sont arrivés dimanche 25 avril à Téhéran pour une visite officielle de cinq jours. — (Reuters.)
- Japon**
  - L'ÉCONOMIE JAPONAISE est à nouveau sur le chemin de la reprise, vient de déclarer, à Tokyo, M. Takeo Fukuda, vice-premier ministre. Dans son rapport mensuel, M. Fukuda, qui est également directeur général de l'Agence de planification économique, a déclaré que les exportations vers les pays développés progressaient régulièrement et que la demande intérieure donnait des signes de reprise. Selon ce rapport, les exportations ont augmenté en février de 19,5 pour rapport à l'année précédente. C'est la première fois depuis dix mois que le chiffre des exportations dépasse celui du même mois de l'année précédente.
- Norvège**
  - LES ENFANTS DE MOINS DE DIX-HUIT ANS, dont la mère est norvégienne, pourront acquiescer sa nationalité si les deux parents le demandent. Auparavant, cela n'était possible qu'en cas de divorce ou de décès du père étranger. En cas de divorce, la naturalisation sera possible à la demande de la mère si elle a la garde des enfants et réside en Norvège. — (NORINFORM.)

cette semaine

# #jeune afrique s'étonne...

page 26

de « l'indifférence » avec laquelle Alger a accueilli la création, le 14 avril 76, d'une frontière commune entre le Maroc et la Mauritanie.

صلى الله عليه وسلم



Vietnam

APRÈS LES ÉLECTIONS  
A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les Vietnamiens du Nord et du Sud ont élu, dimanche 25 avril, les députés à l'Assemblée unique qui devrait se réunir prochainement. Les résultats seront connus « dans deux ou trois jours », indiquent les autorités. Aucun incident n'a été signalé, et des foules nombreuses se sont rendues aux urnes.

L'ultime phase de la réunification politique du pays étant ainsi engagée, les dirigeants vont pouvoir se consacrer davantage aux problèmes de développement. Dès samedi, devant l'Assemblée des représentants de la Banque asiatique de développement, réunie à Djakarta, le gouverneur de la Banque nationale du Vietnam du Sud a déclaré que le régime de Saigon était désireux de coopérer avec la BAD, et notamment de voir mener à bien les projets de développement préparés par cette institution avant la chute du régime Thieu. Le Vietnam du Sud était, et demeure, membre de la BAD. La prise de position du gouverneur de la Banque du Sud permet de penser que le Vietnam réuni entend coopérer avec une organisation dans

Hanoi et Saigon multiplient les contacts avec les milieux d'affaires occidentaux

laquelle Washington et Tokyo jouent un rôle prépondérant. Le président de la BAD a déclaré qu'il n'était pas certain que l'appartenance du Sud à la Banque puisse être étendue à l'ensemble du Vietnam. Cependant, la BAD se propose d'envoyer une mission à Saigon.

La Banque de Tokyo aimerait de son côté rouvrir sa succursale dans la capitale du Sud. D'autre part, des discussions sont en cours entre des firmes pétrolières américaines et les Vietnamiens. Quatre rencontres ont, selon un porte-parole de la Mobil Oil, eu lieu à Paris, entre représentants de cette société et des délégués de Hanoi et de Saigon. Le New York Times écrit que les contacts ont été établis entre Hanoi, d'une part, des sociétés pétrolières américaines, françaises, canadiennes, britanniques et japonaises, d'autre part. Les Vietnamiens auraient, dans un premier temps, demandé aux firmes étrangères de s'engager non seulement à reprendre les recherches offshore (interrompues depuis la fin de la guerre), mais aussi à financer la construc-

tion de grandes entreprises, de pétrochimie notamment. Les experts de la Sonatrach algérienne les auraient ensuite fait revenir sur ce projet, leur conseillant de s'en tenir dans un premier temps aux négociations ayant trait à la seule recherche de pétrole.

Les milieux bancaires et industriels américains font, semble-t-il, pression sur Washington afin de recevoir le feu vert qui leur permettrait de reprendre leurs opérations au Vietnam. Ainsi s'explique le récent éditorial du Nihan Dan, de Hanoi, qui opposait le réalisme des milieux d'affaires des Etats-Unis aux réticences de la Maison Blanche et du département d'Etat.

Il est en tout cas évident que Hanoi entend accélérer la construction du pays et, pour se faire, diversifier ses sources d'aide. Les blessures de guerre sont loin d'être toutes pansées, ainsi qu'a pu le constater notre envoyé spécial sur la route menant de Hanoi à Saigon.

Du Nord au Sud par la route nationale n° 1

De notre envoyé spécial

depuis près d'un an. Avant la guerre, il fallait une quarantaine d'heures pour aller de Hanoi à Saigon.

Après une halte nocturne à Ha-Tinh dans un petit hôtel — quelques paillotes où se reposent les cadres qui descendent vers le Sud ou qui en reviennent — nous avons repris le voyage. Le port de Dong-Hoi est encore plus dévasté que Vinh, mais c'est le district de Vinh-Linh, juste au nord de la rivière Ben-Hai, frontière entre les deux zones, qui présente le plus grand état de désolation. A Mo-Xa, des bulldozers ont nivelé ce qui restait de la localité pour tout reconstruire à partir de zéro. Aucun mur n'était utilisable. Les habitants qui se sont accrochés à leur village natal pendant le

conflit se sont remis au travail, mais il faudra longtemps avant que la vie redevienne normale, que la production agricole atteigne le niveau d'avant guerre.

Nous nous sommes arrêtés à un « poste de contrôle » de la circulation pendant quelques instants, puis, sans aucune formalité, nous sommes passés d'un Vietnam à l'autre, de part et d'autre de la rivière Ben-Hai. Des bâtiments administratifs déserts, personne pour tamponner notre visa pour le Sud. Seule la présence de drapeaux rouges à étoile d'or (celui de la R.D.V.) indique que l'on se trouve au Nord. Il faudra encore parcourir quelques kilomètres pour apercevoir l'emblème du

G.R.P. rouge et bleu à étoile d'or. S'il flotte dans tout le pays, il est toujours associé, sur les bâtiments publics, avec celui de la R.D.V.

Chaque maison a son slogan, affichant le plus souvent la célèbre citation de Ho Chi Minh : « Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté ». Banderolles et placards multicolores célèbrent les élections, la réunification, le socialisme, le marxisme-léninisme. Les villes et les zones autrefois plus favorables au régime Thieu sont les plus déboisées ; les anciens secteurs contrôlés par le G.R.P. ou qui le soutenaient, n'ayant plus à prouver leur loyalisme, se contentent

d'arborer quelques drapeaux et pancartes.

Plusieurs villages de réfugiés catholiques installés le long de la route entre Phan-Thiet et Xuan-Loc, à une centaine de kilomètres au nord de Saigon, connus pour leur anticommunisme, se refusent, semble-t-il, à suivre le mouvement. Seul un drapeau flotte sur la place centrale, mais aucune force de l'ordre n'y est visible.

Le manque de buffles

Nous avons roulé sans escorte, franchissant de nuit le col des Nuages, entre Hué et Da-Nang. Pendant tout le voyage, on nous a parlé de problèmes de sécurité, nous demandant de rester pru-

dents. Pourquoi ? Il a fallu attendre Nha-Trang pour voir le premier garde armé dans la rue. Les ponts ne sont pas gardés, ou, s'ils le sont, c'est par un milicien qui lit, ou dort, dans un hamac. On voit parfois une table et quelques chaises au bord de la route, avec un ou deux policiers ou soldats. Ce sont les postes de contrôle. Autobus et camions circulent de nuit, signe d'une absence totale de résistance. Après Nha-Trang, quelques soldats en armes gardent des ponts ou patrouillent dans les champs, en particulier dans les villages catholiques.

Au nord de Phan-Rang, ville natale de Thieu, cette présence militaire est plus sensible.

Sur les dernières dizaines de kilomètres précédant Saigon, tandis que le chauffeur roulaît aussi vite que possible sur l'excellente route laissée par les Américains, il était possible de voir les grands changements intervenus dans les campagnes. Désormais, les paysans ont la possibilité de travailler dans les champs tous les jours, de ne plus se lever avant l'aube et de rentrer au crépuscule, d'être sûr de pouvoir récolter ce qu'ils ont semé. Les anciens postes militaires sont à l'abandon, des milliers de kilomètres de fil de fer barbelé ont disparu, de nombreux champs ont été déminés et rendus à la culture. La végétation commence à pousser, certaines cicatrices de la guerre. Des arbres poussent à travers des carcasses de blindés, quelques buffles et des canards se baignent dans d'anciens trous de bombes. Mais le bétail demeure très rare. On voit de petites vaches peu aptes à tirer la charrue, mais peu de buffles, l'animal de trait traditionnel, dont le troupeau a tant souffert de la guerre. Sur une distance de 120 kilomètres, au sud de Da-Nang, nous n'avons vu que quatre buffles. Les paysans doivent donc retourner la terre à la bête, travail fastidieux et épuisant.

Si les récoltes demeurent insuffisantes pour nourrir un Sud qui vivait naguère en grande partie de riz américain, du moins de grands progrès ont-ils été accomplis par les paysans qui ont reçu leur lopin de terre. Ils n'en avaient déjà. De grands travaux d'irrigation sont entrepris par des centaines d'hommes, et surtout de femmes. C'est ainsi que dans la province de Quang-Ngai, sur la rivière qui coule à l'entrée de la ville qui porte le même nom, une gigantesque noria en bois apporte l'eau. Ailleurs, l'irrigation s'effectue de façon primitive, l'essence manque pour actionner toutes les pompes. Ce n'est pas la prospérité, loin de là, mais ce n'est plus la misère, et la peur a disparu.

Parallèlement aux travaux routiers, la reconstruction du chemin de fer se poursuit. Le train circule désormais entre Saigon et Tuy-Hoa au nord de Nha-Trang, et entre Da-Nang et Hué. D'autres tronçons semblent presque prêts à fonctionner. Mais, en nombre d'endroits, le ballast est à peine visible.

Tout le Sud s'est mis à l'heure de l'austerité vestimentaire : pantalon de satin et blouse noire pour les femmes dans les campagnes, ou bien ensembles ressemblant parfois à un pyjama un peu large dans les villes. Plus de robes ou de pantalons à l'occidentale. Les hommes sont en pantalon et chemise, les sandales Ho Chi Minh sont à la mode et nombre d'artisans en fabriquent ou en réparent. C'est pourquoi l'arrivée à Saigon après la traversée du pays ne peut que surprendre. Bien que le costume traditionnel ait gagné du terrain, les Saigonnais s'habillent comme avant. Seules les mini-jupes ont disparu. Mais les filles se maquillent dans la rue, certains hommes arborent des gants complets tandis que la circulation automobile demeure importante. Il faudra décidément du temps pour mettre au diapason les deux extrémités du Vietnam.

PATRICE DE BEER.

Les hommes N°1 en Europe ne perdent pas de temps quand ils louent une voiture.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



Les membres du Hertz N°1 Club\* gagnent du temps en louant une voiture. Pourquoi pas vous ?

En tant que membre du Hertz N°1 Club, vous appelez avant de partir le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages. A votre arrivée à n'importe quel comptoir Hertz d'Europe ou d'Amérique du Nord, votre voiture vous attend. Tout ce que vous avez à faire c'est montrer votre permis de conduire et votre carte de crédit, signer... et prendre le volant.

Pas d'attente. Pas de contrat de location à remplir. Nous l'avons déjà établi pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années, dans le monde entier, plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas de recommandation spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Ou, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera ensuite automatiquement. \* en Allemagne, Hertz VIP Club.



Hertz N°1 Club.  
788-73-00

TÉLÉPHONEZ, SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

La patine de l'humidité  
et du crachin

Ce qui frappe d'abord le visiteur qui descend le long du Vietnam du Nord, ce n'est pas les destructions mais la rapidité avec laquelle nombre de localités bombardées, de maisons endommagées, ont été rebâties. L'humidité et le crachin tonkinois y ont ajouté très vite une patine qui, parfois, ne permet même plus de les distinguer des anciennes demeures. La route étroite à deux voies est encombrée de milliers de gamions, de centaines d'autobus, de vélos, de piétons. Des soldats en permission se promènent par groupes de deux ou trois, se tenant par la main. Pas de militaires ou de policiers en armes, mais un arsenal de propagande électorale impressionnant : affiches, pancartes de couleur, banderoles et drapeaux rouges, haut-parleurs.

Jusqu'à Vinh, on a de la peine à imaginer que la route a été soumise à de violentes bombardements pendant des années. Mais, de Vinh, autrefois une ville importante, il ne reste pratiquement plus rien. Les bâtiments rasés ont été remplacés par des constructions sommaires, parfois faites de bois, de torchis, de briques séchées, qui donnent à la localité l'aspect d'une banlieue semi-rurale : espaces à l'abandon, murs criblés d'éclats, centrale électrique dressant ses ruines noircies au bord de la rivière. Plus avant, depuis la route-digue bordée d'arbres traversant rizières et marais, le visiteur contemple les stigmates de la guerre. Des centaines d'ouvriers et d'ouvrières refont à la main des portions entières de voies disparues sous les bombes. La voie longe des villages qui renouent de leurs cendres. Partout, la même activité lente mais méthodique ; partout, la même proportion anormalement élevée de femmes. Et certaines hommes sont encore mobilisés, beaucoup d'autres sont morts au Sud ou reposent dans les centaines de cimetières que l'on peut voir de la route. Le train s'arrête encore à Vinh. De là jusqu'au Sud, nous n'avons plus vu de traces de l'ancienne voie ferrée. On dit qu'elle sera terminée cet été. Cela semble fort improbable, en dépit de travaux incessants qui se poursuivent

Bangladesh

UNE DELEGATION DEPUTÉS DU BANGLADESH à Paris a remis, vendredi 23 avril, à l'ambassade de l'Inde une protestation affirmant que le gouvernement de New-Delhi détournait une partie des eaux du Gange, depuis la mise en service du barrage de Farraka, au Bengale occidental.

## LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EST PRÉSENTE AU BRÉSIL. POUR VOUS.

Présente sur les plus grandes places financières du monde, la Société Générale est à votre disposition dans les principales villes du Brésil. Au Brésil, comme à Paris, les conseillers financiers et industriels de la Société Générale vous aideront à résoudre les problèmes de coopération et de financement qui se posent lors de la recherche ou de la mise au point d'investissements de caractère international. L'effort qu'implique cette politique est sans nul doute la meilleure preuve de son dynamisme et de son efficacité.

N'hésitez pas à rendre une visite aux spécialistes de la Société Générale. Quel que soit votre problème. Ils étudieront avec vous la solution la mieux adaptée.

**Bureau de Représentation :**  
Société Générale, M. Raphaël LANGE  
Avenida Rio Branco 20, 19<sup>e</sup> étage, RIO DE JANEIRO  
téléphone : 224.7807 et 224.8885, télex : 2121471 SOGERALE

**Banques associées :**  
BANCO BRADESCO DO INVESTIMENTO SA, Grupo Europeu, M. Gilbert GREY  
Avenida Ipiranga 210, 2<sup>e</sup> entré, Caixa Postal 8220, SÃO PAULO  
téléphone : 257.1011, télex : 01122171, 01122771 et 01122048 BRADESCO

BANCO EUROPEU PARA AMÉRICA LATINA (REAL) SA,  
Rua Álvaro Penteado 195, SÃO PAULO  
téléphone : 32.5141, télex : 1123885 ITELBAK

Agences à Rio de Janeiro, Porto Alegre, Santos et Campinas

Pour préparer votre mission au Brésil, interrogez la Direction de l'Etranger, 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris  
téléphone : 266.54.00, postes 33.43, 34.56 et 21.93

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

## LE BRÉSIL

**L**e général Ernesto Geisel est attendu à Paris le lundi 26 avril. Le président du Brésil sera accompagné de sa femme, de sa fille et de quatre ministres. Ce sera la première visite en France d'un chef d'Etat d'Amérique latine depuis que M. Giscard d'Estaing a été élu à la présidence de la République. De nombreuses personnalités françaises se sont rendues au Brésil au cours des dernières années : le général de Gaulle en octobre 1964, M. Giscard d'Estaing en 1971, qui, avec M. Jean Chamand, alors ministre des transports, était allé inaugurer l'exposition industrielle française de São-Paulo ; M. André Bettencourt, alors ministre du Plan, en juin 1972 ; M. Norbert Segard, lorsqu'il était ministre du

commerce extérieur, en novembre 1973. Le 29 janvier dernier M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, s'était rendu dans ce pays pour présider, avec son collègue brésilien, la première réunion de la grande commission franco-brésilienne. Des personnalités brésiennes sont venues de leur côté en France : M. Delfim Neto, alors ministre des finances, en septembre 1972 ; M. Azevedo da Silveira, ministre des relations extérieures, en octobre 1973.

Le président brésilien demeurera à Paris jusqu'à mercredi prochain et s'entretiendra à deux reprises avec le président Giscard d'Estaing. Les perspectives de développement des échanges bilatéraux seront passées en revue.

## LE « MIRACLE ÉCONOMIQUE » ET

## DEUX ANS DE GOUVERNEMENT A BRASILIA

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — En deux ans de gouvernement, le général Geisel a déçu bien des espoirs. On le disait autoritaire, mais ouvert au dialogue. Représentant typique du régime militaire, mais favorable à sa libéralisation. Partisan de la rigueur, mais hostile aux violences. Prisonnier d'un modèle économique qu'il n'avait pas choisi, mais décidé à en corriger les erreurs. Favorable au capital étranger, mais d'un nationalisme éprouvé. On le disait aussi modeste, pondéré, et peu porté à l'autosatisfaction, au contraire de son prédécesseur.

Bien de ces jugements sont aujourd'hui à réviser. On est à l'heure de la preuve en mars dernier, à l'occasion d'un discours prononcé dans le Mato-Grosso. Ce que le chef d'Etat a déclaré alors l'a classé, d'embolie, parmi les défenseurs du statu quo. Il est allé en effet jusqu'à affirmer que le Brésil était « peut-être un des pays les plus heureux de l'univers », une nation « où tous les citoyens étaient libres ». Et il a ajouté : « Seuls les irresponsables n'ont pas droit à la liberté ».

Notons, au passage, que, pour le général Geisel, c'est l'irresponsabilité, non le contraire, qui fonde la culpabilité des hommes passibles

d'emprisonnement. Mais il y a mieux : le Brésil est « un pays heureux ». Sans doute le bonheur est-il une notion subjective. Certains faits devraient pourtant interdire d'en parler : par exemple l'augmentation de la mortalité infantile, constatée ces dernières années dans toutes les grandes villes. Ou bien la misère de nombreuses régions, observée par les enquêteurs de l'I.B.G.E. (1) qui étudient la situation sociale du pays. Le général Geisel n'ignore rien de ces réalités puisqu'il suit de près chaque phase de l'enquête. C'est peut-être ce qui explique qu'il ait ressuscité, récemment, un organisme supprimé peu après son arrivée au pouvoir : la section spéciale de relations publiques (A.E.R.P.), service de propagande directement lié à la présidence de la République. Comme sous Médici, le Brésil aura droit, au cours des prochains mois, à des leçons répétées sur les bienfaits de la « révolution », tant il est devenu difficile, pour le chef de l'Etat, de représenter un régime qui a été désavoué par 61 % des Brésiliens lors de la dernière consultation au suffrage universel (2).

Quant aux libertés, les faits parlent d'eux-mêmes. Depuis le 15 mars

1974, quand le général Geisel a assumé ses fonctions, environ un millier d'arrestations ont été opérées dans les rangs du seul parti d'opposition toléré, le Mouvement démocratique brésilien. En outre, une quinzaine de militants clandestins ont « disparu » dans les prisons. Plusieurs centaines de membres du parti communiste (interdit) ont été détenus et torturés. Six parlementaires de l'opposition ont été privés de leur mandat et ont perdu leurs droits civiques pour dix ans, l'un parce qu'il avait protesté contre la présence du général Figueiredo à Brasília, les autres parce qu'ils avaient contesté les méthodes du régime.

Le bilan économique est aussi peu encourageant. C'est sous le gouvernement Geisel que le « miracle » a pris fin et qu'a été abandonné l'un des « tabous » du nationalisme brésilien : le monopole du pays sur ses ressources pétrolières. Le taux de croissance, qui était encore de 10 % en 1974, est tombé à l'an dernier à 4 % (pour une expansion démographique de près de 3 %), et il sera sans doute moindre cette année. La hausse des prix — officiellement contenue à 15 % en 1973 (en fait à 25 % selon de nombreux experts) — a dépassé 30 % en 1974 et 1975, et elle a déjà atteint 13 % au cours du seul premier trimestre de cette année. La balance des paiements, excédentaire en 1973, a accusé deux déficits successifs de plus de 1 milliard de dollars, et la dette extérieure a pratiquement doublé en deux ans. Certes, il serait injuste d'attribuer au gouvernement Geisel des revers économiques qui sont aussi dus à la situation mondiale et à la politique de ses prédécesseurs.

### Le retour à la répression

Certains lui feront néanmoins grief d'une « surprise » imprévoyable. Encore au début de 1975, ses ministres affirmaient que le Brésil était une « île de prospérité » dans un monde en crise et le ministre-secrétaire à la planification, M. Veloso, confirmait les objectifs tracés par le II<sup>e</sup> Plan (1975-1979) : une croissance de 12 % l'an dans l'industrie et de 7 % dans l'agriculture, ce qui devait être démenti immédiatement par les faits puisque les deux secteurs ont progressé respectivement de 4,2 % et de 3,4 % en 1975.

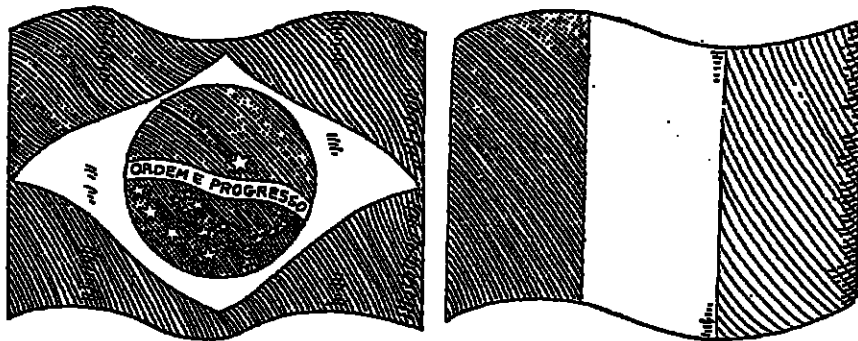
Il serait également injuste d'oublier que le général Geisel a tenté, au début de son mandat, de libéraliser la vie politique de son pays, d'abord en organisant des élections législatives relativement libres, ensuite en supprimant la censure sur les journaux considérés comme loyaux à l'égard du régime. On lit aujourd'hui un peu plus de choses dans le *Jornal do Brasil* et *O Estado de São Paulo* que sous le gouvernement Médici.

Mais la réaction de nombreux militaires face aux premiers essais d'ouverture a vite amené le chef de l'Etat à user de la répression pour maintenir son autorité, certains disent même pour garder son poste. Après avoir prêté au M.D.B. un « avenir de responsabilité partagée », le général Geisel a beaucoup fait — ou il a laissé faire — pour discréditer et intimider le parti d'opposition, à l'approche de deux élections d'inégale importance : municipales en novembre 1976 (dont le gouvernement veut faire un test de sa popularité) et législatives en 1978.

C'est ainsi que, l'an dernier, les services de sécurité se sont efforcés de démontrer que le M.D.B. était un parti suspect, parce qu'il avait reçu l'appui du parti communiste lors des législatives de 1974 et comptait plusieurs éléments sympathisants du P.C.B. ou infiltrés par lui. Un tel appui n'était pourtant pas nouveau. Depuis sa fondation, le parti communiste brésilien a presque toujours été interdit, ce qui l'oblige à faire de l'« entrisme » dans les autres formations. Partisan de la non-violence, il ne présentait aucun danger aux yeux des militaires, et il a longtemps échappé à la répression. Il est devenu subitement « dangereux » l'année dernière. L'opération montée contre lui a abouti à une vaste épuration dans les rangs du M.D.B., surtout parmi les jeunes.

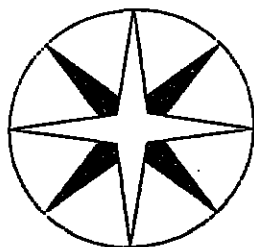
(1) Institut brésilien de géographie et de statistique.

(2) Le 15 novembre 1974 ont eu lieu des élections législatives générales. Le scrutin le plus significatif portait sur le choix d'un sénateur pour chacun des vingt-deux États et la Fédération. 61 % des électeurs ont choisi un candidat de l'opposition.



La France et le Brésil entretiennent des liens culturels économiques et touristiques privilégiés.

Varig est heureux de pouvoir y contribuer avec ses dix vols par semaine.



**VARIG**  
Lignes Aériennes Brésiliennes

صكنا من الامم



# A L'HEURE DU DOUTE

Une vingtaine de projets sont à l'étude, deux d'entre eux devraient faire l'objet d'une attention particulière. Ils concernent la construction de grands barrages à Tucuru et à Itaiparica, en Amazonie. Un porte-parole du ministère brésilien des affaires étrangères déclarait vendredi que durant son séjour M. Gaisel n'aurait pas le temps de signer des accords commerciaux ou industriels, mais qu'il pensait poser des jalons pour la négociation d'importants contrats.

Le président brésilien a, dit-on, étudié pendant cinq mois ce projet de voyage avant de se décider. Il peut espérer tirer parti en politique intérieure de la « reconnaissance » que lui accordent ses hôtes européens. Cependant, sa visite

suscite de très nombreuses réactions hostiles. Le public international prête attention aux « zones d'ombre » du Brésil. La fascination qui semblait exister il y a quelques années ce pays se dissipe. L'immensité du territoire de ce géant de l'Amérique du Sud — qui se lançait dans des aventures prométhéennes comme le percement de la route transamazonienne — l'élan d'une économie que rien ne semblait pouvoir arrêter, donnaient du Brésil l'image du « pays du vingt et unième siècle ».

En dix ans, le paysage du Brésil a profondément changé, mais il est resté aussi déséquilibré que par le passé. Le « boom » a engendré ses propres problèmes, alors que rien

ne venait soulager la misère d'une large part de la population. Le « miracle », qui a fait de villes comme Sao-Paulo les rivales des grandes cités d'Amérique du Nord, s'accompagnait aussi d'un cancer de bidonvilles, d'une paupérisation des ouvriers de l'agriculture. Les laissés-pour-compte de l'expansion essayaient, et essayent chaque jour, de se faire entendre : ils se brisent aux armures d'un Etat policier. De plus, ce « modèle économique » traverse aujourd'hui une crise et essuie d'assez graves échecs. Il ruine ainsi l'argument favori de ses partisans — « la réussite excuse tout » — lorsqu'ils entendent justifier la répression et la mise en tutelle de l'opposition. — A.-M. C.

## LA « LIBÉRALISATION » EN ÉCHEC

du parti, et à une répression qui a atteint son paroxysme à Sao-Paulo, où, entre juillet 1975 et janvier 1976, trois détenus — un militaire, un journaliste, un métallurgiste — sont morts pendant leur interrogatoire, « suicidés » selon la version officielle.

Après avoir « cassé » plusieurs mandats de l'opposition, le gouvernement menace des mêmes représailles tous ceux qui seraient tentés, au cours de la campagne électorale, de jeter le doute sur le sens démocratique et l'honnêteté d'une armée confortablement installée au pouvoir, et qui semble disposée à y rester. D'autres mesures sont prévues pour limiter le rayon d'action du M.D.B.

Quant à la libéralisation de la presse, elle a vite tourné court. Les journaux d'opposition (*Movimento, Ojibá*), ceux qui sont considérés comme trop ironiques (*Vozes*), continuent d'être lourdement censurés. Le régime interdit les films, les livres, les pièces, les chansons qui ne correspondent pas à sa vision du monde, mais il est d'une tolérance équivoque à l'égard de la violence et de la vulgarité qui caractérisent une bonne partie de la vie « culturelle » du pays.

Il est arrivé au général Gaisel de dévorer les tortures en les qualifiant de « violences utiles » et d'« excès condamnables ». En fait, il n'a pas encore prouvé que de telles pratiques choquaient réellement sa conscience. La torture reste une méthode automatique d'interrogatoire. Certes, le général commandant la 1<sup>re</sup> armée, à Sao-Paulo, a été destitué en janvier dernier à la suite d'un « suicide » de prisonnier. Mais cette mesure a surtout été prise pour rétablir l'autorité du pouvoir central, auquel l'état-major pauliste désobéissait ouvertement, quand il ne conspirait pas contre lui.

La répression n'a pas permis aux autorités d'être plus efficaces dans le domaine qui leur tient le plus à cœur : l'économie. Face aux difficultés pétrolières, par exemple, le chef de l'Etat n'a pas montré la viruosité qu'on attendait de celui qui fut pendant quatre ans le président de la Petrobras, la compagnie pétrolière de l'Etat.

Gaisel a été, une fois arrivé au pouvoir, de promettre l'autarcie énergétique pour demain. En décembre 1974, ses porte-paroles affirmaient, en effet, que d'importants gisements avaient été découverts au large de l'Etat de Rio-de-Janeiro, et que le Brésil serait en mesure de produire 1 million de barils par jour après 1980, soit plus que sa consommation actuelle. Une telle perspective fut affirmée contre vents et marées pendant plusieurs mois, jusqu'au jour où il fallut déchanter : les gisements ne produiraient vraisemblablement que le dixième de ce qui avait été annoncé initialement.

Le troisième faux pas a consisté à affirmer, pendant un an, que le Brésil réajusterait ses pressions étrangères et ne concéderait pas aux multinationales la prospection de ses ressources pétrolières, monopole de l'Etat depuis 1953. Or, en octobre 1975, démentant ses propres représentants, le général Gaisel a annoncé que le monopole allait bel et bien être abandonné, seule façon, selon lui, d'intensifier la prospection à domicile et de réduire, au cours de la prochaine décennie, un déficit en brut qui correspond aux trois quarts des besoins et qui coûte chaque année 3 milliards de dollars. Six mois après cette initiative, dont les conséquences furent systématiquement censurées, beaucoup doutent encore de ses effets pratiques. Ils estiment, en effet, que les compagnies étrangères formuleraient des exigences inacceptables pour la Petrobras : politiquement coûteux, l'abandon du monopole se révélerait ainsi économiquement inutile.

Le gouvernement Gaisel a su pourtant tirer de la crise quelques leçons bénéfiques pour le pays. La principale concerne la priorité accordée désormais à l'industrie de biens d'équipement. Le « miracle » brésilien s'était surtout traduit par l'expansion des biens de consommation durables (automobiles, électro-ménager) qui intéressaient le plus les multinationales et ne concernaient qu'une partie de la population. Mais les machines importées de leur pays d'origine par les filiales des grandes sociétés étrangères coûtaient chaque année une fortune. Pour arrêter la saignée, le gouvernement a décidé d'encourager les secteurs qui permettraient de réduire les importations d'équipements. De même entend-il produire sur place les matières de base (fertilisants, métaux non ferreux, etc.) qu'il doit encore acheter à l'étranger. Cette étape économique, il faudra au minimum cinq ans, le Brésil aura achevé le cycle complet de son industrialisation, commencée sous le président Vargas (1930-1945). Sa sécurité économique s'en trouvera renforcée. Il lui manquera pourtant un élément essentiel : une population économiquement et socialement intégrée.

Jusqu'ici a abouti à une énorme concentration du revenu, qui laisse « en marge » de la civilisation trop de Brésiliens. Révélée par le recensement de 1970, cette concentration s'est poursuivie depuis lors. Un professeur à la Fondation Getúlio-Vargas de Sao-Paulo, M. Eduardo Suplicy, a démontré, par exemple, qu'entre 1959 et 1975, si les « bas salaires » ont augmenté de 16 % en termes réels (beaucoup moins que la productivité), les hauts salaires, eux, ont progressé de 63 %. En 1968, un P.D.G. de Rio ou de Sao-Paulo gagnait, en moyenne, soixante-cinq fois plus qu'un manœuvre de la construction civile. En 1975, il gagnait quatre-vingt-dix fois plus. Entre les revenus d'un chef d'entreprise étranger et ceux d'un manœuvre local, il y a une différence de 1 à 182.

### La solitude du pouvoir

Tant que l'expansion a pu être en partie assurée par la croissance des exportations, le régime s'est peu soucier d'élargir le marché intérieur. Celui-ci a été redécouvert à la faveur de la crise. Aujourd'hui, le gouvernement entend créer un « marché de consommation de masse » en améliorant le revenu des agriculteurs (40 % de la population) et celui des salariés. Mais la méthode suivie — paternaliste, autoritaire — paraît vouée à l'échec. Dans un pays qui manque de paysans, mais a trop de manœuvres agricoles, une réforme agraire est indispensable. Or le régime refuse toujours de l'envisager. Il souhaite seulement « capitaliser » l'agriculture. La nouveauté consistera donc, en partie, à transformer en employés — ou en salariés — des grandes sociétés agricoles ceux qui vivent actuellement de cultures de subsistance.

Même politique avec les salariés, qui ne retrouveront pas la liberté de revendiquer ce qui serait une façon de rééquilibrer les forces sociales. La seule « audace » du gouvernement a consisté, en 1975, à accorder des augmentations salariales légèrement supérieures au taux de l'inflation. Mais déjà ce premier pas est compromis par la brutale hausse des prix constatée au début de cette année. Pour freiner l'inflation, le ministre des finances, M. Mario Henrique Simonsen, a décidé, en effet, d'une « médecine classique » : la compression de la demande. La redistribution du revenu paraît donc reportée à des jours meilleurs.

Désireux de réduire son déficit avec l'extérieur, le Brésil fait appel aux capitaux étrangers, ce qui augmente d'autant sa dette, et prend des mesures qui renchérissent les produits importés, ce qui est source d'inflation. Pour contenir l'inflation, il use d'une méthode qui risque de conduire à une nouvelle « désaccélération » de l'économie, voire à une récession. Certains spécialistes prévoient d'ailleurs que le Brésil ne pourra conjurer ni l'un ni l'autre mal et qu'il s'achemine doucement vers la stagnation.

S'ajoutant aux pressions internes, les difficultés économiques ont donc empêché le général Gaisel de mener à bien ce qui semblait être son projet de gouvernement et que son principal conseiller politique, le général Golbery, avait l'habitude de résumer de la façon suivante : le développement du Brésil ne peut plus reposer sur des élites. L'ouverture politique est nécessaire à l'ouverture sociale, c'est-à-dire à la construction d'une société homogène et stable. Un gouvernement, pour être efficace, ne peut pas rester solitaire. Il lui faut obtenir une certaine « transparence » de l'opinion, en redonnant leur authenticité au Parlement, à la presse, à l'Université, aux syndicats.

Un tel projet était évidemment destiné à assurer la viabilité du régime, non à en changer. Mais pour réussir il faudrait que les milieux d'affaires s'arrachent à leur égoïsme et les militaires... à leurs certitudes. Autrement dit, il ne faudrait pas moins qu'une révolution. Or, si beaucoup de militaires ont une certitude, c'est que le pays n'est pas « mûr » pour la démocratie. Ils ont décrié que leurs compatriotes n'étaient pas aptes à l'exercice des libertés, après leur avoir enlevé tout ce qui leur aurait permis de devenir des citoyens à part entière. Le paradoxe n'est pas nouveau, mais il est lassant.

CHARLES VANHECKE

## LA FRANCE DEMEURE UN PARTENAIRE ÉCONOMIQUE MODESTE

La France n'est pas un des grands partenaires étrangers du Brésil : après une rapide progression, au début des années 70, sa part dans les échanges commerciaux et les investissements a légèrement diminué ces deux dernières années.

Au sixième rang des fournisseurs (519 millions de francs d'exportations en 1975), elle n'occupe qu'une part modeste du marché brésilien (3,3 %) loin derrière les Etats-Unis et l'Allemagne.

Ses ventes consistent essentiellement en biens d'équipement et en produits de base comme le fer, la fonte, l'acier, l'aluminium. Ses achats (1 419 millions de francs l'an dernier) portent sur les grands produits traditionnels du Brésil : café, sucre, minerais de fer.

La part de la France est aussi modeste dans les investissements, puisque, selon les chiffres brésiliens, notre pays ne détient que 4 % du stock étranger, les deux grands par-

tenaires de Sao-Paulo, à l'ouest, les Etats-Unis (38 %) et l'Allemagne (11 %). Ce sont, néanmoins, les entreprises françaises qui ont la plus renforcé leur présence ces dernières années, arrivant même à progresser plus vite que les Japonais, sans occuper encore une place comparable.

Le principal projet est celui de Michelin, qui doit implanter une usine de pneumatiques dans l'Etat de Rio-de-Janeiro. D'un montant de 180 millions de dollars, ce sera le plus gros investissement étranger en cours après celui de Fiat, qui s'installe près de Belo-Horizonte. Les Français se sont également nés sur les rangs pour participer à la construction de plusieurs centrales hydro-électriques : celle de Tucuru, sur le Tocantins (7 millions de kWh), celle d'Itaiparica, sur le Sao-Francisco (2 millions de kWh), ultérieurement celle de Xingu, sur le même fleuve (3 millions de kWh). Les Français interviendront avec des prêts bancaires, assurés par des consortiums internationaux et liés à des ventes d'équipements.

C'est l'un des domaines où ils ont jusqu'ici le mieux réussi, puisqu'ils ont signé en 1974, avec l'Etat de Sao-Paulo, un contrat de 150 millions de dollars de fournitures destinées à deux centrales hydrauliques. Des entreprises françaises sont présentes également à l'origine des deux grands projets sidérurgiques du Minas-Gerais. Associé avec un groupe anglais et une société brésilienne, Creusot-Loire fournira 200 millions de dollars d'équipements à une usine qui produira 1 million de tonnes de laminés à partir de 1979 et 5 millions de tonnes à partir de 1985.

Un groupement réunissant la plupart des constructeurs français de matériel roulant a signé l'an dernier avec l'Etat de Sao-Paulo un contrat de livraison de cent rames auto-

motrices, qui équiperont le réseau ferroviaire de banlieue. Qu'il s'agisse de la fabrication de locomotives ou de l'électrification des lignes, c'est un domaine où notre pays est bien placé et où il peut faire beaucoup étant donnée la priorité accordée par le Brésil à la modernisation et à l'extension de ses transports par fer.

Il n'en va pas de même pour les métaux de Sao-Paulo et de Rio-de-Janeiro, où nos constructeurs n'ont pas résisté à la concurrence étrangère, notamment japonaise. Ni de l'automobile, où nos firmes ont raté leur entrée il y a quinze ans et continuent d'essuyer des échecs. Peugeot est en train de monter une usine de bicyclettes dans le Minas-Gerais, mais son principal projet (cinquante mille moteurs Diesel par an à Recife) est au point mort.

Avec cent cinquante entreprises industrielles et sociétés de services, la France est présente dans beaucoup de secteurs de l'économie brésilienne : dans l'industrie chimique et l'industrie textile avec Rhodia, le premier groupe français et l'une des dix principales entreprises étrangères installées au Brésil. Dans la mécanique lourde, avec une filiale de Creusot-Loire. Dans la verrerie, avec Saint-Gobain. Dans les cosmétiques (Oréal) dans les produits alimentaires (Gervais-Danone), etc.

En outre, la deuxième banque étrangère du Brésil est une filiale du Crédit lyonnais. Les Français ont également réussi une percée dans deux domaines en pleine expansion : le commerce de grande surface, avec l'aménagement de deux magasins Carrefour à Rio et à Sao-Paulo, un autre étant projeté à Brasília, et le tourisme, avec deux hôtels Mirdien à Rio et à Salvador, et un projet de village du Club Méditerranée dans l'Etat d'Itaiparica, en face de Salvador.

C. V.



## LE BRÉSIL ? SI C'EST POUR AFFAIRES, ALLEZ-Y A PIED.

Le Brésil, c'est très loin. Plus de 9000 km.

Mais quand on veut faire des affaires, avant d'aller sur le terrain, il faut d'abord rencontrer les hommes. Les hommes qui connaissent le pays, ses marchés, ses débouchés, ses structures.

Alors, pour faire des affaires avec le Brésil, le plus simple, c'est de commencer par aller 49-51, av. George-V à Paris. C'est l'adresse de la succursale parisienne de la Banco do Brasil.

Banco do Brasil, c'est la 1<sup>re</sup> banque brésilienne. La plus ancienne aussi puisqu'elle a été fondée en 1808.

Banco do Brasil aujourd'hui, c'est 982 succursales sur tout le territoire brésilien. Des structures adaptées à un prodigieux essor économique. Des hommes rompus à tous les contacts et

au courant de toutes les opportunités.

Banco do Brasil, c'est un réseau international présent dans le monde entier.

Banco do Brasil à Paris, c'est une des plus importantes banques étrangères. Vos interlocuteurs : des Brésiliens et des Français. Leurs moyens (la meilleure implantation au Brésil, des contacts privilégiés, un réseau international très structuré) deviennent les vôtres.

Alors, si vous voulez faire des affaires avec le Brésil, avant de faire le voyage, faites donc un détour du côté de l'Etoile.

**BANCO DO BRASIL S.A.**  
49-51, avenue George-V, PARIS 8<sup>e</sup>.

A PARTIR D'AUJOURD'HUI, PENDANT 7 SEMAINES, PRÉPUBLICATION INTÉGRALE ET EN COULEURS.

DE LA NOUVELLE BANDE DESSINÉE D'ASTERIX

**OBELIX ET COMPAGNIE**

DANS LE NOUVEAU **observateur**

Depuis 32 ans, le journal spécialisé

**"Les Annonces" est toujours le n°1 pour l'achat et la vente de fonds de commerce.**

boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

aux portes de Grenoble

**le château de sassenage**

XVII<sup>e</sup> Siècle

M. Eleouet vous informe et vous accueille 38360 Sassenage tél. (76) 88 51 45

Assemblées de prestige Groupes d'études Séminaires/Congrès

**CLINIQUE  
DES CHARMETTES S.A.**  
chemin de Morner 10  
CH - 1003 Lausanne/Suisse  
**Gynécologie Obstétrique  
et Maternité**  
Ouverte toute l'année.

**LE ROY**  
carte V  
100 CHAMPS ÉLYSÉES  
75001 PARIS

## La voiture de l'année 1985. Essayez-la en 1976.

**SFAM France**

23, bd de Courcelles - 75008 Paris

Tél. : 292.02.50

40 ter, av. de Suffren - 75015 Paris

Tél. : 734.09.35

**SAAB**

La voiture d'une société évoluée.



**Pour vos vacances en CORSE interrogez d'abord les Hôtels TRANSAT**

Du 1<sup>er</sup> mai au 3 octobre, les Hôtels Transat sont à votre disposition :

**2 HOTELS**

**La Marana :**

2 étoiles, 7 km au sud de BASTIA

**San bastiano :**

3 étoiles, 27 km au nord d'AJACCIO, dans le golfe de SAGONE

Hôtels au milieu d'un vaste parc fleuri, plages de sable fin, installations sportives, tennis, voiliers, ski nautique, volley-ball, jeux nautiques... Toutes les chambres avec sanitaire complet privé, et un accueil et une table confortable spécialement étudiée cette année pour la satisfaction des gourmets, des gourmands et des sportifs. Petit déjeuner américain, déjeuner buffet, dîner en pension complète. Bar, boutique, soirée animée avec orchestre.

**Forfait par mer**

avec les Cartermes avec ou sans transport de voiture automobile solution avantageuse grâce aux nouveaux tarifs de la continuité territoriale

**Forfait par air**

au départ des principales villes de France.

**hors saison tarifs "passage"**

Pour ceux qui se promènent en Corse, possibilité de s'arrêter dans l'un des deux hôtels. Ils peuvent trouver chambres et petits déjeuners.

N'oubliez pas que c'est au printemps que la Corse est resplendissante.

**en Mai et à partir du 15 Sept, forfait promotionnel :**

905 F

- 3 jours à l'Hôtel MARANA - 3 jours à l'Hôtel SAN BASTIANO. Prix Pension complète 905 F par personne en chambre double. Comportant traversée maritime, et transport aller-retour de la voiture

Interrogez votre agence de voyages

Si vous voulez en savoir davantage, recevoir de la documentation, écrivez-nous ou télégez nous :

**HOTELS TRANSAT,**

Compagnie Générale de Tourisme et d'Hôtellerie Tour Writterbur

82085 PARIS LA DÉFENSE cedex 18

Téléphone : (1) 775.74.05 Téléc. : GEMAR 630 387

\* Nous avons défini le profil de notre clientèle. Nos hôtels sont organisés pour des "cadres" jeunes qui veulent rester jeunes, et qui, bien que sportifs, pratiquant des sports de plein air, aiment leur confort et la bonne table.

## DIPLOMATIE

### Impérialisme et internationalisme

#### II. — Europe, Nations unies, Tiers-monde

par PHILIPPE MACHEFER

Dans un premier article (« Le Monde » daté 25-26 avril), Philippe Machefer, professeur agrégé d'histoire, examinant l'action des sociétés multinationales, a esquissé les voies de la recherche, face à ces entreprises, d'une stratégie socialiste.

Une action au niveau international pourrait et devrait d'abord reposer soit sur l'organisation d'une force syndicale mondiale, qui regrouperait tous ou la majorité des syndicats nationaux, soit sur l'établissement d'une organisation syndicale internationale au niveau de l'entreprise multinationale. Le premier objectif se heurte à la diversité, à la multiplicité, aux divergences des syndicats ; il suppose, en outre, l'existence d'un taux de syndicalisation. Le second paraît plus aisément réalisable. Il s'agit de coordonner les activités des sections syndicales dans les différentes usines d'une même entreprise multinationale. Il existe déjà une trentaine de conseils mondiaux permanents, dont les actions sont très diverses quant à la forme et quant à l'intensité : arrêt de travail limité, manifestations, ralentissement des cadences, soutien financier aux grévistes, etc.

Mais la lutte économique débouche sur la lutte politique. Le phénomène des multinationales pose des problèmes d'ordre social et économique, certes, mais aussi des problèmes politiques. Les droits des travailleurs, l'emploi, la qualification, sont sans cesse remis en cause par la stratégie des sociétés multinationales, de même que les droits de l'homme et les libertés. C'est dans l'exploitation néo-coloniale pratiquée par les pays industriels qu'il faut chercher, en particulier, une des origines, sinon principale, des dictatures militaires et des États policiers.

#### La nécessaire et difficile solidarité

La notion de solidarité des gouvernements qui entendent, qu'en soit la base et même si des différences idéologiques subsistent entre eux, poursuivre le même objectif de libération et d'affirmation de leur volonté de transformation des structures trouve ici toute sa justification, et c'est elle qui doit fonder le nouvel internationalisme des forces de gauche. Elle n'exclut pas les solidarités déjà instituées, par exemple celle de l'internationalisme socialiste, mais elle les transcende. Elle doit, dans tous les cas, et elle devrait, bien entendu, plus encore, être la perspective de l'arrivée au pouvoir de la gauche en France, inspirer sur tous les plans des actions, préparées dès à présent par des contacts entre les partis qui partagent les mêmes desseins, sur des bases claires. A cet égard, la Conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud, qui s'est tenue à Paris, à travers la conférence exemplaire. De ce genre d'actions, il y a et il devrait y avoir d'autres exemples. Et au-delà ?

L'organisation de l'Europe pourrait fournir une base à cette action de résistance, et c'est en vertu de cette considération que le parti socialiste l'a fait figurer, en bonne place, dans son programme. L'Europe pourrait en effet offrir un cadre adéquat à des actions d'envergure suffisante, tout en permettant une planification et des mesures susceptibles de contrebalancer l'action des sociétés multinationales. Il ne faut pas cependant se dissimuler qu'un tel objectif, même s'il doit être poursuivi, se heurte aux risques de régression que comporte la puissance acquise en Europe même par les sociétés en question et qui ne sont pas seulement d'ordre économique. Il se heurte aussi à des volontés délibérément contraires de gouvernements d'un certain nombre de pays, qui s'en font les porte-parole et s'en font les interprètes dans le cas de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche en France. Le danger ne doit pas être sous-estimé qu'une telle Europe — d'ailleurs en gestation — ne fasse aucunement progresser la lutte d'émancipation, mais au contraire la paralysie. C'est pour cela que le parti socialiste a associé à Bagnollet son adhésion à la poursuite de la construction européenne de « conditions » dont l'importance ne saurait être sous-estimée s'il entend rester fidèle à sa doctrine. Le débat qui va se poursuivre sur ce plan est donc particulièrement difficile, mais il est aussi fondamental.

Par-delà l'Europe, l'ONU, les organisations internationales apparaissent comme les embryons d'un pouvoir politique de même nature que la puissance des multinationales, c'est-à-dire international. C'est notamment le moyen pour les pays sous-développés de faire entendre leur voix, bien que l'on en reste au niveau des relations bilatérales. C'est pourquoi on ne peut considérer cet internationalisme-là comme un rêve, ou une utopie dépassée. Sans doute, cela est vrai, les institutions internationales ont-elles jusqu'ici le plus souvent fourni,

non un cadre protecteur des petites puissances contre le super-pouvoir, mais une organisation des modalités de l'expansion de l'impérialisme. Le raisonnement vaut surtout pour les organisations internationales monétaires. Il s'applique davantage au passé, peut-être au présent qu'à l'avenir. Il pose évidemment le problème de la réforme politique de ces organisations. Cependant, au contraire, qu'elle représente un contre-poids aux politiques hégémoniques des puissances, peut fournir le cadre d'une action en faveur du développement. Elle peut assurer la mise à la disposition de tous de l'expérience des autres, l'aide à ceux de ses membres qui en ont besoin, la promotion d'un nouveau système de relations internationales fondé sur la prise de conscience que les intérêts fondamentaux des habitants du globe ne sont pas en opposition. Elle pourrait, par l'intermédiaire d'un comité ministériel dont les membres représenteraient les différents intérêts et les différentes politiques en présence, comme le suggère le rapport 1974 de la Fondation Dag-Hammarskjöld, diriger les négociations nécessaires à la mise en œuvre d'un nouvel ordre économique international axé sur la satisfaction des besoins matériels et de qualité de la vie. Le système des Nations unies est le seul instrument universel disponible actuellement : il est capable, au prix de l'allègement de ses structures et d'une large décentralisation opérationnelle de prendre en charge les objectifs majeurs d'une coopération internationale renouvelée.

Il pourrait se voir confier la gestion du patrimoine commun de l'humanité que constituent les océans au-delà des eaux territoriales, les régions polaires, l'espace, les sciences et les techniques accumulées par les hommes. Il aurait à la main un œuvre d'une nouvelle politique internationale de transfert de ressources au bénéfice des pays qui s'orientent vers la satisfaction prioritaire des besoins de la majorité la plus pauvre et procèdent aux réformes de structure nécessaires et pour qui l'amélioration des termes de l'échange ne suffit pas à assurer le développement.

Une de nos tâches essentielles doit dans l'avenir consister à seconder la lutte pour l'élimination du sous-développement qui conditionne la construction d'un monde de paix, qui impose l'accès de tous aux richesses. L'Algérie a joué en ce domaine un rôle pionnier auquel il convient pour nous de porter la plus grande attention et c'est à l'automne 1975, que la conférence des pays non alignés a réclamé le plein respect du droit pour chaque État à exercer sa souveraineté permanente sur ses ressources naturelles, à contrôler effectivement ses ressources et leur exploitation en disposant, notamment, du droit de nationaliser ou de transférer la propriété de ses

ressources. La coopération socialiste devrait avoir pour première justification les conditions de l'indépendance économique, en même temps à l'indépendance culturelle des peuples du tiers-monde, en respectant les choix de société que feront ces peuples.

Cela signifie la réappropriation de leurs ressources nationales par les pays du tiers-monde, la réappropriation de l'économie en fonction des besoins internes, la réappropriation des cultures nationales — car une population dominée ne peut vivre sans une culture ressentie comme propre, bien que demeurant susceptible d'évoluer. L'aide actuelle, qui n'est, en réalité, que la réappropriation par les pays du tiers-monde d'une faible partie de ce dont l'exploitation impérialiste les a privés, ne peut suffire. Une véritable politique de coopération suppose l'établissement de nouvelles règles commerciales. La tendance à la déflation des termes de l'échange s'est certes renversée ces dernières années et la création du cartel des producteurs de pétrole a marqué une nette volonté de reprise de leurs ressources par les pays exploités. Tous ne disposent pas de matières premières ou de produits énergétiques, pourtant ils ont le plus grand besoin d'exporter, afin de se procurer les recettes nécessaires à l'achat de biens d'équipement mais dans le même temps, ils doivent protéger leur marché intérieur de la concurrence des produits industriels occidentaux. Cela est indéniablement au détriment de leur propre processus de développement, et aussi la mise en place d'une organisation des marchés, afin de neutraliser les fluctuations des prix et des quantités.

#### La lutte pour le contrôle des multinationales

Dans ces directions, la convention de Lomé a ouvert des voies intéressantes. Les pays du tiers-monde, dans leurs divers aspects, ne peuvent se contenter indéfiniment d'exporter des matières premières. Ils doivent connaître eux aussi une industrialisation qui réponde aux besoins de leurs populations.

Ce devrait être le rôle des pays déjà industrialisés que de leur fournir une assistance financière, au moins dans les limites du pourcentage de 0,7 % du P.N.B. fixé par les Nations unies pour les programmes officiels d'aide au développement. Or, selon M. McNamara, président de la Banque mondiale, le montant de cette aide n'a atteint que 0,3 % en 1975.

L'ouverture des marchés occidentaux et le développement des aides ne peuvent être considérés comme de bonnes formules s'ils doivent se traduire par un accroissement du pouvoir des multinationales. Le socialisme des socialistes est que de telles formules, situées dans un cadre politique anti-impérialiste, bénéficient aux masses les plus déshéritées du tiers-monde sans permettre aux sociétés multina-

tionales d'incroître la dépendance des économies à leur égard et de réduire les coûts des masses travailleuses. Nous sommes ramenés à notre préoccupation initiale, qui est la lutte pour le contrôle des activités des sociétés multinationales, tant à l'intérieur des États que pour l'exercice du pouvoir, tant au niveau international.

« Ajoutons que l'assistance aux pays en voie de développement devrait être aussi technique, car la solution aux problèmes du développement passe par la maîtrise de technologies qui devraient, autant que possible, respecter les spécificités de chacun de ces pays, mais s'appliquer dans un premier temps de manière privilégiée au développement rural.

#### Du nationalisme au mondialisme

Il s'agit enfin de substituer à la loi du marché, c'est-à-dire à la loi du plus fort, une politique des revenus à l'échelle planétaire. Ce peut être d'abord une atténuation par des mécanismes régulatoires des effets disproportionnés qu'ont sur les cours les moindres écarts de production. Le cadre pourrait être constitué par des ensembles régionaux à l'intérieur d'une démarche réaliste, vers une meilleure maîtrise des marchés mondiaux et vers une politique mondiale des revenus. L'industrialisation du tiers-monde doit aboutir à une nouvelle division internationale du travail qui impliquera l'analyse approfondie des répercussions en France de la mise en œuvre des mesures revendiquées par les « 77 », et à long terme, un effort planifié de nos propres économies permettant d'intégrer dans notre modèle de croissance les besoins du tiers-monde.

Un vaste champ s'ouvre donc, en raison des pressions mêmes et du caractère mondial de l'impérialisme, pour un nouvel internationalisme dont les divers aspects ont été esquissés ci-dessus et auquel le parti socialiste entend s'attacher.

Cet internationalisme n'implique pas nécessairement des structures rigides qui seraient inadaptées aux divers terrains de lutte. Il importe bien davantage de le pratiquer et d'y prédisposer les esprits. Un parti socialiste au pouvoir demain doit avoir mesuré aujourd'hui les conséquences des changements préconisés et motivé ses électeurs suffisamment à l'avance pour les préparer à appuyer une action qui se distinguera à la fois des conceptions périmées d'un nationalisme étroit et sans avenir, dans un monde chaque jour plus solidaire (ce qui naturellement n'exclut pas le permanent souci de conserver la libre disposition de soi) et de celles non moins illusives d'un « mondialisme » qui n'est que le voile pudiquement jeté, au nom de la neutralité et de l'amitié avec tous les peuples, sur les opérations les plus classiques des milieux d'affaires et du capitalisme international.

FIN

MATÉRIEL & SOMMIERS ENSEMBLES  
**EPÉDA**  
multispirale  
présente toutes ses nouvelles littératures chez  
**CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI  
Seule adresse de vente  
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS XI<sup>e</sup> Métro : Armandière  
Tél. 557.46.35

**SC.PO**  
Préparation d'état et annuelle  
sur place ou par correspondance  
Examen d'entrée 1<sup>re</sup> année  
• Procédure d'admission 2<sup>e</sup> année  
• Secondes sessions fin d'A.P.

**CEPES**  
Groupement libre de Professeurs  
57, rue Charrier-Lafont, 92 - NEUILLY.  
Tél. 722-54-94

**Liberté du consommateur**  
La vente par correspondance vous permet de conclure un acte d'achat chez vous, dans votre propre environnement, donc sans contrainte.  
Syndicat des entreprises de vente par correspondance.

cette semaine  
**# Jeune Afrique espère...**  
page 16  
Un premier pas vers la paix israélo-palestinienne.  
Un dialogue semble possible, qui ouvrirait enfin la voie d'une entente du monde arabe tout entier.

سكنا في الامل



## DIPLOMATIE

### L'UNION INTERPARLEMENTAIRE VA ENQUÊTER SUR LES MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS A DES PARLEMENTAIRES

Mexico (A.F.P., Reider). — L'Union interparlementaire mondiale (U.I.M.) a condamné samedi 24 avril, au cours de la dernière réunion de la session qu'elle vient de tenir à Mexico, « la dissolution violente de plusieurs Parlements, principalement en Amérique latine ». Elle a exhorté Bahrein, le Yémen du Nord, le Bangladesh et l'Argentine.

L'Union interparlementaire mondiale a d'autre part approuvé par 70 voix sans opposition mais avec trois abstentions (deux des Etats-Unis et un de l'Espagne) une résolution présentée par les pays scandinaves, le Mexique et le Venezuela — condamnant « la faillite des droits constitutionnels » au Chili et exigeant que « les membres du Parlement chilien incriminés soient libérés immédiatement ». Cette résolution demande également l'envoi d'une commission de deux membres de l'Union au Chili pour contrôler cette libération.

L'Union a enfin approuvé une proposition canadienne recommandant la création d'une commission spéciale d'enquête sur les cas d'emprisonnement, de torture ou d'autres mauvais traitements appliqués à des parlementaires dans le monde entier.

Plusieurs parlementaires yougoslaves, à l'invitation du groupe parlementaire France-Yougoslavie, qui préside M. Nungesser (U.D.R.), viennent de faire une visite de plusieurs jours à Paris et Clermont-Ferrand. Cette visite, la première depuis 1969, marque la reprise des relations parlementaires franco-yougoslaves. Au cours de leur séjour à Paris, notamment avec M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, M. Couve de Merville et M. Colin, respectivement présidents de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et du Sénat, les parlementaires yougoslaves ont réaffirmé le maintien de la politique d'indépendance et de non-alignement de leur pays.

Le siège de la FAO — organisation pour l'alimentation et l'agriculture de l'ONU — en Amérique latine restera à Santiago du Chili, a décidé la majorité des participants à la quarante-neuvième conférence régionale de l'organisation. La proposition du Mexique et de Cuba de changer le siège régional a été repoussée; en revanche a été acceptée l'idée de créer un ou plusieurs sous-bureaux régionaux. (A.F.P.)

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale a été élu président de l'Institut libre d'étude des relations internationales en remplacement de M. René Cassin, décédé. Cet institut offre à des étudiants de toute nationalité un enseignement consacré aux problèmes diplomatiques. (175, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.)

## Israël

### L'implantation «sauvage» de colonies en Cisjordanie divise le gouvernement et l'opinion publique

De notre correspondant

Jérusalem. — Deux ministres influents du cabinet Rabin se sont nettement prononcés ce dernier week-end contre l'implantation «sauvage» de colonies israéliennes dans les territoires occupés de Cisjordanie.

M. Ygal Alon, ministre des affaires étrangères, a reporté à une date ultérieure le voyage qu'il devait faire aux Etats-Unis, afin d'y rencontrer, dans une dizaine de jours, M. Kissinger. La décision de M. Alon a été motivée par son intention de participer aux débats, prévus depuis longtemps, mais toujours reportés, sur la colonisation sauvage du Bloc de la foi (Gush Emounim) en Samarie. Le ministre des affaires étrangères s'est déclaré contre la présence des «colons» à Kadoun, près de Naplouse, en bordure d'un camp militaire, où le Gush Emounim veut s'installer définitivement. Dans une interview à la télévision, M. Alon a laissé entendre qu'il avait déjà assez de peine à faire admettre aux Américains la nécessité du «plan Alon» (prévoyant, pour des raisons de sécurité, l'installation

d'une chaîne de kibboutzim le long du Jourdain) pour défendre auprès d'eux des initiatives qu'il condamne.

Pour sa part, s'adressant samedi 24 avril à une assemblée de militants travaillistes, M. Haim Tashok, ministre de la Justice, a réclamé avec vigueur que soit mis un terme aux entreprises du Bloc de la foi, qu'il a qualifié de «bloc antidémocratique, fanatique et nationaliste extrémiste».

Le ministre de la Justice a déclaré qu'il fallait expulser les colons de Kadoun en faisant, si nécessaire, usage de la force.

Il y a au gouvernement un ministre, M. Zevulun Hammer, qui est l'un des leaders du Gush Emounim, deux ministres du parti national religieux, qui en sont très proches, le ministre de la Défense, M. Shimon Peres, qui a approuvé l'implantation sauvage, et d'autres ministres favorables à l'établissement d'agglomérations urbaines et rurales israéliennes en Cisjordanie.

Leurs adversaires, qui sont à peu près en nombre égal, se divisent entre ceux qui sont contre toute implantation, et ceux qui sont favorables à une implantation à condition qu'elle soit, comme dit M. Alon, «sélective, conforme aux décisions du gouvernement, et corresponde aux besoins de la défense».

Dans le pays, les avis sont vraisemblablement partagés dans la même proportion, mais s'expriment avec plus d'acuité en faveur des thèses du Bloc de la foi.

#### Une déclaration

##### du maire de Ramallah

Il y a une dizaine de jours, le parti Mokad, qui groupe quelques formations d'extrême gauche et notamment les dirigeants de l'ancien parti communiste Maki, avait organisé, avec des militants du Mapam, parti socialiste membre de la coalition gouvernementale, un rassemblement de protestation contre le Gush Emounim. Les estimations les plus optimistes chiffrent à cinq cents le nombre de ceux qui ont répondu à l'appel. Le lendemain, le Gush Emounim réunissait au moins trente mille personnes au départ de la marche de Jéricho.

Samedi 24 avril, au moment même où le ministre de la Justice réclamait l'expulsion des colons, le parti travailliste a lancé une action vigoureuse contre les «colons sauvages», d'autres militants travaillistes, huit cents environ, appartenant à des kibboutzim et des moshavim (coopératives agricoles), se déclaraient solidaires de ces «colons sauvages», et demandaient l'extension de l'implantation israélienne en Cisjordanie, au cours d'une assemblée au Moshav Ein Vered.

Pour M. Menahem Begin, leader du groupe nationaliste Likoud, il ne fait pas de doute que si le gouvernement donnait suite aux demandes du ministre de la Justice, il serait mis en minorité à la Knesset. M. Begin, qui parlait dimanche 24 avril à une réunion de son parti, Héroul, a énuméré les membres du Parlement qui se seraient déclarés favorables au Gush Emounim pour arriver au chiffre de 82 sur les 120 sièges que compte la Knesset.

Les propos tenus samedi par M. Karim Khalaf, maire réélu le 12 avril à Ramallah, en Cisjordanie, ont provoqué une vive émotion et ont été exploités par les sympathisants du Bloc de la foi. Interviewé par la radio nationale israélienne, M. Khalaf a déclaré que les Cisjordanien devaient créer un Etat palestinien qui ne serait lié ni à la Jordanie ni à Israël. Il a ajouté que même la création de cet Etat n'assurerait pas la paix entre les mondes arabe et israélien. Le maire de Ramallah a expliqué, — à la radio nationale israélienne — avec une franchise totale, pourquoi il ne croit pas à la paix: «Vous les Juifs, vous haïssez les Arabes, vous haïssez l'humanité. Vous les Juifs, vous n'aimez que vous-mêmes. (...) Vous n'aurez jamais de bons rapports avec les Arabes parce que vous ne vous êtes jamais efforcés d'en avoir. (...) Que vous soyez à New-York, à Ramallah ou n'importe où, vous êtes différents des autres humains, vous considérez ceux qui vous entourent avec haine, car vous n'aimez personne d'autre que vous-mêmes».

ANDRÉ SCAMAMA.

(Publié)

### BAC 6 semaines pour réussir

Une formule «à la carte»  
Maths-Phys, Eco, So. Nat., révisions intensives toutes sections.  
4 à la carte, 5 propositions par D. Guezennec : 3 fois par semaine pour 8 h. de cours (750 F les 6 semaines).  
S.O.S. - MATHS - 87, bd Saint-Michel  
Réglementation d'enseignement, arrêté 752, 25-26-27 - 28-29-30-31.

## Liban

### La promulgation de l'amendement constitutionnel a ouvert la bataille présidentielle

Après la ratification de l'amendement constitutionnel par le président Frangie, le bureau de l'Assemblée nationale doit, en principe, se réunir mardi 27 avril pour fixer la date de l'élection d'un nouveau chef de l'Etat.

Le chef de la gauche libanaise, M. Kamal Joumblatt, a déclaré que le retard mis par le président Frangie à signer l'amendement avait coûté la vie à un millier de personnes.

L'espèce, a-t-il ajouté, que sa démission ne provoquera pas mille victimes supplémentaires.

La désignation du nouveau président n'implique pas, en effet, son entrée immédiate en fonctions. Celle-ci est subordonnée à la démis-

sion du président Frangie, dont le mandat vient à expiration le 22 septembre prochain.

Malgré l'amélioration relative de la situation sur le terrain (le bilan de la journée de dimanche a été de dix-sept tués et quarante-quatre blessés), les partis progressistes libanais ont confirmé leur décision de créer une «administration locale» dans les secteurs du Liban sous leur contrôle. M. Joumblatt a déclaré que cette mesure avait pour but de «mettre un terme à l'anarchie dans les domaines de la sécurité et du ravitaillement» et d'«empêcher l'infiltration d'armées arabes ou étrangères au Liban sous prétexte du vide existant sur le plan de la sécurité».

De notre correspondant

Beirut. — La ratification par le chef de l'Etat de l'amendement constitutionnel qui va permettre l'élection d'un nouveau président a détendu la situation. A Beyrouth, les combats durant le week-end ont été circonscrits au seul front de mer. Un échange de tirs a été signalé dans la périphérie et en montagne, notamment dans la région du Koura.

Les Beyrouthins ont pu enfin, ce dimanche, sortir dans les rues et même se promener sur la corniche, qui, pour la première fois depuis la trêve du mois d'août 1975, grouillait de monde.

A la faveur de cette accalmie, le coup d'envoi de la bataille présidentielle a été donné. Les réunions entre les divers blocs parlementaires se sont poursuivies sans relâche et les regards se braquent de nouveau sur Damas. M. Raymond Eddé, leader des chrétiens modérés, et l'un des deux candidats les plus en vue, n'est toujours pas agréé par les dirigeants syriens, qui lui préfèrent son rival, M. Elias Sarkis, le gouverneur de la Banque centrale. En fait, le choix des Syriens dépend étroitement de leur attitude d'ensemble relative à l'évolution de la crise au Liban. S'ils optent pour

M. Sarkis ou pour un autre candidat qui n'a pas d'assises populaires, ils devront l'appuyer tout au long de ces six ans, ce qui impliquerait de leur part une intervention directe au Liban. Cette perspective ne semble plus enchanter les dirigeants de Damas, qui ont réalisé, un peu trop tard peut-être, que leur présence au Liban risque de les entraîner dans une bataille ouverte contre les organisations palestiniennes du Front du refus, qui jouissent pour l'instant de l'appui des autres formations de la résistance, dont le Fath. Apparemment, c'est la raison pour laquelle Damas a gelé son intervention au Liban après que celle-ci eut revêtu l'aspect d'une véritable occupation militaire.

Dans ces conditions, les parlementaires libanais traditionnellement proches du régime de Damas se demandent finalement s'il ne serait pas dans l'intérêt de tous que soit élu à la tête de l'Etat un homme fort, capable de polariser autour de sa personne toutes les forces qui se sont affrontées durant la guerre civile. Un tel candidat ne serait pas inféodé aux

Syriens, mais il n'en aura pas moins besoin de leur indispensable concours pour pouvoir gouverner le pays. Dans cette optique, il semble, de l'avis général, que seul M. Raymond Eddé pourrait remplir les conditions requises. Le leader du bloc national a déjà l'appui des musulmans, et peut compter sur celui de la gauche, même si les Palestiniens ne lui pardonnent pas certaines de ses positions hostiles à l'égard du Fath, qui consacre juridiquement leur présence au Liban, et ses déclarations favorables à l'implantation de «casques bleus» de l'ONU le long de la frontière libano-israélienne.

Les partis chrétiens de droite se retranchent, quant à eux, dans une prudente expectative. M. Camille Chamoun, leader du parti national libéral, a certes posé sa candidature, mais cette «manœuvre», affirme-t-on dans son entourage, est destinée essentiellement à rappeler aux candidats qui se disputent les suffrages des députés, qu'ils auront besoin, pour être élus, des 25 à 30 voix (sur un total de 99) qui représentent les forces opposées à la coalition islamoprogressiste.

EDOUARD SAAB.

## Les documents secrets de Kissinger

Au terme d'un an d'enquête, un journaliste et membre du Centre des Affaires Internationales de Harvard — Edward R.F. SHEEHAN — a reconstitué l'histoire vivante de la «diplomatie des petits pas» de Henry KISSINGER.

Non seulement, Edward SHEEHAN a eu accès aux documents «top secret» du Département d'Etat, mais il a également refait toutes les «navettes» de KISSINGER — Jérusalem, Le Caire, Damas, Amman — pour vérifier l'authenticité des comptes rendus du Département d'Etat. Cette enquête publiée sous forme de récits et d'analyse mêlés, a provoqué un début de crise au sein du gouvernement des Etats-Unis.

En effet, la précision des informations et surtout des dialogues reproduits rend évidente l'hypothèse d'une fuite dont la responsabilité revient à KISSINGER lui-même.

Cette semaine, le NOUVEL OBSERVATEUR vous livre en exclusivité la première partie de ce document.

Aujourd'hui dans le NOUVEL OBSERVATEUR

LE NOUVEL  
**observateur**  
UN NUMERO A NE PAS MANQUER

la mutualité française est un organisme à but non lucratif qui regroupe 19 millions de mutualistes. aujourd'hui la mutualité met à votre service

# MUTEX

MUTEX, c'est un ensemble de garanties: indemnités journalières, invalidité, décès. il faut aussi penser à ces choses lors qu'on est un homme responsable alors pensez:



parce que pour la mutualité c'est votre sécurité qui compte: PAS VOTRE ARGENT.

RENSEIGNEZ-VOUS:

MUTEX P1

70, rue Desaix - 75730 - Paris Cedex 15.  
TEL.: 273-12-20. Poste 280.

## POLITIQUE

### LE P.S. DANS LES ENTREPRISES

## M. Alain Rannou : aucun des partis de gauche n'a le monopole d'une classe sociale

Le parti socialiste a réuni, samedi 24 et dimanche 25 avril, à Massy (Essonne), une conférence nationale de ses groupes et sections d'entreprises. Le rapport d'activité présenté par Mme Anne Tregouet, assistante de M. Louis Mermeas, membre du secrétariat du P.S., fait apparaître que le parti socialiste compte actuellement sept cent cinquante sections d'entreprises, contre cinquante-cinq en 1971. Dans son rapport d'orientation, M. Alain Rannou, député général aux entreprises, évoquant la situation de crise, a déclaré : « La bourgeoisie peut rechercher une réponse, soit en créant les conditions d'une rupture de l'union de la gauche, donnant ainsi une « base large » à la « gestion de la crise », la solidarité et la force sans cesse croissantes de l'unité rendent chaque jour plus vains les efforts giscardiens de « gouverner au centre », c'est-à-dire concrètement d'essayer de briser notre stratégie unitaire ; soit en accentuant la répression idéologique sur les travailleurs, c'est-à-dire en encourageant le pouvoir à donner libre cours à ses tendances répressives et fascisantes. Ces deux possibilités ne sont pas exclues l'une et l'autre, et, en particulier, la période actuelle est marquée par la tentative de mettre en œuvre dans le même temps ces deux solutions du pouvoir. »

En ce qui concerne l'action des socialistes dans les entreprises, il est recommandé aux militants « de promouvoir la lutte pour le contrôle », qui « vise à créer les conditions favorables à une contestation de plus en plus radicale de l'organisation, du fonctionnement et de la finalité de l'entreprise dans le système capitaliste ». Quant aux relations avec le P.C.F., M. Alain Rannou a constaté l'hostilité que les communistes manifestent devant l'implantation socialiste sur un terrain où ils se trouvaient jusqu'à présent en situation de monopole. Il a ajouté : « Aucun des partis de gauche n'a le monopole d'une classe sociale particulière, mais il est composé de militants les couches anticapitalistes, ceci à des degrés divers (...). La meilleure

réponse que l'on puisse donner au P.C.F. est bien la proposition d'action commune dans les entreprises. »

A propos des groupes d'extrême gauche, il a noté : « En fait leur rôle est des plus restreints malgré leur action et, bien souvent, plus négative que positive. Ils se veulent les seuls vrais révolutionnaires sans avoir jamais les moyens de cette révolution. »

La conférence nationale s'est fixée comme objectif pour 1977 la mise en place de mille cinq cents sections et groupes socialistes d'entreprises en développant notamment l'implantation du parti dans les entreprises nationales et dans celles dont la nationalisation est prévue par le programme commun de la gauche.

Dimanche, M. Louis Mermeas, député de l'Isère, responsable au sein du secrétariat du P.S. des fédérations départementales et des sections d'entreprises, a contesté les déclarations faites au mois de janvier, à l'Antenne 2 par M. Marchais (le Monde du 9 janvier), selon lesquelles la création de sections du P.S. dans les entreprises « ne constitue pas un progrès pour le mouvement ouvrier ».

### Le cas de M. Bergeron

Il a souligné : « Le parti socialiste, qui a choisi la stratégie de rupture avec le capitalisme, doit poursuivre sa campagne d'implantation dans les entreprises. Nous devons construire une authentique parti de la classe ouvrière. »

Les débats furent marqués par l'opposition entre la majorité et la minorité du parti socialiste. Un délégué du centre P.T.T. de Paris-Brune, où le C.E.R.E.S. est très solidement implanté, a en effet attaqué l'orientation du parti, qui s'oppose au mouvement de grève actuellement engagé dans ce centre. La minorité du P.S. a donc, une nouvelle fois, réclamé l'exclusion du parti socialiste de M. André Bergeron, secrétaire général de F.O. Bien que M. Alain Rannou ait rappelé que

le comité directeur a déjà tranché cette question en plaçant les responsables syndicaux membres du P.S. dans une section « hors cadre » afin d'éviter toute confusion entre leurs responsabilités syndicales et leur appartenance au parti, une motion a été adoptée, par 297 voix contre 7, deux abstentions et 102 refus de vote, qui demande l'exclusion de M. Bergeron.

Au cours du débat général, M. Georges Sarre, ancien responsable du secteur « entreprises » du P.S., animateur du C.E.R.E.S., a mis ses camarades en garde contre « les tentatives contre-révolutionnaires de l'U.D.R. dans les entreprises ». Il a ajouté : « C'est par les luttes de masses — priorité des priorités — que la gauche obtiendra la victoire. Le parti socialiste doit s'organiser à tous les niveaux dans cette perspective et ce en étroite collaboration avec les communistes. »

M. François Mitterrand, qui avait été invité à clore les débats, a pour sa part expliqué : « Le parti socialiste doit rester ce qu'il fut dans les grands moments de sa vie : le parti de la classe, le parti de la lutte, le parti de la solidarité, le parti de la rigueur de notre tâche. »

Le premier secrétaire a également invité les délégués à donner une dimension internationale à leur action.

### Un séminaire de travail pour le secrétariat

Renouvelant l'expérience faite en septembre 1975, les membres du secrétariat du parti socialiste se réuniront en « séminaire » de travail les 25 et 26 avril, au château de la Sermaise, près de Paris. Les travaux se dérouleront sur la base de trois rapports présentés par MM. Louis Mermeas (situation du P.S.), Pontillon et Martinet (questions européennes), et Pierre Mauroy (situation politique en France).

## « Trois mille carrefours pour Giscard » ou le « militantisme renouvelé » des jeunes giscardiens

Le mouvement des jeunes giscardiens, Génération sociale et libérale, organisait samedi 24 avril dans toute la France, trois mille carrefours pour Giscard, c'est-à-dire trois mille groupes de réflexion réunissant chacun, au domicile d'un militant, une dizaine de personnes, dont les propositions devaient être consignées dans des « cahiers de changement ». L'objectif était de rassembler trente mille sympathisants, soit le chiffre même des participants à la fête de G.S.L. le 25 octobre dernier (« le Monde » du 28 octobre).

Selon M. Dominique Bussereau, président du mouvement, le but a été atteint et même dépassé, puisque quarante mille personnes environ, parmi lesquelles de nombreuses personnalités de la majorité, à commencer par vingt-quatre ministres et secrétaires d'Etat, ont participé à trois mille deux cents carrefours. « Cette opération », estime M. Bussereau, a démontré l'unité de la majorité présidentielle,

son militantisme renouvelé et son soutien enthousiaste à M. Valéry Giscard d'Estaing. De ces réunions de travail, le président de G.S.L. a retenu le désir des participants de « mieux voir expliquer par la majorité la politique de M. Valéry Giscard d'Estaing ». Il a souligné également leur « volonté unanime de réforme », en particulier la prise de position de la plupart d'entre eux en faveur de l'imposition des plus-values, et le souhait très généralement exprimé « que la politique de réforme s'inscrive dans un cadre politique précis, celui de la société libérale avancée ».

Enfin, les « cahiers de changement » seront présentés au président de la République avant qu'il ne rende publique, dans la première quinzaine de juin, sa « charte » de la société libérale avancée, que les jeunes giscardiens attendent avec impatience. Selon M. Bussereau, « G.S.L. consacrera tout son effort à diffuser ce document ».

Quelques-uns d'entre eux ont été sélectionnés à l'entrée des universités, que la France, fait-on observer, est presque le seul pays à ne pas pratiquer. Le secrétaire d'Etat note qu'en fait la sélection s'opère, dans l'enseignement supérieur, à l'issue du premier cycle. Elle pense, comme le président de la République, avec lequel elle en a récemment parlé, que « pour un jeune homme ou une jeune fille, surtout d'origine modeste, être étudiant, c'est une expérience de vie exceptionnelle, de liberté ». De plus, souligne-t-elle, « dans la société française, il y a une coupure qui n'existe à ce point dans aucun pays étranger entre les milieux intellectuels et les milieux manuels : tout le problème de cette crise est là. »

L'animateur revient au questionnaire : « Quels doivent être les trois objectifs principaux de la nouvelle croissance ? » Mme Saunier-Selkitch penche pour la protection de l'environnement. On cite l'aide au tiers-monde et la recherche du plein emploi. L'ancien H.E.C. demande que l'on n'oublie pas la nécessaire augmentation du profit des entreprises, qui passe sans doute, estime-t-il, par un certain volume de chômage. « Corollaire de toute économie dynamique », Mme Saunier-Selkitch objecte que « le chômage crée un très mauvais climat social ».

Enfin, « quelles sont les recommandations que vous pouvez faire à la majorité présidentielle pour qu'elle gagne les élections ? » « Une « plus unitaire » ? « Plus diversifiée » ? « Plus réformatrice » ? On s'accorde sur deux points : la majorité doit mieux informer et surtout elle doit être plus militante. C'est l'avis de Mme Saunier-Selkitch : « Il faut que les libéraux se mobilisent pour défendre leurs idées ».

Il est presque 20 heures. On se sépare en se promettant de se revoir. Les militants, pour leur part, gagnent le siège de G.S.L., rue de la Bienfaisance, où se retrouvent, dans la soirée, les animateurs des deux cent soixante carrefours parisiens. On échange des impressions. L'un raconte la réunion à laquelle participait Mme Françoise Giroud, qui a beaucoup parlé de l'Europe et de la condition féminine, mais non de M. Servan-Schreiber. Un autre explique que M. Dominati, dans son « carrefour », a invité les jeunes giscardiens à participer aux manifestations des étudiants non-grévistes. Tout le monde est heureux du déroulement de ces discussions par petits groupes et décide à recommencer. Ces jeunes gens découvrent les plaisirs des réunions de militants, qui sont, depuis bien longtemps, monnaie courante pour tous les partis de gauche.

THOMAS FERENCZI.

## M. Mitterrand : en cas de victoire aux législatives la gauche devra respecter le verdict de 1974

M. François Mitterrand a déclaré lundi 26 avril à Europe 1, à propos de l'éventualité d'une victoire de la gauche aux élections législatives de 1978 : « Le président de la République, élu pour sept ans, doit accomplir son mandat de sept ans, en respectant les institutions et la volonté populaire telle qu'elle s'exprime, notamment lors des élections législatives (...). Si, cependant, la gauche l'emporte, c'est alors au président de la République de décider. Son devoir est d'appeler à la tête du gouvernement des responsables de ces partis de gauche. Notre devoir à nous est de respecter le verdict de 1974. »

Le premier secrétaire du P.S. a estimé que, dans cette hypothèse, M. Giscard d'Estaing sera un partenaire aux entoursures, car pour gouverner il n'aura pas les soutiens aussi franches qu'avec sa majorité de droite.

A propos de la composition du gouvernement qu'il faudrait alors constituer, M. Mitterrand a ajouté : « Il n'est pas concevable qu'il ait autre chose qu'un gouvernement d'union de la gauche si c'est la gauche qui l'emporte. Ou alors cela voudrait dire que le P.C.F. se serait retiré de responsabilités qui lui reviennent. Ce qui est vrai, c'est que le P.S., premier parti de France et donc de la gauche, peut avoir des responsabilités particulièrement importantes. »

Interrogé sur la possibilité d'un dialogue direct avec le chef de l'Etat, le premier secrétaire du P.S. a répondu : « Je suis pour ce type de rencontre, mais le problème a été mal posé par le président de la République, qui l'a réduit à un argument électoral. Cela ne doit pas être un moyen tactique de politique intérieure. »

Au cours du colloque sur l'unité de la gauche et le renouvellement socialiste de 1958 à 1976 organisé samedi 24 avril par l'Institut socialiste d'études et de recherches « le Monde » daté 25-26 avril, M. François Mitterrand a déclaré : « Si une majorité de gauche était élue de justesse, elle disposerait de capacités de réalisation qui lui permettraient, en suite de recueillir la plus large adhésion de l'opinion publique. »

Le premier secrétaire du P.S. a d'autre part repoussé l'accusation de « collectivisme » lancée par la majorité présidentielle, en disant que la gauche a pour objectif l'avènement d'un socialisme qui aura « le souci de donner le bonheur au peuple dans le respect de tous ses droits et en lui accordant toutes ses responsabilités ».

Enfin, M. Mitterrand s'est félicité que « la parti communiste ait maintenant parfaitement compris qu'il faut rejoindre le parti socialiste dans le respect d'un certain nombre de principes, sans lesquels il n'y a pas de démocra-

tie ni de socialisme dans un pays ». Il a au passage refusé le titre de « leader de la gauche » que certains lui décernent, en déclarant : « Il me suffit, à me suffira d'être l'un de ceux qui auront résisté au socialisme, tel que nous le concevons toutes ces années. Nous aurons alors rempli notre rôle historique. »

## LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

ALLIER : Gannat (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. : 3 928 ; vot. : 2 532 ; suffr. expr. : 2 453.

Liste d'union de la gauche : MM. Georges Chézelle, P.C., 1 229 ; François Maréchal, P.C., 1 232 ; Guy Francoeur, P.S., 1 303 ; Raymond Perrichon, P.S., 1 307. 4 élus. Liste d'intérêts divers : MM. Roger Danglard, P.S., 1 168 ; Gérard Martin, 1 120 ; Jean-François Morand, 1 175 ; et Maurice Viand, 1 092.

[Quatre conseillers municipaux, dont le maire, M. Yves Machelon, ont donné leur démission. Maire depuis 1965, M. Machelon, non élu, avait annoncé qu'il ne démissionnerait que si la liste d'union de la gauche obtenait la majorité. Les élections cantonales où, conseiller général sortant, il avait été battu par 2 418 voix contre 2 637 à M. Huguet, P.S., qui l'avait devancé également dans la commune de Gannat. En mars 1971, la liste conduite par M. Machelon, dont les candidats avaient obtenu entre 1 813 et 1 542 voix, avait enlevé les vingt-trois sièges à pourvoir face à la liste d'union de la gauche, dont les candidats avaient obtenu entre 1 296 et 816 voix sur 3 713 inscrits (2 825 votants et 2 826 suffrages exprimés.)

### LES ÉLECTIONS CANTONALES

ALPES DE HAUTE-PROVENCE : canton de Mézel (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. : 1 062 ; vot. : 832 ; suffr. expr. : 817. MM. Francis Arnaud, P.C., 344 ; Albert Hermelin, P.S., 207 ; Jean-Pierre Aillaud, sans étiqu. : 123 ; Marcel Guieu, mai. : 118 ; Jean-Claude Gouguen, sans étiqu. : 25. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir le siège de Louis Laurens, conseiller général sortant communiste, réélu au 2<sup>e</sup> tour. Louis Laurens avait été élu dès le premier tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 490 voix contre 135 à M. Marcel Guieu, U.D.R., sur 999 inscrits, 712 votants et 685 suffrages exprimés.]

## L'abandon de la dictature du prolétariat par le P.C.F.

## M. Fiterman : nous aiderons à réfléchir nos camarades qui restent accrochés à des textes

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., a déclaré, dimanche 25 avril, dans le cadre de la Semaine de la gauche, que le livre marxiste, organisé dans l'ancienne gare de la Bastille, à

propos des critiques que suscite, au sein du P.C.F., l'abandon de la dictature du prolétariat (le Monde daté 25-26 avril).

« Nos adversaires sont effrayés. Incapables d'admettre que, dans le fond, ils voudraient freiner notre action en inventant une prétendue opposition au sein du parti, en accrochant l'idée que ce qui a été décidé n'est pas définitif. Le Monde apporte sa pierre à cette opération de la droite. C'est dans la tradition. »

« Ces gens-là ne connaissent pas le parti communiste français. Donnant un exemple de démocratie dont aucun autre parti ne peut se prévaloir, les communistes ont pris une quasi-unanimité de grandes décisions. Comme le soulignent Georges Marchais vendredi soir, ici même, il n'est au pouvoir de personnes de revenir sur ce qui a été ainsi décidé par cinq cent mille communistes. Ceux-ci se sont engagés avec ardeur dans l'application de ces décisions, et, maintenant, d'ores et déjà, des successeurs de ces camarades qui restent accrochés à des textes en perdant de vue l'âme vivante du marxisme ne sont pas l'honneur du parti. Les temps dont nous vivons, cinquante ans nos adversaires, un printemps qui n'a pas vu et ne verra jamais le jour. Ces camarades sont réfléchis, et nous les y aiderons. »

Samedi soir, toujours dans le cadre de la Semaine de la pensée et du livre marxistes, MM. Pierre Juquin, député, membre du comité central, et Jean Elieinstein, directeur adjoint du C.E.R.M. (Centre d'études et de recherches marxistes), ont évoqué les rapports de la démocratie et du socialisme. M. Elieinstein a expliqué que « la voie démocratique vers le socialisme n'est pas un choix moral mais repose sur des fondements historiques et sociaux ». Il a ajouté que « le mode de production socialiste tel qu'il s'est développé depuis soixante ans en U.R.S.S. est producteur de libertés ». Quant aux insuffisances constatées dans ce pays, M. Juquin a souligné : « Il faut savoir qu'il n'y a pas contradiction entre le système socialiste et les défauts en U.R.S.S. Or il y a contradiction. Ces défauts ne sont pas inhérents au socialisme. Au contraire, ils sont le fruit, le manque à gagner, ils empêchent la mise en mouvement et la mobilisation de toutes les énergies. »

En ce qui concerne l'abandon de la dictature du prolétariat, M. Juquin a jugé « irréversible ». Il a expliqué que le propre de tout organisme vivant, c'est de changer. « Si l'âge, ce serait la mort », a-t-il dit.

## La taxation des plus-values

## M. SERVAN-SCHREIBER : pour la première fois depuis deux ans, on y voit clair

Sous le titre « Giscard face au complot », M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député de Meurthe-et-Moselle, ancien président du parti radical, écrit dans l'« Express » daté du 26 avril-2 mai : « Pour la première fois depuis deux ans, on y voit clair. M. Giscard d'Estaing a fixé le moment et le lieu du débat politique, qui était inévitablement, entre l'ancien régime et l'ère nouvelle. Ce sera dans un mois au Parlement, sur le projet de taxation des plus-values. Sur l'insuffisance du projet, son caractère incomplet, beaucoup a été dit, et légitimement. Mais ce qui domine, et de haut, ce sont deux faits politiques déformés irréversibles : le déchaînement de toutes les forces conservatrices au Parlement, dans les organisations professionnelles, et dans la presse — contre « l'infâme projet » ; et la prise de position catégorique du président de la République, depuis, jeudi dernier, sur le caractère « fondamental » de ce test pour toute l'entreprise réformatrice : « L'imposition, a-t-il dit, est essentielle, il est fondamental, et le gouvernement ne le laissera pas mettre en question ». Ainsi, le président accepte d'engager le fer sur une réforme qui dépasse réellement, sur le terrain, les frontières de l'économie, et touche, même partiellement, à certains privilèges exorbitants. Le doute est levé. »

## ANCIENS COMBATTANTS

Le comité pour la célébration du 8 mai l'entraîne à l'hôtel Lutetia, le mercredi 28 avril, à 11 heures, une conférence de presse sur le thème : « Pourquoi commémorer la victoire du 8 mai 1945 ? » MM. Christian Pineau, Marcel Paul, Jean Pierre-Bloch, Jean Charbonnel, anciens ministres, et MM. Claude Bourdet, Jacques Debu-Bridel, Pierre Villon, le colonel Dewavrin (colonel Passy), membres fondateurs du Comité national de la Résistance, participeront à cette conférence.

Le comité national d'entente du combattant 1939-1945, « soucieux d'éviter l'exploitation électorale à des fins politiques et partiales » de la commémoration du 8 mai, invite « les anciens combattants et la population à participer aux cérémonies et au recueillement et la dignité ».

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré samedi 24 avril à Clermont-Ferrand à propos des élections municipales de 1977 : « Il n'est pas question pour nous de soutenir des listes ou des candidatures qui se réclameraient de la majorité gouvernementale, quel qu'il soit le nom qu'on lui donnerait, même majorité présidentielle. Celle-ci, en effet, soutient un programme dont nous n'appréhendons pas la plus grande partie. En revanche, nous sommes prêts à soutenir les listes de large union nationale antimarxiste. » (Corresp.)

Au cabinet de M. Jean Tiberi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture et du ministre de l'Industrie, chargé des industries alimentaires, M. Jean Carloti, ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts, est nommé conseiller technique.

سكنا في الامم



## POLITIQUE

### AU CONSEIL NATIONAL

## L'U.D.R. est un mouvement autonome et démocratique, déclare M. Yves Guéna

L'analyse du scrutin (1) à l'issue duquel M. Yves Guéna a été élu, samedi 24 avril, secrétaire général de l'U.D.R., fait apparaître une diminution sensible des membres du conseil national hostiles ou réservés à l'égard du chef du mouvement gaulliste. On n'a décompté que quarante bulletins blancs ou nuls — dont certains au nom de MM. Chaban-Delmas, Saugouin, Pasqua et Grossmann — alors qu'il y en avait eu quatre-vingt-cinq lors de l'élection de M. Bord en juin 1975 et soixante-huit pour celle de M. Chirac en février 1975. Cette large approbation de la candidature de M. Guéna a été confirmée non seulement par la présence, pour la première fois depuis le 14 décembre 1974, de M. Chaban-Delmas dans une instance dirigeante de l'U.D.R. (« le Monde » daté 25-26 avril), mais aussi par les applaudissements qui, à trente-cinq reprises, ont interrompu le discours du nouvel élu.

Celui-ci a su en effet répondre à l'at-

tente de son auditoire, trouver les mots et définir des objectifs capables de redonner aux gaullistes inquiets, troublés et hésitants, des raisons d'espérer en de livrer les prochains combats électoraux. Ainsi que l'a dit M. Guéna, et répété M. Chirac, le seul but est désormais de gagner les élections législatives de 1978. Pour mieux mobiliser ses troupes, M. Guéna a fait appel à leur gaullisme, bien sûr, mais il a aussi affirmé que l'U.D.R. devait être un « mouvement autonome et démocratique » et constituer envers le gouvernement « une force de soutien et de proposition ». Elle veut en somme être par rapport à la majorité indépendante dans l'interdépendance. Toujours bien décidés à demeurer solidaires de M. Chirac, les gaullistes n'ont que faiblement applaudi le nom du président de la République.

M. Chirac, en prononçant un bref discours, a voulu souligner les servitudes et la distance que lui imposent ses respon-

sabilités de coordonnateur de la majorité. Il a réussi néanmoins à se montrer tout à la fois gaulliste et « majoritaire ». « Je suis et reste bien sûr des vôtres », a-t-il proclamé, mais il a affirmé que les doutes et les divisions de la majorité n'auraient pour conséquence que de faire gagner « l'opposition socialo-communiste ». Et il s'est complu à décrire les « profondes difficultés » qu'entraînerait pour le pays une telle victoire.

Ainsi que le lui a assigné le premier ministre, M. Guéna va s'employer à faire de l'U.D.R. l'« élément essentiel de la majorité ». Il a invité ses amis à développer leur action militante dans les secteurs où elle est notamment faible comme les milieux ouvrier, universitaire, lycéen. Des le bureau exécutif du jeudi 29 avril, le nouveau secrétaire général, en constituant son équipe, s'efforcera de créer un instrument rajeuni du combat électoral qui s'engage.

ANDRÉ PASSERON.

### M. CHIRAC : je reste des vôtres

M. Jacques Chirac a évoqué « l'échec politique ressenti aux élections cantonales et dont nous devons tirer des conclusions », puis « la capacité de notre majorité à donner l'image de la cohésion et de la volonté pour poursuivre une politique de réformes ». Il a ajouté : « Nous devons aller au combat unis et ensemble, car sans cela nous serons détruits. Il n'y a pas d'ambiguïté : je suis et je reste, bien sûr, des vôtres. Mais il va de soi que je serai conduit à exercer ma charge sans aucun esprit partisan et sans aucune partialité. (...) 1976 sera pour l'U.D.R. l'année du courage et du dynamisme, et surtout l'année de l'affirmation du mouvement gaulliste dans la majorité et dans la France ».

Après avoir invité l'U.D.R. à développer son implantation et à préparer les élections municipales, le premier ministre, évo-

quant les élections législatives, a déclaré :

« Si nos divisions ou nos doutes devaient affaiblir l'autorité du président de la République et de la majorité, au point de faire gagner l'opposition socialo-communiste, cela provoquerait une profonde transformation. D'abord une transformation totale de nos institutions. Car qui pourrait penser sérieusement que le traumatisme qui serait ainsi créé par un gouvernement issu d'une majorité d'opposition et un président de la République que vous avez élu ne conduirait pas ce pays à de profondes difficultés politiques, économiques et sociales ? Ensuite, cela provoquerait une profonde transformation du mode de vie. Comme le disait le professeur Vidal, on n'a jamais vu un système socialiste évoluer vers le libéralisme ».

## sans lui la gauche ne sera pas au pouvoir

ROBERT FABRE  
QUÉLQUES BAIES  
DE GENIÈVRE



### Robert Fabre QUÉLQUES BAIES DE GENIÈVRE

« C'est un livre que je vous recommande. »

Jacques Chancel (RADIOSCOPIE)

« La fraction radicale de la gauche sera un appoint décisif dans l'hypothèse d'une prise de pouvoir par la gauche. »

Dominique Jamei (L'AURORA)

« Ce livre a fait découvrir aux français un nouveau visage de la gauche. »

Jacques Lévy (LA DÉPÊCHE DU MIDI)

Clotès/JPRamsay

M. Yves Guéna, dans le discours qu'il a prononcé aussitôt après son élection, a notamment déclaré :

« Gaulliste de toujours, gaulliste pour toujours, tel vous me connaissez, tel je me suis présenté à vos suffrages, tel vous m'avez élu. »

« Mon cas, mon seul cas, est de mener le mouvement jusqu'aux élections législatives et d'apporter, avec votre concours, la décisive contribution de l'U.D.R. au combat qui mènera pour la France le président de la République et le premier ministre. »

« C'est sur l'action gouvernementale que se déterminent les élections : c'est par l'action gouvernementale que les élections seront gagnées. Telle est la priorité pour tous. »

« Aussi devons-nous d'entrée de jeu clarifier les rapports entre l'U.D.R. et le gouvernement. Nous sommes approuvés par le général de Gaulle que plus la houle est forte et plus hardiment il faut gouverner. Gouverner, nous nous en sommes donné le mot. »

« Le gouvernement poursuit une action de rénovation et de modernisation de la France qui dérange habitudes et routines. Dans le même temps, la conjoncture économique délicate impose des décisions courageuses qui risquent de n'être pas bien comprises. On pourrait être tenté d'hésiter et de temporiser. Nous avons appris du général de Gaulle que plus la houle est forte et plus hardiment il faut gouverner. Gouverner, nous nous en sommes donné le mot. »

« C'est délibérément que nous avons choisi notre camp, et je réaffirme aujourd'hui en votre nom que nous soutenons le gouvernement. Plus précisément, reprenant une formule déjà ancienne, nous serons vis-à-vis du gouvernement une force de soutien et de proposition. »

« Il n'est pas dans notre nature de marchander notre adhésion, et d'autant moins qu'elle fut débattue et pesée. Certes, nous pou-

(1) Le scrutin pour l'élection de M. Guéna a donné les résultats suivants : inscrits, 1 001 ; votants, 863 ; blancs ou nuls, 40 ; M. Guéna, 828.

### M. COULAIS (R.I.) CONDUIRA UNE LISTE COMMUNE DE LA MAJORITÉ AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES DE NANCY

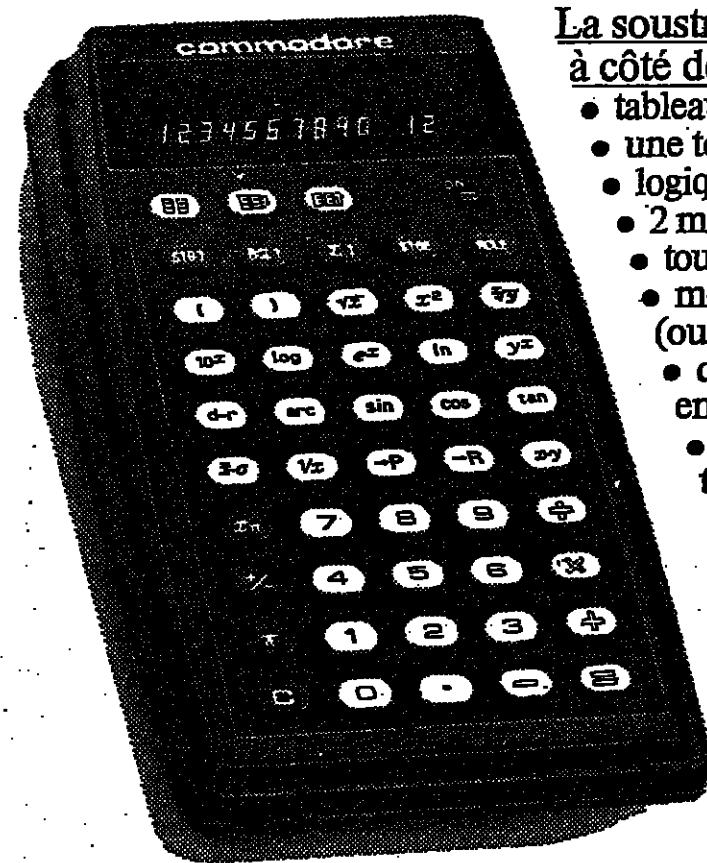
(De notre correspondant.)

Nancy. — Les formations membres de la majorité présidentielle présenteront une liste unique à Nancy aux élections municipales de mars 1977. La nouvelle a été annoncée samedi 24 avril par M. Claude Coulais, député républicain indépendant de Meurthe-et-Moselle, au cours d'une conférence de presse succédant à une réunion de travail rassemblant des élus R.I., U.D.R., Centre démocrate et radicaux autour de M. Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'État au près du ministre de l'Intérieur, venu présider l'assemblée générale de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur de ce département, a déclaré que le choix de M. Coulais comme chef de file de la liste de la majorité présidentielle avait rencontré un large assentiment.

M. Servan-Schreiber, à qui on avait prêté un moment l'intention de se présenter à l'hôtel de ville de Nancy, avait annoncé en juillet dernier qu'il y renonçait, préférant se consacrer au conseil régional de Lorraine, dont il est devenu le président en janvier 1976. On avait beaucoup parlé à l'époque d'un « troc » entre M. Coulais et Servan-Schreiber à ce sujet (le Monde du 20 janvier).

La liste de la majorité présidentielle se trouvera opposée à une liste de gauche, et sans doute à celle du maire sortant, M. Marcel Martin. Celui-ci, ancien sénateur (non-inscrit), a annoncé en janvier dernier son intention de se représenter. — C.L.

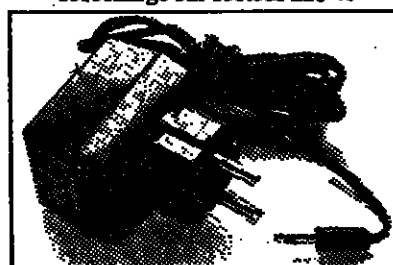
## Du 20 avril au 20 mai 1976 100F de reprise pour votre ancienne calculatrice\* La Commodore scientifique SR 4148 R (425F TTC - 100F = 325F TTC)



La soustraction est facile, à côté de ce qu'elle peut faire :

- tableaux lumineux de 12 chiffres + 2 signes
- une touche par fonction
- logique algébrique
- 2 mémoires indépendantes
- touches spéciales de crochets-parenthèses
- moyenne et déviation-étalon (ou écart-type)
- conversion de coordonnées-polaires en coordonnées rectangulaires
- touches de log-statistiques - trigonométrique
- puissances série.
- Garantie 1 an - pièces et main-d'œuvre

Livré avec adaptateur pour utilisation et recharge sur secteur 220 V.



## \*En rapportant votre ancienne calculatrice dans un des magasins suivants :

Nouvelles Galeries - Galeries Lafayette - Au Printemps - Aux Dames de France - Magasins Riviera et Capitole - Euromarché St-Michel-sur-Orge - Chez Duriez, 132, bd St-Germain, 6° - A Lamartine, 118, rue de la Pompe, 16° - Expoburo, 51, rue Saint-Placide, 6° - Shop Electronic, 39, rue de Ponthieu, 8° - Maniglier, Centre Commercial Charras, Courbevoie - Continental Distribution, 7, bd Sébastopol, 1er - Mecadis, Centre Commercial Velizy 2 et dans les magasins spécialisés participant à cette opération.

Commodore : vous pouvez compter dessus.

A PARTIR D'AUJOURD'HUI, PENDANT 7 SEMAINES  
PRÉPUBLICATION INTÉGRALE ET EN COULEURS

DE LA NOUVELLE  
BANDE DESSINÉE D'ASTERIX

**OBÉLIX  
ET COMPAGNIE**

ANIS II NOUVEL  
**observateur**

## COURS INTENSIFS D'ALLEMAND

au bord du lac de Constance à proximité de l'Autriche, de la Suisse et du Liechtenstein pour actifs, étudiants et écoliers. 2 à 12 semaines du mois de mai à octobre.

Deutsches Sprachinstitut,

D-899 Lindau, Bantingstr. 17-19.



54 rue des Ecoles. 75005 Paris. Téléphone: 329.21.17.

agréée par le Secrétariat d'Etat au Tourisme n° 72 049

**DELHI a/r 1990 F**

**MONTREAL a/r 1350 F**

**BANGKOK a/r 2150 F**

informe ses adhérents

de ses nouveaux tarifs aériens à partir du 1<sup>er</sup> Mai 1976

Téhéran 1490 F, Kaboul 1890 F,

Colombo 2350 F, Katmandou 2550 F,

Tokyo 3500 F, Bali 2850 F, Mexico 1980 F,

Lima 1900 F, Rio 2580 F,

New York 1330 F, Los Angeles 2050 F.

demandez notre brochure vols et circuits

Nom

Adresse

à renvoyer à FMVJ, 54, rue des Ecoles 75005 Paris

## LA PATRIE PLANÉTAIRE

par Louis Périllier

La discordance entre l'extrême rapidité du progrès technologique et la lenteur des évolutions psycho-socio-politiques explique le désordre d'un monde de plus en plus désaxé. Des structures nouvelles s'imposent pour résoudre des problèmes qui se posent désormais à l'échelle mondiale.

Les solutions concrètes que l'auteur propose à notre réflexion se fondent sur le respect des diversités culturelles et nationales et le développement de la responsabilité, à tous les niveaux.

Aux Éditions Robert Laffont

## POLITIQUE

# Anticonformismes

(Suite de la première page.)

Mais notre auteur creuse plus profond en étudiant les rapports de ce laxisme monétaire avec la peur, avec la peur et l'augmentation de la criminalité (l'initiation « installe un théâtre d'ombres où l'on ne sait plus très bien qui vole et qui est volé »). Il se forme une sorte de précipité chimique, et « il vient un moment où tous les tacteurs de décadence d'une société se rencontrent et s'accablent pour former un phénomène unique, dont l'initiation est à la fois l'origine, le véhicule et la traduction chiffrée ».

Nous y sommes. Tout étant dans tout, nous allons avoir droit aux couplets sur l'effondrement de l'Occident, bien connus depuis Spengler. Auparavant, mais la démonstration n'a pas besoin d'être longue, Alfred Fabre-Luce cingle la révolution soviétique qui, à l'approche de son sixième anniversaire, nourrit une oppression pire que celle du monde qu'il a aboli... qu'au moins on peut abstraire. « La première ne comporte pas de recours. Le mythe de l'orthodoxie spontanée des masses permet même de dire à chacun qu'il est l'auteur de l'oppression dont il se sent soustrait ».

C'est le ton du pamphlet qu'Alfred Fabre-Luce emprunte ensuite pour parler des intellectuels de gauche qu'il baptise les « termites », en s'efforçant de dire, le sourire en coin, que cette expression ne doit pas leur paraître injurieuse, puisqu'ils disent tous les jours que notre société est mauvaise et doit être changée radicalement.

Puis, virage à 90 degrés : tout un chapitre intitulé « convergences » porte des « accusations de gauche », comme il est écrit, contre les partis du programme commun. C'est très bien, estime notamment l'auteur, d'at-

tirer l'attention sur les accidents du travail, mais que propose la gauche pour arrêter les massacres des accidents de la circulation ? Que dit-elle sur le tiers ? Rien, et la défense du consommateur n'a droit qu'à une phrase vague dans le programme commun. Même reproche sur les exportations d'armes, où l'hypocrisie de la gauche est spécialement soulignée. L'ouvrage est court, clair, et la plume vive, qui, soucieuse de ne pas laisser trainer trop d'encre noire, décrit en fine une « opération survie » où notre libéral anticonformiste définit quelques refus de base : refus des situations de non-retour (emprise du P.C.), de la rupture entre les générations, de la démocratie directe et du nivellement.

C'est dès son titre que Roger Garaudy fait lire la sortie du tunnel. Le « projet espérances » se présente comme le « commencement d'une action » auquel l'auteur convie le lecteur d'une façon très directe, en lançant son appel sur la couverture même de l'ouvrage : « Voulez-vous créer avec les milliers d'autres dont les mains se cherchent les premières cellules vivantes du nouveau tissu social ? » La démarche de cet homme seul ressemble un peu à celle de Michel Jobert : c'est « ailleurs » que dans les partis qu'il cherche les rassemblements.

Roger Garaudy propose, comme Marx, de s'attaquer à la racine de l'aliénation : le marché. Jusqu'ici, souligne notre auteur, on l'a combattu seulement « par en haut », c'est-à-dire par un « plan d'Etat ». Or ce système est de moins en moins efficace à mesure que l'économie se développe et conduit au despotisme politique excluant la participation des masses et la créa-

tivité. Même après la réforme inspirée du professeur Liberman, réduisant le centralisme étouffant, le personnel des entreprises n'a aucune possibilité de peser sur l'élaboration des décisions.

C'est « par la base », comme il fallait s'y attendre, lorsqu'on connaît ses précédents ouvrages, que Garaudy veut socialiser le marché. Partisan résolu de l'autogestion, il ne la voit pas du tout s'instaurer par une transformation graduelle du système, mais sans doute à la suite d'une rupture qui pourrait être provoquée par un « mai 1968 » qui aurait réussi, ou si l'on veut par une « grève nationale », mouvement du nouveau « bloc historique » des travailleurs, comprenant non seulement les ouvriers mais les cadres et les techniciens. Cette « grève » peut au reste conduire à faire fonctionner les entreprises « selon d'autres normes que celles du patronat et de l'Etat ».

Emporté par son élan prophétique, Garaudy est souvent très convaincant au niveau des fins, mais beaucoup moins à celui des moyens. On peut parler d'« arbitraire aveugle du marché », mais quand il s'agit de savoir par quel le remplacer (puisqu'on rejette aussi la planification autoritaire centralisée), c'est une autre histoire. L'« agora électronique » où seraient confrontées les décisions, « chacun étant à portée de voix et de vue » d'un autre homme par le radio et la télévision, c'est encore un marché, moins opaque que l'autre certes, mais combien plus délicat à gérer. Le plus important est de « réduire les aliénations au niveau de la consommation », et les associations peuvent, en effet, jouer là un rôle prépondérant.

Certains dérapages du même type frempent lorsqu'on passe de l'économie à la politique. Roger Garaudy

suggère de remplacer le Parlement, « structure période », par un Congrès des conseils de travailleurs manuels et intellectuels, ce qui éviterait le caractère permanent de la délégation du pouvoir et la professionnalisation de la politique, qui ne peuvent être idéologiques deux fois consécutives dans les assemblées. Vaut-on « syndicaliser » complètement la vie politique et transposer au niveau de la représentation populaire les luttes d'influences entre la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. ? Les combats d'idées entre partis n'ont-ils tout de même plus de résonances, dans la mesure où ils défontent des « projets de société » ?

A propos de culture et d'éducation, Roger Garaudy a d'excellentes pages sur l'« enseignement alterné » (mélange de vie active et de vie d'étudiant), sur la télévision, qui doit passer du « monopole de la manipulation... [politique ou commerciale] à une vidéo communautaire qui, à partir des initiatives et de la créativité de millions d'hommes et de femmes à la base, deviendra télévision en passant par le câble, puis par les grandes chaînes nationales ».

La force du livre de Garaudy, c'est sa croyance en l'homme pluridimensionnel, son refus de l'« homme-objet » des sociétés totalitaires, de l'« homme-sujet » des sociétés individualistes, pour viser l'« homme-projet », source de création, de transcendance. Il a, dans les pages de la fin, des accents qui font oublier cette impression de déjà lu, de déjà vu, des tout premiers chapitres. Son élan réconforte en ces temps de désarroi. Comme il le dit, dans une formule presque valérienne : « Il est encore temps de vivre. »

PIERRE DROUIN.



### VENTE PRODUITS INDUSTRIELS

100.000 F

Une société internationale, fabricant et distribuant des composants techniques de haute qualité aux usages variés (systèmes hydrauliques et pneumatiques, fluides et gaz divers), recherche un cadre de vente très expérimenté pour assurer le lancement de ses produits sur le marché français. A l'issue d'une période de formation acquise à l'étranger, il aura pour mission de développer les ventes de produits importés auprès d'une clientèle diversifiée de distributeurs, d'utilisateurs et d'O.E.M. Il assurera la gestion d'un petit stock de produits. Ce poste de responsabilité conviendrait à un excellent cadre commercial, dynamique et autonome, âgé d'une trentaine d'années, parlant et écrivant couramment l'anglais ou l'allemand, et disposant d'un niveau d'éducation supérieure, technique de préférence. La réussite dans le poste devant conduire à la création d'une filiale, une expérience des méthodes de vente et de gestion dans une société de distribution de produits industriels serait un avantage. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 100.000 francs. Le poste sera à pourvoir à Paris ou en région parisienne. Écrire à A. JAMET à Paris. Réf. A/2414M

### CHEF DE PRODUITS

90.000 F

Une société du secteur grande consommation (chiffre d'affaires supérieur à 300 millions de francs), réputée pour la qualité de ses produits et leader sur son marché, recherche un Chef de Produits pour son siège situé en banlieue Sud. Sous la responsabilité du Directeur du Marketing, il prendra en charge la gestion d'un groupe de produits : élaboration et suivi des différents objectifs (volumes, marges, parts de marché, distribution...), gestion des budgets de production et de publicité, recommandations visant l'amélioration des produits relatifs à sa compétence. Ce poste intéressera un candidat âgé de 27 ans minimum, diplômé d'enseignement commercial supérieur ou équivalent, possédant au moins trois années d'expérience de la fonction dans le domaine des produits de grande consommation, alimentaires de préférence. La pratique de la langue anglaise est souhaitable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 90.000 francs. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2417M

### PROMOTEUR SECOND-ŒUVRE

80.000 F

Cloisons - Armoires-cloisons — Un fabricant et distributeur très réputé sur le marché français recherche, pour Paris, un Promoteur pour participer activement au lancement d'un nouveau système de cloisons et d'armoires-cloisons, destiné principalement aux entreprises et administrations. A l'issue d'une période de formation, il aura pour mission de promouvoir le produit auprès des architectes, bureaux d'études, promoteurs immobiliers, etc... et d'apporter un support technique à l'équipe de vente et aux revendeurs. Ce poste nouveau conviendrait à un cadre technico-commercial, ayant quelques années d'expérience du produit et de son marché, ou d'un produit similaire (produits d'isolation ou acoustiques, menuiserie métallique, faux plafonds, etc...) et très compétent sur tous les aspects techniques de l'aménagement de l'espace (études d'implantation, calcul des prix, montage, etc...). Une bonne connaissance de l'allemand serait un avantage. La rémunération annuelle de départ, comprenant un fixe et un intéressement, sera de l'ordre de 80.000 francs. Écrire à A. JAMET à Paris. Réf. A/2416M

### PROMOTION SECTEUR TERTIAIRE

80.000 F

Chargé de Missions — Un important établissement public de Lille jouissant d'une grande notoriété, recherche un Chargé de Missions qui contribuera à promouvoir le secteur tertiaire en Métropole Nord. A cette fin, il développera les relations entre l'établissement et les entreprises tertiaires de la circonscription, et fixera ainsi un réseau de contacts avec les grandes sociétés de services parisiennes et nord-européennes. Enfin, il se tiendra tout particulièrement informé du marché des bureaux de l'agglomération qu'il contribuera à rendre actif à la faveur des relations qu'il aura nouées avec les investisseurs immobiliers et les dirigeants d'entreprises tertiaires français ou étrangers. Ce poste, qui est à créer, convient à un candidat âgé de 28 ans au moins, diplômé d'une grande école ou d'une université et bénéficiant d'une expérience professionnelle acquise dans un organisme d'aménagement ou de construction, public ou privé. Connaissance de la langue anglaise nécessaire. La rémunération annuelle, fonction des compétences, sera de l'ordre de 80.000 francs. Écrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/4297M

### INSPECTEUR DES VENTES EXPORT

Europe

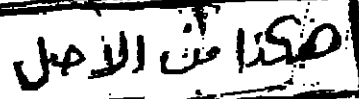
GROSFILLEX, un des leaders européens dans la transformation des matières plastiques, recherche un Inspecteur des Ventes à l'exportation. Rattaché au responsable Europe, il aura pour mission de développer les ventes dans les pays Nord et centre Europe auprès d'une clientèle composée actuellement de distributeurs spécialisés, de grossistes et d'importateurs. Avec une grande autonomie, il travaillera dans le cadre d'un programme annuel et d'une direction par objectifs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 27 ans au moins, de formation commerciale supérieure et ayant acquis environ deux années d'expérience dans la vente à l'exportation, de préférence dans les produits grand public. La pratique courante de l'allemand est indispensable. La connaissance de ces pays, à l'occasion d'un séjour prolongé par exemple, serait appréciée. Il faut envisager une résidence à Oyonnax (facilités de logement) et des déplacements fréquents. Écrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. A/3375M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'annonce. Pour les réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B), les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727-35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. : (78) 52-90-63 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich





# MÉDECINE

La contestation  
du conseil de l'ordre

## UNE CINQUANTAINE DE MÉDECINS ONT TENTÉ DE PÉNÉTRER DANS LES LOCAUX DU CONSEIL RÉGIONAL DE PARIS.

Une cinquantaine de médecins ont tenté, dimanche 25 avril, dans la matinée, de pénétrer au siège du conseil régional de l'ordre, boulevard Latour-Maubourg, à Paris, afin de soutenir deux praticiens refusant de payer leur cotisation, le docteur Alain Nitenberg, chef de travaux assistant au centre hospitalier universitaire Henri-Mondor, à Créteil, qui, jugé par défaut et radié pour trois ans, avait fait opposition, et le professeur François Coste, chef de service à l'hôpital Cochin-Montparnasse, à Colombes, qui devait comparaître pour la première fois. Un troisième médecin, le docteur Philippe Henon (hôpital Lariboisière), lui aussi convoqué, ne s'est pas présenté.

Les contestataires se sont heurtés à deux policiers qui n'ont accepté de laisser entrer que les deux médecins convoqués, afin de respecter le huis clos. Le docteur Nitenberg a refusé de comparaître dans ces conditions et le professeur Coste s'est présenté devant le conseil mais s'est borné, avant de se retirer, à lire une déclaration dans laquelle il a exposé les raisons pour lesquelles il refusait de cotiser.

D'autre part, dix-sept médecins grenoblois refusant de payer leur cotisation, dont le docteur Pierre Fugain, père du chanteur Michel Fugain, ont indiqué, vendredi 23 avril, au cours d'une conférence de presse à Grenoble, qu'ils avaient été officiellement informés que s'ils n'avaient pas payé leur cotisation avant le 20 avril, ce qu'ils n'ont pas fait, ils seraient traduits devant le tribunal d'instance.

### Prix Nobel en 1943

#### HENRIK DAM EST MORT

(De notre correspondante.)

Copenhague. — Le professeur Henrik Dam, sommité mondiale de la biochimie et de la diététique, vient de mourir à Copenhague, à l'âge de quatre-vingt un ans. L'une de ses premières découvertes a été la vitamine K, indispensable à la coagulation du sang. Lui valut en 1943 le prix Nobel de médecine et de physiologie qu'il partagea avec l'Américain Doisy. Henrik Dam était un homme d'une extrême modestie, qui semblait avoir une horreur maladroite pour la publicité et les médias. On ne le rencontrait jamais dans aucune manifestation officielle. — C. O.

(Né le 21 janvier 1893 à Copenhague, le professeur Henrik Dam fit toutes ses études à l'université de cette ville, où il enseignait la biochimie et la chimie de 1929 à 1941. De 1942 à 1948, il travailla à l'université de Rochester et à l'institut Rockefeller, aux Etats-Unis. Il reçut en 1939 le prix Christian Bohr pour sa découverte de la vitamine K, avant de recevoir en 1943 le prix Nobel de médecine et de physiologie. A son retour au Danemark et jusqu'à sa mort, il continua de mener des recherches sur les vitamines K et E, le rôle des lipides dans la nutrition et le processus de formation des calculs biliaires. Il était membre de nombreuses sociétés savantes danoises et étrangères.)

Selon les services américains de renseignements

## La moitié des forces soviétiques ne menacent pas les États-Unis

Selon des sources proches des services américains de renseignements, que cite le *New York Times* repris par l'*International Herald Tribune* du lundi 26 avril, la moitié environ des forces soviétiques sont mobilisées par des tâches civiles ou engagées dans des missions qui ne menacent pas directement la sécurité des États-Unis. Ces estimations confirment une analyse de M. Les Aspin, représentant démocrate du Wisconsin.

Celui-ci affirme, alors que le Congrès s'apprête à examiner le projet du budget de la défense, que le ministère américain de la défense a tendance à surestimer les forces soviétiques. M. Aspin a précisé, rapportant des estimations des services américains de renseignements, que deux millions deux cent mille hommes des forces soviétiques ont, en fait, des attributions « civiles » et ne peuvent être considérées comme une menace pour les intérêts américains. Le représentant démocrate cite quelques exemples repris par le *New York Times*.

### Service national

#### COMPOSITION DU CONTINGENT INCORPORÉ EN JUIN

La fraction de contingent incorporable sous les drapeaux à partir du 1<sup>er</sup> juin 1976 comprendra :

— Les jeunes gens dont le service ou le report d'incorporation arrivera à échéance le 1<sup>er</sup> juin 1976 ;

— Les jeunes gens volontaires pour être appelés le 1<sup>er</sup> juin 1976 et qui, à cet effet, ont, avant le 1<sup>er</sup> avril 1976, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur réalisation de service ou de report d'incorporation ;

Les jeunes gens non situés d'un sursis ou report d'incorporation nés au plus tard le 4 décembre 1956 et recensés avec les troupes et quatrièmes tranches trimestrielles de la classe 1976.

Toutefois, ceux de ces jeunes gens qui sont destinés à la marine et qui ont accepté un décalage de leur appel seront appelés, dans la limite des besoins, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1976.

Des mesures particulières sont prévues en faveur des jeunes gens âgés de moins de vingt-deux ans qui, au moment de leur incorporation, sont pères d'un enfant ou d'un enfant en bas âge, dont l'épouse est enceinte. Ces mesures sont également appliquées aux jeunes gens plus âgés qui avaient la qualité de père de famille à vingt-deux ans. Les intéressés doivent s'adresser à leur bureau de recrutement.

Les jeunes gens qui se considèrent comme les soutiens de leur famille et qui n'ont pas été dispensés peuvent demander l'attribution d'allocations d'aide sociale pendant la durée de leur service actif (s'adresser à la mairie).

● Pour la Journée de la déportation. Une délégation du G.L.F. (Groupe des lesbiennes féministes) et du G.L.H. (Groupe de libération homosexuelle) a déposé le dimanche 25 avril, pour la Journée de la déportation, une gerbe au Mémorial de l'île de la Cité, en souvenir de « ceux et de celles qui furent déportés pour homosexualité et obligés par les lois à porter l'insigne distinctif du triangle rose ».

Le communiqué du G.L.F. précise : « Vers 14 h. 15, une personne se présentant comme responsable d'une association de déportés a détruit la gerbe en prétendant qu'elle sollicitait la mémoire des millions de martyrs du nazisme. Une plainte a été déposée. »

# DÉFENSE

## Libres opinions

### Le procès de la justice militaire : une mauvaise cause

par PIERRE SCHWED (\*)

Il me semble utile de revenir sur une affaire récemment évoquée devant le tribunal correctionnel de Lille. Il s'agissait, en principe, d'une affaire de presse : le directeur d'une revue était poursuivi pour injures publiques à l'armée par le moyen d'une affiche, supplément à une livraison de son périodique. L'affiche aggrégait une caricature tirée d'une brochure attaquant la justice militaire, et c'est de la justice militaire que le prévenu, les témoins, la défense, ont prétendu faire le procès.

Tout d'abord en mettant en cause le principe même des tribunaux militaires, dont l'existence, nous a-t-on dit, « représente une insulte à la justice civile ». On ignorait que tels témoins cités par la défense, personnalité ou représentants divers — M. Krivine, information des droits du soldat, Comité de lutte des objecteurs, journal *Croix en l'air*, — fussent aussi respectueux d'une justice qui, pour être civile, n'en est pas moins au service des monopoles et du grand capital... Mais passons sur ce point : ne fallait-il pas, selon le précepte enseigné à l'orateur antique, essayer de capter la bienveillance du tribunal ?

On a, au cours du procès de Lille, qualifié la justice militaire de juridiction d'exception. Et il est vrai : car, comme dirait La Palice, tout ce qui n'est pas juridiction de droit commun est juridiction d'exception. Mais, le droit commun se définit comme l'ensemble des règles qui s'appliquent en dehors de dispositions particulières, se rend-on bien compte qu'il existe dans tous les pays, même les plus libéraux et les plus démocratiques, un très grand nombre de juridictions d'exception ? Il s'agit, en fait, de juridictions spécialisées ; ainsi en est-il en France du tribunal de commerce, du conseil des prud'hommes, de la commission du contentieux de la Sécurité sociale, du tribunal maritime commercial, du tribunal paritaire des baux ruraux.

S'il existe une justice militaire à côté de la justice civile, c'est parce que l'armée est une collectivité spécifique à qui est confiée une mission dont dépend l'existence même de la nation. Pour remplir efficacement cette mission, l'armée, dans tous les pays, obéit à des règles particulières : l'ordre public militaire est différent de l'ordre public civil. Pour faire respecter cet ordre public militaire, il existe une juridiction spécifique, pour laquelle il est fait appel à des juges ayant la connaissance de la chose militaire et une assise appréciation des impératifs qu'elle impose. On observera, par analogie, qu'un des arguments avancés en faveur de l'existence de tribunaux administratifs, à côté des tribunaux judiciaires, c'est qu'il importe de ne pas soumettre à ces derniers des litiges exigeant la connaissance de la vie administrative, que les magistrats de l'ordre judiciaire ne possèdent pas.

Si l'on passe au temps de guerre, l'existence de tribunaux militaires est, croit-on pouvoir dire, sans qu'il soit besoin d'autres développements, de toute évidence justifiée. Ce qui, précisément, en renforce la nécessité en temps de paix, faute de quoi c'est après le passage à l'état de guerre qu'il faudrait recourir à ces tribunaux — rien n'étant pire que d'organiser, à l'occasion de circonstances particulières, des juridictions sans passé ni traditions, constituées à l'aide de juges improvisés.

Un peu de bonne foi ! Ce n'est pas pour satisfaire à un scrupule juridique que l'on applique à la justice militaire la qualification de juridiction d'exception. C'est qu'on pense ainsi à la discréditer par la plongée plus ou moins consciente dans des souvenirs confus, mais chargés d'une signification cruelle : chambre ardente de l'Ancien Régime, tribunal révolutionnaire de Fouquier-Tinville, cours prévôtales de la Terreur blanche, conseils de guerre des lendemains de la Commune — toutes juridictions apparues à des heures tragiques de notre histoire, dans des circonstances de crises et de déchirements.

Bien entendu, les « tribunaux permanents des forces armées » n'ont rien à voir avec ces évocations sanglantes. Un premier argument est dépourvu de portée : au tribunal des forces armées, a-t-on dit à Lille, les juges appartiennent au corps qui poursuit. Ne faudrait-il pas dire, à propos des tribunaux administratifs devant lesquels sont portés les litiges concernant les services publics, que l'administration y est juge et partie ? En fait, présidés par un magistrat civil, les tribunaux permanents des forces armées appliquent les règles qui sont celles de toute juridiction statuant, en régime démocratique, dans des circonstances normales. L'invoqué a droit au ministère d'un avocat qu'il a pu choisir en toute liberté. Et, contrairement à ce que l'on affirme parfois, les jugements rendus par ces tribunaux sont passibles de recours devant la Cour de cassation — ce qui suffit à garantir la parfaite régularité de leur fonctionnement.

A quoi tend l'entreprise de ceux qui, à l'exemple du publiciste de Lille, dénoncent « les tares de la justice » et « les tares de l'armée » ? Leur but est facile à discerner : ils s'attaquent à des institutions qui assurent la protection de l'Etat en tant que puissance publique ; leur fin est de détruire les fondements de l'organisation politique et sociale dans le dessein de lui en substituer une autre — qu'ils ont du reste grand-peine à définir avec un minimum de cohérence et, entre eux, cohésion. Car il ne faut pas s'y tromper : l'entreprise n'est pas le fait de groupements représentatifs de fractions importantes de l'opinion, inspirées par des doctrines ayant subi ailleurs — avec des résultats qui peuvent faire l'objet d'appréciations fort diverses — l'épreuve de l'histoire. Il s'agit d'une contestation globale qui s'apparente à ce que nous avons connu en 1968 ; à l'arrière-plan de tout cela, il y a le rêve de la table rase : pour quoi mettre à la place ? On verra bien après...

Cette relation des choses est parfaitement connue : c'est celle de l'anarchisme le moins médié, le plus instinctivement nihiliste. Dans le désarroi intellectuel et moral qui est celui de notre époque, cette contestation, qui conduit à la violence en même temps qu'elle brise les armes capables d'en venir à bout, parce qu'elle est une tentation pour nombre d'esprits sans maturité ou sans jugement, constitue assurément un danger.

Mais le vrai danger n'est pas dans l'utopie d'une société sans lois. Ce qu'il faut craindre, c'est que la multiplication des tentatives désamalgamables pour en approcher les absurdités complaisances qu'elles trouvent dans des cercles intellectuels irresponsables, ne finissent par avoir un effet tout opposé à celui que recherchent les contestataires. Si l'ordre établi n'a pas su se défendre, ce qui lui succèdera, ce n'est pas l'absence d'ordre, c'est un autre ordre. A la faiblesse de l'ordre ancien, dont les institutions auront été inefficaces, les armes mal servies, les défenseurs sans caractère, se substituera un pouvoir fort qui sauront nous imposer les « hommes d'ordre » que nous sommes éveillés à notre extrême droite et à notre extrême gauche. Ce sera la fin de la démocratie et de la liberté.

(\*) Président de l'association des anciens cadres et auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale.

## Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



### L'ALLER-RETOUR DANS LA JOURNÉE

De nombreuses liaisons Air Inter desservent l'ouest de la France. L'aller-retour dans la journée facilite vos déplacements d'affaires.

**PARIS ↔ LORIENT**  
parmi les 4 liaisons quotidiennes.  
départ Orly-Ouest 09 h 50    départ Lorient 17 h 15  
(voix directs en caravelle)

**PARIS ↔ QUIMPER**  
parmi les 4 liaisons quotidiennes.  
départ Orly-Ouest 09 h 50    départ Quimper 17 h 55  
(voix directs)

Renseignements, réservation :  
AIR INTER PARIS  
Tél. : 539.25.25  
et toutes Agences de Voyages.



**ROBERT & RENÉ**  
13, Rue du Fbg du Temple  
PARIS (10<sup>e</sup>) - REPUBLIQUE  
Une boucherie  
"Grande Surface"  
au service des consommateurs  
**PRIX DISCOUNT**

## Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



### L'ALLER-RETOUR DANS LA DEMI-JOURNÉE

De nombreuses liaisons Air Inter desservent Lyon et Marseille. L'aller-retour possible dans la demi-journée facilite vos déplacements d'affaires.

**PARIS ↔ LYON**  
28 liaisons quotidiennes en Mercure ou en Caravelle.  
(départ Orly-Ouest ou Roissy/Charles-de-Gaulle)

**PARIS ↔ MARSEILLE**  
30 liaisons quotidiennes en Mercure ou en Caravelle.  
(départ Orly-Ouest ou Roissy/Charles-de-Gaulle)

Renseignements, réservation :  
AIR INTER PARIS  
Tél. : 539.25.25  
et toutes Agences de Voyages.



## loterie nationale

### TRANCHE DES ANIMAUX

TRAGE 28 AVRIL  
Gros lot de 1 500 000 F

Prix du billet : 44 F  
Prix du 10<sup>e</sup> : 5 F

## Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



### L'ALLER-RETOUR DANS LA JOURNÉE

De nombreuses liaisons Air Inter desservent l'est de la France. L'aller-retour dans la journée facilite vos déplacements d'affaires.

**PARIS ↔ STRASBOURG**  
parmi les 8 liaisons quotidiennes.  
départ Orly-Ouest 08 h 35    départ Strasbourg 17 h 00 ou 19 h 55  
en Mercure ou Caravelle

**PARIS ↔ MULHOUSE**  
parmi les 4 liaisons quotidiennes.  
départ Orly-Ouest 08 h 35    départ Mulhouse 19 h 35

Renseignements, réservation :  
AIR INTER PARIS  
Tél. : 539.25.25  
et toutes Agences de Voyages.



A PARTIR D'AUJOURD'HUI, PENDANT 7 SEMAINES  
PRÉPUBLICATION INTÉGRALE ET EN COULEURS

## DE LA NOUVELLE BANDE DESSINÉE D'ASTERIX

# OBÉLIX ET COMPAGNIE

DANS LE NOUVEAU  
OBSERVATEUR

# ÉDUCATION

## LE MOUVEMENT DES ÉTUDIANTS ET DES UNIVERSITAIRES

La semaine, qui commence ce lundi 26 avril, est sans doute la dernière pour le mouvement de protestation universitaire contre la réforme du second cycle de l'enseignement supérieur. Les étudiants prévoient se réunir mardi 27 avril en une coordination nationale à Paris pour décider de la suite de leur action et la commission permanente de la conférence des présidents d'université doit adopter ce lundi une position commune avant de rencontrer Mme Alice Saunier-Selzt, secrétaire d'État aux universités.

Ce sont les enseignants, intermédiaires obligés

d'une discussion avec le secrétaire d'État, par suite de la situation du mouvement étudiant, qui ont eu la parole ce dernier week-end. A l'université Paris-Sud (Paris-IX), des délégués de trente-deux universités (parmi lesquels quatorze présidents) ont précisé, samedi 24 avril, au cours d'un « forum », leurs griefs contre l'arrêt de la loi de 1976 sur la réforme du second cycle. A Amiens, la majorité des deux cents universitaires, qui s'étaient réunis dimanche 25 avril, indépendamment des organisations syndicales ont décidé d'appeler les enseignants à une « grève générale reconductible »

dès ce lundi 26 avril jusqu'à l'abrogation de l'arrêt. Les syndicats de gauche ne sont pas allés aussi loin : le S.G.E.N. a simplement reconduit pour une semaine le motif d'ordre de grève de la semaine précédente ; le SNE-Sup appelle à remplacer les enseignants par des débats mardi 27 et mercredi 28 et jeudi 29, si le secrétaire d'État maintient sa décision de ne pas toucher à l'arrêt de la loi de 1976. Il ne faut pas oublier, jeudi 30, des rassemblements dans les universités.

Les étudiants ne sont cependant pas restés inactifs. Les militants du mouvement d'action et de recherches critiques (M.A.R.C. proche de la C.F.D.T.), rassemblés à la Sorbonne, ont décidé de transformer celui-ci en un « syndicat étudiant anticapitaliste » : le mouvement d'action syndicaliste (M.A.S.). De son côté, la Fédération nationale des étudiants de France (F.N.E.F., modérée) demande la création d'une coordination nationale pour la reprise des cours « afin que les examens aient lieu en juillet ».

### A ORSAY

#### Des délégués de trente-deux universités définissent leurs exigences à l'égard du secrétariat d'État

Une centaine d'enseignants représentant trente-deux universités ont tenu, samedi 24 avril, au « forum des universités » réuni sur le campus scientifique d'Orsay (Essonne), à l'appel du conseil de l'université Paris-Sud et de son président, M. Jean-Pierre Kahane. Un « forum » serin et actif qui avait pour thème les aspects de la réforme de l'enseignement supérieur, et où l'on se donnait souvent du « monsieur » et du « cher collègue », malgré l'appartenance syndicale de la plupart des participants, et bien que ceux-ci aient affirmé leur détermination d'obtenir d'importantes modifications à la réforme du deuxième cycle telle qu'elle est présentée par l'arrêt du 16 janvier.

A la veille de la réunion de la commission permanente de la conférence des présidents d'université, qui rencontrera ensuite Mme Saunier-Selzt, les adversaires de la réforme voulaient préciser les points sur lesquels devaient porter la négociation avec le secrétaire d'État. Les délégués ont, sans vote formel, adopté une « plate-forme » à défendre à la commission permanente et, en suite, espèrent-ils, devant Mme Saunier-Selzt. Cette « plate-forme », établie par un groupe de présidents, notamment M. Thomas (Saint-Etienne) et par des positions prises par les conseils d'université, « remet en cause » dix articles de l'arrêt, comme l'ont dit les participants eux-mêmes. Les « garanties » demandées pour la négociation portent sur « le niveau scientifique et culturel des formations dispensées » ; le « caractère national des diplômes » ; la « reconduction des formations de troisième cycle » ; l'habilitation et la cohérence interne des enseignements.

En outre, ils ont réclamé l'intégration des maîtres scientifiques et techniques (M.S.T.) et des maîtres de gestion ou d'information appliquée à la gestion (M.I.A.G.) dans la réglementation générale, une formation du niveau de la maîtrise pour les professeurs du second degré et, naturellement, « des moyens supplémentaires pour la mise en place des filières nouvelles ».

Ce programme n'est-il pas un peu « chargé » ? Les revendications portant sur la formation des maîtres, notamment, ont peu de chances d'être satisfaites à court terme. Il s'agit en fait d'une question de discussion à long terme, « la volonté politique de négociation » du secrétaire d'État.

Elle reprend très largement les points du mouvement étudiant de l'enseignement supérieur (S.N.E.-Sup.). A cela, rien d'étonnant : c'étaient, en général, les conseils d'université et les présidents proches de celui-ci qu'on a retrouvés de l'autre côté de la table. Les délégués de la réforme actuelle ont consolidé leur position, ils n'ont pas réussi à étendre leur influence. M. Louis Méxandreau, député du Calvados, porte-parole du parti socialiste en matière d'éducation, tout en réaffirmant, après M. Robert Lakota, membre du comité central du P.C., son soutien, a d'ailleurs invité les présidents à ne pas compter sur leurs seules forces, ni même sur celles de la gauche, et à essayer de se faire comprendre d'autres parlementaires.

Préoccupés surtout de décisions à court terme, les participants ont peu exprimé leurs craintes sur la fin de l'année universitaire. « Aujourd'hui », disait cependant l'un d'eux, nous nous demandons si nous allons sortir des voitures avec une roue de moins, ou chercher le moyen de les acheter. Certains — des représentants d'universités en situation de concurrence ou de petits établissements — ont renforcé l'engagement pris par certaines universités de ne pas faire de demandes d'habilitation, afin de bloquer l'application de la réforme. Les participants, jugeant difficile de l'obtenir, se sont portés engagés à agir ensemble. Quelques-uns ont même proposé de faire par faute d'ailleurs de dénoncer l'attitude « attentiste » de certains présidents ou le manque de solidarité de certains collègues.

G. H.

### A Amiens

#### Des enseignants de gauche et d'extrême gauche lancent un appel à une « grève générale »

L'appel lancé le lundi 9 avril par les enseignants de l'université d'Amiens à une « journée nationale des universités en lutte », dimanche 25 avril, sur le campus de cette université, n'a pas donné tous les résultats que ses organisateurs pouvaient en attendre. Les enseignants, réunis, venus de trente-neuf établissements, ont décidé le principe d'une « grève générale des enseignants » dès ce lundi 26 avril, mais ils ne l'ont fait qu'au prix d'une quasi-rupture avec les observateurs que le Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.E.-Sup.), affilié à la F.N.E., avait envoyés à cette réunion. Une nouvelle « coordination enseignante » devrait se tenir dimanche 26 mai dans une université parisienne.

Comment des enseignants de gauche et d'extrême gauche peuvent-ils exprimer leur solidarité avec les étudiants en lutte contre la réforme du second cycle universitaire ? La situation des universitaires est, en effet, très particulière, puisqu'ils sont mis en quelque sorte en « chômage technique » selon l'expression d'un des participants, par leurs propres étudiants. L'appel à la grève revêt donc pour eux un caractère que peu irréel, d'autant que les retenues de salaires ne sont effectuées — et encore pas toujours — qu'en cas de grève décidée par les syndicats nationaux.

Les débats d'Amiens, même s'ils

ne les ont pas fait apparaître en plein jour, se sont ressentis de ces ambiguïtés, qui tiennent à la nature même du travail universitaire, et ils n'ont pas été dépourvus de confusion et de verbalisme. A ces difficultés sont venues s'ajouter celles provoquées par la violente opposition de nombreux participants vis-à-vis de la politique actuellement suivie par le bureau national du S.N.E.-Sup. Celui-ci n'a, en effet, jusqu'à présent, proposé à ses adhérents que des mouvements de grève d'une journée. Les participants de la réunion d'Amiens ont décidé, par 156 voix contre 16, d'appeler « tous les enseignants à la grève générale » à partir de ce lundi 26 avril, pour l'abrogation de l'arrêt sur le second cycle (...), pour la titularisation de tous les non-titulaires, et pour une formation des maîtres indistincte et continue, assurée par l'université et sous son contrôle ». Il y a eu 8 abstentions et 17 refus de vote.

Ce texte ne faisait pas référence aux organisations syndicales, et M. Michel Verdaguer, au nom du S.N.E.-Sup., a estimé que l'assemblée d'Amiens n'était pas « représentative » et que ses décisions « ne pouvaient que contribuer à terme au pourrissement, recherché par le pouvoir, du mouvement revendicatif en cours ». Le représentant du S.N.E.-Sup., ne parvenant pas à se faire entendre, a quitté la salle sous les huées. Les points n'étaient cependant pas entièrement coupés, puisqu'un peu auparavant l'assemblée avait adopté par 60 voix contre 17, 62 abstentions et 37 refus de

vote, un texte « appelant les instances nationales des syndicats de l'enseignement supérieur à donner dans un délai très proche un mot d'ordre de grève nationale ».

Derrière ces péripéties, ces sorties théâtrales et ces joutes militantes, est néanmoins apparue l'angoisse réelle de nombreux enseignants, surtout littéraires. « L'arrêt du 16 janvier 1976 organisant la réforme du second cycle est conçu en fonction des besoins économiques. Il condamne à terme les petites universités qui ne reçoivent pas les habilitations nécessaires pour délivrer des diplômes susceptibles d'attirer un nombre suffisant d'étudiants », exclaimait M. Gérard Soulier, professeur de droit à Amiens, qui a été l'un des organisateurs de la réunion. Le choix d'Amiens, où la grève n'a pratiquement pas cessé depuis le début du mois de février, n'est d'ailleurs pas fortuit. C'est une des universités qui risquent le plus de souffrir d'une redistribution des formations en fonction non plus de leur intérêt scientifique ou intellectuel, mais des possibilités pour l'économie locale d'absorber des diplômés. « Le pouvoir veut régler un compte avec nous ; 1968 a été sa grande peur. Si la gauche, obnubilée par les élections de 1978, ne fait rien pour nous, nous sommes perdus », affirmait M. Soulier.

L'inquiétude manifestée de nombreux enseignants rassemblée à Amiens était de voir, une fois la fièvre retombée, certains universitaires proposer, à la faveur des vacances d'été, les « maquettes » des licences et des maîtrises conçues suivant la nouvelle formule, c'est-à-dire dans le sens d'une « professionnalisation ». Ils souhaitent donc que les conseils d'université les plus nombreux possible se tiennent les mains en avant, solennellement qu'ils ne demanderont jamais d'habilitation au secrétariat d'État pour ces nouveaux diplômes.

Mais ils sont apparus également préoccupés par le mouvement étudiant lui-même : « C'est une grève massive, mais assez morte et sans perspectives », lançait un enseignant de l'université de Provence (Aix-Marseille-I), sans être contredit. Dans cette atmosphère, où le pessimisme et la confusion n'excluent pas la détermination, la décision d'appeler à la « grève générale » visait donc moins à mobiliser les enseignants par-dessus la tête de leurs directions syndicales, qu'à soutenir d'une façon un peu symbolique les étudiants eux-mêmes, qui tentent à peu près seuls depuis plusieurs semaines contre un pouvoir qui entend bien ne pas céder, et face à une opinion publique largement indifférente.

DOMINIQUE DHOMBRES.

#### Le MARC laisse la place à un nouveau syndicat étudiant

Comme il l'avait annoncé lors de son septième congrès, en mars dernier, le Mouvement d'action et de recherche critiques (M.A.R.C.) a cessé d'exister dimanche 25 avril, pour faire place à un « syndicat étudiant anticapitaliste » : le « Mouvement d'action syndicaliste (M.A.S.) - Lutte étudiante », qui doit poursuivre le travail amorcé il y a six mois par le Centre national d'initiative et de liaison (CNIL), mis en place pour assurer la transition entre le MARC et le nouveau syndicat.

L'accueil reçu dans le monde étudiant par la publication du CNIL, Lutte étudiante, le déclinisme des mouvements de grèves et de revendications dans les universités, ont renforcé la plupart des deux cent cinquante militants présents dimanche lors de l'assemblée constitutive du syndicat et leurs mandats dans leur conviction qu'il fallait proposer aux étudiants un « syndicat de masse » qui puisse mener, selon une « stratégie offensive », des actions permanentes. Chacun avait conscience que la lutte se poursuivait, selon la formule consacrée, « sous ses formes actuelles ». On a souvent invoqué, d'autre part, le besoin de recréer une « mémoire collective » du mouvement étudiant, qui lui fait défaut depuis la scission de la « grande UNEF » après 1968.

#### « Un vide de huit années »

Il faut aussi compter au nombre des fondements de la nouvelle organisation le désir de nombreux étudiants — militants de l'ex-MARC ou « non-alignés » — de combattre sur le terrain des disciplines qui leur sont enseignées, de leur contenu et de ses implications politiques. Significatif, à cet égard, apparaît le succès remporté par les divers forums organisés, samedi 24 avril, à la Sorbonne : des étudiants d'histoire, de philosophie, de médecine, de sciences économiques y reprenaient, avec des spécialistes, l'analyse critique de leurs disciplines, qui ne fut pas la part la plus négligeable de mai 1968.

Au cours du « débat ouvert » qui avait lieu ce même jour sur le thème « Quel syndicalisme voulons-nous ? », l'alternative qui allait nourrir les discussions de l'assemblée constitutive du lendemain fut nettement posée : faut-il appeler à un large rassemblement au sein d'un nouveau syndicat étudiant ou bien pérenniser les « structures de luttes » nées ces

dernières semaines (comités de lutte, d'action, d'emploi) comme base d'une « structure unitaire permanente de lutte » ?

Les tenants de cette seconde position sont, pour la plupart, des militants de la Ligue communiste révolutionnaire, qui a joué un rôle important dans le mouvement. Ils ont été inquiétés de la perte de l'allié privilégié qu'était le MARC, ils ne manquent cependant pas d'alliés au sein du nouveau syndicat. Une tendance, « extrême gauche », certes minoritaire au regard des deux courants P.S. et P.S.U., devait se faire, au cours de l'assemblée constitutive, « porte-parole instantané de l'hégémonie » des comités de base. D'ici au premier congrès du M.A.S.-Lutte étudiante, qui doit avoir lieu au mois de novembre, il y aura donc de nombreux débats, et la survie de toute organisation étudiante, provoquée sans doute par de nombreuses discussions, et peut-être des affrontements.

De même, la référence au « socialisme autogestionnaire » et le « parfum » de C.F.D.T. qui s'en dégage, tout comme la nature « anticapitaliste » du nouveau syndicat, sont des thèmes qui requièrent explication et clarification pour la grande masse des étudiants et pour les autres tendances du mouvement étudiant, qui utilisent aussi l'un ou l'autre des deux termes. C'est dire que le nouveau syndicat, qui espère compter dans peu de temps trois mille cinq cents à quatre mille adhérents et garder un nombre important d'étudiants dans sa mouvance, a devant lui une tâche immense pour mettre fin à ce qu'un participant appelait « un vide de huit années ».

MICHEL KAJMAN.

Le docteur Antoine Lagarde, président de la Fédération des parents d'élèves de l'école publique (F.P.E.P.), a déclaré samedi 24 avril, à Pont-A-Mousson, au cours du congrès de l'union régionale de Lorraine de cette organisation, que la loi-cadre Baby réformant l'enseignement semblait insuffisante à sa fédération. Réclamant une réforme globale du système d'enseignement, le docteur Lagarde a affirmé : « Nous voulons deux lois complémentaires : une loi d'organisation des établissements scolaires et une loi sur les personnels enseignants. Nous ne prendrons pas position avant leur obtention. » (Corr.)

## QUATRE OPPOSITIONS

Les prises de position de nombreux enseignants, et surtout de ceux qui ont franchi le barrage du baccalauréat, quels qu'ils soient, ont été très diverses. Les délégués de la réforme actuelle ont consolidé leur position, ils n'ont pas réussi à étendre leur influence. M. Louis Méxandreau, député du Calvados, porte-parole du parti socialiste en matière d'éducation, tout en réaffirmant, après M. Robert Lakota, membre du comité central du P.C., son soutien, a d'ailleurs invité les présidents à ne pas compter sur leurs seules forces, ni même sur celles de la gauche, et à essayer de se faire comprendre d'autres parlementaires.

Préoccupés surtout de décisions à court terme, les participants ont peu exprimé leurs craintes sur la fin de l'année universitaire. « Aujourd'hui », disait cependant l'un d'eux, nous nous demandons si nous allons sortir des voitures avec une roue de moins, ou chercher le moyen de les acheter. Certains — des représentants d'universités en situation de concurrence ou de petits établissements — ont renforcé l'engagement pris par certaines universités de ne pas faire de demandes d'habilitation, afin de bloquer l'application de la réforme. Les participants, jugeant difficile de l'obtenir, se sont portés engagés à agir ensemble. Quelques-uns ont même proposé de faire par faute d'ailleurs de dénoncer l'attitude « attentiste » de certains présidents ou le manque de solidarité de certains collègues.

G. H.

diffusion de la culture : elles forment une réponse à la demande de tous ceux qui ont franchi le barrage du baccalauréat, quels qu'ils soient, ont été très diverses. Les délégués de la réforme actuelle ont consolidé leur position, ils n'ont pas réussi à étendre leur influence. M. Louis Méxandreau, député du Calvados, porte-parole du parti socialiste en matière d'éducation, tout en réaffirmant, après M. Robert Lakota, membre du comité central du P.C., son soutien, a d'ailleurs invité les présidents à ne pas compter sur leurs seules forces, ni même sur celles de la gauche, et à essayer de se faire comprendre d'autres parlementaires.

Préoccupés surtout de décisions à court terme, les participants ont peu exprimé leurs craintes sur la fin de l'année universitaire. « Aujourd'hui », disait cependant l'un d'eux, nous nous demandons si nous allons sortir des voitures avec une roue de moins, ou chercher le moyen de les acheter. Certains — des représentants d'universités en situation de concurrence ou de petits établissements — ont renforcé l'engagement pris par certaines universités de ne pas faire de demandes d'habilitation, afin de bloquer l'application de la réforme. Les participants, jugeant difficile de l'obtenir, se sont portés engagés à agir ensemble. Quelques-uns ont même proposé de faire par faute d'ailleurs de dénoncer l'attitude « attentiste » de certains présidents ou le manque de solidarité de certains collègues.

G. H.

position, et les arguments syndicaux ne font que leur apporter de tous ceux qui ont franchi le barrage du baccalauréat, quels qu'ils soient, ont été très diverses. Les délégués de la réforme actuelle ont consolidé leur position, ils n'ont pas réussi à étendre leur influence. M. Louis Méxandreau, député du Calvados, porte-parole du parti socialiste en matière d'éducation, tout en réaffirmant, après M. Robert Lakota, membre du comité central du P.C., son soutien, a d'ailleurs invité les présidents à ne pas compter sur leurs seules forces, ni même sur celles de la gauche, et à essayer de se faire comprendre d'autres parlementaires.

Mais chez d'autres enseignants « réformateurs » la méfiance ne procède pas d'un point de vue politique. Elle vise surtout l'administration que le gouvernement. Celle-ci a souvent déçu. Comme le ministre de l'éducation nationale avait promis, l'arrêt de la loi de 1976 aux universités n'a pas montré beaucoup de détermination pour encourager les novateurs. Ici, une expérience soulignée par le secrétaire d'État et publiquement vantée, n'a obtenu les crédits qui lui étaient promis, alors que d'autres, moins audacieux ou moins actifs, se voyaient favoriser. Alors, c'est une habilitation prévue qui a été refusée.

La réforme du troisième cycle, par exemple, après les maîtres des sciences et techniques, a donné lieu à des décisions discutées. La pause observée pour les M.S.T. correspondait-elle seulement à une prudence légitime ou aussi au désir de ne pas concurrencer des écoles d'ingénieurs ? Si l'on a refusé proportionnellement très peu de projets de troisième cycle, ce ne fut pas nécessairement à bon escient. Pour les commissions ou les comités, les choix sont loin d'être toujours justifiés. Les critères scientifiques confondus. Dans les nominations, comme dans la répartition des crédits, le secrétaire d'État a trop souvent cédé au jeu des lobbies et des notables, ou au souci d'équilibre politique, comme il l'a fait pour l'élection du président de l'université de Caen, celle du conseil de Toulouse-Le Mirail ou le partage de l'université de Clermont-Ferrand. L'opposition n'a pas le monopole de la politisation, tant s'en faut.

Chaque cas, quelle que soit son origine, a suscité autant de méfiances à l'égard de l'administration. Celles-ci s'ajoutent à la grogne provoquée par les difficultés financières. Elles font attendre avec crainte aujourd'hui la désignation des membres des groupes d'études techniques et l'attribution des habilitations aux établissements. Elles jouent sans doute en faveur du statu quo. Mais l'absence de mesures de préparation et d'accompagnement de la réforme va dans le même sens. Aujourd'hui, face à des oppositions contraires — mais dont les raisons souvent s'alignent en celles des opposants —, le secrétaire d'État se trouve en posture délicate. Il ne peut, évidemment, les satisfaire toutes. Mais il ne peut se contenter d'affirmer de bonnes intentions réformatrices. Il doit aussi en faire la preuve. Comme les universitaires eux-mêmes.

GUY HERZLICH.

**à ce prix, elle est imbattable**

ELECTRIQUE 1080 watts  
ne craint pas l'herbe  
coupe 48 cm

**576F**  
TTC  
avec son sac

Dans cette atmosphère, où le pessimisme et la confusion n'excluent pas la détermination, la décision d'appeler à la « grève générale » visait donc moins à mobiliser les enseignants par-dessus la tête de leurs directions syndicales, qu'à soutenir d'une façon un peu symbolique les étudiants eux-mêmes, qui tentent à peu près seuls depuis plusieurs semaines contre un pouvoir qui entend bien ne pas céder, et face à une opinion publique largement indifférente.

◆ COMPAREZ : voyez la concurrence : de l'électrique au micro-tracteur 10 CV, nos tondeuses sont faites pour durer.

**FABINPORT**  
Importateur-Distributeur  
(catalogue sur demande)  
88, RUE FABERT  
661-79-83 - 555-07-12  
75007 Paris

صلى الله عليه وسلم





# CARNET

## Réceptions

— A l'occasion de leur départ, le premier secrétaire, adjoint au conseiller chargé de la presse à l'ambassade de Grande-Bretagne, et Mme Andrew Palmer, ont offert une réception à leurs nombreux amis parisiens.

## Naissances

— M. et Mme Jean-Claude Vergeylen ont la joie d'annoncer la naissance de Jean-Michel, Charlot (Belgique), le 21 avril 1976.

## Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Anne-Marie Lefèvre, belle-fille et fille de M. Philippe Bouzon et de Mme, née Nicole Aubert, avec M. Bruno Guillemie, fils de M. Michel Guillemie et de Mme, née Françoise Walon, 27, boulevard du Commandant-Charcot, 92200 Neuilly. « Hôtel-Club », 83290 Cavallière.

## Mariages

— M. B. Blottière, M. Lucien-Jacques Darras et Mme, née Lucette Leuven, de l'Opéra, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants, Catherine et José, qui sera célébré le vendredi 30 avril, à 18 h. 30, en l'église Saint-Charles de Monceau, à Paris (17<sup>e</sup>).

## Décès

— M. et Mme Michel Billandot, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre BILAUDOT, né Marcelle Petit, dans sa quatre-vingt-quatrième année. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. S. calade Saint-Roch, 06410 Biot.

— Mme Georges Buffart, M. et Mme Jean-Claude Latté, M. Jean-Gilbert Buffart, Mme Eric et Marc Latté, ont la grande douleur de faire part du décès de M. Georges BUFFART, auteur compositeur de musique, médaille militaire, officier des Palmes académiques, arts et lettres, officier de l'ordre national du Mérite. Leur épouse, père et grand-père, survenu le 18 avril, dans sa quatre-vingt-quatrième année. Priez pour lui. Le service religieux sera célébré en l'église de la Trinité, place de la Trinité (Batignolles - 17<sup>e</sup>), 75009 Paris, le mardi 27, à 10 h. 30. L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre dans la caveau de famille. 3 bis, rue d'Athènes, 75009 Paris.

— Le conseil d'administration et le personnel de la Société Eau et Assainissement ont le regret de vous faire part du décès, survenu le 27 avril 1976, du président d'honneur de leur société, M. Paul CHIDAINE, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, ingénieur des ponts et chaussées.

— Mme Alain Chipon, son épouse, M. et Mme Alain-Guillaume Chipon, M. et Mme Gilbert Le Boudes, leurs enfants, Marie-Anne, Guillaume, Alain, Paul, Didier, Antoine, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Alain CHIPON, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire. Les obsèques ont été célébrées le 17 avril 1976, en l'église du Locronan, en parades. Park-ar-Menez, Locronan, 25, avenue du Docteur-Calmette, 52140 Clannay. 10 bis, rue de la Galerie, Issy-les-Moulineaux.

— On nous prie d'annoncer le décès de Mme Louis LAVELLE, née Julie Bernard, survenue à Paris le 18 avril, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Les obsèques ont été célébrées à Paris (17<sup>e</sup>), le 23 avril. Une messe sera dite le mercredi 12 mai, à 18 h. 45, en l'église Saint-Sulpice, à Paris-6<sup>e</sup>. 11, rue Férou, 75006 Paris.

— Le capitaine de frégate J.-L. Le Deuff et ses enfants, M. L. Robbeaux, Mme L. Le Deuff, les familles Robbeaux et Le Deuff, ont la douleur de faire part du décès de Mme Jean-Louis LE DEUFF, survenue le 20 avril 1976, dans sa quarante-troisième année. Les obsèques ont été célébrées à Saint-Germain (Seine-et-Marne), 33162 Hourtin-Naval.

— Mme Guy Le Lorier, M. et Mme Françoise Fleissinger et leurs enfants, M. Bernard Le Lorier, Mlle Anna Le Lorier, ont la douleur de faire part de la mort du docteur GUY LE LORIER, professeur à la Faculté de médecine, gynécologue-obstétricien, chevalier de la Légion d'honneur. Les obsèques auront lieu dans l'intimité. Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons la mort de notre confrère A.-E. MARS-VALIET, collaborateur de « l'Humanité », et de « l'Humanité-Dimanche », décédé samedi 24 avril des suites d'une longue maladie. Ses obsèques auront lieu le mardi 27 avril, à 18 heures. Renseignements à son domicile, 14, rue du Moulin, à Breuil-la-Vierge (60).

— Mlle Madeleine Rouvère, M. Claude Rouvère, M. Nicolas et Martin Rouvère, ont la douleur de faire part du décès de M. Gustave ROUVÈRE, leur père, grand-père et parent, décédé le vendredi 23 avril, dans sa quatre-vingt-troisième année. Ses obsèques seront célébrées le mardi 27 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Germain-des-Près, en parades. 13, rue Boile, 75006 Paris. 143, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

## Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de M. Annette DESPREZ-LAURE, une affectueuse pensée est demandée à ses amis en union avec la messe, qui sera célébrée le vendredi 7 mai, à 8 h. 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, Paris (16<sup>e</sup>).

## Remerciements

— Madeleine Solange, sensible aux innombrables marques de sympathie, adresse à tous ses amis l'expression de ses sentiments reconnaissants.

## Communications diverses

— « France-Sol » et la Fédération nationale des agents immobiliers et mandataires (F.N.A.I.M.) organisent, après-demain mercredi, au Palais des congrès, une journée non stop sur l'urbanisme. « Paris, ville de riches » et « Sauver le cœur des villes », seront les deux thèmes de ce grand débat auquel participent autour de John Lindsay, ancien maire de New-York, de nombreuses personnalités, parmi lesquelles : Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, Maurice Doublé, ancien préfet de la région parisienne, Hubert Dubedout, maire de Grenoble, et Georges Barre, conseiller de Paris, membre du bureau du parti socialiste. Vous pouvez assister au débat en vous présentant mercredi, à 9 heures, au Palais des congrès.

## Bienfaisance

— L'Association nationale « Les parents des rues », dont les présidentes d'honneur sont les marquis de Latour et Leclerc de Hautefort, lance un appel à l'occasion de sa vente de charité, qui se déroulera le mercredi 27 avril, de 14 h. 30 à 20 heures, et le jeudi 28 avril, de 10 heures à 20 heures, dans les salons de l'hôtel Lutetia, 43, boulevard Raspail, Paris (6<sup>e</sup>).

## Visites et conférences

### MARDI 27 AVRIL

— VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calme nationale des monuments historiques. 15 h. devant l'église Saint-Germain, Mme Bachelier : « Autour de Saint-Germain-des-Près », 15 h. devant l'église, rue de la Loire, Mme Bouquet des Chaux : « Notre-Dame de Bonne-Nouvelle et ses peintures », 15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Marie-Anne : « Hôtel de Launay », 15 h. 3, rue Orléans : « Les Saint-Louis » (A travers Paris). — 15 h. 3, rue Orléans : « Autour de Saint-Germain » (A travers Paris). — 16 h. 12, rue Daru : « La cathédrale russe avec la décoration de la place russe » (Mme Esqui). — 15 h. 30, 50, rue Vieille-du-Temple : « Hôtels Libéral-Brunet, de Marie, de Châtillon, Amélie de Bismarck » (M. de la Roche). — 15 h. 44, rue de la Victoire : « Sites et ruines de la synagoge » (Paris et son histoire). — 15 h. 30, avenue Daumesnil, Mme Lassalle : « Chez Ledoyen, l'histoire des Champs-Élysées » (Tourisme culturel).

— CONFÉRENCES. — 20 h. 20, rue Bergère, M. Surin : « Les Juifs de France » (L'accomplissement dans la journée). — 20 h. 30, 121, rue de Lille : « Table ronde sur l'urbanisme » (Institut national d'urbanisme). — 19 h. galerie nationale du Grand Palais, avenue du Général-Bienvenu, Barbara Row : « Jasper Johns : une nouvelle conception de la représentation » (ASDA) (entrée libre). — 20 h. 45, hôtel des Indes, des arts et métiers, 9 bis, avenue d'Éna, M. René Huyghe : « Michel-Ange ou la révélation des formes » (Université libre des sciences de l'homme). — 13 h. et 20 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames : « Expansion de la conscience et méditation transcendantale ». — 21 h. 38, rue Jacob, Mme Nathalie Mont-Sévan et Marie Trounkoïff : « Les secrets de la cuisine russe » (La Tisanière - André Gautier).

Le SCHWEPPE'S Bitter Lemon. Comment ne pas l'aimer ?

**NOTRE**  
**Télex**  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vous avez téléphoné vos messages. Mais les télex. Vos correspondants vous répondent par télex : nous vous télétypons.  
**Service Télex**  
345.21.62 + 346.00.28  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

# Avis aux petites et moyennes entreprises

Avec ses nouveaux programmes de gestion commerciale, l'ordinateur IBM 32 peut être opérationnel très rapidement.

Il est évident aujourd'hui qu'une entreprise ne peut vivre et se développer qu'à partir d'une gestion rigoureuse. Une gestion fondée sur des informations nombreuses et précises que seul l'ordinateur peut exploiter instantanément.

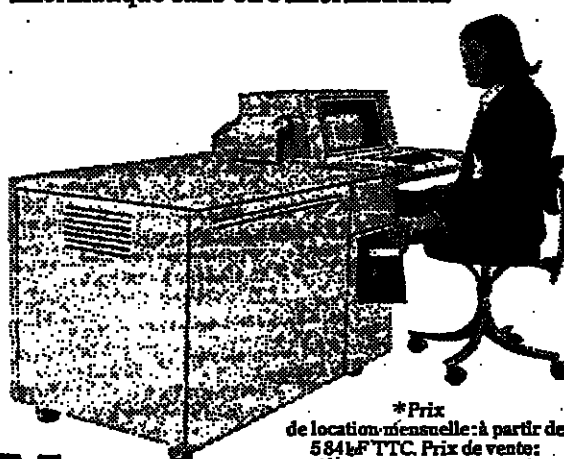
C'est pour permettre aux petites et moyennes entreprises de réaliser une telle gestion qu'IBM a conçu le plus petit et le moins onéreux de ses ordinateurs, le 32. Bénéficiant des technologies les plus avancées, il offre, malgré son faible prix,\* de larges possibilités de traitement.

Pour que celles-ci puissent être mises en œuvre facilement, IBM a préparé des Programmes Nationaux d'Applications (PNA) qui couvrent les fonctions clés de la gestion commerciale : la facturation, les analyses commerciales, la comptabilité-clients, et la tenue de stocks.

D'une conception originale, ces programmes s'adaptent à vos besoins en vous permettant de choisir parmi des dizaines d'options qui se combinent entre elles, celles qui répondent le mieux à votre cas particulier.

Pour vous offrir des outils de gestion dignes de ce dernier quart de siècle, IBM a investi pour vous dans un travail considérable d'études des besoins, de conception, d'analyse et de programmation. Vous pouvez maintenant bénéficier de la simplicité du résultat.

Avec les PNA 32, vous ferez de la gestion informatique sans être informaticien.



\*Prix de location mensuelle à partir de 584 F TTC. Prix de vente : à partir de 224 795 F TTC

**IBM**

Division des Systèmes de Grande Diffusion

**L'ordinateur IBM 32 et ses nouveaux programmes "prêts-à-gérer". Pour aller vite, en confiance.**

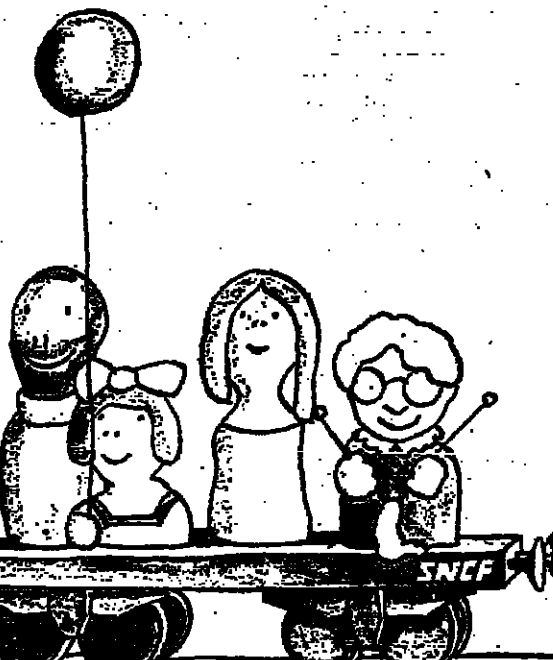
Si vous désirez des informations complémentaires ou une démonstration, téléphonez au centre régional IBM le plus proche :

— PARIS et région parisienne - M. Lottin - Tél. : 776.43.43 - poste 6.000  
Tour Septentrion, La Défense,  
20, av. André Prothin - 92081 Courbevoie  
— BORDEAUX - M. Ferre - Tél. : (56) 08.84.85  
351, bd du Président Wilson - 33200 Bordeaux  
— LILLE - M. Boulet - Tél. : (20) 51.92.54  
250, av. de la République - 59019 La Madeleine

— LYON-ECULLY - M. Du Fayet de la Tour - Tél. : (78) 33.81.70  
21, Chemin de la Sauvegarde - 69130 Lyon-Écully  
— MARSEILLE - M. Stern - Tél. : (91) 75.07.27  
2, bd de Gabès - 13295 Marseille  
— NANTES - M. Villetta - Tél. : (40) 75.47.75  
114, av. de la Libération - 44200 Saint-Sébastien-sur-Loire  
— STRASBOURG - M. Franck - Tél. : (88) 61.48.15  
16, rue de Leicester - 67084 Strasbourg

voyages économiques en famille par le train

**Billet de Famille**



Réductions importantes à partir de 3 personnes

Demandez le dépliant dans les gares, agences de voyages,

ou B.P. 234-09 75436 PARIS CEDEX 09. **SNCF**

سكننا في الامل



# Le Monde DE L'ÉCONOMIE

## L'écart entre les salaires (avant impôt) est le même qu'il y a vingt ans

**L**ES inégalités de salaires diminuent-elles en France? Si oui, pourquoi? Pour répondre à ces questions, le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) que dirige M. Jacques Méraud — auteur, l'an passé, du fameux rapport sur les inégalités sociales — publie, ce lundi 26 avril, un document de deux cent soixante-dix pages, dont la conclusion est fort nette : les disparités de salaires sont peu différentes de ce qu'elles étaient

il y a vingt ans. La tendance à la réduction des écarts — observée en 1968 et un peu depuis — ayant simplement annulé l'inégalité croissante qui avait caractérisé les années précédentes. La hausse périodique du SMIC depuis huit ans a, selon le CERC, joué un rôle essentiel dans le mouvement récent ; mais elle n'est pas de loin la seule cause du resserrement de l'écart hiérarchique.

A l'origine de ce travail, deux lettres de mission du premier ministre, invitant le CERC à mesurer la dispersion des salaires en France et à la comparer aux situations allemande, britannique et américaine. C'est la première partie de ces études qui est publiée aujourd'hui, la comparaison avec l'étranger devant venir un peu plus tard. Pour éviter toute contestation, le CERC (1) a, selon son habitude, employé

celui du salarié placé au premier dixième seulement étant passé progressivement de 3,4 à 4,1. Or ce coefficient est brutalement tombé à 3,7 en 1969 et, après une petite poussée en 1970, s'est rapproché depuis de son niveau d'il y a vingt ans. C'est surtout la hausse plus rapide des bas salaires qui explique ce mouvement puisque, par rapport à la rémunération médiane, ces salaires ont plus vite monté que ne se rapprochaient

la dispersion des salaires a diminué tout au long des vingt dernières années, plus rapidement d'ailleurs depuis dix ans qu'auparavant. Chez les cadres moyens, c'est même le ralentissement de la progression des hauts salaires qui a réduit l'éventail hiérarchique, plus que l'accélération de la hausse des petits traitements.

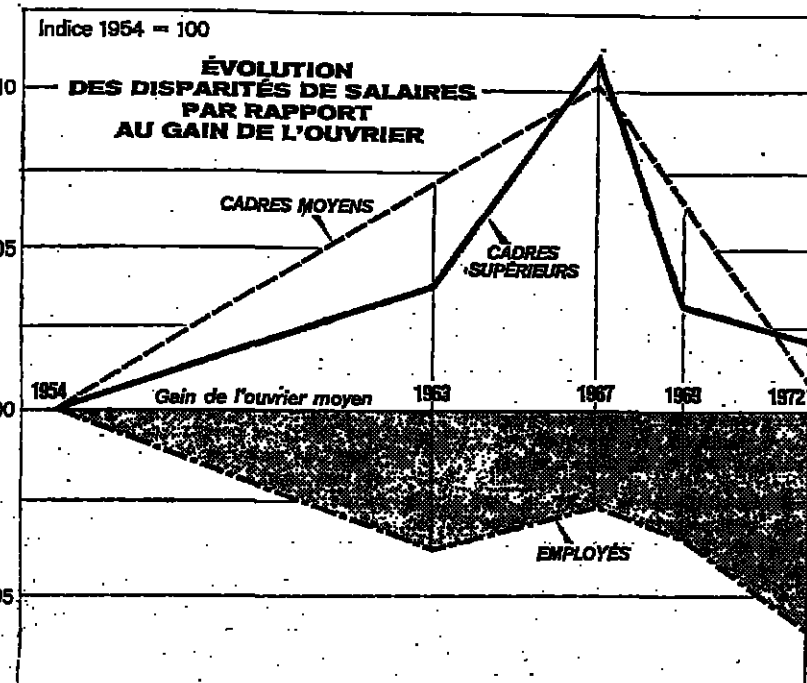
Comme il s'agit là de salaires nets (après déduction des cotisations sociales, mais avant impôt sur le revenu), le mouvement est moins accentué qu'il n'apparaît si l'on compare dans le temps les revenus après impôt. Compte tenu de la fiscalité (qui s'est alourdie depuis vingt ans, notamment pour les cadres), l'ampleur des écarts serait probablement aujourd'hui plus faible qu'autrefois. Le CERC n'a malheureusement pas fait de calculs à ce sujet.

L'évolution de la dispersion des salaires est tout à fait confirmée par celle de leurs disparités. En 1954, par exemple, le cadre supérieur moyen gagnait en moyenne 4,1 fois plus qu'un ouvrier moyen, le cadre moyen deux fois plus. A la veille des « événements » de 1968, ces proportions étaient montées respectivement à 4,5 et 2,2. En 1972, elles étaient revenues à 4,2 et 2, c'est-à-dire au point de départ. Depuis, elles ont encore un peu baissé, l'écart entre gains des cadres et gains des ouvriers diminuant de 4 % par an (sauf en 1975, bien sûr, où la réduction des horaires a plus lourdement frappé les ouvriers que les cadres).

C'est ce qu'exprime le graphique ci-contre qui montre comment ont évolué depuis vingt ans les disparités hiérarchiques par rapport au salaire ouvrier moyen. On notera que la situation moyenne du salaire de l'employé par rapport à celui de l'ouvrier n'a cessé de se dégrader : la rémunération de l'employé dépassait en moyenne de 13 % celle de l'ouvrier en 1954 ; cette avance n'était plus que de 10 % en 1967, de 6 % en 1972 et de 4 % en 1974.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 22, 1<sup>re</sup> col.)



les procédés de mesure les moins discutables, parce que les plus classiques : étude de la dispersion (manque d'homogénéité) des salaires dans l'ensemble de la population salariée et au sein de chacun de ses groupes ; mesure de l'évolution de cette dispersion (grâce à un coefficient de variation, plus original) ; analyse des disparités (c'est-à-dire des différences de rémunérations moyennes) entre grands groupes et à l'intérieur de quelques-uns d'entre eux. Les résultats de ces analyses mathématiques concordent assez bien avec les tendances qu'au fil des ans nous avons signalées dans ces colonnes.

1968 a marqué une rupture des plus nettes avec la politique suivie pendant quinze ans en matière de hiérarchie des salaires. La tendance était jusqu'alors à aggraver l'inégalité (2), le rapport qui mesure l'écart entre le revenu du salarié situé aux neuf dixièmes de l'échelle des rémunérations et

du centre les traitements les plus élevés. Ces deux caractéristiques se retrouvent à l'intérieur des principaux groupes de salariés français, qu'il s'agisse des hommes entre eux (ou des femmes), des ouvriers comme des employés. Seule fait exception la catégorie des cadres, à l'intérieur de laquelle

### REMOUS AUTOUR DES « PRODUITS LIBRES »

## Carrefour jette un pavé dans la mare

**L**E lancement par Carrefour de ses « produits libres » a déclenché dans le patronat et singulièrement chez les industriels des réactions à première vue disproportionnées. Ce qui, après tout, n'était qu'une nouvelle

marque de distributeur, un peu plus agressive et plus originale dans sa présentation que ses devancières, est devenu le centre de discussions passionnées : on se croirait revenu au temps où

Edouard Leclerc, dans les années 1950, faisait sauter le verrou des « prix imposés ». Carrefour, dans cette opération, semble avoir touché à un tabou et remis en cause les rapports entre industriels et commerçants.

« Les produits libres sont sans nom. Aussi bons, moins chers », dit la publicité, volontairement sobre. S'agit-il pour

autant, comme l'écrivait récemment M. Jean Mothes — un des responsables du groupe Ferrer-Sapin — dans l'hebdomadaire *l'Investir*, de « la bombe la plus puissante jamais larguée sur l'économie libérale » ? Ou encore doit-on croire, comme M. Francis Lepatre, président de la Fédération nationale de l'industrie laitière, qu'« une des plus belles réussites commerciales de la société de consommation attaque les libertés économiques qui ont fait sa prospérité » ?

Certes, c'est la première fois qu'une entreprise adopte et applique aussi complètement les arguments des organisations de consommateurs : l'emballage est dépourvu de tout ce qui est inutile ; les poids sont en unités de mesure précises (1 kg, 5 kg...), les produits sont contrôlés par un laboratoire indépendant, l'étiquetage est clair et complet, la qualité, pour un prix très bas, devient le thème central des textes publicitaires et fait l'objet d'un contrat avec les industriels fournisseurs. Une quarantaine de produits alimentaires et d'entretien ont d'ores et déjà conquis droit de cité dans les 38 magasins Carrefour installés sur le territoire national ; pendant la première quinzaine, il s'est vendu 130 000 sachets de bonbons sans colorants, 100 000 boîtes de biscuits de 1 kg, 320 000 litres d'huile, 420 tonnes de pâtes et 250 tonnes de farinés. Il y a même eu des ruptures de stocks de lessives et d'articles de papier (couches, essuie-tout). L'ensemble représente 11 % du chiffre d'affaires en épicerie.

Il est cependant trop tôt pour savoir si ces ventes ont été réalisées au détriment des marques nationales présentes dans les rayons.

Un succès, certes, mais qui dénote un méconnaissance de la politique commerciale de Carrefour. Après des « discussions collectives » au siège de la société, les responsables des hypermarchés du groupe se sont engagés à

respecter une discipline collective : mettre ces produits dans leurs magasins et accepter de les afficher au même prix. Jusqu'ici, chez Carrefour, la liberté d'approvisionnement et de prix était de règle, pourvu que les résultats escomptés se manifestent. Ainsi, l'initiateur de l'hypermarché en France se donne une nouvelle image auprès de sa clientèle, se distinguant de ses concurrents directs des autres usines à vendre.

Il y a fort à parier que les concurrents ne vont pas rester passifs. On a déjà enregistré ici ou là des « ventes promotionnelles » inattendues. Euro-marché fournit actuellement ses armes pour tenter de faire mieux, en matière

de prix notamment, et ne nie pas que des produits à sa marque soient à l'étude. Casino (un succursaliste qui s'est lancé en 1969 dans les grandes surfaces) rappelle qu'il vend 700 à 800 produits à sa marque depuis plus d'un demi-siècle. Pour les grandes surfaces, il a créé la marque « Gulpé » — du nom de la famille Gulchard-Perrachon — et ses responsables affirment que Carrefour ne fait pour l'instant que suivre son exemple. Quant aux coopératives de consommateurs (avec leur marque Coop), elles « sourient, sans plus », si l'on en croit leur responsable, M. Charles Veverka, dans un article qu'il a titré « Les vocations tardives » (1).

### Un accès privilégié

Beaucoup plus vigoureuse est la réaction du monde industriel, où l'initiative de Carrefour (qualifiée parfois d'« assés générale ») a produit l'effet d'un pavé dans la mare. La plupart de ceux qui fabriquent pour Carrefour les « produits libres » — une trentaine — restent discrets sur l'attitude des professionnels de leur branche à leur égard. Ils ont de bonnes raisons d'avoir trempé dans cette affaire : le contrat de six mois leur assure une utilisation meilleure de leur potentiel de production, sans nécessiter de frais de lancement ou de commercialisation et sans présenter de risque industriel ; de plus Carrefour a offert à des entreprises petites et moyennes un accès privilégié au marché si convoité du grand commerce, où les grands de l'industrie règnent sans partage. Seuls, deux ou trois de ces fabricants, dont Rivolt et Carret, sont des « grands », exploitant des marques nationales.

Pour toutes ces raisons, les fournisseurs de Carrefour lui font des condi-

tions très avantageuses, sans pour autant travailler à perte. Pourtant, leur nom ne figure pas toujours sur l'emballage des produits libres et, mieux encore, l'agence de publicité qui a travaillé pour Carrefour n'a pas signé, comme c'est l'habitude, les placards qu'elles a conçus.

Mieux encore, l'agence Béliet, du groupe Havas, a proposé aux producteurs de marques et aux distributeurs de se regrouper pour lancer une campagne d'information sur la marque et l'Union des annonceurs juge « déloyale » la campagne publicitaire de Carrefour.

Lors d'un récent forum de l'Expansion intitulé « Que veut le consommateur ? », l'opération Carrefour était le seul sujet au centre des débats. L'attitude mi-figue mi-raisin des industriels à l'égard de M. Denis Defforey, directeur général de Carrefour, illustrait assez les attaques à fleur de peine mouchetées dont il était l'objet.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) *Le Coopérateur de France*, 17 avril 1976.  
(2) *Stratégies*, 2 mai 1976.

(Lire la suite page 22, 4<sup>e</sup> col.)

### BULLETIN

## Le feu aux poudres

**P**OUR deux raisons au moins les nouvelles difficultés que connaît la livre, et les mesures prises pour essayer d'y parer, inclinent au pessimisme. La première est la conclusion qui régit le nouveau dans les taux d'intérêt. Le Banque d'Angleterre a dû se résigner à l'indéfinissable après avoir, contre toute vraisemblance, cherché à y échapper pendant sept semaines. Elle a relevé son taux minimum lending rate (qui a remplacé l'ancien taux d'escompte) dans l'espoir d'arrêter la spéculation contre le sterling. Le pourcentage chabot (1,5 point) apparaît comme un compromis entre ceux qui voulaient se contenter d'une hausse de 1 % et ceux qui estimaient nécessaire que l'institut d'émission trappes un grand coup. Il est à craindre que l'heure des demi-mesures ne soit dépassée.

On se souvient qu'à l'origine de la chute de la livre se trouvait la décision prise au début du mois de mars par la Banque d'Angleterre d'abaisser de 9 1/4 % à 9 % le minimum lending rate. Comme si elles n'avaient pas encore été suffisamment échaudées par tant de cuisantes expériences, les autorités monétaires britanniques agissaient alors comme si elles pouvaient poursuivre leurs objectifs de politique intérieure sans tenir compte des facteurs extérieurs. Aujourd'hui, elles sont contrain-

tes de rectifier le tir dans les plus mauvaises conditions. La plus grande incertitude plane sur l'évolution du foyer de l'argent à court terme à New-York. Si on y assiste à un mouvement de hausse dans les prochaines semaines, cela pourrait avoir des effets désastreux sur la monnaie britannique.

Mais on peut craindre que, dans un autre domaine, les dirigeants britanniques n'aient également oublié les leçons d'un passé pourtant récent. A les entendre, les chances qu'a le gouvernement de continuer à réduire l'inflation et de stopper la dégradation monétaire dépendent uniquement du résultat des négociations avec les trade-unions. Un accord de salaires « raisonnable » viendrait-il à être signé, comme ils l'espèrent, que les pressions sur les prix et sur la livre s'atténueraient aussitôt. Rien n'est moins sûr. On peut redouter que les résultats obtenus par la présente politique des revenus se révéleront aussi fragiles que négatifs.

Rares sont ceux qui prêtent attention au facteur de détérioration sans doute le plus décisif : le maintien en période de reprises économiques d'un déficit des finances publiques aussi énorme que pendant la récession. Voilà ce qui pourrait bien mettre une nouvelle fois le feu aux poudres.

## La reprise économique mondiale provoque déjà une hausse des matières premières

**L'**AMORCE, puis le développement d'une reprise économique à l'échelle mondiale ont, très naturellement, donné un coup de fouet aux marchés de matières premières industrielles, fortement déprimés depuis le milieu de 1974. Les prix ont enre-

gistré une poussée très nette, qui devrait, en principe, s'accroître dans le courant de 1977. Sur les marchés agricoles, les céréales restent encore délaissées, mais café et cacao « flambent » brusquement à l'annonce de mauvaises récoltes.

A quel point la dépréciation d'une monnaie peut renchérir le coût des importations est illustré par l'évolution des indices des cours de matières premières établis par l'« Economist ». L'indice en livres a monté de 33 % depuis un an et celui en dollars de 4 % seulement.

### • MÉTAUX NON FERREUX : 50 % de hausse depuis le début de l'année

Le mouvement de hausse des matières premières industrielles, amorcé en début d'année, s'est accéléré ces dernières semaines, au point que certains « décalages » en deviennent spectaculaires. Sur le marché de Londres, on relève une augmentation de 50 % pour le cuivre et le plomb, de 24 % pour le zinc, de 24 % pour l'étain, de 20 % pour la laine et de 18 % pour le caoutchouc. Certes, la chute de la livre sterling a contribué à gonfler les pourcentages. Mais la hausse n'est pas moins notable sur d'autres marchés ou chez les utilisateurs. Pour le cuivre

par exemple, l'augmentation est de 30 % à New-York, et de 40 % à Paris, où les cours ont progressé, en moins de quatre mois, de 53 % pour le plomb, de 17 % pour l'étain, de 8 % pour le zinc, et de 15 % pour la laine à Roubaix.

Ce mouvement général prend très naturellement sa source dans la reprise économique.

Après la folle flambée du début de 1974, la lourde chute qui s'ensuivit, et la stagnation de 1975, il semble que l'on soit désormais engagé dans la voie d'une remontée qui pourrait s'accroître à la fin de 1976 et surtout en 1977.

attentat visant les voies ferrées d'évacuation vers l'Angola ou le Mozambique, les cours font un bond en avant sur les marchés. Il n'est pas inéluctable que le mouvement de hausse se poursuive au rythme actuel, en raison de l'existence de ces fameux stocks, mais, comme disent les spécialistes, « le grelot est désormais accroché ».

#### PLOMB : forte demande

Les cours de ce métal, également en très vive hausse, ont retrouvé leur niveau le plus élevé depuis juin 1974. La reprise de l'activité dans l'industrie automobile, notamment aux États-Unis, et la diminution des stocks expliquent ce mouvement, qui paraît durable, puisqu'il est appuyé sur une forte demande des utilisateurs, notamment outre-Atlantique : le fait qu'un important producteur américain ait dernièrement relevé sensiblement ses tarifs confirme sa solidité.

#### Etain, caoutchouc, laine

Mauvaise nouvelle pour les producteurs de fer-blanc et les conserveurs, le cours de l'étain, après une baisse notable en 1975, est en passe de revenir aux sommets atteints pendant l'été 1974 : la tension politique en Thaïlande et en Malaisie est responsable de cette nouvelle ascension. C'est elle qui contribue également à la montée continue des prix du caoutchouc naturel : les livraisons en provenance des plantations malaises sont en diminution au moment précis où la production de la gomme naturelle est devenue inférieure à la consommation. Quant à la laine, la suspension des ventes aux enchères en Australie a fait monter les cours restés stables depuis de très nombreux mois.

Il ne faudra donc pas s'étonner de voir la hausse des coûts de production et des indices des prix de gros et de détail s'accroître dès que la reprise industrielle prendra de l'ampleur. — F. R.

### • PRODUITS AGRICOLES : les pénuries réelles et imaginaires

Le café et le cacao, qui ont déjà tenu la vedette en 1975, ont, au premier trimestre 1976, en tête du « hit parade » sur les marchés des denrées. En revanche, les céréales — blé, maïs — ont quasiment disparu de l'affiche, sans doute pour mieux préparer leur rentrée.

● LE CAFÉ. — La hausse des cours qui s'est amorcée en fin d'année dernière a continué sur sa lancée : à Londres, le tonne qui coûtait 448 livres au 31 décembre 1974, valait 740 livres douze mois plus tard (+ 65 %) et franchissait les 1 000 livres fin mars pour atteindre 1 350 livres le 22 avril. Le robusta à Paris, l'arabica à New-York « flambaient » de la même façon : en quatre mois, les cours montaient respectivement de 725 à 1 030 F le quintal (+ 42 %) et de 84 à 128 cents par livre (+ 52 %). Pour le commentateur du *Financial Times*, cette « envolée spectaculaire des prix » sur le marché de Londres tient tout autant à la faiblesse de la livre sterling sur le marché des changes et aux hausses des marchés américains qu'à une intervention des spéculateurs.

Caractéristique, en effet, de toutes ces places : les opérateurs sont « à l'achat », ce qui est le signal de la spéculation. Facteurs de cette hausse : le gel, les inondations, la guerre. En juillet dernier, près de 60 % des plantations du Brésil — premier exportateur mondial avec quelque 1,5 million de tonnes — ont été gelées. Les inondations auraient détruit 80 % des récoltes en Colombie. Le récent tremblement de terre au Guatemala, les événements en Angola, l'aggravation de la tension en Afrique australe suscitent des appréhensions supplémentaires pour l'avenir puisque le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda sont aussi d'importants producteurs. Bref, les spéculateurs jouent la pénurie bien que les stocks (2,1 millions de tonnes) représentent près d'une année de consommation des pays développés (2,8 millions de tonnes).

● LE CACAO. — Avec le café, mais dans des proportions plus modestes, les fèves ont été la seule denrée à ne pas baisser en 1975 sur les marchés étrangers : + 5 % à New-York ; + 8 % à Londres. A Paris, le cacao perdait quelque 100 francs par quintal de décembre 1974 à décembre 1975, mais la tendance était à la hausse :

+ 38 % en neuf mois. Sans attendre encore les cimes du premier trimestre 1976, depuis le début de l'année le cacao a gagné des sommets : 988 livres la tonne à Londres (+ 34 %), 847 francs le quintal à Paris (+ 29 %), 61,28 cents le boisseau à New-York (+ 26 %).

Les spécialistes estiment que les opérations ont réglé « à la hausse » au su de certaines informations : encombrement du port de Lagos, baisse des prévisions de récolte, augmentation des quantités broyées au cours du premier trimestre... La encore, on trouve le coup d'accélérateur des spéculateurs car aucune de ces informations n'est susceptible de bouleverser profondément l'équilibre physique du marché : les dernières prévisions évaluant la récolte de fèves à 1 500 000 tonnes, soit 10 % de plus que la consommation mondiale prévue, en dépit de l'augmentation des statistiques de broyage. En fait, la montée des cours s'est maintenue ces dernières semaines.

● LES CÉRÉALES. — L'année dernière s'était terminée à la baisse pour le blé (- 30 % en douze mois) et le maïs (- 27 % en douze mois), la récolte catastrophique en Union soviétique n'ayant donné que durant quelques jours une accoutance aux transactions. Les céréales américaines avaient battu des records de production et les syndicats avaient empêché le renouvellement du scénario de 1972, en alternant le contingentement des ventes de grains dans les pays du Pless, puis la signature d'un accord de livraisons quinquennal. Bref, en quatre mois, les cours n'ont guère évolué : + 30 cents pour le boisseau de blé ; + 16 cents pour celui de maïs, soit moins de 8 % dans les deux cas. Le niveau de prix est le même que celui de 1973.

Dans l'ensemble, le marché est atone : les exportations américaines n'atteignent pas les tonnages prévus ; plusieurs contrats ne sont pas exécutés. Même l'annonce de mauvaises conditions météorologiques en Union soviétique n'excite pas les spéculateurs. Apparemment, les minotiers ont du mal à placer leur marchandise dans les pays traditionnels importateurs.

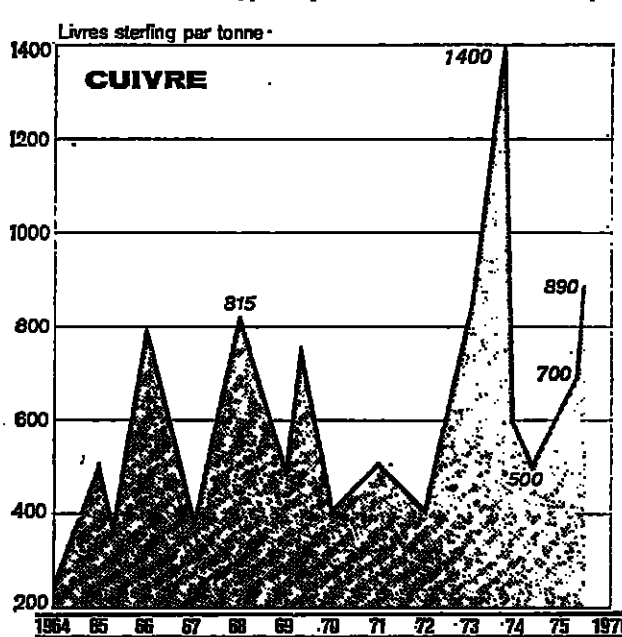
Au bout du compte, baveurs de café, amateurs de chocolat, mangeurs de pain ne feront-ils pas une fois encore les frais de la spéculation ? — A. G.

#### CUIVRE : le grelot est accroché

Le cours du cuivre vient donc de progresser de 50 % sur le marché de Londres. Ce phénomène revêt un caractère un peu paradoxal au moment où les stocks mondiaux, massivement gonflés, atteignent un sommet historique de 1 600 000 tonnes, représentant 20 % environ de la consommation mondiale (8 millions de t.). En théorie, leur seule existence est de nature à empêcher durablement toute reprise des cours. Mais plusieurs facteurs sont susceptibles de provoquer un renversement de tendance.

Tout d'abord, la consommation de métal rouge, après avoir cessé de diminuer, recommence à augmenter, notamment aux États-Unis, où l'industrie du raffinage vient de relever notablement ses prix de vente. La chute des monnaies faibles, comme la livre et la lire, entraîne une reprise des achats spéculatifs de « précaution ».

Enfin, la tension qui règne désormais en Afrique centrale fait peser une lourde hypothèque sur les livraisons en pro-



### Stocks et conjoncture

« L' » A crise aura eu au moins un avantage, disant récemment le patron d'un grand groupe industriel. Elle nous aura fait découvrir ou plutôt redécouvrir l'importance que peuvent avoir les stocks sur l'évolution de la conjoncture et toucher du doigt nos insuffisances quant aux moyens d'évaluer leur évolution. Ces propos, bien des industriels auraient pu les tenir ces derniers mois, tant les phénomènes de stockage puis de déstockage ont influé sur la marche des entreprises.

Le rôle des stocks est abordé dans une remarquable étude effectuée par les services financiers de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, et publiée dans sa dernière lettre trimestrielle d'information (1). Après avoir rappelé l'importance que peut avoir une modification de la politique de stocks pratiquée par les entreprises sur la production — et cela quelle que soit la demande finale, — il suffit que les stocks des différents secteurs de l'industrie passent de trois et demi à trois mois pour entraîner une baisse de production de 5 %, les auteurs de l'étude ont tenté de « suivre les stocks à la trace » pendant ces derniers mois.

Tâche difficile, qui, faute de données statistiques explicites, oblige à « recourir à quelque stratagème ». Difficile mais pas impossible cependant, puisque, en s'appuyant sur les indices de livraison et de production publiés par l'INSEE et sur diverses enquêtes d'opinion, il a été possible de mesurer sinon les niveaux du moins les variations des stocks ces trois dernières années.

Première constatation : bien que la consommation de produits industriels ait été stable sinon en léger recul dès le début de 1974, « les industries productrices de biens de consommation n'ont ajusté leur production en baisse qu'à partir de l'automne ».

Seconde constatation : les phénomènes d'amplification ont joué à plein. « Pour les biens de consommation, le surstockage de 1974 semble avoir été faible eu égard au commerce et modéré au niveau des industries, de même que le déstockage ultérieur. Au contraire, il y a eu, depuis le début de 1973, une véritable accumulation de biens intermédiaires, suscitée d'abord par la hausse des prix (les cours des matières premières ont pratiquement doublé entre 1972 et 1974) et renforcée par le climat de pénurie qui a suivi la crise de l'énergie : en cumulant sur dix-huit mois l'écart entre la production de biens de consommation et celle de biens intermédiaires, on peut estimer qu'à la mi-1974 la « réserve » de demi-produits accumulés par les industries utilisatrices représentait un surstockage de quelque

20 %, par rapport à leurs besoins réels d'un trimestre.

« Ayant alors à faire face à une baisse de leurs livraisons et au resserrement du crédit, ces industries ont finalement repassé le « mistigri » aux industries amont : c'est-à-dire qu'elles ont coupé leurs commandes aux branches productrices de biens intermédiaires, entraînant pour celles-ci une baisse de production de 16 % entre le troisième trimestre de 1974 et le premier trimestre de 1975.

« On s'est ainsi retrouvé, à l'automne 1975, avec un niveau de production de biens intermédiaires nettement inférieur aux livraisons, ce qui nécessite maintenant un « rattrapage » de la production : il est engagé depuis plusieurs mois, c'est la fameuse « reprise technique » tant espérée... »

Au-delà de cette reprise technique, que peut-on espérer en 1976 ? Interrogent les auteurs. En prenant en compte une progression de 2 % de la demande finale et les déstockages de 1975 (évalués à 4 % de la production industrielle), la production industrielle devrait progresser de 6 %.

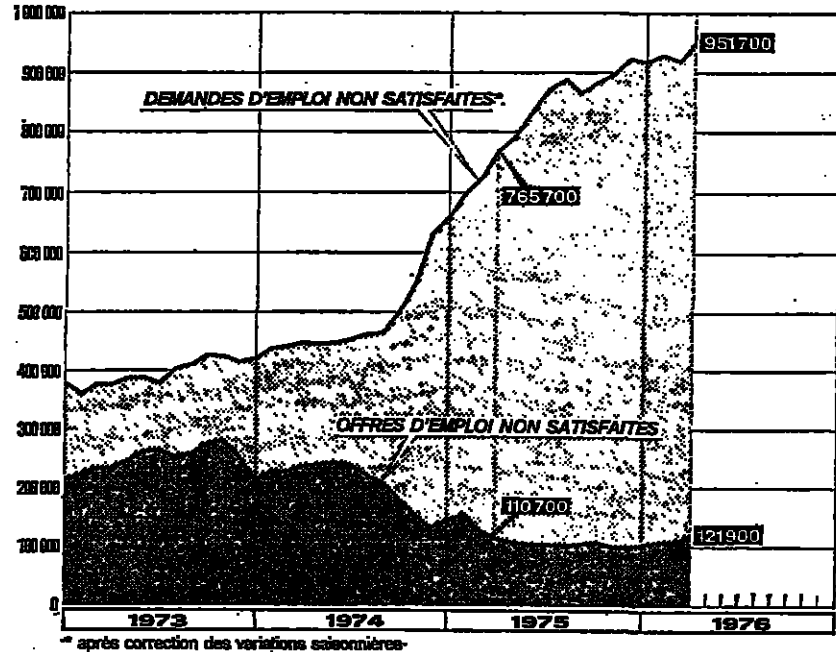
(1) Il est possible de se procurer cette étude gratuitement en s'adressant à la direction des relations extérieures, 54, avenue Roche, à Paris.

### • EMPLOI : légère amélioration de la situation

SELON les statistiques du ministère du travail, la situation de l'emploi s'est légèrement améliorée en mars 1976. Cette amélioration saison-

nière, réelle bien qu'encore faible, n'apparaît pas immédiatement puisque, en données corrigées des variations saisonnières, on note une nouvelle augmen-

tation des demandes d'emploi non satisfaites ; mais celle-ci est plus faible que l'an passé à pareille époque. De plus, on constate un accroissement des offres d'emploi.



Le fait le plus notable, comme l'a souligné, vendredi 23 avril, M. Gabriel Oheix, délégué général à l'emploi, qui présentait à la presse les locaux modernes dans lesquels ses services sont installés, est la reprise des offres en données observées. Celles-ci se sont accrues de 16,1 % en mars (120 000 au lieu de 103 300). Plus significatif encore, selon M. Oheix, « le nombre des offres enregistrées au cours du mois de mars a augmenté de 36 % » et celui des offres relatives aux contrats à durée déterminée (chiffre non publié) s'est accru de 28 %. La question est de savoir si l'évolution donnée par ces indicateurs — qui sous-estime la reprise des offres dans la mesure où nombre de grandes entreprises ne passent pas par l'Agence pour recruter — va se poursuivre.

#### Réduction des demandes

Si tel était le cas, le délégué à l'emploi s'attend à une réduction des demandes de l'ordre de 150 000 d'ici la fin juin. Actuellement, le nombre des demandes observées (avant correction saisonnière) est de 538 000 au lieu de 688 000, soit une baisse de 4,17 % en un mois.

Le chômage demeure cependant très important et la durée s'accroît. La réduction des demandes d'emploi (en données observées) concerne surtout les chômeurs inscrits à l'Agence depuis moins de six mois (433 352 au lieu de 515 413 en février) ; pour les personnes inscrites depuis plus longtemps, la situation s'aggrave au contraire : 206 415 au lieu de 172 642 pour les chômeurs inscrits depuis six mois à un an ; 145 011 au lieu de 142 184 pour les chômeurs inscrits depuis plus d'un an.

#### ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS activités internationales

recherche son

### DIRECTEUR FINANCIER

Dépendant directement du Directeur Général, il aura sous sa responsabilité :

- La Comptabilité Générale,
- La Comptabilité Analytique,
- Le Contrôle de Gestion,
- Les financements à moyen et long terme,
- La Trésorerie,
- Les Problèmes fiscaux.

Agé de 40 ans au minimum, il devra avoir une très bonne connaissance de la Profession des Travaux Publics et une expérience de plusieurs années dans un poste similaire recouvrant des opérations avec l'étranger.

Adresser C.V. détaillé et niveau de rémunération souhaité à No PC28758 CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Discretion absolue assurée. Il sera répondu à toutes les candidatures.

### Médecine Bac A et B

Les bacheliers littéraires peuvent aussi réussir en PCEM : années préparatoire PCEM/O - octobre à juin

#### CEPES

Groupement d'Étudiants de Professeurs 57, rue Charles-Lafitte, 92 - NEUILLY.

صحة من الامم





## L'ÉCART ENTRE LES SALAIRES

(Suite de la page 19.)

On ne peut pas, bien sûr, s'en tenir à ces généralités. Chacun des groupes cités comprend un ou plusieurs millions de salariés (0,5 million pour les cadres supérieurs), entre lesquels les écarts de salaires sont considérables. Il faut donc voir les choses de plus près. De plus, certains groupes comprennent surtout des femmes (62 % chez les employés, contre 20 % des ouvriers et 9 % seulement des cadres supérieurs) ; le retard des salaires féminins sur celui des rémunérations masculines peut donc fausser la comparaison.

Une analyse beaucoup plus fine, par problèmes et sous-groupes, est indispen-

chez les cadres que chez les ouvriers d'ailleurs ; depuis 1968, l'homogénéisation s'est accélérée chez les seconds, tandis que les cadres, cette fois encore, avaient des salaires plus divergents :

4) LES ÉCARTS PARIS-PROVINCE, qui s'étaient aggravés jusqu'en 1960, puis stabilisés pendant sept ans, ont fléchi depuis pour revenir à peu près au niveau initial ;

5) Les disparités de salaires SELON L'ÂGE font, elles, une exception à la règle : 1968 n'a pas marqué de tournant décisif en la matière ; surtout l'évolution depuis cette date a été très divergente : diminution des écarts chez les ouvriers et les employés, stabilité chez les cadres

ces. La disparité due aux qualifications hiérarchiques, qui est de loin la plus importante de toutes, est aussi celle qui a le plus fortement varié, comme le montre le graphique ci-contre.

A phénomènes concrets, y a-t-il cause commune ? Il est tentant de le penser. Cédant à ce penchant, le CERG estime que le SMIC joue un rôle prépondérant dans l'évolution de la hiérarchie des salaires.

A l'époque où il prenait du retard sur les salaires courants, étant simplement indexé sur le coût de la vie, il n'a pas contrarié le jeu du marché qui privilégiait les catégories de salariés les plus demandées (ouvriers qualifiés, cadres) au détriment de la main-d'œuvre abondante pour les emplois offerts (O.S. fournis par l'exode rural, immigrés, femmes) ; l'éventail hiérarchique s'ouvrait à cette période, il se referma depuis que la politique du SMIC est plus active.

Cette simplification séduisante ne saurait rendre vraiment compte d'une réalité plus complexe. Elle revient finalement à prendre l'effet pour la cause. Si le SMIC a progressé depuis huit ans beaucoup plus vite qu'avant c'est parce qu'un certain accord s'est dégagé dans la nation pour mettre fin à la politique de marché d'avant 1968 afin de lui substituer une politique volontaire de réduction des inégalités salariales.

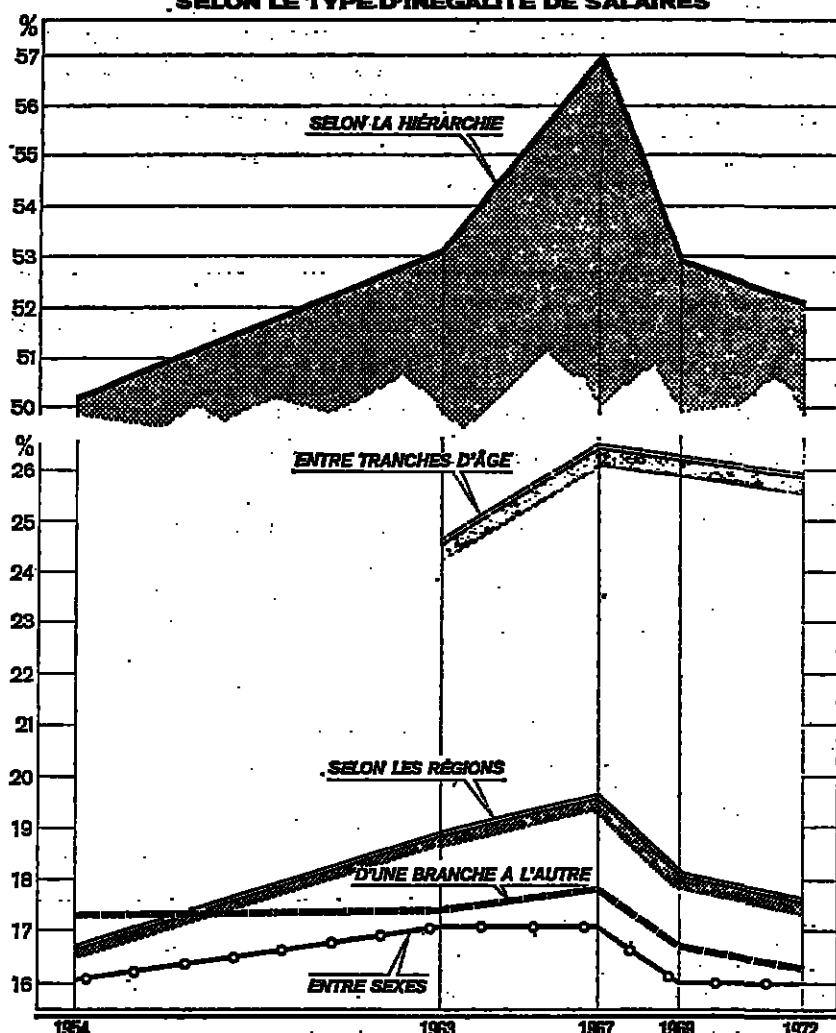
Cela s'est manifesté à Grenoble, en mai 1968 ; mais très souvent aussi depuis. Et pas seulement dans les cercles administratifs et politiques où se négociait l'évolution du SMIC. De nombreux accords de salaires sont intervenus ces dernières années entre le patronat et les syndicats pour limiter la hausse des rémunérations les plus faibles et freiner celle des salaires les plus élevés : à l'E.D.F., dans le bâtiment, le pétrole, à Cégédur-Pechiney... Parfois même des accords ont été conclus pour une majoration de salaire en partie uniforme : banques (200 F), Renault (140 F), Chausson (180 F), Sape (200 F), Valentine (100 F). Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'au cours des deux dernières années les salaires nominaux ont progressé respectivement de 35 % et 48 % dans ces catégories, contre seulement 19 % pour la catégorie A (4).

C'est donc une attitude d'ensemble des responsables politiques comme des partenaires sociaux qui a provoqué le resserrement récent de l'éventail, non la seule politique du SMIC. Cela rend plus nuancé le pronostic pour l'avenir : la réduction des inégalités, constatée depuis 1968, ne se poursuivra que si les divers acteurs du jeu social continuent à en être d'accord. La seule majoration du SMIC n'y saurait suffire.

GILBERT MATHIEU.

(3) Le Monde du 28 octobre 1975.  
(4) Économie et Statistique, n° 78 (mars 1975).

### ÉVOLUTION DES DIFFÉRENTES DISPARITÉS SELON LE TYPE D'ÉGALITÉ DE SALAIRES



L'évolution de chacune des disparités de salaires retracées ici est mesurée par un coefficient de variation mis au point par le CERG et qui évalue l'écart existant entre chacun des salaires considérés et le salaire moyen. Un coefficient de 50 % pour la disparité hiérarchique, par exemple, signifie que, si l'on étudie le salaire des diverses catégories socio-professionnelles, l'écart entre le salaire moyen d'une catégorie quelconque et le salaire moyen toutes catégories est de 50 %. L'évolution des coefficients montre si les écarts ont augmenté ou diminué au fil des ans.

sable. Qu'apprend-elle ? Essentiellement cinq choses :

1) L'écart ENTRE SALAIRES DES EMPLOYÉS ET DES OUVRIERS est en général moins grand chez les hommes (18 %) que chez les femmes (30 %) ; cet écart s'est accru à peu près de la même façon chez les hommes que chez les femmes jusqu'à 1968, mais il a, depuis, beaucoup plus diminué chez les seconds que chez les premiers ;

2) Le retard des SALAIRES FÉMININS reste considérable dans chaque grande catégorie : 21 % pour les manœuvres, 25 % pour les O.S., 25 % pour les ouvrières qualifiées, 23 % pour les employées, 26 % pour les cadres moyens, 18 % pour les ingénieurs, 33 % pour les cadres administratifs supérieurs (3). A qualification identique, cependant, l'écart est moindre : 6 % seulement pour les ouvriers au salaire horaire (contre 25 % auparavant).

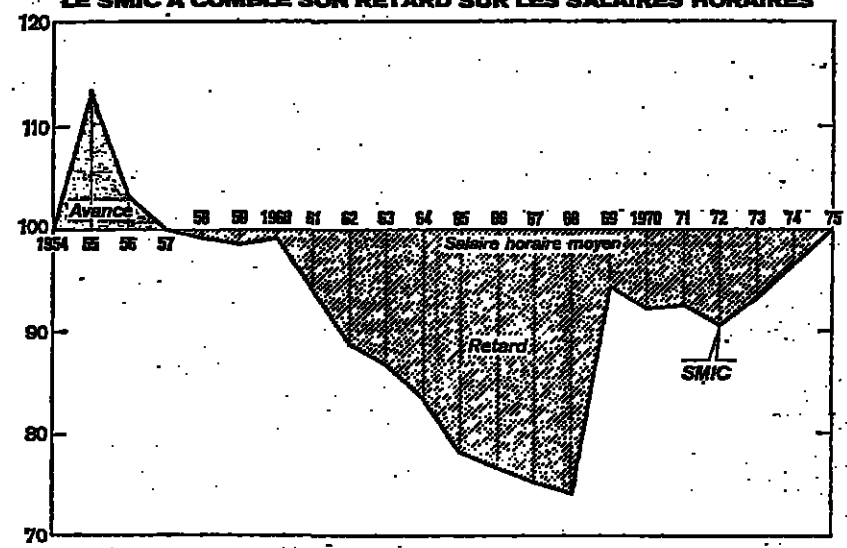
Jusqu'en 1968, ce retard avait augmenté dans la plupart des cas ; depuis 1968, il a, au contraire, diminué, au point d'être aujourd'hui légèrement inférieur à celui d'il y a vingt ans. Là aussi les cadres se singularisent : c'est le mouvement inverse qui s'est produit chez eux : forte réduction du retard féminin jusqu'en 1967, mais écart accru ensuite ; pour aboutir finalement à un résultat analogue à celui des autres salariés : moins de disparité qu'il y a vingt ans ;

3) ENTRE BRANCHES d'activité, les inégalités avaient diminué avant 1967, plus

moyens, aggravation chez les cadres supérieurs.

A cette cinquième remarque près, on est frappé du parallélisme des évolutions constatées. Partout les inégalités des salaires ont eu tendance à s'élargir avant 1968 et à se rétrécir depuis (avec une petite pause au début des années 1970). Mais l'ampleur de ces fluctuations a beaucoup varié selon les

### LE SMIC A COMBLÉ SON RETARD SUR LES SALAIRES HORAIRES



## Le pavé dans la mare

(Suite de la page 19.)

On trouve, bien sûr, chez certains, le sentiment de frustration et d'envie que suscite toute opération réussie par un concurrent direct, et chez d'autres, l'inquiétude de voir s'étendre, dans leur secteur, une concurrence du même genre : M. Defforey n'a-t-il pas annoncé qu'il comptait étendre les « produits libres » au textile ?

La réaction est en fait plus profonde, beaucoup plus viciée. Une double inquiétude se fait jour. Si, par contagion, l'expérience s'étendait à l'ensemble des produits de grande consommation, dans tous les grands groupes commerciaux, l'obligation pour les industriels de travailler à marge réduite aurait inévitablement pour effet de diminuer les sommes consacrées aux

investissements et à la recherche, freinant les capacités d'innovation vitale des entreprises. De plus, le rapport de forces entre industriel et grand commerce se trouverait déséquilibré en faveur du second, et, à terme, cela représenterait bien des dangers : le négoce du meuble, tout-puissant, n'a-t-il pas largement contribué à empêcher en France la naissance d'une véritable industrie ?

Ce faisant, Carrefour prend le risque de devoir, un jour, s'intégrer verticalement en devenant industriel, comme l'ont fait, avant lui, Casino et les COOP, pour ne citer que les deux exemples que nous avons pris. On s'y refuse catégoriquement, mais le risque est grand, en cas de succès durable, que Carrefour devienne le seul client de certains de ses fournisseurs : ce serait le premier pas dans cette voie.

### Libéralisme ou socialisme ?

En fait — et c'est sans doute le grief le plus grave qu'on lui fait, — Carrefour, en s'attaquant aux grandes marques, n'a pas joué le jeu. Il a enfreint une des règles tacites et sacrées qu'observent actuellement la production et la distribution dans leurs relations mutuelles : ne s'attaquer qu'à ses propres concurrents (comme la FNAC l'a fait dans les secteurs de la photographie et du son, puis du disque et du livre), mais négocier de ses fournisseurs que ce qu'il est convenu d'en attendre, c'est-à-dire des avantages financiers. C'est en ce sens que l'opération Carrefour fait penser à l'action qu'Édouard Leclerc avait menée contre les prix imposés. Une différence essentielle, c'est que Carrefour, avec ses 5,7 milliards de francs de chiffre d'affaires, a un poids économique autrement important que l'épicerie de Landerneau à ses débuts.

Les « produits libres » représentent-ils une étape vers ces « produits standard » que suggère M. Lionel Stoléru, et la démonstration que « l'écono-

mie libérale fait (...) avancer, vers les objectifs de progrès autrement que par la confiscation de tous les pouvoirs économiques entre les mains de l'État (3) » ? Ou bien, comme M. Mothé Néril, conduisant-ils vers la nationalisation à terme de l'industrie et du commerce, faisant ainsi « beaucoup plus pour accélérer le passage au socialisme que M.M. Mitterrand, Marchais, Mitterrand et Ségué » ?

Ces raisonnements idéologiques ne touchent guère les responsables de Carrefour, qui restent des capitalistes honnêtes, amusés et ravis de déclencher un tel bouillonnement. Celui-ci n'a augmenté-il pas le succès commercial de leur opération ?

L'avenir apportera une réponse à ces espoirs et à ces inquiétudes : jusqu'ici, cependant, l'industrie libérale a toujours surmonté les difficultés de ce genre. Serait-elle devenue si fragile ?

JOSÉ DOYÈRE.

(3) Le Monde du 14 avril.

## Paris-Anancy

5 vols quotidiens au départ de Paris-le-Bourget

Renseignements : 266.57.40 AIR ALPES DE NOUVELLES LIAISONS REGIONALES

## FORMATION A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE EN GESTION

### PROGRAMME DOCTORAL

La Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises soutient six programmes de niveau doctoral en gestion.

Tous les six s'assignent trois objectifs :  
— la formation à temps plein (2 ans) d'un nombre limité d'enseignants-chercheurs ;  
— le développement des capacités pédagogiques de futurs enseignants ;  
— la promotion d'équipes de recherche en liaison étroite avec des responsables d'entreprises privées et publiques.

Ces programmes conduisent notamment aux fonctions d'enseignants de gestion au sein d'établissements universitaires, consulaires et privés.

Conditions de candidature :  
— être diplômé de l'enseignement supérieur (universités et grandes écoles) ;  
— posséder de préférence une expérience professionnelle en entreprises de quelques années.

Un nombre limité de bourses est disponible.

Date limite de dépôt de candidatures : 31 mai 1976.

Sélection des candidats : avant le 1<sup>er</sup> juillet 1976.

Renseignements et retrait des dossiers : s'adresser aux responsables de programmes doctoraux des établissements suivants :

— CERSA (HEC, IIA, CPC), avenue de la Libération, 78350, JOUY-EN-Josas - Tél. : 938-30-00.  
— ESSED, R.P. 105, 69001 CERGY-PONTOISE - Tél. : 030-40-57.  
— I.A.E. d'Alsace-Provence, 32, boulevard Charrier, 13100, Aix-en-Provence - Tél. : 57-20-26.  
— I.A.E. - L.E.C. de Grenoble, R.P. 47, 38040 GRENOBLE - Cedex Tél. : 41-10-72, 2, 439.  
— INSTITUT DE GESTION DE RENNES, 9, rue Jean-Macé, 35000 RENNES - Tél. : 36-34-57.  
— IFA-I.A.E. de Lille, 1 bis, rue Georges Lefebvre, 59000 LILLE - Tél. : 53-16-25.

Si la Biscuiterie Bahlsen-France a choisi la formule de location longue durée Locasim, ce n'est pas par manque de moyens. Mais bien parce que cette formule lui permet de mieux utiliser ses capitaux, en même temps qu'elle la débarrasse de la gestion de son parc auto.

Un contrat Locasim, c'est la possibilité de choisir n'importe quelle voiture dans la gamme Simca-Chrysler-Matra pour une durée de

Les sociétés qui louent nos voitures ont toutes les moyens de les acheter.

12 à 24 mois et un kilométrage fixé par vous.

C'est l'entretien, les révisions et les réparations dans les 2200 points

service du réseau Chrysler-France.

C'est l'assurance, prise d'ordre et pour votre compte, payable mensuellement.

C'est toujours une voiture neuve.

qui peut être livrée aux couleurs de votre entreprise.

Et c'est une seule facture, toujours la même, tous les mois.

Mais ce n'est sûrement pas une question de moyens.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire Simca-Chrysler.

Location longue durée  
**Locasim**  
Les services de l'automobile sans les servitudes.

Locasim 30, rue d'Orléans, 92200 Neuilly Tél. 747.56.00.

مكتبة الامم المتحدة



# SPORTS

## FOOTBALL

UNE VICTOIRE A LENS, UNE DÉFAITE A MOSCOU

### Le pari perdu de Michel Hidalgo

Lens. — Profitant de la période d'euphorie que traverse le football français, le directeur des sélections nationales, M. Michel Hidalgo, avait voulu tenter un pari : obtenir une victoire de prestige face à la Pologne, championne olympique en 1972 et troisième de la Coupe du monde 1974, et qualifier l'équipe de France des espoirs pour les demi-finales du championnat d'Europe des nations au cours du même week-end.

En accordant la priorité aux espoirs engagés dans une compétition officielle et en confiant l'équipe de France A à son adjoint, M. Henri Guérin, le sélectionneur national, avait semé une certaine confusion dans les esprits et entretenu le doute sur les footballeurs qu'il juge les plus aptes pour disputer, dès l'automne prochain, les rencontres de qualification pour la Coupe du monde 1978.

La limite d'âge actuelle de la catégorie des espoirs fixée à vingt-trois ans permettait, en effet, à Michel Hidalgo de retenir pour Moscou des joueurs au talent déjà confirmé au niveau international par quelques sélections en équipe de France A, comme les Stéphanois Lopez, Janvion et Sarramagna, le Nantais Boes, le Bordelais Giresse ou le Lyonnais Lacombe. La possibilité d'encadrer ces espoirs par deux joueurs plus âgés, comme le Marseillais Trésor et le Nantais Michel, conférait même à cette sélection une expérience supérieure à celle des Soviétiques dont les meilleurs éléments, comme Blokhine (vingt-trois ans), remontaient à la Tchecoslovaquie à Bratislava en quart de finale du championnat d'Europe des nations.

Malgré cette expérience et une belle réussite initiale sous la forme d'un but obtenu par Lacombe dès la dix-neuvième minute, les espoirs français ont néanmoins subi pendant près de deux heures la loi et la domination des Soviétiques (dix-huit corners contre trois). Si le match de Moscou a confirmé au niveau des difficultés la tâche et la présence impressionnante de Trésor en défense, la maîtrise technique de Giresse, la maîtrise technique de Giresse, le retour en forme de Lacombe ou le talent de Dropsy dans les buts, il a aussi permis de renouer avec les réserves amies après la rencontre du Parc des Princes concernant l'adaptation de Lopez au poste de « stoppeur », et les limites de Michel dans son rôle de meneur de jeu.

#### Les malheurs de Lopez

Le Stéphanois Lopez, impressionnant avec son club en Coupe d'Europe, aura été le héros malheureux de Moscou en accumulant quelques malheurs inévitables qui provoquent la perte de son équipe. En manquant tout d'abord complètement sa reprise de volée à la vingt-septième minute, sur un coup franc tiré par Sarramagna, alors qu'il était à peine à 2 mètres des buts soviétiques. En déviant ensuite dans ses propres buts un tir de Fedorov à la quarante-neuvième minute. En permettant encore à Fedorov d'intercepter une passe en retrait à Dropsy et de marquer le deuxième but soviétique, à un quart d'heure de la fin du match. En ratant enfin le troisième penalty de la série française.

Comme il en convient d'ailleurs lui-même, le Nantais Henri Michel n'a pas le talent d'un grand meneur de jeu international. Sans doute aura-t-il une nouvelle fois déçu ceux qui attendent de lui qu'il se comporte en patron capable d'imposer son rythme à un match, c'est-à-dire de conserver la balle ou au contraire d'accélérer et d'ordonner le jeu selon les circonstances.

Ses limites dans ce domaine ont été d'autant plus mises en évidence par la réussite de Jean-Michel Larqué contre la Pologne. Considéré par les précédents sélectionneurs comme un joueur trop lent ou trop fragile, le capitaine stéphanois comptait à ce jour onze sélections depuis ses débuts internationaux en 1969. En lui confiant le capitaine et la direction de certaines séances d'entraînement de l'équipe de France, M. Henri Guérin a su mettre Larqué en confiance. La présence à ses côtés d'un autre remarquable technicien comme Guillou et de Synaghe, dont l'activité débordante décourageait le meneur de jeu polonois Deyna, donnaient même à cette équipe de France une maîtrise au centre du terrain rarement connue dans un passé récent.

Quand on sait que Larqué (vingt-huit ans) et Guillou (trente ans)

#### De notre envoyé spécial

avaient jusqu'ici été associés en équipe de France pendant... vingt-deux minutes contre la Belgique, le 15 novembre 1975, on peut rester confondu sur la perspicacité des précédents sélectionneurs et regretter les craintes manifestées par Guillou sur la suite de sa carrière de footballeur.

La sortie de ce dernier à la cinquante-septième minute accélérée, semble-t-il, l'effacement du jeu collectif des Français en deuxième mi-temps, mais les Polonais étaient alors trop lents au centre du terrain et trop confus en attaque pour re-

monter les deux buts marqués par Pintenat (treizième minute) et Patrick Revelli (soixante-quatrième minute). Si l'on ajoute au comportement remarquable de la défense française, le match de Moscou de Barthelet, Domenech, Rio, Curbello et Farson, la révélation de l'ailier gauche Six, on constate que Michel Hidalgo et son adjoint, qui auront pu juger vingt-sept joueurs en moins d'une semaine, peuvent être satisfaits de cette nouvelle revue d'effectif. Il faudra attendre le dernier match de l'équipe de France, le 22 mai à Budapest contre la Hongrie, pour juger enfin la véritable sélection de Michel Hidalgo.

GÉRARD ALBOUY.

### Bastia a fait appel

Le comité de gestion du SEC-Bastia a décidé, samedi 24 avril, de faire appel de la décision de la commission de la Coupe de France annulant le résultat du match Bastia-Nice du 10 avril (le Monde du 23 avril). De son côté, la municipalité de Bastia a adopté une motion dans laquelle elle s'élève « contre les sanctions infligées à l'équipe de football pour des incidents survenus en dehors du stade » et dans laquelle elle met en garde les responsables de la Fédération française de football contre « les conséquences que pourrait entraîner la décision de la commission de la Coupe de France ».

Un attentat a été commis, dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 avril, contre le match de football de la Coupe de France, O.G.C.-Nice, Jean-Noël Huck. Il s'agit d'un pistage qui a été revendiqué par le groupe d'étudiants nationalistes corses. Les joueurs de Nice avaient réagi en votant une motion dans laquelle ils déclaraient leur intention de ne plus jamais se déplacer à Bastia. C'est à Bastia que Jean-Noël Huck, secrétaire d'Etat au tourisme et maire de Nice, a été interviewé par le ministre de l'Intérieur pour lui demander l'envoi immédiat d'une compagnie républicaine de sécurité.

## AUTOMOBILISME

### Deuxième victoire de Porsche dans le championnat du monde des voitures de sport

Milan. — Le constructeur allemand Porsche a remporté une deuxième victoire, dimanche 25 avril, à Monza, dans le championnat du monde des voitures de sport. Contrairement à ce qui s'était passé au Nürburgring (République fédérale d'Allemagne) le 4 avril, où le succès était revenu à une voiture engagée par

une équipe privée, c'est cette fois la toute nouvelle Porsche 936 qui s'est imposée. Joachim Mass et Jacky Ickx, deux des pilotes du prototype allemand, ont contrôlé toute la course, et l'alerte qu'ils ont connue en fin d'épreuve (ennuis d'allumage) venait trop tard pour que Pescarolo et Jarier (Alpine-Renault) puissent combler leur retard.

#### De notre envoyé spécial

ment parce que, à son rythme, les pneus plus chauds modifiaient la situation. Il était inutile, qui décida peut-être du sort de la course, augmentait de toute façon le retard de Jarier, qui allait cependant pendant son relais, avoir à cœur de prouver ce qu'il pensait des deux voitures en présence, c'est-à-dire de la Porsche et de l'Alpine-Renault.

Quant à l'Alpine-Renault, un peu plus vite, dit Jarier : elle accélère un peu mieux ; elle freine au moins aussi bien. C'est donc un bon signe de se faire battre par Porsche. En fait, avant son deuxième ravitaillement, Jarier réussit à revenir dans le même tour que Ickx et Mass. Sa démonstration à ce moment-là fut tout à fait probante, encore que l'équipage adverse, fort de son avantage, avait naturellement tout fait pour l'empêcher.

Jarier a sans doute raison en pensant que l'Alpine-Renault est un peu plus compétitive que la Porsche, mais il semble que les qualités du prototype allemand ont quand même été sous-estimées, notamment par toute l'équipe de course de Renault, et que ce jugement erroné a eu quelques conséquences fâcheuses. C'est de toute façon, un remarquable résultat pour Porsche, qui a décidé au dernier moment, et à la va-vite, de construire, sur prototype 936.

#### Une remontée difficile

La fin de course à Monza, dès le relais de Jarier-terminé, ne pouvait apporter aucune surprise, et les ennemis de la Porsche, on l'a dit, couraient trop tard pour remonter. Henri Pescarolo, qui a la charge de conduire la voi-

ture dans la première heure, aura vite l'occasion de retrouver la grande forme. Outre les compétitions de prototypes, et les vingt-quatre heures du Mans, qui sont à son programme, il va effectuer dans les semaines qui viennent son retour à la formule 1 sur une Surtees.

L'avance de Porsche dans le championnat du monde des voitures de sport, après les victoires du Nürburgring et de Monza, est désormais importante (quarante points contre quinze). Pour remporter le titre mondial, il faudrait que Renault gagne les cinq prochaines courses ou réussisse quatre doublés, c'est-à-dire quatre fois ses deux voitures sur deux premières places, étant entendu qu'il y aura toujours une Porsche officielle ou privée, pour prendre une place d'honneur. Chez Porsche cependant, on n'écarterait pas le 25 avril l'hypothèse selon laquelle il faudrait peut-être, pour des raisons financières, faire un choix dans le programme de courses et écarter précisément le championnat du monde des voitures de sport. Ces propos étaient, il est vrai, tenus avant le choix dans le programme de courses et écarter précisément le championnat du monde des voitures de sport.

FRANÇOIS JANIN.

#### Le classement

1. Mass-Ickx (Porsche 936 turbo), 153 tours, soit 82.970 kilomètres, en 4 h. (moyenne 219,71 km-h) ; 2. Jarier-Pescarolo (Alpine-Renault A 428 turbo), à 1 tour ; 3. Barth-Godel-706 (Renault, 800-3 Turbo), à 21 tours ; 4. Fiebert-Ampiegher (Coella), à 21 tours ; 5. Tschudi-Miet (Coella), à 23 tours ; 6. Pettini-Pilonazzo (Coella), à 24 tours.

## RUGBY

### Brive-Béziers et Narbonne-Agen en demi-finales du championnat de France

A une exception près, mais de taille, l'A.S. montferrandais éliminé par Brive (0-3), les meilleures équipes du championnat de France se sont qualifiées pour les demi-finales qui seront jouées le dimanche 9 mai prochain. Le champion de France sortant, Béziers, a très nettement dominé Lourdes (29-10) et rencontrera le C.A. briviste en demi-finale dans un match revanche de la finale 1975 du championnat qu'il avait gagné de justesse. De son côté, Narbonne a éliminé Dax (20-8) sans excessive difficulté. En demi-finale, l'équipe de l'Aude jouera contre Agen qui, pour sa part,

n'a dû qu'à son expérience et à son métier d'éliminer la courageuse équipe de Romans (9-7). La logique voudrait que la finale du championnat, prévue le dimanche 23 mai au Parc des Princes à Paris, se joue entre les deux équipes languedociennes, Béziers et Narbonne, comme en 1974, où Béziers avait gagné à l'ultime minute par un drop de Cabrol, son ouvreur.

Mais la logique n'est que logique, et on ne peut négliger les ambitions et les capacités de Brive et d'Agen dans la conquête du titre national.

### L'épouvantail montferrandais n'a pas effarouché les Brivistes

Bordeaux. — Trois points à zéro. Un malin coup de pied de pénalité réussi à la suite d'un minuscule hors jeu de position d'un joueur montferrandais. C'est pour tout de même pour quatre-vingt minutes de rugby. En attendant, à voir quinze Brivistes s'embrasser, s'étreindre et se rouler sur le gazon comme des footballeurs heureux, on ne doute pas un seul instant qu'ils avaient conscience d'avoir réalisé l'exploit. L'épouvantail montferrandais est tombé à Bordeaux, oripeaux par-dessus tête. Tant pis pour lui, tant pis pour le championnat, tant mieux pour les quinze Brivistes auteurs du coup d'éclat. Et tant mieux finalement pour le jeu de rugby.

#### De notre envoyé spécial

bonne en Du Manoir, ainsi que Perpignan en championnat. Faut-il dire, trop beau triplé peut-être, à en faire tourner la tête, même celle de ceux qui avaient résolu de la garder froide. Patatras ! A Bordeaux, le colosse arverne est tombé de haut, même si ce fut de peu, sur un bec briviste. Patatras, excès de confiance, match simplement raté comme cela peut arriver ? Quelle importance de savoir aussi pourquoi on est passé à la guillotine, quand la guillotine, elle, est passée. Tous, les spectateurs bordelais, neutres ou pas, les supporters brivistes ou montferrandais venus en masse, attendaient, redoutaient ou espéraient une démonstration de force et de technique des avants auvergnats. Et voici que, à l'usage, le résolu pack de fer s'est révélé sur ce seul match être un pack bifenné, lourd à la détente, lent à la manœuvre, dégonflé à coup de dérailage, finalement revenu à ces traditions et valeurs démodées de force qui furent longtemps la caractéristique de l'A.S.M.

Voilà que, pour ce match sans appel, la nature a voulu, à grands coups de travail et d'application, était revenu au galop. Après, il est vrai, un sérieux coup de pouce d'une remarquable équipe briviste. C'est, en effet, fit tout l'inverse de ce que l'on pouvait en croire attendre de cette équipe trop tôt enterrée. Pour avoir perdu en début de saison deux de ses meilleurs avants, les fameux Rossignol et Fitté, pour s'être égaré en cours de saison dans des matches de poules, gagnés à l'arraché ou perdus sans gloire excessive, le quinze corrézien nous avait laissé croire qu'il était « fini ». C'était, pensait-on, une équipe qui avait son avenir derrière elle, avec en même temps le regret éternel d'une finale perdue d'extrême justesse, en 1976, contre Béziers (12-13). Quelle erreur, ou plutôt quelle roquerie corrézienne ! Le C.A. briviste n'était pas mortif, mais il avait le mortel, le fatal, le définitif, le même jour, à Saint-Denis, la Sorétière Faïna Mainé a amélioré pour la première fois son record du monde féminin dans la même spécialité avec un jet de 70,50 mètres. Le disque pèse 1 kilo pour les épreuves féminines et 2 kilos pour les compétitions masculines.

auvergnat complètement époumonné, méthode certes peu enthousiasmante pour le spectateur, et plutôt désolante pour l'art du rugby complet, mais méthode efficace.

Brive n'étant pas favori, ce n'est pas à cette équipe là qu'il faudra faire des reproches pour ce match spectaculaire, mais incomplet et somme toute frustrant. Mais aux autres, à ces trois-quarts auvergnats, qui eux, certes, font mieux, tirent plus. Quand une équipe dispose de trois internationaux dans ses lignes arrière — J.-P. Romeu jouant dimanche avec un masque de cuir, et les ailiers Fillipponneau et Dubertand — on a du mal à croire, et encore plus à admettre, qu'elle se révèle incapable d'attaquer une seule fois correctement. Quand une équipe dispose d'une paire d'entraîneurs comme Gérard Dufau et Michel Ringeval, experts et amoureux, surtout le premier, du jeu offensif, on peut déplorer qu'elle limite ses ambitions à un jeu aussi étié, qu'elle soit, dès que courée, incapable d'innover. Bref, quand une équipe se montre incapable de prouver des capacités à la mesure de ses ambitions, on ne peut pleurer sur son sort.

Brive va retrouver Béziers en demi-finale du championnat, pour une superbe et sulfureuse revanche. C'est dommage, a-t-on entendu dire dans les tribunes, Montferrand était seule capable d'interrompre le règne bilatéral, l'expérience aidant. C'est là un pari qu'on ne prendra pas.

PIERRE GEORGES.

## LES RÉSULTATS

### Athlétisme

L'Américain Mac Wilkins a battu de 6 centimètres le record du monde de lancer du disque qui appartenait à son compatriote John Powell (69,10 mètres), le 24 avril, à Wendou (Californie). Le même jour, à Saint-Denis, la Sorétière Faïna Mainé a amélioré pour la première fois son record du monde féminin dans la même spécialité avec un jet de 70,50 mètres. Le disque pèse 1 kilo pour les épreuves féminines et 2 kilos pour les compétitions masculines.

### Football

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES NATIONS (quarts de finale, matches aller)

|                                |     |
|--------------------------------|-----|
| *Espagne et R.F.A.             | 1-1 |
| *Tchécoslovaquie b. U.R.S.S.   | 2-0 |
| *Yougoslavie b. Pays de Galles | 2-0 |
| *Pays-Bas b. Belgique          | 5-0 |

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (vingt-neuvième journée)

GROUPE A

|                        |     |
|------------------------|-----|
| *Rennes b. Dunkerque   | 3-0 |
| *Laval b. Paris P.C.   | 3-1 |
| *Malo b. Caen          | 4-0 |
| *Rodez b. Amiens       | 4-0 |
| *Toulon b. Reims       | 4-1 |
| *Cholet b. Châteauroux | 1-0 |
| *Tours b. Angoulême    | 2-1 |
| *Bastia b. Brest       | 2-0 |
| *Boulogne et Sedan     | 0-0 |

GROUPE B

|                         |     |
|-------------------------|-----|
| *Toulouse et Auxerre    | 0-0 |
| *Rouen b. Red Star      | 2-1 |
| *Guingamp et Béziers    | 0-0 |
| *Cannes b. Ajaccio      | 3-2 |
| *Toulon b. Evry         | 3-2 |
| *Montpellier et Chamois | 1-1 |
| *Martignes b. Angers    | 2-0 |
| *Stade b. Mulhouse      | 2-0 |
| *Saint-Dizier b. Reims  | 5-2 |

### Hippisme

Le prix du Bel-Air disputé à Longchamp et réservé pour les poulains couplés gagnant et placé a été gagné par Starper, entraîné par Michel et de Epina. La combinaison gagnante est 13-3-16.

### Jeu à treize

COUPE DE FRANCE (quarts de finale)

A TOULOUSE :

|                     |       |
|---------------------|-------|
| Bordeaux bat Limoux | 17-13 |
|---------------------|-------|

A CASTRES :

|                       |     |
|-----------------------|-----|
| Caracassonne bat A.M. | 9-3 |
|-----------------------|-----|

A MONTPELLIER :

|                          |     |
|--------------------------|-----|
| XIV Catalan bat Arlequin | 9-3 |
|--------------------------|-----|

A LIMOUX :

|                           |       |
|---------------------------|-------|
| Toulouse bat Saint-Bétyre | 21-12 |
|---------------------------|-------|

## TENNIS INTENSIF A ISOLA 2000 + 6 SPORTS GRATUITS

FORFAIT STAGE TENNIS + PENSION COMPLETE A L'HOTEL CHASTILLON \*\*\*: 1500F. (UNE SEMAINE)

François Mathieu vous attend pour ces stages de tennis intensif (tous niveaux à partir de 15 ans).

Autres sports (gratuits) : natation, volley-ball, gymnastique, école d'escalade, tir à l'arc, randonnée, photo vidéo, cinéma dans le Parc du Mercantour.

Gratuits aussi le week-end d'Isola 2000 et la garde de l'équipement.

Inscriptions : La Chastillon à Isola (74) 033 02 70 60 et La Maison d'Isola à Paris - Tél. 387 55 09

**isola 2000**  
C'est aussi l'été.







# Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.

Leur journal habituel d'abord, parce qu'il est français. Le second parce qu'il est international. Le seul à être édité et imprimé à Paris. Pour tout savoir sur les événements politiques, sociaux et artistiques du monde entier. Pour être au courant des mouve-

ments financiers et des dernières tendances de la Bourse de New York.

Pour être informés en toute objectivité. Voilà pourquoi tant de Français lisent chaque jour ce quotidien international. And that's why you should read it, too.

International Herald Tribune.



International Herald Tribune  
21, rue de Berri, 75008 Paris. **[SPECIAL 30 JOURS]**  
Oui, je désire me joindre à ces certains Français qui lisent un second quotidien chaque jour. Ci-joint mon chèque de F. 40 pour recevoir l'International Herald Tribune pendant un mois.

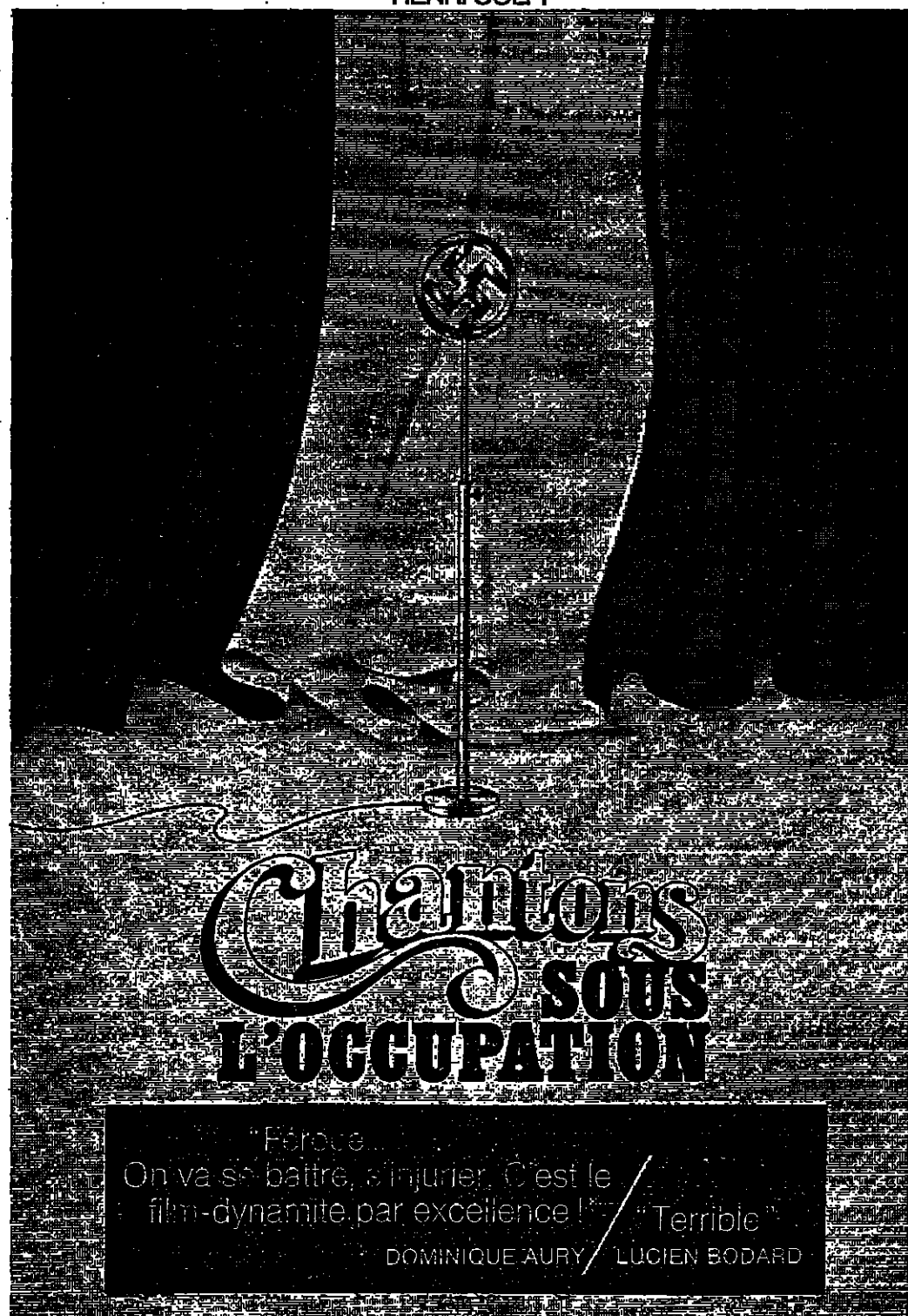
Nom

Adresse

Ville

N 25/3

un film de  
**ANDRÉ HALIMI**  
monté par  
**HENRI COLPI**



**Chantons sous l'Occupation**

"Féroce... On va se battre, s'injurier. C'est le film-dynamite par excellence!" "Terrible"  
DOMINIQUE AURY / LUCIEN BODARD

PREMIERE MONDIALE : MERCREDI 28

## SPECTACLES

**CENTRI RACHAÏ**  
CONCERT  
Pour la septième fois à Paris  
MUSIQUE ISRAÏLIENNE  
CONTEMPORAINE  
LA JEUNE ÉCOLE  
Œuvres de JOVI AVNI, MARC  
ROTTMAN, YITZAK SADAI,  
LÉON DOBROVOLSKY, MOR-  
DECAI SIVET, JOSEF KAL,  
MORDECAI TROSE  
Mardi 27 avril à 21 heures  
38, boulevard de Port-Royal,  
Paris (6<sup>e</sup>)

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
**LA BOITE INFORMATIQUE SPECTACLES**  
704 1020 (lignes gratuites) et 721 42 42  
du 11 heures à 19 heures  
sauf les dimanches et fêtes

**LA FAMILLE BACH**  
DUO DE FLUTES DE PARIS  
J. Castagner - J. Ballot  
J. Chamonin (sop.), B. Verlet  
(clav.), A. Spadaro (violin),  
A. Meunier (cel.)  
Saint-Roch - 28 avril - 21 heures  
Versailles - Notre-Dame jeudi 29  
Saint-Roch mardi 4 mai  
**MESSE en SI**  
J. Chamonin - D. Herlid  
B. Malet, J.-M. Gouliou, G. Jollis  
J. Chamonin, D. Herlid,  
ENSEMBLE POL de VERSAILLES  
CHŒURS BACH de PARIS  
Orchestre du Festival  
Dir. : JEAN-PIERRE LORÉ

**THEATRE DE LA VILLE**  
20 h 30  
dernières  
les crucifixions  
de  
saint barthélemy  
de Claude Prin  
mise en scène  
DENIS LORCA  
scénographie et costumes  
RAFAEL RODRIGUEZ  
chorégraphie SERGE KEUTEN  
combats RAOUIL BILLEREY  
18 h 30  
VII<sup>e</sup> semaine  
internationale de  
guitare  
mardi 27 - jeudi 29  
CACHO TIRAO  
musique populaire  
d'Amérique latine  
mercredi 28 - vendredi 30  
PACO DE LUCIA  
flamenco  
du 4 au 15 mai  
une heure avec  
pierre vassiliu  
4 musiciens - 3 danseurs  
location : 2, place du Châtelet  
partéléphone : 987.35.39

**AVANT ET APRES  
LE SPECTACLE  
RESTAURANT  
"LE CIEL DE PARIS"**  
Au 5<sup>e</sup> étage  
de la Tour Mée-  
Montparnasse, le  
restaurant le plus haut  
d'Europe.  
Le Ciel  
de Paris.  
Tour Mée-Montparnasse,  
23 avenue de Maine  
Paris 17<sup>e</sup> 75016. 01.52.52.35.  
Parking de la Tour  
convenant pour les  
spectacles et le restaurant  
(jusqu'à 2 heures de nuit).

**théâtres**  
**Les salles municipales**  
Nouvelles Caisses, 20 h : A la renou-  
veau du passé.  
Théâtre de la Ville, 20 h 30 : Mor-  
decai Sivet, Joseph Kal, Mordecai  
Troise (clav.), A. Spadaro (violin),  
A. Meunier (cel.).  
**Les autres salles**  
Mithras, 20 h 30 : Les Deux Femmes  
d'Orphée.  
Bouffes-Parisiens, 20 h 45 : La  
Grosse Colonne.  
Comédie Caumartin, 21 h 10 :  
Boeing-Boeing.  
Daumesnil, 21 h : Monsieur Mesure.  
Ecole normale supérieure, 20 h 30 :  
Pour Cyrille.  
Femina, 21 h : Jacques Martin.  
Gaiety-Montparnasse, 20 h 45 : La Sol-  
des com.  
Hochel, 20 h 45 : La Cantatrice  
cheuve, la leçon.  
Madeleine, 20 h 30 : Feu de vache.  
Maison de l'Allemagne, 20 h 30 :  
Monsieur Mockingbird.  
Maison du poète, 21 h : Le Journal  
d'un fop.  
Nouveautés, 21 h : Les Deux Vierges.  
Palais, 21 h : Que ne suis-je tout  
entier nuit.  
Piafance, 20 h 30 : J'accuse au Pia-  
fance.  
Saint-Georges, 20 h 30 : N'écoutez  
pas, mesdames.  
Théâtre Campagne-Première, 20 h 30 :  
le Rictus de la balise : 21 h 15 :  
l'Orchestre.  
Théâtre des Deux-Portes, 20 h 30 :  
le Chant du faucon.  
Théâtre d'Edgar, 21 h 30 : La Chose.

**CHAILLOT**  
**THÉÂTRE NATIONAL**  
CHAILLOT A BORDEAUX  
Entrée Loiné  
du 27 au 30 avril  
**LE TRIANGLE**  
**FRAPPE ENCORE**  
de MARCO  
et PATRICE MESTRAL  
« Marco » retourne en partie sa  
belle épouse d'avant 1969 : Julie  
Oger. « Patrice » retourne en partie  
son épouse d'avant 1969 : Julie  
Oger. C'est le « Triangle »  
qui frappe encore.  
C'est le « Triangle » qui frappe  
encore.  
« La musique de Patrice Mes-  
tral est portée par un opéra  
où s'affrontent l'écho déformé  
de F. et opéra de la culture de  
pays. La mise en scène de  
Marco met l'accent sur  
Louis Seguin.  
QUINZE JOURS  
du 6 mai au 5 juin  
727-81-15

(en chair et en os)  
**JERRY LEWIS**  
A partir du 18 mai

**INA GRM** Pourquoi - Comment - Communication  
« Ecrire aujourd'hui 2 »  
Trois MAÏGÉ - Gilbert ARNT  
MERCREDI 28 AVRIL A 20 H 30  
MUSÉE D'ART MODERNE - Salle de l'axe 2  
11, avenue du Président-Wilson (16<sup>e</sup>) - Entrée libre

A PARTIR DE MERCREDI  
U.G.C.-MARBEUF - QUINTEITE - CONTRESCARPE -  
SAINT-LAZARE-PASQUIER - CAMBRONNE  
Grand film par l'abondance de sa documentation...  
Grand par la qualité du commentaire...  
Grand enfin par l'intelligence du montage...  
**"la spirale"**  
est le grand film que nous attendions  
NOUVEL OBSERVATEUR J. L. BORY

A PARTIR DE MERCREDI : JEAN-RENOIR - LA CLEF  
**POUSSE-POUSSE**  
ou  
le prix d'une fiancée  
un film de  
DANIEL KAMWA  
NEF 1000

صحنه من الإلهام





|                                     | La ligne | La ligne T.C. |
|-------------------------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI                     | 36,00    | 42,03         |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" | 38,00    | 44,37         |
| minimum 15 lignes de hauteur        | 8,00     | 9,18          |
| DEMANDES D'EMPLOI                   | 65,00    | 75,89         |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.   |          |               |

## ANNONCES CLASSEES

|                                      | La ligne | La ligne T.C. |
|--------------------------------------|----------|---------------|
| L'IMMOBILIER                         | 28,00    | 30,35         |
| Achat-Vente-Location                 | 32,00    | 37,86         |
| EXCLUSIVITES                         |          |               |
| L'AGENDA DU MONDE                    | 25,00    | 29,19         |
| (chaque mercredi et chaque vendredi) |          |               |



emploi internationaux

emploi internationaux

emploi internationaux

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Secrétariat d'Etat  
au Plan

Commissariat National  
à l'Informatique

### Centre d'études et de recherches en informatique

Etablissement de Formation des Informaticiens  
(Programmeurs, Analystes, Ingénieurs)

### RECRUTE DES ENSEIGNANTS

- En Technologie des Ordinateurs.
- En maintenance des Ordinateurs (formation Inspecteur de maintenance).
- En Théorie des Langages et Compilation.
- En Système, pour l'enseignement.
  - des concepts généraux des systèmes d'exploitation ;
  - des techniques de mise en œuvre d'un système (SIRIS 7 de préférence) ;
  - de l'Assembleur (du 10070 de préférence).
- En Transmissions de données, Télétraitement et Réseaux.
- En Informatique appliquée à la gestion, pour l'enseignement :
  - des langages évolués (COBOL, PL/I, FORTRAN) ;
  - des Méthodologies d'Analyse et de Programmation (notamment L.C.P., L.C.S., CORIG) ;
  - des Fichiers et des bases de données.
- En Mathématiques.
- En Organisation et Méthodes (Structures, Circuits et Imprimés Administratifs).

Les candidats doivent avoir des titres suffisants (Doctorat de 3<sup>e</sup> Cycle ou Diplôme d'Ingénieur d'une Grande Ecole, au moins), une expérience pratique dans leur spécialité et avoir déjà enseigné. Ils auront des activités d'enseignement et de recherche, et participeront à l'encadrement des élèves dans des projets réels en entreprise.

Les postes offerts seront libres à la rentrée d'octobre 1976. Les candidats (toutes nationalités, mais parlant français) peuvent être recrutés soit dans le cadre de la Coopération Technique Inter-gouvernementale, soit sous contrat de droit commun.

Les candidatures doivent être adressées au

Joindre un C.V. détaillé et toutes pièces justificatives des titres et de la qualification.

**C.E.R.I.**  
Oued-Snjar - ALGER.

### responsables zone géographique exportation

Société Internationale d'Etudes et Réalisations, spécialisée dans les domaines d'Electricité Industrielle et d'Automatisme avec de nombreux chantiers à l'étranger, recherche des INGÉNIEURS COMMERCIAUX.

Ils se verront confier la responsabilité complète d'une zone géographique déterminée (Afrique, Moyen-Orient, Pays de l'Est...) pour les marchés du pétrole et du gaz naturel.

Ils auront une expérience confirmée dans la prospection, la négociation et la vente à l'exportation de services ou de biens d'équipement et ils seront familiarisés avec les techniques de l'exportation : contrats, COFACE, financements...

Parfaitement bilingues anglais écrit et parlé, et connaissant, si possible, d'autres langues véhiculaires, leur niveau de formation sera celui des Grandes Ecoles d'Ingénieurs, études supérieures.

Une grande disponibilité leur sera demandée pour effectuer des déplacements là où leur présence les demandera.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous réf. 401971M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargés de l'examen des candidatures.

**EUREQUIP**  
B.P. 30 - 92420 Vaucresson

TRES IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL recherche pour le secteur OCÉAN INDIEN et AFRIQUE CENTRALE de l'une de ses divisions à succursales multiples

### ANIMATEUR DE GESTION

- le candidat choisi, âgé de 30 ans minimum, sera diplômé D.E.C.S. ou équivalent, aura le sens et le goût de la formation, l'expérience des comptabilités de sociétés et de la fiscalité ;
- des connaissances en informatique seraient appréciées ;
- résidences à Tananarive, avec déplacements dans le secteur d'affectation.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. 3225 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

### ANALYSES-PROGRAMMEURS

3 ans d'expérience minimum. Anglais requis pour mission en ALLEMAGNE, Canada, C.I.I., 10070 PORTAN META, 10070 SYMBOL sous SIRIS 7 ou 8 00/00 C.P.L. 1. Téléph. 589-72-10.

### Bureaux d'Etude Algériens recherche

— URBANISTE  
— INGENIEUR HYDRAULICIEN  
— ARCHITECTE études et réal. Expérience 5 ans.  
Adr. C.V. réf. 810 à SARTU 2, rue de la Liberté, ALGER. Ou téléphoner à Mme ROSSI : 769-22-85 à Paris pr rendez-vous.

### INGÉNIEURS ou TECHNICIENS SUPÉRIEURS

- Coordinateurs de travaux plate-forme off-shore.
- Chantiers en mer.
- Anglais exigé.
- Lieu de travail : HOLLANDE.

S'adresser, avec C.V., photo et prétentions : GAT - 54, rue de Richelieu, PARIS-1<sup>er</sup>. TEL. : 613-83-28 - 266-43-77 - 742-53-52.

ORGANISME PARA-PUBLIC à VOCATION INTERNATIONALE RECHERCHE

### INGÉNIEUR CONTRÔLE DE TRAVAUX

corrélat à l'entreprise. Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant une bonne connaissance de la topographie. Séjour longue durée en Afrique noire francophone.

Les candidats intéressés peuvent écrire (C.V. + photo + salaire) sous réf. 633-101.

LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra.

BUREAU D'ETUDES à VOCATION INTERNATIONALE recherche

### INGÉNIEUR GÉNIE RURAL CONFIRMÉ

apte à prendre en charge la direction d'études de projets d'irrigation et de leur réalisation. L'ingénieur retenu sera disponible pour des missions outre-mer. Anglais nécessaire.

Les ingénieurs intéressés peuvent adresser leur candidature (C.V. + photo + salaire) sous réf. 647/104.

LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra.

Site d'ingénieurs conseils recherche pour séjour longue durée en AFRIQUE

### INGÉNIEUR CONTRÔLE DE TRAVAUX BATIMENT

ayant expérience confirmée des grands chantiers, si possible de complexes hôteliers. Langues étrangères appréciées. Les ingénieurs intéressés peuvent prendre en premier contact en adressant C.V. prêt, et photo sous référence 617/105.

LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra.



### LA BANQUE MONDIALE

souhaite recruter pour un projet de planification des transports en HAUTE VOLTA

### un économiste des transports

titulaire d'un diplôme universitaire, ou de niveau équivalent, en économie ou en planification des transports, ayant une expérience des routes.

### un ingénieur du génie civil

ayant une expérience de la planification routière et de l'exécution de travaux routiers.

Une compétence professionnelle confirmée et une expérience pratique des pays en voie de développement sont requises. Les commissions appropriées de la Banque Mondiale sont chargées de sélectionner les candidats pour une durée de deux ans avec possibilité de prolongation. Les candidats choisis bénéficieront d'un contrat avec la Banque Mondiale qui les mettra à la disposition du Gouvernement de Haute Volta. Leur résidence sera Ouagadougou. Les rémunérations seront déterminées en fonction des qualifications et l'expérience professionnelle des candidats choisis.

Les CV détaillés, mentionnant la référence 76-2-00401, rédigés en français ou en anglais seront reçus à la :

Division du Recrutement  
BUREAU EUROPEEN DE LA BANQUE MONDIALE  
66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS, France.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche pour l'une de ses unités de production située en REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE

### INGÉNIEUR EN CHEF

attaché directement au Chef de l'Etablissement, il lui sera confié la responsabilité entière des départements matériel et production. Son autorité aura à exercer sur 600 personnes (ouvriers, collaborateurs et ingénieurs).

Pour occuper ce poste de niveau élevé, il est indispensable de répondre aux conditions suivantes : — parfaitement bilingue allemand-français ; — formation ingénieur de préférence mécanique ; — avoir occupé des fonctions de commandement d'un niveau élevé pendant au moins une dizaine d'années dans l'industrie.

Il sera offert un niveau de rémunération élevé en rapport avec le haut degré de responsabilité du poste mais aussi avec la qualification du candidat. Possibilités de développement de carrière au sein d'un groupe d'importance internationale.

Les personnes intéressées peuvent faire acte de candidat en adr. C.V. et prêt au numéro 2110, à :

LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra.

### alta

FILIALE SONATRACH

RECRUTE D'URGENCE

### DIRECTEUR DE CHANTIER

(Ingénieur spécialiste de montage unités pétro-chimiques)

### RESPONSABLE TUYAUTERIE

(Ingénieur en piping)

Ecrire :

114, rue de Tripoli  
HUSSEIN-DEY - ALGER

### emploi internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Importante Société Internationale recherche

pour le Centre Spatial GUYANAIS situé à KOUROU

### Agent technique électronique

pour son Groupe Lignes à Grandes Distances

Le candidat aura à effectuer les travaux de maintenance et de dépannage pour l'ensemble des équipements Télécommunications, plus particulièrement en hyperfréquences, courants porteurs et télégraphie.

Il aura, si possible, une expérience dans les domaines suivants : — appareils hyperfréquences (sources hyperfréquences, modulateur et démodulateur) ; — multiplex télégraphique et téléphonique ; — communications en logique indispensable. Formation niveau BTS (électronique) Anglais souhaité

Réf. 307

### Agent technique électronique

pour assurer la responsabilité du Groupe Maintenance et Exploitation de l'ensemble "enregistrement magnétique des télémesures".

Il aura une bonne connaissance des matériels d'enregistrement magnétique professionnel (logiques et analogiques) et une expérience de plusieurs années dans ce domaine.

Formation niveau BTS électronique ou équivalent. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Réf. 308

### Agent technique électronique

pour son Groupe Telex

pour assurer la responsabilité de la gestion technique de la maintenance et du dépannage d'un réseau telex.

De bonnes connaissances de la télégraphie et des matériels télégraphiques (téléimprimateurs, transmetteurs, TMBO, balais, etc., autocommutateur télégraphique) sont indispensables.

Formation niveau BTS ou équivalent.

Réf. 309

Conditions de déplacement intéressantes.

Ecrire avec C.V., photo (nat) et prétentions en précisant la référence choisie à : SWEERTS B.P. 268, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

Nous prenons les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de valider l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiée » ou d'une agence.

صكنا في الامل



|                                     | La ligne | La ligne T.E. |
|-------------------------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI                     | 34,00    | 39,70         |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" |          |               |
| minimum 15 lignes de hauteur        | 38,00    | 44,37         |
| DEMANDES D'EMPLOI                   | 7,00     | 8,03          |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC    | 65,00    | 75,89         |

## ANNONCES CLASSEES

|                      | La ligne | La ligne T.E. |
|----------------------|----------|---------------|
| L'IMMOBILIER         |          |               |
| Achat-Vente-Location | 25,00    | 29,19         |
| EXCLUSIVITES         | 30,00    | 35,03         |
| L'AGENDA DU MONDE    |          |               |
| (chaque vendredi)    | 23,00    | 26,55         |



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**comex**



Leader mondial dans le domaine des interventions sous-marines 2000 personnes

L'ENGINEERING OPERATIONNEL D'UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE recherche

### 1 ingénieur électronicien

(référence 1.76/12 HP)

- diplômé Grandes Ecoles (Sup. Elec ou équival.)
- 5 ans minimum d'expérience dans les domaines suivants :
  - conception, mise en œuvre d'équipements électroniques pour utilisation sous-marine
  - systèmes de mesure et de localisation à ultrasons
  - systèmes d'instrumentation pour application aux installations pétrolières offshore
- pratique courante de l'anglais
- lieu de travail : MARSEILLE
- nombreux déplacements sur chantiers

La mission : animer une équipe chargée d'assurer la promotion de nouvelles techniques mettant en œuvre des équipements électroniques et d'instrumentation sous-marine.

### 1 ingénieur mécanicien

(référence 1.76/14 HP)

- diplômé Arts et Métiers ou équivalent
- 5 ans minimum d'expérience dans la conception, la réalisation et la mise en œuvre de systèmes faisant appel à des techniques variées (mécanique - hydraulique - pilotage et asservissement - électricité...)
- pratique courante de l'anglais
- lieu de travail : MARSEILLE
- nombreux déplacements sur chantiers

La mission : conduire des projets d'ensembles mécaniques destinés à des travaux sous-marins.

### 1 ingénieur soudure

(référence 1.76/45)

- diplômé Arts et Métiers avec formation complémentaire Ecole Supérieure de Soudure auto-gène
- 3 ans minimum d'expérience dans le développement et la mise au point de nouvelles techniques de soudure
- pratique courante de l'anglais
- lieu de travail : MARSEILLE
- déplacements sur chantiers

La mission : contribuer au développement des méthodes de soudure sous-marine.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence correspondante à COMEX

Service Gestion des Ressources Humaines 13275 MARSEILLE, CEDEX 02

SOCIÉTÉ CONSEILS EN PROMOTION COMMERCIALE recherche

### le DIRECTEUR général

de son AGENCE PARIS, nouvellement créée

DIPLOME D'UNE GRANDE ÉCOLE et ayant au moins 3 ans d'expérience dans un poste similaire, il devra être avant tout un ORGANISATEUR et un MANÈGEUR D'HOMMES.

SA MISSION :

- la mise en place immédiate d'une équipe commerciale de haut niveau ;
- l'organisation et l'animation des consultants ;
- la gestion administrative et financière.

Ce poste ne peut convenir, vu le dynamisme qui caractérise nos sociétés et les résultats obtenus par nos agences en FRANCE, qu'à UN HOMME d'environ 30 ans de HAUTE VALEUR, pour lequel le mot « OBJECTIF » signifie quelque chose de CONCRET.

Il doit être avant tout UN EXCELLENT COMMERCIAL et DISPONIBLE QU'IL IMMÉDIATEMENT.

La rémunération directement liée aux résultats de son agence ne sera pas inférieure à 200.000 FRANCS ANNUELS.

Env. curr. vitée à n° T 086.580 M. BERGE-PRESSÉ, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2°).

P.S. — 2 postes identiques sont à pourvoir à BORDEAUX et TOULOUSE pour SEPTEMBRE 1976.

SOCIÉTÉ TRÈS DYNAMIQUE Production et Distribution d'ÉNERGIES recherche

### ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

Sous l'autorité du Directeur Commercial, vous animerez et dynamiserez les responsables régionaux (cadres) et une trentaine de technico-commerciaux.

Vous avez une formation commerciale supérieure, 30 ans minimum et une solide expérience commerciale acquise à un poste similaire.

Le poste implique une très grande disponibilité car vous rayonnerez sur toute la France.

Vous êtes un homme de terrain et de contacts et avez de réelles qualités de meneur d'hommes.

Vous savez le lien entre la Direction, dont le siège est dans l'Ouest, et les équipes de vente.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et rémunération actuelle à NOELS CONSEIL, n° 237 B 2 M, 2220 PLOUGRESCAVE.

Importante Société Industrielle

Leader dans sa profession

OSCAR EXPORTATION 1972

recherche

1°) pour développer son

### SERVICE EXPORTATION

### CADRES CONFIRMÉS EXPORT

### INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Parfaitement bilingues ANGLAIS - FRANÇAIS. Déplacements fréquents à l'étranger.

2°) pour développer son

### SERVICE COMMERCIAL FRANCE

### AGENTS COMMERCIAUX

Postes concernant à personnes dynamiques ayant si possible l'expérience de la vente de biens d'équipement.

MISSION :

- Correspondance et relations téléphoniques avec les clients et les représentants ;
- Contribution au sein du Service Commercial au développement de la Société.

Cette Société, située à 160 km de PARIS, possède des filiales en Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, Pays-Bas, U.S.A.

Envoyer curriculum vitae manuscrit, et photo récente accompagnés de 2 documents récents à PESTIVYAN, CEDEX 510 X - 10080 TROYES CEDEX.

## CONTROLEUR DE GESTION

Nantes 130.000 FF

Notre client, un des plus importants groupes français de l'industrie alimentaire crée un poste de Contrôleur de Gestion afin de mieux coordonner et maîtriser le développement extrêmement rapide qu'il connaît actuellement. Rendement compte au Directeur Financier, ce Contrôleur de Gestion dirigera et coordonnera l'élaboration et le suivi des budgets annuels, des plans à moyen ou long terme, la conception et l'analyse des méthodes administratives, l'activité informatique ; soit environ une quinzaine de collaborateurs et cadres. Ce poste requiert une personne diplômée de l'enseignement supérieur, âgée de 30 ans au minimum, pouvant faire état d'une parfaite maîtrise des techniques de planification et d'analyse budgétaire (acquises dans une société anglo-saxonne de préférence), d'une bonne pratique de l'informatique et d'un sens très développé des contacts et de la communication. Ce groupe, en pleine expansion, offre des possibilités de développement de carrière exceptionnelles pour un homme compétent, de forte personnalité, capable de communiquer à tous les niveaux de direction. Les candidats intéressés devront adresser un C.V. à Michel SOYER - 6, Avenue Marceau, Paris 8ème sous la référence M.542. La plus grande confidentialité est assurée.

ALSACE Importants Sociétés Industrielles Françaises (500 personnes CA 130 MFHT.) recherche

### INGÉNIEUR DEVELOPEMENT

Maturité d'un homme de 35 ans environ ;

Formation Ingénieur (AM ou équivalent) ;

Expérience de préférence en Recherche, Développement ;

Connaissances des plastiques, fabrication de moules extrudés ;

Imagination, sens du réel, ténacité ;

Allemand indispensable, Anglais souhaité ;

Rémunération à la mesure d'un poste de haut niveau ;

Résidence dans le Bas-Rhin, à 1 h de Strasbourg.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous Réf. 72019 K

ADRESSE : SECE 11 Allée de Robertau 67000-STRASBOURG

Entreprise spécialisée dans l'impression, Marquage Industriel et Publicité 200 personnes, dans ville importante Centre-Ouest recherche un

### DIRECTEUR D'USINE

Il animer une bonne équipe de Cadres et Techniciens et gèrera la production en fonction des objectifs de la Direction Générale et en coopération avec elle. Il veillera à préparer les éventuels développements de l'usine.

Il serait souhaitable qu'il connaisse l'imprimerie du point de vue technique et du point de vue social. Possession de type Ingénieur ou équivalent. Expérience approfondie de commandement et de gestion. Age minimum 40 ans.

Adresser C.V. avec souhaits rémunérat. à L.P.A. M. GENEVAY, 11, square Jamin, 75015 PARIS.



SAINT-DENIS DE L'HOTEL (45)

leader de son marché

membre d'un groupe international

recherche

### CHEF DE COMPTABILITE ANALYTIQUE

CHARGE D :

- analyser et interpréter les résultats de productions des deux usines (méthode des standards) ;
- assurer le contrôle comptable des produits finis ;
- effectuer des analyses de prix de revient ;
- organiser, animer, superviser les activités du service (8 comptables).

NOUS RECHERCHONS :

- un diplômé études supérieures
- ESC option finances comptabilité analytiques de 2 ou 3 ans
- anglais souhaité.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé et photo à UNISABI S.A. Service du Personnel BP 7 45550 St Denis de l'Hôtel.

## chef de production

HAUTE NORMANDIE

Société Franco-Américaine, notre développement nous amène à rechercher pour une de nos unités de fabrication de biens d'équipement mécanique (moyenne et petite série).

INGÉNIEUR PRODUCTION (mécanique ou électro-mécanique) depuis quelques années, vous connaissez le métier et ses exigences : qualité, prix, délais, stocks, animation des hommes. Aujourd'hui, vous ne vous contentez plus d'être un mécanicien de nos capacités. Vous souhaitez élargir votre domaine d'activité et le champ de vos responsabilités. Nous vous confierons la coordination de l'ensemble des services PRODUCTION et ENTRETIEN (130 personnes) d'une de nos usines situées en Haute Normandie. Vous disposerez d'une grande autonomie.

Nous utilisons largement l'informatique pour notre ordonnancement de production et nous voulons encore progresser dans ce domaine ; l'anglais nous est souvent utile.

Votre avenir sera lié au nôtre, nous les voulons tous deux ambitieux.

Nous avons confié aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP le soin de réunir les candidatures. Envoyez leur rapidement sous référence 20119413M.

EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Vincennes

BANQUE FRANÇAISE affiliée à

GROUPE INTERNATIONAL IMPORTANT

recherche pour extension

réseau région COTE D'AZUR

### UN DIRECTEUR D'AGENCE

Pour création avec noyau clientèle assurée

5 ans expérience bancaire minimum exigés, comportant fortes connaissances en commerce international et habitude contacts clients.

Poste de responsabilité, d'initiative et d'avenir pour candidat de classe.

Adr. C.V. avec lettre man. et prêt. en le n° 53.493 à : CONTREBSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

UNITE SPECIALISEE DANS LA FABRICATION DE COMPOSANTS ELECTROMECHANIQUES

appartenant à un des plus importants groupes français recherche

### RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Agé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (grandes écoles commerciales ou d'ingénieurs), ayant 10 ans d'expérience Export et connaissant bien les problèmes de ventes de matériels aux industriels.

Anglais nécessaire. Allemand et Espagnol souhaités.

Poste basé dans une grande ville de province à 250 kms Sud de Paris.

Adresser C.V. sous référence 31102 à :

GEDEV SELECTION

34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

Important Constructeur spécialisé en électronique de puissance, CA 15 millions, en expansion à l'exportation, recherche pour son

SIÈGE SOCIAL à LYON

### ingénieur technico-commercial

### électricien

possédant une expérience en B.E. d'électronique de puissance capable d'assurer l'écoulement des commandes clients, l'élaboration et le suivi des offres en collaboration avec le service vente.

Déplacements de courtes durées.

Anglais lu.

Evolution possible vers de plus importantes responsabilités.

Débutant exclu.

### ingénieur électricien

possédant une expérience confirmée en B.E. d'électronique de puissance (convertisseurs statiques, variateurs de vitesse) pour création de nouveaux équipements. Débutant exclu.

Ecrire CABINET GATIER, Service M ou F, 32, rue Bavaria - 69008 LYON.

Réponses assurées et motivées.

### Cabinet Gatier

## débutant exportation

BSN-Gervais Danone propose à un jeune HEC-ESSEC-ECCP... débutant ou disposant d'une première expérience professionnelle, de contribuer au développement de Kronenbourg sur les marchés de la grande exportation.

Sous l'autorité du Responsable des Ventes grande exportation, il devra en permanence analyser les marchés en plein essor qui lui seront confiés, afin de proposer et de réaliser des objectifs de ventes ambitieux.

Ce poste, à pourvoir au siège de Kronenbourg à Strasbourg, nécessite des déplacements fréquents à l'étranger et une pratique courante de l'anglais ; espagnol souhaitable.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous la référence D08 à :

D. Herdoulain - BSN-Gervais Danone 128130, rue Jules Guesde 92302 LEVALLOIS-PERRET.

bsn.gervais danone

## SAVIEM

recherche un

### JEUNE CHEF DE SECTION COMPTABLE

niveau B.T.S., D.U.T. ou certificat comptable du D.E.C.S., ayant 2 à 3 ans d'expérience.

- il sera responsable d'une petite équipe chargée de l'ensemble des opérations comptables, de la paie du personnel, des déclarations sociales et fiscales et de l'établissement des bilans et comptes d'exploitation.

- Rémunération : 42.000 F +.
- Evolution de carrière assurée au sein du groupe.
- Lieu de travail : OUEST DE LA FRANCE.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions à SAVIEM, Direction du Personnel, 6-8, rue Jean-Jaurès, 92 - PUTEAUX.

## jeune contrôleur de gestion

DREUX

Société franco-américaine spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matériel pour l'industrie automobile, nous créons au sein de notre établissement de Dreux, le poste de contrôleur de gestion d'usine.

Rattaché au Directeur de l'Usine et en liaison avec les contrôleurs du siège, il aura pour mission de développer et d'assurer le contrôle financier de deux de nos unités de production (750 personnes, CA 90 M). Pour cela, il doit mettre en place un système de budgets, contrôler les coûts, les investissements.

Ce poste est une réelle opportunité pour un diplômé d'études supérieures (gestion, option finance et comptabilité), éventuellement débutant, prêt à apporter des idées nouvelles, capable d'assumer des responsabilités et de prendre des initiatives.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous réf. 401591 M. aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP, auxquels nous avons confié le soin d'étudier les candidatures.

EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Vincennes

| OFFRES D'EMPLOI                     | La ligne | La ligne T.C. |
|-------------------------------------|----------|---------------|
| Offres d'emploi "Placards encadrés" | 36,00    | 42,03         |
| minimum 15 lignes de hauteur        | 36,00    | 44,37         |
| DEMANDES D'EMPLOI                   | 8,00     | 9,18          |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.   | 65,00    | 75,89         |

## ANNONCES CLASSEES

| L'IMMOBILIER                         | La ligne | La ligne T.C. |
|--------------------------------------|----------|---------------|
| Achat-Vente-Location                 | 26,00    | 30,35         |
| EXCLUSIVITES                         | 32,00    | 37,36         |
| L'AGENDA DU MONDE                    | 25,00    | 29,19         |
| (chaque mercredi et chaque vendredi) |          |               |



### emplois régionaux

#### Important Constructeur Matériel Electromécanique recherche DIRECTEUR DES VENTES

- France et Etranger;
- 35 ans minimum;
- Ingénieur grande Ecole (dominante Electromécanique);
- Expérience vente matériel électrique industriels;
- Très disponible pour déplacements fréquents;
- Anglais indispensable;
- Résidence: Strasbourg (de préférence).

Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous Réf. 72031 E.

**ORES** SEGE 11 Allée de Robertsau 67000 STRASBOURG

#### FONDERIE 150 km OUEST PARIS. Poutre grise de haute qualité, 600 T/mois + MOULAGE MECANIQUE ET GROSSES PIECES (10 tonnes) recherche

#### DIRECTEUR DES VENTES EXPERIMENTE

- pour rénover et animer réseau distribution France et si possible export
- Résidence Paris possible;
- connaissance fabrication fonderie et outillage très souhaitable;
- récompensation fixe + intéressement résultat.

Adresser C.V. n° 1865 PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

#### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Ayant une bonne expérience des problèmes de personnel

POUR UNE SOCIETE REALISANT UN C.A. DE 40 MILLIONS DE F. LEADER DANS SA SPECIALITE Il sera directement placé sous l'autorité du président

- Ses responsabilités couvriront les fonctions suivantes:
- DIRECTION DU PERSONNEL.
- COMPTABILITE GENERALE.
- COMPTABILITE ANALYTIQUE.
- TRESORERIE.

Le poste est à pourvoir dans une grande métropole de l'Est.

Adresser curriculum vitae à DOLLFUS et NOACK, B.P. 1436 - 68056 MULHOUSE CEDEX.

#### CHEF D'EXPLOITATION

#### PROFIL:

- Ingénieur ou formation universitaire;
- Expérience professionnelle de trois années minimum à ce poste dans un centre de moyenne importance (gamme 1800-50-80);
- Maîtrise du matériel GII souhaitée.

Candidatures et prétentions et C.V. à adresser à: D. MARTIN - LE CREUSOT 62230 FRESNOY-LE-GRAND.

5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9°).

#### INGENIEUR INFORMATICIEN

- Alimentation programmable.
- Expérience au moins 1 an COBOL.
- Intéressé par environnement - Bases de Données - Télétransmission.
- Age optimum: 24 ans minimum.
- Lieu de travail: Région de Saint-Quentin (02).

Envoyer curriculum vitae détaillé, à: D. MARTIN - LE CREUSOT 62230 FRESNOY-LE-GRAND.

Discreté assurée.

#### Groupe important commerce international import export biens équipement toutes origines et destinations recherche

#### RESPONSABLE COMMERCE INTERNATIONAL Transit - Transports Internationaux - Douane

Chargé négocier avec transporteurs et transitaires air, mer, fer, rechercher et mettre en œuvre montages adaptés chaque affaire. Expérience confirmée et diversifiée nécessaire. Age: 35 ans environ. Anglais souhaité.

Adresser curriculum vitae à n° 8.074, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75227 Paris (9°).

#### Institut Pasteur PRODUCTION

recherche pour son usine du VAUDREUIL (27)

#### UN (E) JEUNE PHARMACIEN (NE)

Option INDUSTRIE - I.P.I.

Pour assurer la responsabilité du Service FABRICATION (injectables, lyophilisation)

Expérience Industrielle souhaitable

Env. C.V. + photo au Département du Personnel, 28, rue du Docteur-Roux - 75016 PARIS.

#### RÉGION SUD-EST

Société de chimie organique fine recherche pour son LABORATOIRE D'ANALYSES

#### INGENIEUR CHIMISTE OU EQUIVALENT

Adjoint au Chef de Service. Le candidat devra impérativement justifier d'une expérience de 3 ans minimum dans une industrie chimique.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 5.294 à:

**QIP** organisation et publicité 2, rue de Valenciennes - 92021 PARIS CEDEX 10

#### PROMOTEUR CONSTRUCTEUR C.A. : 90.000.000 recherche

#### pour BORDEAUX

#### 2 CHEFS DE PROGRAMME

chaque responsable, assisté d'une hôteesse - secrétaire - vendeuse, devra prendre la responsabilité de la vente d'un programme immobilier.

Nous offrons: fixe important, intéressement.

Les candidats seront reçus à PARIS mais les C.V. sous référence 281 doivent être adressés à:

**SELECONSEIL** 27, rue Turenne, BORDEAUX.

#### ECOLE DE L'IMAGE A EPINAL

pour son département communication:

#### UN PROFESSEUR PLASTICIEN DE LA COMMUNICATION VISUELLE

Pour tous renseignements, s'adresser à:

Ecole de l'Image (Ecole des Beaux-Arts) 15, rue des Jardinières, 28000 EPINAL

Tél.: (29) 82-98-91, poste 163.

#### Revue gastronomique régionale Sud de la France recherche

#### RÉDACTEUR EN CHEF

Expér. exigée. Envoyer C.V. détaillé, photo et prêtent. n° 7 862 M Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

#### POUR ENTREE EN FONCTIONS IMMEDIATE

#### A.T.S. recherche

#### 7 ANALYSTES PROGRAMMEURS

ayant expérience MINI-ORDINATEUR (Mitra ou T 1000), 2 à 3 ans d'expérience souhaitée.

#### 2 PROGRAMMEURS

IBM 7

Contrôle 3270, langage ASSEMBLEUR, expérience 1 à 2 ans minimum.

Envoyer C.V. détaillé

#### DIVISION A.T.S. INFORMATIQUE

4, av. Victor-Hugo, PARIS-16.

#### FILIALE GRANDE SOCIETE (C.A. : 30 millions)

diffusant des produits industriels destinés principalement à la Construction Electrique

#### recherche

#### CHEF DU SERVICE EXPORT

Il aura à mettre en place le Réseau des Ventes Export et à assister le Directeur Commercial pour la conduite du Réseau de Ventes France.

L'intéressé aura au moins 3 ans d'expérience de la vente des Produits Industriels et de préférence une formation de base scientifique ou technique.

Il devra lire l'allemand, l'anglais, rédiger en ces langues et parler l'anglais.

Le poste impliquera une formation de base scientifique ou technique.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions, sous le n° 8.074 à « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75227 Paris.

#### IMPORTANTE STE LYONNAISE (PRODUITS DURABLES DE GRANDE CONSOMMATION)

recherche pour son SERVICE ETUDES DE MARCHÉ A LYON

#### UN ASSISTANT (Homme ou Femme)

Conviendrait à jeune diplômé (e) Ecole de commerce, Sciences Eco. ou équivalent.

Libéré du S.M.

Gout des études qualitatives et quantitatives.

Capacité à travailler avec un planning et des objectifs.

Esprit ouvert et facultés d'adaptation sur le plan des contacts humains.

Ecrire avec réf. et prêtent. n° 54.250 Contessa Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q.l.

### offres d'emploi

### offres d'emploi

## IBM Structure dynamique, a besoin pour PARIS ET LES GRANDES METROPOLES REGIONALES de jeunes cadres

Hommes et femmes, diplômés des Grandes Ecoles, qui pour un 1er emploi souhaitent, même si cela paraît utopique dans une grande entreprise:

- des responsabilités de niveau élevé
- une structure à dimension humaine
- la faculté de penser et de faire valoir leurs idées
- une grande liberté de manœuvre
- donner une grande diffusion à des techniques évoluées
- des possibilités de carrière très vastes, y compris au niveau international.

Or, ceci constitue la trame journalière de l'activité des Ingénieurs de nos Services Commerciaux, activité très mal connue ou même décriée comme beaucoup de choses que l'on ne connaît pas: nous vous proposons d'en discuter avec nous pour peu que vous répondiez aux critères élémentaires qui vous rendent ces fonctions accessibles, notamment:

- aptitudes au maniement des techniques
- aptitudes et goût des études prospectives
- aptitudes à la synthèse de problèmes complexes
- aptitudes à communiquer et à défendre ses convictions
- goût d'une vie faite de diversité, de mobilité, d'action et d'initiative.

Les hommes devront être dégagés à court terme de leurs obligations nationales.

Pour un 1er contact, adressez votre lettre manuscrite, CV et photo sous référence ABA à J. BOHL Service Emploi - Conseil - Orientation 2, rue Marengo 75001 PARIS

#### Directeur Financier et Administratif

PARIS-PICARDIE F 130 000

#### INDUSTRIE MECANIQUE

La filiale française d'un très important groupe multinational spécialisée dans la conception, la fabrication et la vente de matériel mécanique de précision (C.A. 60 millions, 450 personnes, 2 usines) recherche un Directeur financier et administratif.

Dépendant directement du PDG et supervisant 20 personnes il sera responsable de l'ensemble des opérations comptables financières et administratives de la Société. Véritable « Contrôleur » il réorganisera le service comptable, concevra et mettra en place les systèmes comptables et procédures de contrôle interne, de contrôle budgétaire et de comptabilité analytique permettant un reporting mensuel.

Il sera chargé des relations avec les banques de la trésorerie et du secrétariat général de la société.

Ce poste-clé, très stimulant s'adresse à un candidat âgé de 35 ans minimum, ayant une solide formation comptable, financière et fiscale, il aura développé les qualités humaines indispensables par une expérience d'au moins 5 ans dans un poste de supervision équipe comptable dans une société anglo-saxonne. Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

De fréquents déplacements entre Paris et la Picardie sont à prévoir et laissent la possibilité de s'installer en Province.

Réf.: F 3701

Adresser C.V. détaillé, en spécifiant la référence, à G.-C. FULCONIS, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue de Maine, 75755 Paris Cedex 15. Discreté absolue.

## Les Editions du Seuil

### recherchent un DIRECTEUR COMMERCIAL

La poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans au minimum et se reconnaissant des dispositions particulières à travailler dans une maison d'édition

Ecrire avec CV aux Editions du Seuil Service SD 27 rue Jacob 75261 Paris Cedex 06

#### ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS activités internationales recherche son

#### DIRECTEUR FINANCIER

Année No PC 28768 - Contessa Publicité voir en page Monde de l'économie.

## DUCCO

recherche pour DEPARTEMENT COMMERCIAL STAINS

#### adjoint à responsable

#### GESTION DES STOCKS

position Agent de maîtrise, Etudes Secondaires ou formation équivalente, Bac souhaité. Expérience de 2 à 3 ans en matière de gestion des stocks.

Notions d'informatique appréciées. - 40 heures en 5 jours - restaurant d'entreprise - prime de fin d'année - avantages divers

Adresser CV, références et prétentions au Service du Personnel

43, rue Victor-Renelle - 93240 STAINS

#### L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES P.T.T.

#### RECRUTE SUR TITRES

#### 6 DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

(Polytechnique, Normale Supérieure, Centrale, ENSAE, HEC, ESSEC, INSEAD; Docteurs: Eco - gestion - maths appliquées - Droit + 1ère année DEUG mention sciences; Maîtrise de maths + Licence en droit ou sciences éco.)

#### AGE MAXIMUM 30 ANS

A la sortie de l'Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications, vous exercerez en qualité d'ADMINISTRATEUR vos activités dans des secteurs très variés:

- programmation et études économiques
- organisation de la production
- fonctions financières et comptables
- politique et gestion du personnel
- études commerciales
- informatique

CANDIDATURES REÇUES JUSQU'AU 14 MAI 1976

Pour tous renseignements complémentaires et inscriptions s'adresser:

Secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications

Direction du Personnel et des Affaires Sociales

Bureau E2

20, avenue de Ségur

75700 PARIS

Tél. 566.31.37 - 566.23.31 - 566.27.59

صكناش الامل





offres d'emploi

Banque Sud-Ouest  
La Direction du Personnel  
d'une Société Industrielle (+ 4.000 p.)  
recrute un

**ECONOMISTE  
et/ou  
JURISTE**

— Il se verra confier des études sociales  
notamment salariales - statistiques et de  
réglementation.  
— Ce poste intéresse un cadre ayant déjà  
une première expérience industrielle et attiré  
par des études très diversifiées impliquant le  
goût de l'exploitation des chiffres et du  
dialogue avec les moyens informatiques.  
Adresser C.V. et prétentions sous N° 4290  
à PARFRANCE P.A.,  
4, rue Robert Esnienne 75008 Paris  
qui transmettra

Importante Société de matériel médico-chirurgical  
pour création service MÉDECINE NUCLEAIRE  
recrute

**2 INGÉNIEURS  
ÉLECTRONICIENS**

Rattachés à la Direction technique et commerciale  
des postes impliquant un niveau technique  
élevé (Grandes Ecoles, Enseignement Supérieur)  
et une spécialité dans le domaine nucléaire.  
Une expérience de la vente en service radiologie  
serait appréciée.  
— Déplacements fréquents en province.  
— Salaire élevé.  
— Possibilité de promotion rapide.  
Téléphoner pour rendez-vous à :  
**SCOP 7**  
583-88-92 - 144, boulevard Masséna, - 75013 PARIS,  
à qui nous avons confié le recrutement.

Nous recherchons pour  
SECONDER un PRESIDENT  
de Syndicat Professionnel  
une

**Secrétaire Générale**

35 ans minimum, 1EP, Licenciée en DROIT  
ou équivalent, possédant expérience juridi-  
que, habitude des relations avec Organisations  
Professionnelles et Administrations, et  
soit des contacts humains.  
La rémunération ne sera pas inférieure à  
70.000 F annuels.  
Les dossiers de candidatures  
— sous Réf. M. 1153 à préciser sur l'enveloppe —  
seront traités confidentiellement par  
**DEVELOPPEMENT**  
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Nous fabriquons  
DES SYSTÈMES DE GESTION MULTITACHES et  
nous recherchons POUR PARIS des

**ATTACHÉS COMMERCIAUX**

Nous disposons de solides équipes logicielles  
et matériel.  
Si vous avez :  
— un fichier, la confiance de vos clients  
**VOUS NOUS INTÉRESSEZ.**  
Vous vous joindrez vous-mêmes. Nous de vous  
proposons pas de fixe, mais de TRÈS IMPORTANTES  
COMMISSIONS.  
Adresser nous votre curriculum vitae à : M.S.P.,  
30, av. Division-Ledero, 78210, ST-CYR-L'ÉCOLE  
ou téléphones pour rendez-vous : 045-15-44.

Nous recherchons  
**JEUNE DIPLOMÉ  
D'ÉTUDES SUPÉRIEURES**  
(Maîtrise d'informatique ou équivalent)

Première expérience professionnelle souhaitée,  
libéré des obligations militaires  
pour présentation et démarrage d'ordinateurs ainsi  
que formation de personnel  
Envoyer C.V. et prétentions à M. Grange &  
**Burroughs**  
8, rue Pierre-de-Coubertin, 93300 PONTAISE.

**EXA INTERNATIONAL**  
Première société française de conseil  
en développement international  
recherche un

**INGÉNIEUR CONSEIL**

pour assistance et conseil en exportation auprès  
de sociétés moyennes.  
Le candidat retenu aura exercé des responsabi-  
lités importantes au sein de la Direction Expor-  
tation d'une société industrielle. Il devra être  
âgé d'au moins 30 ans et avoir un diplôme d'In-  
génieur Grande École.  
Allemand indispensable. Trilingue langue sou-  
haitée.  
Nombreux déplacements France et étranger  
Env. C.V., photo et prêt. à EXA INTERNATIONAL,  
87, rue Saint-Lazare, - PARIS (9°).

**SOCIÉTÉ PROMOTION IMMOBILIÈRE**  
Filiale d'un groupe important  
recherche un

**COLLABORATEUR  
ou  
COLLABORATRICE**

ayant expérience immobilière  
pour gestion programmes.  
— position cadre ;  
— niveau d'études supérieures.  
Envoyer curriculum vitae et prétentions à :  
S.E.A.P. « Service A 3 »  
59, rue Saint-Lazare, PARIS (9°).

offres d'emploi

Tout particulièrement si  
VOUS ÊTES  
**MÈRE DE FAMILLE**  
ou  
**MULTICARTES**

Et vous n'avez que 10 h. par  
semaine ou plus à consacrer à  
une activité professionnelle  
demandant un sens aigu des  
relations humaines.  
— LE VOUS OFFRE  
**400 F PAR VENTE**  
d'un produit de grande classe.  
Vous n'êtes pas intéressée ?  
Téléph. moi maintenant par  
simplex à l'adresse ci-dessous :  
22-23-24, de 10 h. à 12 h.  
et de 14 h. 30 à 16 h.

Société d'ÉTUDES  
recherche  
pour grande banlieue OUEST  
50 km PARIS

**INGÉNIEUR  
ÉLECTRICIEN  
ÉLECTRONICIEN**

POSITION 1 ou 2  
Préparation schémas électriques  
à partir de plans  
Expérience Bureau d'Études  
appréciée.  
Libre rapidement  
Env. C.V. et prétentions sous le  
N° 54165, Contesse Publicité,  
20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

STE MITSUI et Cie Euro S.A.  
Sib. internationale de Japon  
rech. pour son service client  
**AGENT TECHNIQUE-COMM.**

Age max. 35 ans. - Bilingue  
français-japonais. V. et P.E.C.  
exp. fil synthétique, fil naturel.  
Envoyer C.V. et prêt. à :  
M. ROULLIN, 17, rue de  
Serbie, PARIS (9°).

Société de restauration  
ferroviaire  
recherche

**RESPONSABLE**  
pour administration personnel  
salarial et retraite  
connaissant la paie,  
notions informatiques appréciables.  
Adresser C.V. et candidature et  
prétentions, à :  
GAIL SERVICE  
24, r. du Commandant Louchette  
75014 PARIS.

**CAISSE DE RETRAITE**  
recherche

**RÉDACTEUR**  
Niveau capacité en droit  
pour traites, dossiers,  
liquidation de retraites.  
Poste à pourvoir immédiatement.  
Semaine 40 heures.  
Horaires variables.  
Rémunération 13 mois 1/2.  
Tél. pr ROEX-75, 20-22-79  
au CARPENTIER, 47, rue de  
Monceau, Paris (8°),  
avec C.V.

Cabinet Expert-Comptable  
AUSTERLITZ - cherche

**1) COMPTABLE**  
confirmé (e) niveau DECS  
**2) AIDE-COMPTABLE**  
T.N. pr rétro-25 : 337-82-64.  
Lombardini-France rech.

**UN VENDEUR**  
pour prospecter 15 départe-  
ments du Nord de la France et  
autour de Paris.  
— une formation de motoriste  
et de mécanique générale  
ainsi qu'une exp. ciale  
serait très appréciée.  
— le candidat devra être très  
disponible pour voyager (5 j.  
par semaine).  
— son âge, 23 ans min.  
Adresser C.V. détaillé à :  
S.A. LAMARCAIN-FRANCE  
8, r. Béquet, 92000 RUEIL-MAÏM.

Cabinet expert-comptable  
Saint-Lazare recherche

**COLLABORATEURS  
JEUNES DIPLOMÉS  
OU NIVEAU RÉVISION**

3 à 5 ans min. de pratique,  
rapidement. Situation  
d'avenir. Env. C.V. et prêt. à  
S.E.C. 112, r. du Rocher  
75008 PARIS.

**BON SALAIRE**  
13<sup>e</sup> mois compris 1<sup>er</sup> éch.  
Sér. réf. textile gros.  
JANO, 35, rue de Turbigo-3<sup>e</sup>.  
22-24-26

Entreprise presse spécialisée  
rech. jeune

**COLLABORATEUR (TRICE)**  
pour l'élaboration d'un pro-  
jet dans équipe rédactionnelle.  
Dactylo et anglais indispensables.  
Libre immédiatement. Env. C.V.  
au N° 807 « le Monde » Pub.  
S. r. des Italiens, 75017 Paris-17<sup>e</sup>.

**UN GROUPEMENT  
EN DÉVELOPPEMENT**  
(Meubles, Electro-Ménager,  
Libre-Service...) recherche

recherche URGENT pour  
PARIS BANLIEUE et NIMES

**RESPONSABLES  
MAGASINS**

HOMMES de terrain, ils sont  
chargés de l'Animation Com-  
merciale et Humaine du Point  
de Vente et en assurent le suivi  
administratif.

Ces postes sont une bonne op-  
portunité pour des candidats  
ayant par exemple une expé-  
rience de Responsable Rayon  
(Bazar, Electro-Ménager, Meub-  
les), dans la Distribution G.S.  
et souhaitant se promouvoir  
grâce à leurs qualités commer-  
ciales et humaines.

Env. C.V. détaillé et rémuné-  
ration actuelle 3<sup>e</sup> éch. à  
S.I.P.E. 3, rue de Choiseul,  
75002 PARIS.  
DISCRETION ASSURÉE

Importante sté alimentaire  
région parisienne  
recrute

**CHEF DU SERVICE  
GRANDES SURFACES**  
Les candidats auront exercé  
responsabilité similaire et dirigé  
des agents de rayon.  
Adresser C.V. manuscrit et prêt.  
à Label, 1400 Vincennes qui tr.

Société située à  
94-IVRY-SUR-SEINE  
rech. pour son laboratoire

**A.T.P.  
ÉLECTRONICIEN**  
Anglais, logique et  
notions d'informatique  
souhaitées.

Envoyer C.V. N° 54222,  
Contesse Publicité,  
20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

offres d'emploi

**responsable  
marketing**

Tout Important Société d'Élaboration et de Distribution  
de VIN et SPIRITUEUX recherche pour assister son  
Directeur Commercial dans la définition de sa politique  
et de ses lignes de produits, un **RESPONSABLE** qui, basé  
à l'esprit « marketing », de la vente de vins de grande  
consommation, veuille à l'élaborer, dans un premier  
temps, en liaison d'étude et de conseil, pour ensuite,  
mettre en application.  
Cette création de poste nécessite un collaborateur âgé  
de minimum de 35 ans, de formation HEC, Sup de Co  
ou ESSEC et maîtrise anglaise.  
Pour information sur le poste, adressez lettre manuscrite,  
C.V. et prétentions sous réf. 8828/M à  
**CONSEIL EN RECRUTEMENT  
CNPQ 105, av. V.-Hugo - 75116 Paris.**

**I. D. E.**

Sélectionnera parmi les candidats téléphonant  
le jeudi 22 et le vendredi 23 avril

**5 DÉLÉGUÉS CONSEILS**

Cette opportunité est à saisir par des hommes  
libres rapidement. Ayant pour qualités premières :  
Ambition + Dynamisme.  
Formés, assidus, intégrés à une équipe d'âge  
moyen, 30 ans, ils pourront atteindre des rémuné-  
rations d'un haut niveau :  
**50.000 F/AN + FRAIS.**  
Si vous disposez d'un téléphone personnel,  
prenez R.-V. avec M. HEBERT, tél. 586-11-24,  
ou envoyez curriculum vitae à  
I.D.E. - D.R.E.,  
177, boulevard de Créteil,  
91000 SAINT-MAUR.

Si vous disposez d'un téléphone personnel,  
prenez R.-V. avec M. HEBERT, tél. 586-11-24,  
ou envoyez curriculum vitae à  
I.D.E. - D.R.E.,  
177, boulevard de Créteil,  
91000 SAINT-MAUR.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
ÉTUDES ET RÉALISATIONS**  
recherche

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX**

Très dynamiques, minimum 35 ans  
Formation commerciale supérieure  
Expérience de l'Engineering et projets industriels  
menés en France et à l'étranger.  
Capables d'assurer les missions de prospection,  
préparation d'offres, réduction de contrats et  
suivi commercial des affaires.

**ANGLAIS COURANT**  
Lieu de travail : BANLIEUE SUD PARIS  
Adresser C.V. détaillé et prêt. sous le N° 33496, à :  
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

**URGENT**  
IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
recherche pour son siège à PARIS  
(quartier Saint-Lazare)

**ANALYSTE PROGRAMMEUR  
GAP II**

avant expérience confirmée sur IBM 3  
(connaissance de l'IBM 3/15 appréciée)  
Restaurant d'entreprise - Avantages sociaux.  
13<sup>e</sup> mois - Possibilité de congés 1978.  
Adresser C.V. détaillé et prétentions à S.A.F.A.A.,  
73, rue de La Condamine, - 75017 PARIS.

**USINE EUROPÉENNE D'UN GROUPE MONDIAL**  
offre la fonction très intéressante de

**Délégué d'usine permanent pour la France**

au candidat qui s'y connaît dans le commerce et  
l'emploi de moteurs hors bord et qui, en outre,  
satisfait aux exigences suivantes :  
— être de nationalité française, connaissance ap-  
profondie de la langue anglaise et si possible  
de l'espagnol, contacts humains faciles, expé-  
rience des relations avec une grande entreprise,  
résider à Paris et posséder une voiture, être  
disposé à effectuer de nombreux déplacements  
dont certains en Suisse et en Espagne.  
Les candidatures, rédigées en anglais, avec résumés  
des expériences acquises et photo récente, sont à  
adresser, sous réf. ED 5317, à ZAVAS, Service des  
Réponses, 136, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-  
sur-Seine, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE PARIS  
LEADER SUR MARCHÉ**  
recherche

**1 CONTRÔLEUR  
DE GESTION**

● Il aura la responsabilité des fonctions admini-  
stratives, comptables et financières de 2 filiales  
nouvellement créées en FRANCE.  
● Anglais indispensable.  
● Salaire de départ : 80.000 F par an.  
Ecrire sous le numéro T 8579 M, Régie-Pressé,  
83 bis, rue Beaumour, 75002 PARIS.

**BANQUE PRIVÉE NORD DE PARIS**  
recherche

**CHEF DE PRODUITS  
COMPTÉ - CHEQUES**

— Formation supérieure ou I.T.B. - C.S.B. ;  
— Une connaissance approfondie du système ban-  
caire est indispensable à la pleine réussite  
dans l'entreprise.  
Envoyer C.V. man. et détaillé + photo et prêt. à :  
REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Beaumour, PARIS (2°).

**SOCIÉTÉ MATÉRIEL  
ÉQUIPEMENT HOSPITALIER**  
recherche

**CHEF DE PRODUITS**  
bien introduit en milieu hospitalier pour  
TABLES CHIRURGICALES  
MATÉRIEL DE STÉRILISATION.  
Envoyer curriculum vitae, photo ss le N° 33144 à :  
J.R.P. - PARIS (8°), qui transmettra.  
(DISCRETION ASSURÉE.)

offres d'emploi

IMP. GROUPE PRIVE  
D'ASSURANCES  
recrute

**ÉLÈVES  
INSPECTEURS  
I.A.B. PARIS  
et PROVINCE**

Nous offrons :  
— Une intégration immédiate  
dans l'équipe commerciale ;  
— Une formation complète en  
assurance ;  
— La participation, au cours  
du stage, à des activités  
commerciales concrètes et  
diversifiées.  
Nous recherchons :  
— Des jeunes gens libérés des  
obligations militaires ;  
— Titulaires d'une licence ou  
d'une formation équivalente ;  
— Possédant de réelles qualités  
d'animation.  
Adresser C.V. et photo N° 53.897  
CONTESSE PUBLICITÉ  
20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q.t.

**IMPORTANT CENTRE  
DE RECHERCHE  
GRANDE BANLIEUE  
NORD DE PARIS**  
recrute

**TECHNICIEN**

Niveau B.T.S. ou équivalent,  
ayant de bonnes connais-  
sances en physique élec-  
trique et mécanique et  
une expérience diversifiée  
en activités techniques  
ou de laboratoire.  
Pour occuper un poste de  
CHEF DE GROUPE  
ACHATS TECHNIQUES.  
Son contact humain,  
esprit méthodique,  
Formation complémentaire  
assurée.  
Adresser C.V., photo et prêt.  
PUBL.  
20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

**SOCIÉTÉ DE VENTE  
d'instruments de laboratoire  
et appareils de recherche  
scientifique et médicale,  
siège PARIS,  
recherche  
pour la Direction France  
EXPORT/IMPORT**

**CADRE**

dynamique, ayant des connais-  
sances techniques, commerciales  
et administratives.  
Ecrire à N° 32.008 PUBLICITÉ  
ROGER BLEY, 101, r. Beaumour,  
75002 PARIS, qui transmettra.

**IMPORTANT SOCIÉTÉ  
CÉRAMIQUE**  
recherche

**DIRECTEUR  
ARTISTIQUE**

Capable animer studio de créa-  
tion. Très bonne formation.  
Imaginatif. Sens du décor et  
des formes.  
Lieu de travail : PARIS  
Adresser C.V. manuscrit et  
photo N° 33.564 CONTESSÉ  
PUBLICITÉ, 20, av. Opéra,  
Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**VENDEUR (SE)**  
CONFIRME CUISINE  
(Amiral - Sématic, etc.),  
pour ville haut pouvoir d'achat.  
Situation intéressante pour can-  
didat dynamique, C.V. à A.P.,  
boîte poste 46, 7200 FONTA-  
INEBLEAU - Discretion totale.

Implé Société Construction  
électrique CLICHY  
recherche

**AGENT  
TECHNIQUE-COMMERCIAL**  
Formation S.A.C. G.  
Déplacements continus  
pour animation réseau  
éditeurs grossistes  
et revendeurs.  
Min. 25 ans. Permis conduire.  
Ecrire C.V. et prêt. sous  
N° 11.987 à BLEU, 17, r. Labat,  
93000 VINCENNES.

Importante Société  
TRAVAUX PUBLICS  
recherche pour son  
Bureau d'Études

**METREURS CONFIRMÉS  
GENIE CIVIL**

Prendre contact par téléphone,  
757-91-40, poste 261.

**CENTRALE D'ACHATS  
et de SERVICES**  
en exposition  
pour super et hypermarchés  
PARIS (16<sup>e</sup>) - recherche

**MERCHANDISER**  
3/4 ans expérience  
formation commerciale +  
expérience libre-service  
Poste d'action  
comportant déplacements  
en exposition  
Animation équipe lancement  
Ecrire à M. JARJIC MLADEN  
et C<sup>o</sup>, 97, av. A.-Gréard, 92120  
MONTRIGNE, TÉL. 359-08  
CAUSTRA. Intermed. s'abstenir.

**CGR/TMT**  
(branche médicale  
du groupe Thomson-Brandt)  
6, rue Vauvray  
92222 SAINT-CLOUD  
dans le cadre de son expansion  
recherche

**CADRES CCAUX**  
pour diffuser stimulateurs  
cardiaques implantables  
(PACEMAKERS). Déplacements  
fréquents en métropole.  
Ecrire avec C.V. détaillé  
au Service du personnel

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
FILIALE GROUPE  
AMERICAN**  
recherche

**CONTROLLER  
BILINGUE**  
ayant eu responsabilités  
administratives comptables  
et financières d'un contrat  
à l'exportation,  
pour un poste clé en main,  
valeur : 400 millions FF.  
Lg. 2 conditions :  
Bilingue français-anglais  
et exp. sont essentielles.  
Adresser C.V. et photo, s/n° 54.863,  
Contesse Publicité, 20, av.  
de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

offres d'emploi

Importante société région parisienne  
cherche

**CHEF de DÉPARTEMENT**

**BON ANIMATEUR** pour diriger la division produits  
chimiques pour métallurgie et traitement des  
métaux.  
Préférence à **INGÉNIEUR CHIMISTE**  
Anglais indispensable  
Envoyer C.V. photo et prétentions à N° 53.827,  
CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra,  
75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Institut de formation professionnelle  
continue en expansion  
recherche

**JEUNE DIPLOMÉ**

enseignement supérieur  
ayant une bonne connaissance de l'entreprise.  
Fortes personnalités.  
Pour poste de relations extérieures  
et visites des entreprises.  
Possibilités d'avancement  
Salaire et fêtes toutes chères.  
Envoyer C.V. et prétentions à S.I.P.E., référence 517,  
4, rue Chatelet, 75002 Paris.

**HYMO**  
Lavage et maintenance S.A.  
cherche pour région parisienne

**UN VENDEUR  
TECHNIQUE-COMMERCIAL**  
pour tables électroniques  
et plates-formes de travail.  
Capable discuter et proposer  
solutions, maintenance.  
Salaire : 4.000 F + comm.  
Ecrire à N° 8.828  
« le Monde » Publicité,  
5, rue des Italiens, 75017 Paris.

Pour poste  
**ADJOINT  
CHEF COMPTABILITÉ**  
recherche  
ELEMANT DYNAMIQUE  
ayant le sens de l'organisation  
du travail. Formation comptable  
supérieure.  
EXPERIMENTÉ  
Pouvant s'intégrer dans une  
équipe jeune de 25 personnes.  
Age minimum : 30 ans  
Sérieuses références exigées  
Bon salaire  
Vacances assurées  
Téléphone : 238-40-40, Poste 708

**LABO RECHERCHES  
UNIVERSITAIRE ORSAY**  
demande

**ELECTROMÉCANICIEN**  
en vue exploitation entretien  
grand ensemble électrique de  
10.000 KVA.  
B.T.S. Electromécanicien edg.  
Démarré O.J.A.  
Horaire : 3 x 8 v compris W.E.  
Ecrire avec C.V.  
Service du Personnel  
Accélérateur Linéaire  
Bâtiment 200 - 91408 ORSAY

**INGÉNIEURS**  
expérience souhaitée.  
Adresser C.V. détaillé à  
MARSEN INFORMATIQUE  
11, rue Bachaumont,  
Paris-2<sup>e</sup>. Tél. 236-3413.

**T.I.T.N.**  
recherche  
**INGÉNIEURS**  
Grandes Ecoles ou équivalent  
pour travaux de programmation  
en langage Fortran.  
NITRA 15.  
Libre rapidement.  
Env. C.V. à M. Gustave-Ehrlich  
91420 MORANGIS.

**IMPORT. ADMINISTRATEUR  
PIMMEUBLES RECH.**  
COMPT. Ecrire JOLIVET  
14, r. Vauvargues, Paris-10<sup>e</sup>.

capitaux ou proposit. comm.

**THOMPSON COCHRAN,**  
du Groupe CLARKE CHAPMAN Ltd.,  
premier constructeur britannique de chaudières  
industrielles à tubes de fumées,  
cherche à s'associer avec une Société fran-  
çaise dans le but d'établir une méthode  
efficace de distribution de ses produits en  
France.

Pour ce faire, nous sommes prêts à envi-  
sager tous accords tels que : création  
d'une filiale commune, cession de licence,  
assemblage de nos produits, ou tout autre  
forme d'opération commune.  
Les propositions des Sociétés intéressées  
seront reçues à l'adresse suivante :

**Clarke  
Chapman**  
France  
182, av. Jean-Jaurès, 92140 Clamart  
Tél. 644-03-65

**représent.  
offre**

Pr invest. constr. et prêt. vrs  
argent ou export. votre produit  
indust. alim. ou vs mat. prem.  
chimique, santé, électronique,  
textile et tout prêt-à-porter) et  
les pays de l'Est et les pays en  
voie de développement (Afrique,  
Moy.-Orient, Extrême-Orient ou  
Amérique du Sud) ou si vous vou-  
lez acheter les prod. ces pays  
O.T.C. vous aiderez.  
Ecrire à M. JARJIC MLADEN  
et C<sup>o</sup>, 97, av. A.-Gréard, 92120  
MONTRIGNE, TÉL. 359-08  
CAUSTRA. Intermed. s'abstenir.

**REPRÉSENTANTS V.P.P.**  
Commission machines-outils alg.  
Ecrire C.V. à C. DUFOUR,  
143, bd Chancy, 93107 Montreuil.

Constructeur maisons individuel.  
recherche pour SUB-EST  
et NORD-OUEST DE PARIS

**REPRÉSENTANT EXCLUSIF**  
Slatut V.P.P. Fixe + frais + %.  
Favilons légers à disposition.  
Expérience vente dans profes-  
sion approp. Env. C.V. et photo  
N° 8.827, « le Monde » Publicité,  
5, r. des Italiens, 75017 Paris-1<sup>er</sup>.

**COLLABORATEUR  
FORMATION V.P.P.**  
est recherché par AGENT IM-  
MOBILIER rég. NOGENT-SUR-  
MARNE pr démarcher, accom-  
pagnement clients en place.  
Faire offre à C.C.S.P., 49, r. du  
Rocher, 75008 PARIS. 232-54-31.

Deux grands constructeurs  
machines-outils  
— C. DUFOUR (franchise)  
93 - Montreuil ;  
— INNOVATIONS MECANIQUE  
(tour), à 77-Moret-sur-Loing  
recherchent un

**REPRÉSENTANT V.P.P.**  
sur région parisienne.  
Connaissance mach-outils exigée.  
Ecrire C.V. à C. DUFOUR,  
143, bd Chancy, 93107 Montreuil.

**enseigner.**  
C.I.P.E. vous propose des sémi-  
naires de révision intensive des  
certificats du DECS du 2





## JUSTICE

### M. André Braunschweig a été réélu président de l'Union syndicale des magistrats

De notre correspondant

Bordeaux. — Le congrès de la réflexion s'est terminé samedi 24 avril, à Bordeaux, sans surprise pour l'Union syndicale des magistrats, qui a réélu à sa tête le président sortant, M. André Braunschweig, qui était d'ailleurs seul candidat.

Cette dernière journée a été marquée comme les deux précédentes par le problème de l'indépendance de la magistrature. « En général, devait affirmer le président, les magistrats sont indépendants, mais leur statut actuel peut donner le soupçon qu'ils ne le sont pas. »

St c'est pour acquiescer une totale crédibilité — tout en notant bien que le syndicalisme dans la magistrature interdit toute prise de position quant aux problèmes

sociaux ou législatifs — que les congressistes se sont donné les objectifs principaux :

● De nouvelles structures ou Conseil supérieur de la magistrature. — Celui-ci doit être doté d'un véritable pouvoir délibératif et ne plus être qu'un simple organisme consultatif. Ses membres doivent être élus et non plus nommés, et il doit comprendre, paritaire, des magistrats élus par leurs pairs et des personnalités extérieures au corps judiciaire.

● L'indépendance des magistrats du parquet. — L'U.S.M. s'oppose à toute tentative visant à fonctionnariser les parquets et la transformation des procureurs de la République ou des substituts en commissaires du gouvernement. Le moton des congressistes est net : « Le magistrat du parquet est et doit rester un magistrat à part entière », est-il indiqué ; la motion dénonce, d'autre part, le système qui place le parquet, pour le fait d'engager ou non des poursuites, « sous l'autorité du pouvoir politique » et ce, « dans une situation ambiguë, avec un minimum de garanties d'indépendance ».

● Les rapports entre le juge et le justiciable. — L'U.S.M. a proposé un code où sont définis les droits fondamentaux du justiciable, notamment pour ce qui concerne l'aide judiciaire, le droit à l'information, l'accès au juge sans intermédiaire et la sécurité du justiciable dans ses rapports avec la justice.

#### LE NOUVEAU BUREAU

Avec M. André Braunschweig, président (réélu directement par les congressistes par 438 voix sur 461 votants ; 446 suffrages exprimés), un nouveau bureau émanation du conseil syndical — a été élu. Voici sa composition :

Vice-président : M. Jean Georges Diemer (poste créé) ; secrétaire général : M. André Ortoland (M. Paul Mallibert n'avait pas demandé le renouvellement de son mandat) ; secrétaire général adjoint : M. Jean-Marie Desjardins ; trésoriers : M. Jean Perfetti, Mlle Odile Vigneau, M. Jean Jacques Gomez, M. Gabriel Khazadar ; trésorier général : Mlle Françoise Nedelle ; trésorier général adjoint : M. Jean Pascal ; assesseurs : Mme Paulette Vanpouille, M. Jean Sarcelet, Mlle Remond.

### L'AFFAIRE ROLAND AGRET

#### La commission chargée d'étudier la demande de révision du procès se réunit en présence de M. Lecanuet

La commission chargée d'étudier la demande de révision du procès de Roland Agret devait se réunir, ce lundi 26 avril, à Paris, sous la présidence du garde des sceaux, M. Jean Lecanuet, auquel elle doit donner son avis. Cette commission est composée de trois magistrats de la Cour de cassation, pris en dehors de la chambre criminelle, et de trois directeurs du ministère de la justice.

Les avocats de Roland Agret, M. Jean Dissier et Marie-Christine Etelin, ont déposé qu'aucun magistrat spécialisé dans les affaires criminelles ne siègeait dans cette commission. Ils estiment surtout regrettable que ses travaux se déroulent sans débat contradictoire. « Cela rend en cause un des grands principes du droit français », a déclaré M. Etelin. « Dans la procédure de révision, a-t-elle ajouté, cette contradiction des débats n'est pas interdite : c'est donc seulement à l'usage qu'il s'est établi que les défenseurs ne sont pas appelés à donner leur avis sur l'enquête. »

Après avoir entendu cette commission, le garde des sceaux pourrait ouvrir la procédure de révision en transmettant le dossier au procureur général de la Cour de cassation qui, à son tour, le transmettrait à la chambre criminelle de la Cour suprême. Celle-ci est appelée à statuer ou à ordonner toute enquête utile. M. Dissier a indiqué que « l'article 624 du code de procédure pénale permet de libérer la personne dont le procès fait l'objet d'une procédure de révision ». Ainsi, le débat sur le dossier pourrait se dérouler alors que Roland Agret ne serait plus incarcéré.

A la veille de la réunion de la commission de révision, le docteur Tosti, médecin de l'administration pénitentiaire, a adressé

à M. Lecanuet un rapport détaillé sur l'état de santé de Roland Agret qui est corrélatif de la faim. On ne connaît ni les termes ni les conclusions de ce rapport qui est resté confidentiel. Toutefois, les avocats du défendu ont estimé pouvoir dire que « après lecture du rapport, M. Lecanuet, sait qu'il est urgent de prendre une décision ». Roland Agret qui est gardé dans une chambre de l'hôpital Salvaire à Marseille, aurait perdu 31 kilogrammes depuis le début de sa grève de la faim. Selon ses avocats, « il refuse toujours d'être placé sous perfusion et accepte du corps médical que les médicaments qui lui permettent de garder sa lucidité ».

Parmi les réactions que continue de susciter cette affaire, on relève, samedi 24 avril, celle du professeur Alfred Kastler, prix Nobel, qui a adressé à M. Lecanuet un télégramme dans lequel il déclare s'associer à tous ceux qui demandent au garde des sceaux de décider une suspension de peine, en vue de la révision du procès. M. Kastler a également écrit au garde des sceaux de décider une suspension de peine, en vue de la révision du procès. M. Kastler a également écrit au garde des sceaux de décider une suspension de peine, en vue de la révision du procès.

### M. François Mitterrand ne croit pas que Pierre Goldman soit l'assassin de Mme Delaunay et de Mme Aubert

M. François Mitterrand, qui commente l'actualité ce lundi 26 avril à Europe N° 1, a estimé que Pierre Goldman, dont le second procès s'ouvre ce jour devant les assises de la Seine à Amiens, n'était pas le meurtrier d'une pharmacienne, Mme Simone Delaunay, et de son employée, Mme Janine Aubert : « Le livre écrit par Pierre Goldman, les explications qu'il a données, le prouvent, a-t-il dit. M. Mitterrand. Tel que je sens les choses, il semble bien que la nouvelle chance donnée à Goldman par la Cour de cassation puisse être jouée par lui à plein. Je ne crois pas qu'il soit l'assassin. » (1)

#### L'affaire Agret et le SAC

D'autre part, M. François Mitterrand a déclaré que le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, « devrait mettre fin au plus tôt aux agissements du Service d'action civique ». M. Mitterrand faisait allusion au témoignage apporté par Antoine Santelli dans l'affaire Roland Agret (le Monde daté 25-26 avril), témoignage mettant en cause

cette « police parallèle ». « Il ne peut plus y avoir de police politique en France », a-t-il ajouté. M. Mitterrand, et comme on lui faisait remarquer qu'en 1974 le ministre de l'Intérieur avait affirmé qu'il n'y avait plus de police parallèle, le premier secrétaire du parti socialiste a déclaré que c'était là « une affirmation d'intention ». « Je ne suis pas sûr qu'elle ait été respectée », a-t-il dit.

Pour ce qui concerne l'affaire elle-même, M. Mitterrand a déclaré que les retards inutiles de la chancellerie et du garde des sceaux à cet égard, et il a souligné que la révision du procès de Roland Agret soit effectuée au plus vite ».

(1) Pierre Goldman avait été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de Paris, le 14 décembre 1974, pour trois agressions à main armée qu'il reconnaissait et pour les deux meurtres — qu'il a toujours niés — de Mme Delaunay et Aubert, tuées à Paris le 19 décembre 1969. L'arrêt de la cour d'assises de Paris avait été cassé le 20 novembre 1975 par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

### A la Cour de sûreté de l'Etat

#### LE DOCTEUR EDMOND SIMEONI SERA JUGÉ LE LUNDI 17 MAI

Le procès du docteur Edmond Simeoni qui, avec son frère Max, dirigeait l'ARC (Action pour la Renaissance de la Corse), dissoute le 27 août dernier, s'ouvrira le 17 mai prochain devant la Cour de sûreté de l'Etat ; le docteur Simeoni est inculpé de prise de commandement d'une bande armée en vue de s'armer contre l'autorité de l'Etat, d'arrestations illégales, de séquestrations de personnes et prises d'otages et de tentatives d'homicides volontaires sur des agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions.

Huit autres autonomistes corses seront jugés au cours du même procès. Ils sont inculpés de participation à une bande armée en vue de s'armer contre l'autorité de l'Etat. M. Edmond Simeoni est ses huit co-accusés avaient tous été appréhendés après les incidents d'Aléria des 21 et 22 août 1974. Le docteur Simeoni avait, à la tête d'une cinquantaine d'hommes armés pour la plupart de fusils de chasse, occupé une cave viticole appartenant à un rapatrié d'Afrique du Nord, M. Henri Depelle. Deux gendarmes mobiles avaient été tués et quatre autres blessés au cours de l'assaut qui avait suivi.

#### M. MAX SIMEONI : la politique du pire.

Dès que la date du procès a été connue, M. Max Simeoni, a fait la déclaration suivante :

« Notre première constatation est que les mesures d'apaisement demandées après Aléria par toute la population corse, et sous toutes ses formes, ont été ignorées. Vu la gravité des chefs d'accusation, les lacunes patentes de l'instruction et le caractère exceptionnel de la juridiction, je suis quand même, cet après-midi, semblé difficile que le jugement puisse répondre au vœu du peuple corse. »

En effet, à moins d'un acquiescement qui serait spectaculaire, la condamnation qui va être prononcée risque d'apparaître comme à Paris, alors même qu'elle sera ressentie chez nous comme une profonde injustice. Et cela comporte des risques sérieux d'aggravation de l'état de la Corse. De toute manière, il s'agit d'une dérive politique, qui n'aura rien à voir avec les magistrats. Et l'on peut se demander si le pouvoir politique n'a pas décidé de mener la Corse à la ruine, tant il est vrai que l'esprit de provocation peut se manifester à travers des décisions de tribunaux. »

Le Comité de soutien aux patriotes corses emprisonnés a tenu, samedi 24 avril, un communiqué pour protester contre les décisions de la justice. Les trajectoires des balles ne prouvent pas de la cave mais de l'arrière des gendarmes. »

L'Institut de l'expertise judiciaire de la Côte d'Azur (I.C.A.) a clos, samedi 24 avril à Nice, par un débat de synthèse, la première session. Créé le 17 octobre 1975 sur l'initiative de magistrats, d'universitaires et d'experts, sous l'égide du Centre d'études judiciaires de la faculté de droit de Nice, il a réuni, pendant six mois, quelque trois cents experts : initiation au droit judiciaire général, théorie de la preuve judiciaire, pratique professionnelle, technique du rapport d'expertise judiciaire, ont constitué l'essentiel de l'enseignement dispensé dans un souci de formation permanente.

Parti de la occasion première d'apporter aux seuls experts une formation ou un complément de formation initiale spécifique judiciaire, l'Institut d'études de l'expertise judiciaire a proposé, duquel le ministre de la justice avait souligné l'intérêt qu'il attachait à de telles initiatives, pourrait être amené à ouvrir à d'autres catégories socio-professionnelles. Il faut noter que cet institut fonctionne sans aucune subvention, avec l'unique pécuniaire de droits d'inscription.

(1) Siège administratif, 13, boulevard de Cambrai, 95230 Nice.

Il est mort de prison — dont six avec sursis — pour un meurtre. Arrêté lors de la manifestation des étudiants du 23 avril à Paris, un jeune homme âgé de vingt-deux ans, M. Carel Gigot, élève de terminale d'un lycée privé, a été jugé, samedi 24 avril, par la vingt-troisième chambre correctionnelle, siégeant en audience de flagrant délit, à huit mois de prison dont six mois avec sursis pour bris de clôture, outrage à agent et port d'arme. Un inspecteur de police en civil avait vu le jeune homme briser la vitrine d'un magasin de fruits et légumes, Villa d'Orléans, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement, puis crier des slogans hostiles à la police et brandir un pied de chaise comme matraque.

## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

#### LE RAPPORT DE LA COMMISSION DU VII<sup>e</sup> PLAN

### Sans changement de politique on risque des « ruptures sociales graves »

Rendu public ce lundi 26 avril seulement, à cause de délicates mises au point de dernière heure, le rapport de la commission de l'aménagement du territoire et du cadre de vie, que présidait M. Jacques Aubert, conseiller d'Etat, n'arrive-t-il pas après la bataille ? On est tenté de le croire, puisque le gouvernement a adopté le mercredi 21 avril le projet de rapport sur

le VII<sup>e</sup> Plan. En fait, les cent cinquante pages de ce rapport ne seront pas lues ; car après les constats d'usage, parfois les poncifs, et le rappel des nécessités prioritaires régionales, les experts tentent de chiffrer ce qu'exigerait une politique significative d'aménagement du territoire et du cadre de vie et quelles seraient ses conséquences économiques.

Dès la première page de son rapport, la commission explique brutalement son opinion : « Seul un changement dans la nature de la croissance peut permettre d'atteindre les objectifs d'équilibre du territoire et de la qualité de vie dont la réalisation apparaît plus nécessaire que jamais si l'on veut éviter les risques graves de ruptures sociales. » Dans certains domaines (la pollution des rivières, les poussières dans l'air) les efforts entrepris ont été positifs, mais dans d'autres au contraire (pollution de la mer, atteintes aux paysages, disparition de certaines espèces) la situation empire. Quant aux déséquilibres régionaux ils n'ont pas été comblés. Il faut alors donner un coup de rein, car « la poursuite des politiques économiques suivies jusqu'à présent ne permettrait même pas la prolongation de l'effort passé en faveur de l'aménagement ».

Au chapitre des satisfactions, il faut noter le ralentissement des grandes villes. Mais à l'échelle de quinze ans, c'est près du cinquième du pays qui pourrait démographiquement et économiquement s'effondrer de manière irréversible. Si la politique de localisation des activités « a permis à l'Ouest de connaître une véritable renouveau, en revanche le Nord et la Lorraine peinent ». Quant à la concentration, sur certaines régions ou certaines villes, « elle provoque des gaspillages et des nuisances désastreuses. Elle est, en outre, une menace à la fois pour l'agriculture, le tourisme et d'abord l'agglomération lyonnaise — il faut, sur le modèle de la région parisienne, freiner la croissance quantitative et instituer des procédures de contrôle et d'agrément pour les nouvelles surfaces d'industrie et de bureaux. Enfin, proposition originale et audacieuse (qui a rencontré une vive hostilité chez les chambres de commerce), on pourrait autoriser les établissements publics régionaux à instaurer des redécoupages sur les nouvelles activités. Le produit financier de ces redécoupages serait affecté à des incitations à la localisation d'usines ou de services dans les zones défavorisées. Le territoire rural exige en effet une multitude d'actions spécifiques et coordonnées de longue durée. A ce sujet, une recommandation est faite : il faudrait compenser les coûts liés à l'im-

plantation en milieu rural (tarification avantageuse de certains services — énergie, téléphone, — bonification de prêts octroyés aux collectivités locales pour le financement des équipements d'accueil, réduction forfaitaire de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux). Pour les grandes villes, la commission propose l'institution d'une « autorité politique unique d'agglomération qui serait compétente dans les domaines de la circulation et de la politique foncière. Il s'agit là d'une concentration de pouvoir et de responsabilité nécessaire à la décentralisation ». Pour les experts de la commission, toutes ces propositions seraient vaines si elles ne s'accompagnaient pas d'une « modification du contenu de la croissance et d'un changement des structures de l'activité économique pour favoriser sa diffusion sur le territoire ». Aussi la commission préconise-t-elle des inflexions et évalue-t-elle, en termes que les spécialistes qualifient de « macro-économiques » — les conséquences financières de ses propositions. « Par rapport aux dépenses devant résulter d'une simple évolution tendancielle du passé, les mesures proposées et les coûts qu'elles représentent aboutissent à un effort supplémentaire de 33 milliards de francs par an, soit environ 1,2 % de la production intérieure brute (PIB) prévue pour 1980. »

#### Cent quarante mille emplois directs

Cet effort pour l'aménagement du territoire et le cadre de vie suppose une croissance légèrement ralentie de la consommation de biens et services par les ménages et exige une augmentation de leur épargne. Au niveau de l'emploi, on peut en attendre des effets complexes, mais probablement positifs, grâce surtout à l'activité accrue du bâtiment. On évalue au total à cent quarante mille le nombre d'emplois directs et indirects à attendre d'une telle orientation, à cause notamment de l'amélioration du logement neuf, de la réhabilitation des quartiers anciens, de l'amélioration des services collectifs (services sanitaires par exemple) dits « de voisinage » et des transports en commun.

La commission ne s'arrête pas là : elle établit une échelle de calendrier. Dans un premier temps il faut engager massivement, le plus rapidement possible les mesures peu coûteuses (assistance technique par des experts, assouplissement des réglementations, protection du patrimoine naturel, recherche d'économies). Puis on studierait et lancerait des expériences pour inciter les Français à accroître leur épargne (bons municipaux assortis de dégrèvement d'impôts). Enfin, après 1978, il faudra franchir une étape décisive pour un meilleur partage des responsabilités et des ressources entre l'Etat et les autres collectivités publiques (création de syndicats intercommunaux de services collectifs, suppression progressive des subventions de l'Etat, qui entraînent un esprit de mendicité).

Les experts dépassent donc le cadre purement « spatial » de leur mission d'origine, et font preuve d'esprit de responsabilité en cherchant à savoir comment leur doctrine peut se marier, dans la cohérence, avec les grands

objectifs nationaux. Tâche difficile qui occasionne d'ailleurs, dans ces pages du rapport, un vocabulaire beaucoup trop hermétique : « le pilotage ou le tirage structurel », « la mise en œuvre progressive des « suretés », « l'éménagement du territoire », « la domination d'une structure d'origine centrale sur des demandes locales ».

La commission fait, en conclusion, un souhait de grande portée. « L'aménagement du territoire et la qualité du cadre de vie doivent cesser d'apparaître pour beaucoup comme des notions qu'on comptabiliserait dans les frais généraux du pays, garantissant la croissance et la compétitivité de l'économie. » Et cette phrase qui, à elle seule, pourrait composer un programme politique : « L'aménagement et la qualité de la vie doivent être considérés comme des données permanentes du système économique, au même titre que la sécurité sociale. »

FRANÇOIS GROSCHARD.

### A PROPOS DE...

#### La construction du métro du Caire

#### LA R.A.T.P. EN EGYPTE

Le métro du Caire sera construit par une société française, filiale de la R.A.T.P., la Société française d'études et de réalisation de transports urbains (SOFRETU).

Le métro du Caire, long de 4 kilomètres, reliera les deux lignes de surface existantes dans la banlieue nord-est et sud de la capitale égyptienne, un peu comme cela a été fait à Paris avec la construction du R.E.R. d'est en ouest. Il pourra transporter soixante mille passagers par heure et permettra de résoudre les difficultés de circulation dans une agglomération qui compte aujourd'hui huit millions d'habitants, et où un million et demi de banlieusards viennent chaque jour travailler dans le centre. Commencées en 1970, les études sont aujourd'hui terminées. Ce projet a été discuté lors de la visite de M. Anouar El Sadate, à Paris, les 3 et 4 avril. Il doit être soumis à l'approbation du secrétaire d'Etat aux transports égyptien. Les travaux, lorsque les difficultés de financement auront été levées, pourraient commencer en 1977 et être terminés en 1980. Leur coût serait au total de 2 milliards de francs.

La SOFRETU a déjà construit les métros de Montréal, Mexico, Santiago du Chili, et vient de terminer les études pour le métro de Téhéran. Elle emploie exclusivement du personnel de la R.A.T.P., ce qui permet notamment à celle-ci d'exporter ses cadres et d'exporter, mais aussi d'essayer ses techniques sur les marchés extérieurs.

### M. OLIVIER GUICHARD : rallier la Datar au ministère de l'Intérieur est déraisonnable.

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — M. Olivier Guichard, ancien ministre de l'aménagement du territoire, invité par Sud-Radio et les Echos à participer à un débat sur le thème : « Les grandes villes vont-elles continuer à dépendre de Paris ? », n'a pas ménagé ses critiques à l'égard du gouvernement. « J'ai toujours pensé, a-t-il précisé, qu'il est déraisonnable de rallier la Datar au ministère de l'Intérieur, qui est un ministère politique. Ceci explique les erreurs commises à l'occasion de la signature des premiers contrats de pays. L'aménagement du territoire est plus que jamais nécessaire, mais il faut savoir choisir, car si on laisse faire, par exemple, le canal Rhône-Rhône et le train à grande vitesse Paris-Lyon sans songer à soutenir suffisamment l'Ouest et le Sud-Ouest, on renforcera les régions puissantes au détriment des plus faibles. » L. P.

### CONCORDE A HAMBOURG.

— Concorde, qui était affrété par une marque de cigarettes allemande, a fait au cours du week-end un voyage-déclat en Allemagne fédérale. Il s'est posé à Hambourg puis à Francfort. Le ministre ouest-allemand des transports lui avait accordé une autorisation spéciale d'atterrir sur les deux aéroports. — (A.F.P.)

M. POSSET : LA POLLUTION DIMINUE. — La pollution a baissé de 30 % depuis quatre ans sur l'ensemble du territoire français, a affirmé le 24 avril, à Bâle, M. André Possset, ministre de la qualité de la vie. Le ministre, qui parlait à l'issue du congrès départemental du Centre démocrate, a répondu d'autre part à de nombreuses questions sur les centrales nucléaires. Selon lui, ces centrales ne présentent pas de risque direct pour l'environnement, sinon quelques nuisances secondaires, mais « en aucun cas, a souligné M. Possset, de danger de radioactivité ».

### L'environnement.

A Orly comme à Roissy, les industriels peuvent louer bureaux, entrepôts hors douane et sous douane. Des liaisons faciles, une situation privilégiée, tous les services nécessaires sont présents. L'homme n'est pas oublié : vous trouverez restaurants, banques, boutiques...

AEROPORT DE PARIS  
Fret information  
326 10 00



سكرا من الامال



# La région parisienne

## LES MUNICIPALES DANS MOINS D'UN AN

**L**a réforme du statut de Paris, votée à la fin de l'année 1975, prévoit qu'en mars 1977, au lendemain des élections municipales, la capitale deviendra une « municipalité comme les autres », avec à sa tête un maire élu pour six ans.

A onze mois de ces élections municipales, les déclarations que nous a faites M. Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur (« le Monde » du 6 avril), ont suscité diverses réactions. M. Claude Estier nous a déclaré : « Parce que M. Taittinger a annoncé qu'il serait candidat aux élections municipales, certains voient déjà en lui le premier maire de Paris. C'est aller un peu vite en besogne. Il faut, pour cela, d'abord que

M. Taittinger ne connaisse pas la même mésaventure qu'aux municipales de 1971, ensuite que la droite reste majoritaire dans le nouveau Conseil de Paris, enfin qu'au sein de cette majorité éventuellement renouvelée sa candidature l'emporte sur d'autres ».

M. Estier ajoute : « Ce n'est pas sur ce terrain que la gauche unie, comme elle l'a déjà été en 1965 et 1971, engagera la bataille des municipales à Paris. Nous avons déjà dit que le nouveau statut, s'il représente un progrès par rapport à la situation présente, demeure insuffisant. Il faut notamment se battre pour une démocratisation réelle de la gestion de la capitale et pour obtenir une participation effective des Parisiens à la vie de leurs arrondissements. »

Quant à M. Henri Fiszbin, député communiste de Paris, il affirme notamment dans le « Point de vue » qu'on lira ci-dessous : « Nous excluons que la gauche puisse mener une campagne personnalisée qui masquerait les véritables choix politiques et tomberait dans le mythe d'un sauveur pour Paris, que nous dénonçons chez la droite. »

Faut-il ou non, pourra-t-on ou non, éviter de personnaliser les prochaines élections municipales qui, de toute façon, marqueront une date décisive dans la « carrière » de la capitale ? La question est déjà nettement posée.

### POINT DE VUE

## Quelle indépendance pour la capitale ?

**V**ISIBLEMENT, le pouvoir prend au sérieux les élections municipales à Paris, qui coïncideront avec la mise en place du nouveau statut de la capitale : un secrétariat d'Etat a été créé sur mesure pour celui que l'Elysée destine au poste de maire, et son titulaire vient d'ouvrir la campagne électorale. On comprend cette hâte.

Un an, c'est bien peu pour remonter le handicap d'un bilan accablant : urbanisation anarchique, ségrégation sociale, éloignement des emplois et du domicile, crise aiguë du logement social, des transports, des emplois industriels ; pénurie des équipements sociaux et culturels. Les Parisiens, victimes de la politique d'austérité, du chômage, de la vie chère, sont, de plus, frappés par la déshumanisation de conditions de vie très éprouvantes.

Le pouvoir et sa majorité se sont donc empressés de dégager des thèmes susceptibles de faire oublier leurs responsabilités. Résumons-les : Paris va devenir une ville comme toutes les autres ; les Parisiens seront

responsables de sa gestion ; libres, ils devront se garder de la facilité et de la démagogie, car ils paieront les dépenses ; il leur faut, comme dit modestement M. Taittinger, un maire « capable d'un effort de lucidité, d'imagination et de ténacité ».

On voit qu'il s'agit de mettre hors de cause tout le contexte politique, économique et financier, de le considérer comme une donnée intangible. Cela fait, il ne reste plus qu'à accepter la politique de pénurie et d'austérité qui est au cœur de l'« urbanisme glacé » et à gérer la crise, en semant l'illusion qu'un « bon maire » permettrait de résoudre au mieux les problèmes.

Point n'est besoin de résumer pour persévérer... Les voici qui recommencent à fonder leurs espérances sur la dépolitisation du scrutin. Mais ce qui est en cause, c'est la politique de soumission aux grandes sociétés financières, qui sacrifie tous les besoins en matière d'équipements et de cadre de vie.

En vérité, la mise en place du

par HENRI FISZBIN (\*)

nouveau régime administratif de la capitale, le remplacement du préfet par un maire, ne peuvent en eux-mêmes apporter de changements positifs aux conditions d'existence des Parisiens. La réforme du statut de Paris n'a pas été conçue pour libérer Paris de sa dépendance. Le baron Haussmann voulait que Paris appartienne au gouvernement. C'est aujourd'hui le sort de toutes les communes de France. Faute d'autonomie financière, celles-ci n'ont plus de liberté de décision. L'alignement de Paris sur le droit commun s'est fait par le bas.

La réforme n'a pas été conçue non plus pour démocratiser la gestion de la capitale. La manœuvre du pouvoir et de sa majorité est profonde pour tout ce qui pourrait permettre aux citoyens de participer réellement à la vie de la cité, d'être informés, consultés, associés à l'élaboration de la politique de la ville.

(\*) Député de Paris, secrétaire de la fédération de Paris du parti communiste français.

boration des décisions et à leur application. C'est une véritable duperie que de laisser croire que la mise en place des commissions d'arrondissement traitant dans ce sens. Ces commissions, sans pouvoir et sans moyens, sont de véritables caricatures de structures démocratiques dont la composition est laissée au seul bon vouloir du maire.

Dans ces conditions, l'alternative offerte aux Parisiens est, en réalité,

la suivante : la poursuite et l'aggravation de la politique menée actuellement à Paris, si la coalition U.D.R.-républicains indépendants - centristes l'emporte une nouvelle fois, ou bien, au contraire, un changement réel, si une nouvelle majorité de gauche se dégage et agit résolument avec les Parisiens, en utilisant le nouveau statut comme point d'appui. Pour prévoir ce qui se passerait dans le premier cas, il suffit de s'en tenir aux faits.

### Le poids des impôts

L'essentiel de la préoccupation du pouvoir est actuellement de réduire la part du financement de l'Etat dans les équipements sociaux. Il compte profiter de la réforme du statut pour franchir une nouvelle étape dans cette voie. Un maire de Paris soumis au gouvernement sera un paravent commode. Il assumera la responsabilité des transferts de charges, aggravera le poids de la fiscalité qui pèse sur les Parisiens.

et les arrondissements resteraient dépourvus de structures démocratiques réelles.

On voit à quel point il est nécessaire, pour changer quelque chose à Paris, de changer de majorité pour changer de politique. Tel est le véritable enjeu des prochaines élections municipales. La gauche peut progresser, elle peut conquérir la majorité à Paris. Il importe de tout faire pour cela, et nous y sommes résolus.

M. Taittinger prépare déjà le terrain : selon lui, les Parisiens devront payer le prix de leur indépendance. C'est justifier dès maintenant une nouvelle réduction des subventions d'Etat. Nos accusations sont à cet égard confirmées par l'absence de réponse et l'usage d'un vague conditionnel pour éluder des questions précises.

Sur le plan de la gestion, c'est le gouvernement qui continuera à tout régenter. Le maire siégeant à l'Hôtel de Ville serait tout aussi éloigné de la population que l'est le préfet actuellement. Les quartiers

La proposition du parti communiste de constituer dans toutes les communes de France des listes d'union de la gauche ordonnée, si elle était retenue par nos parlementaires, la dynamique et le courant de confiance nécessaires pour pouvoir l'emporter à Paris. Un accord national permettrait de constituer des listes défendant une politique parisienne fondée sur les orientations du programme commun de gouvernement. Car il ne faut entretenir aucune illusion. Il n'y a pas de solution réelle pour Paris hors de la victoire du programme commun.

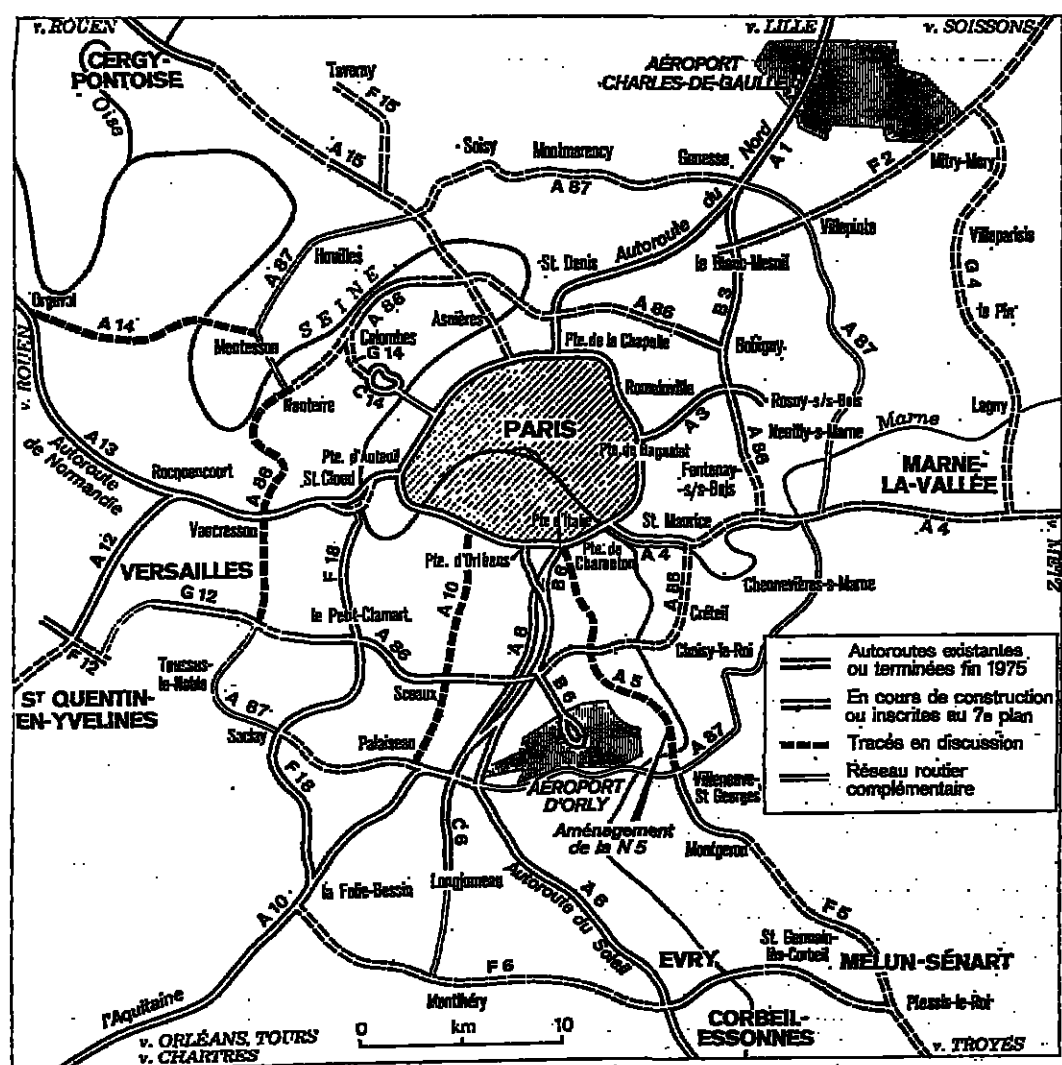
### Pas de sauveur

La bataille doit donc être menée sur le fond, et les problèmes posés en toute clarté. C'est pourquoi nous excluons que la gauche puisse mener une campagne personnalisée qui masquerait les véritables choix politiques et tomberait dans le mythe d'un sauveur pour Paris, que nous dénonçons chez la droite.

La bataille doit donc être menée sur le fond, et les problèmes posés en toute clarté. C'est pourquoi nous excluons que la gauche puisse mener une campagne personnalisée qui masquerait les véritables choix politiques et tomberait dans le mythe d'un sauveur pour Paris, que nous dénonçons chez la droite.

Où, décidément, les élections municipales peuvent commencer à changer la vie à Paris et hâter l'heure de la vie plus belle, plus heureuse, plus juste et plus libre que les communistes veulent pour la France.

## Dans la toile d'araignée



La région parisienne compte actuellement 242 kilomètres d'autoroutes et voies rapides. Le périphérique est la seule voie à assurer les liaisons en rocade. En revanche, une demi-dou-

zaine de radiales sont en service depuis une dizaine d'années. Nous présentons ci-dessous la carte des autoroutes en service et celles qui sont inscrites au VII<sup>e</sup> Plan.

### AIR ALLIANCE

**asie contact découverte**

BANGKOK 3.150 F HONGKONG 4.100 F SINGAPOUR 4.670 F

départ tous les samedis -  
extension en individuel sur BIRMANIE/NEPAL  
MALAISIE/JAVA/BALI/PATTAYA/PENANG  
PHILIPPINES/CHINE/CORÉE

4 rue de l'Echelle, 75001 Paris  
3bis, rue de Valenciennes, 75008 Paris  
Tél. : 260.74.93 et 44.69 - 325.78.25  
ou chez votre agent de voyages.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_

Je désire recevoir  
Asie Contact Découverte

### PORTRAIT

## Mère de famille par « intérim »

« **A** la fin de la guerre, l'état ouvrier agricole, mais l'agriculture est un métier agréable quand on le pratique chez soi, pas chez les autres. Je n'avais pas fait d'études, mais je voulais m'occuper d'enfants. Alors, j'ai lu dans un journal d'action catholique que les responsables cherchaient à fonder un mouvement d'aides familiales. J'ai été parmi les dix premières... » C'est ainsi que commence l'histoire de Mlle S... La cinquantaine, elle a toujours travaillé dans le Val-d'Oise : durant vingt-quatre ans dans un petit village, depuis cinq ans dans ce gros bourg de six mille habitants.

Comme ses mille six cents concitoyens, elle est employée par une association (1) financée par la Sécurité sociale, qui l'aide aujourd'hui ses trente ans. Comme dans chacun des sept mille deux cents villages de France où l'association est représentée, une responsable bénévole lui indique chaque semaine le travail à faire : lundi, elle est allée aider une mère de famille à préparer les valises de trois enfants qui partaient en colonie de vacances ; mardi, elle a « tenu la maison » d'une jeune femme qui fait une dépression nerveuse.

Mais, et elle tient à le préciser, « les aides familiales ne sont pas des femmes de ménage » ; elles doivent assurer « tout un travail de relation : grâce à nous, malgré une maladie, une fatigue, la maison continue à tourner, les mères de famille ne sont plus surchargées ». Elle cite le cas de cette jeune femme « qui ne lui a pas adressé la parole pendant six mois, et qui s'est subitement mise à lui raconter ses difficultés, l'hostilité de ce petit bourg à ses nouveaux arrivants, les disputes familiales de sa jeunesse ».

Les immigrés, elle les a tous connus, depuis les Polonais de l'après-guerre jusqu'aux Nord-Africains d'aujourd'hui. Mais ils hésitent souvent à demander un « coup de main ».

Où, elle a vu beaucoup de choses évoluer en trente ans, tout d'abord, les femmes ne sont plus les seules à effectuer les tâches ménagères. Au début de sa carrière, elle revenait « travailler le samedi et le dimanche car le père ne savait ni soigner les enfants ni faire le ménage. Et puis, les familles nombreuses se raréfient. Enfin, les parents, même s'ils ont peu donné à leurs enfants tout ce qu'ils n'ont pu eux-mêmes avoir. Si bien que les enfants, habitués à une vie facile, ont beaucoup de mal à faire des efforts.

N'est-elle pas consciente d'appartenir à une race en voie de disparition depuis que les machines à laver et l'aspirateur l'ont remplacée ? Si, bien sûr, lorsqu'elle a commencé à travailler, elle devait « charrier l'eau du puits ». Aujourd'hui, une mère de famille nombreuse peut se débrouiller seule... si elle est bien organisée, si elle n'est ni malade ni fatiguée, et puis il restera toujours les vieillards.

Si elle ne s'est jamais mariée, ce n'est pas à cause de son travail, c'est tout simplement parce qu'elle « avait vingt ans au moment de la guerre et que beaucoup d'hommes ne sont pas revenus ». A cinquante-cinq ans, la solitude lui pèse parfois.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Union nationale des associations de l'aide familiale rurale, 27, rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris. Tél. 280-06-42.



LA FOIRE DE PARIS OUVRE SES PORTES DANS 5 JOURS

VOS VACANCES. C'EST BIENTOT.

## SALON DU TOURISME ET DES LOISIRS

pour rendre la vie plus gaie

1<sup>er</sup>-16 MAI 1976 Porte de Versailles

Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22 h 30

La FOIRE DE PARIS commence le 1<sup>er</sup> MAI. Deux mois plus tard, jour pour jour, ce seront les premiers départs en vacances. Peut-être avez-vous choisi de partir en camping, en caravanning, ou de découvrir les joies du nautisme. Peut-être préférez-vous partir à l'étranger ou encore l'agrément des « vacances vertes » tranquilles et sereines en France.

Le SALON DU TOURISME ET DES LOISIRS, c'est une gamme complète d'équipements et un choix incomparable de destinations à tous les tarifs.

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## COLLOQUES ET CONGRÈS

### Les syndicats européens favorables à la semaine de trente-cinq heures

Londres. — Réuni à Londres du 22 au 24 avril pour son deuxième congrès statutaire (« le Monde » du 24 avril), la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.) s'est efforcée de consolider ses bases et de tracer un programme d'action pour l'avenir.

Depuis son premier congrès à Bruxelles, en février 1973, elle s'est étoffée, représentant désormais, par le jeu des affiliations, trente syndicats nationaux, trente-sept millions de travailleurs appartenant à dix-sept pays de la C.E.E. et de l'A.E.F.E. Mais, a souligné son secrétaire général sortant, M. Peter Carls, « comme toute organisation trop jeune, elle doit trouver sa voie ».

La C.E.S. intervient déjà dans de nombreux organismes, notamment ceux de la Communauté européenne. Elle a pris un certain nombre de positions, notamment sur l'Espagne ou les sociétés multinationales. Toutefois, la délégation de la C.F.D.T. française,

De notre correspondant

dirigée par M. Edmond Maire, a déposé une ambivalence : selon elle, la C.E.S. est considérée plus comme « un instrument de dialogue » que comme « une force capable d'imposer une négociation ».

Comme le démontre le programme d'action 1976-1979 adopté par les congressistes, la confédération n'est pas encore près de s'engager sur la voie du syndicalisme révolutionnaire. Elle a cependant appelé ses membres à faire du 1<sup>er</sup> mai une journée d'action européenne contre le chômage et l'inflation ; celle-ci devrait permettre de sensibiliser l'opinion publique des Neuf avant la réunion tripartite sur l'emploi qui doit se tenir le 22 juin prochain à Bruxelles entre les ministres des finances et des affaires sociales de la Communauté, la Commission européenne et les partenaires sociaux.

La lutte contre le chômage et l'inflation a été au centre des préoccupations du congrès. Parmi les remèdes proposés, a été rete-

nue la suggestion de M. Jack Jones, président du syndicat britannique des transports, de réduire dans tous les pays d'Europe la durée de la semaine de travail à trente-cinq heures et de porter les congés payés à cinq semaines. Le débat sur la politique anti-inflationniste a donné l'occasion au secrétaire général de la confédération des syndicats britanniques, M. Len Murray, d'annoncer que le TUC allait sous peu conclure un nouveau contrat social avec le gouvernement travailliste.

Le congrès a adopté huit autres déclarations de principe, notamment sur la démocratisation de l'économie, les sociétés multinationales, l'énergie, l'environnement au travail, l'égalité des droits et des chances, etc.

Le congrès a reconduit le mandat de son président, M. Heinz-Oskar Vetter (D.G.B., Allemagne fédérale) et a élu comme secrétaire général le secrétaire général de la C.G.T. luxembourgeoise, M. Mathias Hinterscheid. — (In-terim.)

## TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

### BAGARRES DANS UN FOYER PRÈS DE SOCHAUX

Un mort, sept blessés

Un ouvrier ture a été tué, sept autres — deux tures et cinq Yougoslaves — blessés au cours d'une bagarre, samedi soir 25 avril, au foyer des immigrés des établissements Peugeot, à Audincourt (Doubs), une querelle aurait éclaté dans la soirée de samedi entre tures et Yougoslaves dans le foyer de rétablissement et se serait rapidement envenimée, plusieurs ouvriers étant armés de couteaux. Appelés par la direction, les policiers séparèrent les antagonistes et décomptèrent le cadavre d'un Turc, Hocî Argu, marié et père de trois enfants, mortellement blessé à l'arme blanche dans la région du cœur. Cinq Yougoslaves et deux tures ont été plus ou moins grièvement atteints.

● EN SUISSE, les prix à la consommation ont baissé de 0,2 % en mars, après avoir diminué de 0,1 % en février. En un an, l'indice, qui pour la première fois depuis 1968, a reculé entre février et mars, a augmenté de 2,5 %. — (A.F.P.)

### Dix mille manifestants à Paris pour l'égalité des droits entre Français et immigrés

C'est dans le plus grand calme que s'est déroulée la manifestation organisée, le samedi 24 avril à Paris, par le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève pour protester contre l'expulsion de certains de leurs dirigeants et pour réclamer l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés. Les seuls incidents signalés en fin d'après-midi ont été provoqués, semble-t-il, par les forces de l'ordre qui, près d'une heure après la totale dispersion des manifestants, ont opéré des rafles sur les boulevards extérieurs et dans plusieurs stations de métro.

Pendant deux heures et demie, de 14 h. 30 à 17 heures, quelque dix mille personnes — trois mille cinq cents selon la police, vingt mille selon les organisateurs — ont défilé, lentement et pacifiquement, de Barbès à Belleville. La moitié environ étaient des immigrés, auxquels étaient joints des militants de l'union régionale parisienne C.F.D.T., des organisations de défense des immigrés et de diverses formations d'extrême gauche. Dans le cortège, quelques drapeaux rouges, mais surtout de nombreuses banderoles, en français et en arabe, apportées par les délégations des foyers de Paris et de la banlieue. On re-

marquait aussi des délégations d'entreprises, notamment des usines Renault et Chausson, ainsi que quelques groupes pakistans, espagnols, tures et portugais.

En tête, dominant tous les appels, les banderoles du comité de coordination proclamaient : « Contre l'arrestation, la lutte continue ! », « Non aux négociations pour l'emploi ! ». Les cris : « Retour immédiat de nos camarades ! », « A bas les foyers- prisons ! », alternèrent avec des slogans plus politiques : « Français, immigrés, mêmes droits, même combat ! », « Une seule classe ouvrière ! ».

Soucieux d'éviter tout contact avec les forces de l'ordre massées à proximité du Père-Lachaise, les manifestants décidèrent de se séparer plus tôt que prévu, au métro Mémorial. Il était alors 17 heures, et tout s'était déroulé sans le moindre incident.

### Avec l'aide de pseudo-journalistes

Près d'une heure plus tard, alors que le gros de la foule s'était écoulé depuis longtemps dans le métro ou sur les boulevards, des policiers armés de longs bâtons de bois, surgirent brusquement et repoussèrent avec violence à l'intérieur de la station Mémorial un petit groupe de badauds parfaitement inoffensifs. Un jeune homme, le visage ensanglanté, était emmené de force vers un car de police par un « journaliste » porteur d'un brassard officiel de presse, puis relâché après vérification d'identité. Deux jeunes filles, les mains sur la tête, étaient jetées dans le car.

Atterrées, d'autres personnes — il n'y avait parmi elles que quelques immigrés — se réfugièrent sur les quais. Au moment où elles s'engouffraient dans un wagon, des policiers les rejoignaient, immobilisaient le convoi et retenaient plusieurs personnes. De nouveau, une « vérification d'identité » était opérée avec l'aide de plusieurs civils, dont certains porteurs du brassard officiel de presse.

Témoins de ces incidents, comme nous-mêmes, M. Michel Foucault, professeur au Collège de France, l'avocat Jean-Jacques de Félice, dirigeant du Mouvement d'action judiciaire, et plusieurs autres personnes, dont l'écrivain Claude Mauriac, s'étonnèrent de ces « interpellations » opérées parfois avec l'aide de pseudo-journalistes. « C'est une véritable provocation policière », déclare M. Michel Foucault. Tout se passe comme si l'on voulait faire croire à tout prix que la manifestation des immigrés a donné lieu à un certain nombre d'arrestations... »

JEAN BENOIT.

## CONFLITS

### LA GRÈVE TOURNANTE DE LA C.G.T. À L'E.G.F.

#### Perturbations possibles mardi dans la région parisienne le Nord et la Normandie

Les grèves tournantes que la fédération C.G.T. de l'énergie organise les 27, 28 et 29 avril à l'E.G.F., auront des incidences « sur la fourniture d'électricité et de gaz, ont indiqué les électriciens. À la direction de l'E.G.F., on s'attend à des perturbations — coupures ou baisses de tension — sans pouvoir donner d'indications plus précises.

Les grèves touchent, le 27 avril, la région parisienne, le Nord et la Normandie ; le 28 avril, les régions de Tours, Clermont-Ferrand, Limoges, Nantes, Lyon et Marseille ; le 29 avril, les régions de Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Reims, Nancy, Mulhouse et Dijon.

Les revendications des électriciens portent sur l'insuffisance des majorations de salaires, mais aucune action commune n'a pu être tentée avec la C.F.D.T. qui, elle aussi, réclame une révision des salaires : la C.G.T. réclame une augmentation proportionnelle de 15 % alors que la C.F.D.T. s'est prononcée pour un relèvement uniforme.

● A BREST, près de cinq mille personnes ont manifesté, samedi 24 avril, à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN, qui organisaient une journée départementale d'action pour le plein emploi et l'amélioration des conditions de travail. — (Corresp.)

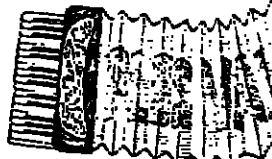
NOUVEAU FORMAT  
NOUVELLE PRÉSENTATION

## Ces 6 articles vous montrent comment La Vie Française peut vous aider à mieux gérer vous-même votre patrimoine

PLACEMENTS  
Ces surprenants placements sans impôts



TAXATION DES PLUS-VALUES  
Beaucoup de bruit pour rien



IMPÔT  
Francophiles, le fisc vous a à l'œil



LA TERRE  
Les prix d'un très bon placement



SICAV  
Comment trouver la bonne



IMMOBILIER  
L'Espagne, c'est fini



Offre spéciale :  
abonnez-vous à La Vie Française pendant 1 an pour 145 F seulement au lieu de 260 F et recevez un cadeau

Préserver ou faire croître un patrimoine par des investissements judicieux est une satisfaction fondamentale ainsi qu'une responsabilité importante. Vous êtes mieux placé que quiconque pour gérer votre patrimoine et défendre vos intérêts à une condition : il vous faut être utilement informé. Pour cela, chaque semaine, La Vie Française suit deux idées directrices : Idée n° 1 : traiter chaque lundi l'actualité économique de votre point de vue d'épargnant, de contribuable, d'investisseur.

Idée n° 2 : vous aider à faire fructifier votre épargne en vous conseillant la meilleure façon de rentabiliser vos placements et vos investissements. Dans la Vie Française, pas de grandes dissertations sur l'économie mais une analyse des conséquences qu'auront sur votre vie quotidienne, votre entreprise et votre patrimoine, l'actualité économique et sociale dans le monde. A travers un choix d'événements significatifs qui se rapportent à des secteurs clés de l'économie, les spécialistes de La Vie Française dégagent pour vous des conclusions et des directives qui vous permettent toujours de prendre les bonnes décisions avant qu'il ne soit trop tard.

L'environnement économique qui affecte votre vie personnelle et professionnelle est sujet à des changements rapides. Notre objectif est de vous tenir informé chaque semaine de son évolution et des conséquences prévisibles afin de vous donner les moyens d'agir.

Mais La Vie Française va plus loin dans l'assistance de vos intérêts, elle vous pilote dans le maquis des investissements privés.

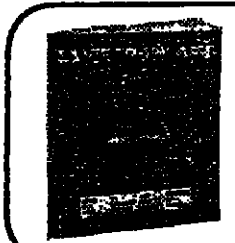
La Bourse : comment vous placer et gagner ?

Il vous sera facile de constituer et de gérer un portefeuille boursier en tenant compte des conseils précis donnés chaque semaine dans nos « analyses de valeurs » ingénieuses et claires : vendez, conservez, achetez.

Vous profiterez des recommandations précieuses sur les SICAV, les SICOMI ou les obligations.

Chaque semaine, vous retrouverez une cote des valeurs boursières, la plus complète et la plus documentée. C'est la première cote lisible et sans erreur.

Placements privilégiés : comment faire le choix des plus rentables ? La Vie Française vous conseille concrètement : elle vous dit si il est temps de vendre vos pièces d'or, d'acheter de la terre, ou de vous spécialiser dans la pierre ou les objets d'art.



### EN CADEAU

avec votre abonnement  
les 10 dossiers spéciaux de La Vie Française.

Ils répondent à dix grandes questions que vous devez vous poser à propos de la gestion de votre patrimoine, notamment : l'assurance auto, les charges locatives, les grandes règles de l'assurance-vie, le « Hit-Parade » des placements, etc.

Chaque semaine, vous découvrirez les placements privilégiés du moment avec leurs cours récents.

La section « Immobilier » vous dit pourquoi se méfier de certaines bonnes affaires et comment découvrir les vraies ; l'intérêt de la multipropriété, des immeubles anciens, comment évaluer un appartement...

L'enquête sur « les prix de la terre » est attendue chaque année par tous ceux que le Foncier intéresse.

La rubrique Vie Pratique

Elle vous apporte les conseils de nos experts. Comment payer moins d'impôts sans frauder le fisc, comment bien emprunter en calculant un taux réel d'intérêt, comment optimiser votre assurance-vie, comment éviter les pièges des plans d'épargne-logement.

Notre service Conseil est à votre disposition pour vos problèmes particuliers.

Pour un faible investissement, La Vie Française deviendra votre instrument opérationnel indispensable pour prendre les décisions importantes concernant votre patrimoine. Chaque lundi

ses experts vous apportent l'essentiel de ce qu'il faut savoir de l'actualité de l'économie et des placements. Pour le vérifier, nous vous proposons de vous abonner pendant 1 an au tarif préférentiel de 145 F (au lieu de 260 F prix de vente au numéro). Vous constaterez par vous-même que La Vie Française vous aide à mieux gérer vos affaires notamment en déjouant les pièges tendus aux épargnants et aux investisseurs.

LA VIE FRANÇAISE-OPINION 2 rue du Pont-Neuf - 75001 Paris

OUI, envoyez-moi les 12 prochains numéros de La Vie Française au tarif préférentiel de 145 F au lieu de 260 F prix de vente au numéro, soit 115 F de réduction. De plus, je recevrai en cadeau les 10 dossiers spéciaux de La Vie Française. Je ne vous envoie pas de paiement maintenant, la facture me parviendra plus tard.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Cette offre est exclusivement réservée aux nouveaux abonnés afin de leur faciliter l'essai de La Vie Française.

LM2

صكنا من الاميل



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AGRICULTURE

### BILLET

#### Les Jeunes Agriculteurs : non à l'Espagne !

De notre envoyé spécial

Perpignan. — Les Jeunes Agriculteurs viennent — encore une fois — de « mettre les pieds dans le plat ». M. Louis Lauga, le président du C.N.J.A., dont le mandat expire à la mi-mai, a pris position contre l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Il a choisi son terrain : l'assemblée générale du centre des jeunes des Pyrénées-Orientales. Les agriculteurs de nul autre département ne sont aussi sensibles que les Catalans à la concurrence des produits espagnols.

L'argumentation de M. Louis Lauga est simple. A priori le rattachement de la péninsule ibérique aux Neuf semble reposer sur un noble dessein : le nouvel ensemble serait mieux équilibré entre les puissances du Nord et celles du Sud ; les industriels trouveront de nouveaux débouchés ; le développement économique espagnol sera accéléré. Mais veut-on y regarder de plus près ? — La C.E.E. s'est lancée à corps perdu dans l'expansion méditerranéenne pour des raisons essentiellement politiques sans en évaluer les conséquences économiques », estime M. Louis Lauga.

A son avis, il ne fait pas de doute que la France ferait un marché de dupe en acceptant ce nouveau partenaire. L'Espagne trouverait dans la C.E.E. des débouchés pour ses agrumes, ses légumes, son vin, ses conserves dont la production va augmenter sensiblement d'ici à 1980. Mais les exploitants du Languedoc et

du Roussillon, qui font les mêmes spéculations, seraient sévèrement concurrencés : leurs coûts de production, notamment la main-d'œuvre, sont sensiblement supérieurs à ce qu'ils sont de l'autre côté des Pyrénées.

En revanche, l'agriculture française ne trouverait pas forcément de compensation au sacrifice de ses producteurs méditerranéens. L'Espagne est actuellement importatrice de viande et de produits laitiers. Toutefois son potentiel de production et les plans de développement sont tels que la péninsule sera vraisemblablement autosuffisante en 1980. En outre, l'Espagne a l'habitude de se fournir en denrées alimentaires aux États-Unis. L'Angleterre et l'Allemagne fédérale seraient finalement les principales bénéficiaires de cette adhésion : elles vendraient plus de produits industriels, elles achèteraient à meilleur compte des fruits et des légumes sans que leurs agriculteurs aient à en pâtir.

En bref, l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. provoquerait, selon le président du C.N.J.A., l'éclatement de la C.E.E. Toutefois, il ne ferme pas définitivement la porte : que les Neuf renforcent leur structure économique et monétaire, qu'ils affirment leur destin politique communautaire, que l'Espagne atteigne un niveau de développement équivalent à celui des membres actuels de la C.E.E. Alors la candidature espagnole pourra se concevoir. — A. G.

#### Quatre cent quinze maires de l'Aude menacent de démissionner pour obtenir la libération du viticulteur incarcéré

De notre correspondant

Carcassonne. — L'Association des maires de l'Aude, qui réunit quatre cent quinze maires sur les quatre cent trente-sept que compte le département, a pris, le samedi 24 avril, une importante décision pour appuyer les viticulteurs qui réclament la libération de l'un d'eux, M. Albert Tisseyre, arrêté à la suite de la fusillade de Montredon (« le Monde » du 5 mars). Ces quatre cent quinze maires se sont en effet prononcés pour une démission collective. Ils présenteront leur décision au conseil municipal au préfet du département, mais ne la rendront effective que « lorsque les circonstances l'exigeront ».

L'un d'eux a déclaré : « Nous sommes ici pour adopter une position dure. Assez de discours. Voici ce que je propose : démission collective aujourd'hui. Si cette démission collective était refusée, démission individuelle des maires. Si cette dernière proposition n'aboutissait pas, démission de tous les conseillers municipaux ».

M. Ferrier, maire de Castelnaud, a réagi, quant à lui, la démission des parlementaires. M. Antoine Gayraud, député et maire de Carcassonne, a répondu : « Il faut que nous, parlementaires, restions à Paris à nos postes de combat. Dès mardi, à l'Assemblée, il sera question de l'agriculture et nous interviendrons. Pour cela, il nous faut nos mandats de députés ».

Les maires communistes ont proposé d'autre part que, outre leur démission, tous les élus se rendent à Paris pour manifester leur mécontentement auprès des divers ministères concernés.

Enfin, M. Foch de Lacaze, maire de l'Aude mais également défenseur d'Albert Tisseyre, a déclaré : « Concernant mon client, je ne peux rien vous confier de ce que je sais car y a le secret de l'instruction. Mais sans trahir ce secret je peux vous dire que Tisseyre sera très touché par votre attitude. »

C'est la première fois depuis

la « révolte des gueux » en 1907 que les maires de l'Aude sont amenés à prendre une telle décision de démission collective.

## ÉNERGIE

### LA PRODUCTION DE L'ARAMCO A BAISSÉ DE 16,8 % EN 1975

L'Ararac, qui extrait la quasi-totalité du pétrole en Arabie Saoudite, a produit 2,48 milliards de barils (35 millions de tonnes) de pétrole brut en 1975, soit une moyenne quotidienne de 6,83 millions de barils, en baisse de 16,8 % par rapport au niveau record de 1974 (2,91 milliards). Il faut noter que cette production, qui a baissé en 1975 en raison de la récession économique, se redresse progressivement depuis quelques mois. Elle se situe en mars au niveau de 8,16 millions de barils par jour.

Les réserves « probables » de pétrole de l'Ararac ont augmenté de 4,37 milliards de barils l'année dernière pour atteindre 175,76 milliards de barils (dont 107,3 milliards de réserves « prouvées »).

(A.F.P.)

## EUROPE

#### Signature des nouveaux accords d'association entre les Neuf et le Maghreb

De notre correspondant

Tunis. — La Communauté économique européenne s'est déplacée pour trois jours au Maghreb. Elle a signé le dimanche 25 avril avec la Tunisie, un nouvel accord d'association à caractère global et de durée illimitée. Des accords du même type devaient être signés ce lundi 26 avril avec l'Algérie et le mardi 27 avec le Maroc.

Premier jalon de la politique communautaire lancée en novembre 1972 à l'égard du bassin méditerranéen, l'accord avec la Tunisie a été signé au siège du ministère des affaires étrangères par le chef de la diplomatie tunisienne, M. H. Chatil, MM. Gaston Thion, président en exercice du conseil des Communautés européennes, Claude Cheysson, membre de la Commission européenne, et les représentants des « Neuf » dont, pour la France, M. Jean François-Poncet, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

La cérémonie a été l'occasion pour M. Habib Chatil de rappeler aux Européens que les pays arabes attendent toujours d'eux une intervention pour un règlement du conflit du Proche-Orient. « Il n'y aura de progrès décisif dans le sens d'un règlement de paix global qu'au prix d'une reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens. Nous estimons que l'Europe est capable d'apporter cette contribution déterminante dans l'instauration et la consolidation d'une ère de paix et de stabilité dans la région », a déclaré le ministre, qui a souligné que l'acte final de la conférence d'Helsinki ne pourrait constituer un instrument de paix et de coopération « si l'Europe devait laisser la guerre embraser l'autre rive de la Méditerranée ».

Selon le ministre tunisien, les accords de la Communauté avec les trois pays du Maghreb et ceux qui vont être conclus avec l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et la Libye, vont donner « de nouvelles dimen-

sions » au dialogue euro-arabe : c'est dans ce cadre que l'Europe peut contribuer, avec les États-Unis et l'Union soviétique, à la solution de la crise israélo-arabe. Le nouvel accord Tunisie-C.E.E. qui remplace celui de 1969 a caractère commercial, porte sur la coopération technique et financière, les relations commerciales et la main-d'œuvre. Il prévoit notamment, pour les cinq prochaines années, l'octroi à la Tunisie d'une enveloppe financière de 95 millions d'unités de compte (15 millions de francs, le reste sous forme de prêts) pour son développement économique et social (1).

Sur le plan commercial, les « Neuf » accordent le libre accès au marché communautaire, aux matières premières et aux produits industriels tunisiens, en exemption de droits de douane et sans restrictions quantitatives. Un régime d'accès privilégié que la Tunisie ne trouve cependant pas totalement satisfaisant — portant sur l'essentiel des produits agricoles (huile d'olive, vins, agrumes notamment) est institué avec des concessions tarifaires variant entre 30 et 100 % et couvrant 87 % des exportations tunisiennes.

L'accord prévoit en outre pour les quelque cent mille travailleurs tunisiens vivant dans les pays de la C.E.E. les mêmes conditions de travail, rémunérations et avantages sociaux que pour les travailleurs européens.

(Interim.)

(1) Une unité compte = 5,63 F.

## INDUSTRIE

### Dernier président de Lip

#### M. SARGUET EST DÉCÉDÉ D'UNE CRISE CARDIAQUE

M. Jean Sarguet, dernier président de LIP, est décédé dans la matinée du 24 avril, à son domicile parisien, d'une crise cardiaque. Il devait célébrer le jour même en famille son cinquante-sixième anniversaire. Rien dans son état de santé ne laissait prévoir cette issue.

Jean Sarguet avait accepté, le 20 février dernier, sur l'insistance des actionnaires, de s'occuper de LIP. Ce surcroît de travail lui a peut-être été fatal. Il était déjà président d'une fabrique d'instruments de musique, la société Couesnon, naguère en difficulté elle aussi ; membre du bureau de la Confédération des petites et moyennes entreprises, et du bureau de la Confédération française du patronat chrétien, et haut consultant du commerce extérieur.

Travailleur infatigable, il se démenait sans compter dès lors que des problèmes humains sollicitaient son intervention. Le drame vint par le personnel de l'usine de Palente l'avant-proposément ému. En 1973 déjà, il avait lancé un vibrant appel en leur faveur. Son désespoir devant l'impuissance de ses efforts l'avait profondément affecté. « Nous avons senti que cela lui faisait mal d'avoir à faire ce qu'il a fait », a déclaré M. Charles Piget (C.F.D.T.), en apprenant son décès. Très éprouvé sur le plan moral, il nous avait demandé lorsque nous l'avions rencontré voici moins de quinze jours : « Mais que vont-ils devenir ? » en parlant des « Lip ».

C'était véritablement ce qui comptait le plus pour lui. Jean Sarguet n'avait d'ailleurs pu s'empêcher de nous exprimer tout le ressentiment qu'il éprouvait envers tous les « responsables » de la faillite. Fustigé sans ménagement, cet homme effacé, timide, peu habitué à affronter les feux de l'actualité, est devenu la première victime de l'affaire Lip.

A. D.

[M] le 24 avril 1976 à Epitome (Corrèze), Jean Sarguet avait fait toutes ses études au lycée de Tréguier. Chargé par le général de Lattre de Tassigny de la revue d'été, en 1947, il avait été président-directeur général de la société Birum (suppléments, chaises) de 1950 à 1971, avant d'être nommé à la tête de la société Couesnon puis à celle de la firme géante des actifs de l'ex-Lip.

● LA SOCIÉTÉ PETROLIERE AMERICAINE MOBIL discute avec les autorités vietnamiennes d'une éventuelle reprise de ses exploitations pétrolières en mer de Chine, a indiqué le 24 avril un porte-parole de la compagnie. La société Exxon, en revanche, n'a engagé aucune discussion.

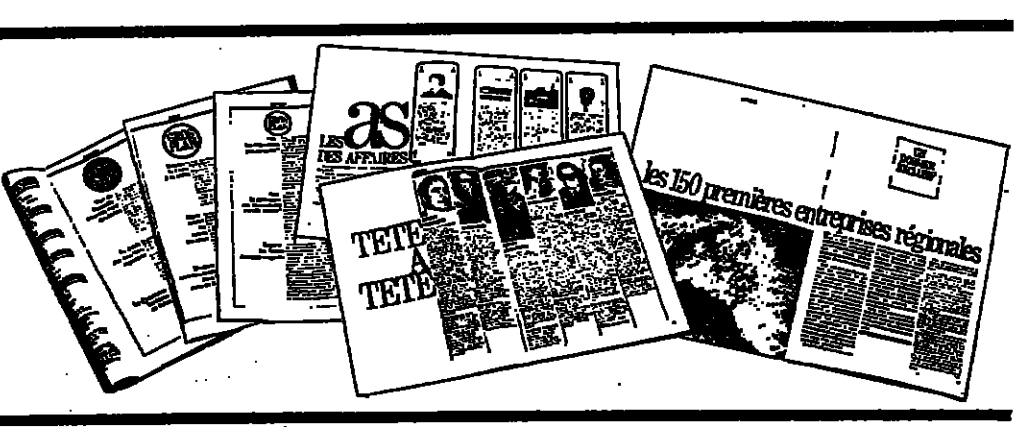
# Pour réussir en méditerranée abonnez-vous à OBJECTIF SUD

Vous êtes prêt à vous implanter en région méditerranéenne pour créer une nouvelle usine. Pour chercher des partenaires. Evitez le temps perdu et les faux-pas. Vous devez connaître ce qui se passe dans la région. Cette information, dont vous avez besoin, doit être précise, vivante, vite assimilée, sérieuse et documentée.

Seul un magazine économique régional peut clairement et sérieusement vous l'apporter. Chaque mois, Objectif-Sud prend le pouls de la région Provence-Côte d'Azur.

tous les mois  
3 regards sur la région

Chaque mois vous découvrirez des articles sur l'état des forces politiques en présence. Le point sur la vie des entreprises de la région et ceux qui les dirigent. L'analyse des problèmes sociaux qui s'y posent, un dialogue avec ceux qui peuvent participer à leur solution. Et cela à travers :



**Au sommaire ce mois**

**La Corse**  
En admettant le principe de la continuité territoriale, le gouvernement fait droit à une très ancienne revendication. Mais la mesure aura-t-elle un réel effet sur les coûts de transport ?

**L'industrie**  
Déjà confrontée avec des problèmes graves de surproduction, l'industrie de transformation des fruits et légumes doit faire face à la concurrence sur son propre marché intérieur. Première touchée : la conserve de tomates.

**Les entreprises**  
Le palmarès des 100 industries régionales et des 60 sociétés de service les plus importantes. Une première approche des forces vives de Provence et de Côte d'Azur, point de départ d'une spectrographie permanente des activités économiques.

**des événements**  
Chaque mois, l'équipe de rédaction trie l'ensemble des événements économiques, politiques et sociaux, ceux qui constituent les clés de l'évolution de la région.

**des hommes**  
Quels sont les industriels qui prennent des risques sur le plan financier, social, commercial, technique ? Vous le saurez en lisant chaque mois les « As des affaires ». Quel homme se cache derrière le député, le sénateur, l'homme politique de la région ? Vous le saurez en lisant « Tête à Tête ».

**des dossiers**  
Un dossier sectoriel par mois vous permettra de découvrir l'identité des affaires qui constituent le tissu économique régional.

En plus de ces dossiers, sont prévus :

- En juin : le port de Marseille
- En septembre : salaires des cadres de la région
- En octobre : zones industrielles
- En novembre : sports d'hiver
- En décembre : énergie.



**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Je désire m'abonner pour un an à Objectif-Sud au prix de

- 55 F pour la France
- 75 F pour l'étranger

Je paierai après réception de la facture accompagnant le premier numéro

- NOM
- ADRESSE

Bulletin à retourner à COREP  
95, boulevard Danielle-Casanova  
13014 Marseille

## AUTOMOBILE

### LE DIRECTEUR DE BRITISH LEYLAND RÉCLAME UN CONTRÔLE TEMPORAIRE DES IMPORTATIONS DE VOITURES EN GRANDE-BRETAGNE

M. Axel Park, directeur exécutif de la firme automobile britannique British Leyland, a demandé que des mesures temporaires soient prises afin de limiter les importations de voitures étrangères en Grande-Bretagne. Le contrôle des importations de voitures étrangères jusqu'à la fin de l'année 1976 pourrait être, a-t-il précisé, « avantageux pour l'industrie automobile britannique ».

La chambre syndicale des constructeurs d'automobiles français, répondant à cette déclaration dans un communiqué, « s'étonne qu'une telle demande ait pu être formulée par une firme qui se flatte d'être le premier exporteur britannique et qui a récemment annoncé que ses exportations, notamment vers l'Europe, allaient être sensiblement développées ».

Rappelant que « favorisée par le niveau actuellement déprimé de la livre », la balance commerciale britannique a été équilibrée en mars 1976 à 1,7 % près », la chambre syndicale estime que la limitation temporaire des importations de voitures en Grande-Bretagne serait une « mesure spécifique tendant à protéger la production de la principale firme britannique d'automobiles » et qu'« elle serait de nature à provoquer de la part d'autres pays des mesures compromettant le libre mouvement des marchandises ».

## FAITS ET CHIFFRES

● LES SIX ASSOCIATIONS DE RAPATRIÉS DU GARD, rassemblant quelque trente-trois mille adhérents, ont décidé, vendredi 23 avril, de fusionner. Leurs responsables estiment notamment : « Maintenant que nous établissons un bilan de tant d'années de promesses non tenues, nous faisons un constat d'échec. Pour les prochaines élections, afin que nous ne soyons pas une nouvelle fois bernés, nous pensons qu'il est plus que jamais nécessaire d'être unis. »

● LES STATUTS DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN FAVEUR DU PORTUGAL ont été approuvés par le conseil de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.). L'objectif de ce Fonds (100 millions de dollars) est de financer des projets visant à créer ou à restructurer des petites et moyennes entreprises. — (A.F.P.)

## LA VIE ÉCONOMIQUE

### INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

#### Les conclusions de la commission Guinard sont accueillies avec réserve dans les milieux professionnels

Rendues publiques le 23 avril dernier (« Le Monde » du 23 avril), les propositions de la commission Guinard ont été accueillies avec réserve par le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), qui fera connaître dans quelques jours ses conclusions définitives. Considérée l'été dernier à la demande de Mme Veil, ministre de la Santé, cette commission, présidée par M. Guinard, conseiller-maire

de la réglementation, a un inconvénient majeur : elle amène les laboratoires pharmaceutiques à abandonner la fabrication d'anciens médicaments — en raison du biogène, de facto, des prix — pour les remplacer par des médicaments souvent très proches des anciens, faiblement novateurs, et dont les tarifs sont parfois sans rapport avec leur valeur thérapeutique.

Pour tenter de remédier à cette situation, les experts de la commission Guinard, qui souhaitent tout à la fois favoriser les médicaments bon marché et encourager l'innovation, suggèrent de créer deux grandes catégories de produits : une catégorie dite d'« innovation limitée », l'autre dite de « grande innovation ».

Les prix d'admission au remboursement des médicaments entrant dans le premier groupe — ce sont les plus nombreux — et classés selon leurs effets thérapeutiques seraient libres dès lors qu'ils apporteraient une économie d'un tiers restant à définir sur le coût pondéré de leur classe thérapeutique. L'abattement minimum consenti pour bénéficier de cette liberté pourrait être relevé dans les catégories thérapeutiques déjà encombrées. Ces prix seraient révisables tous les deux ans à condition que les fabricants n'exercent aucune pression sur les prescripteurs ou les consommateurs desdits produits. Jusque-là tout est à peu près clair, encore que l'on puisse s'interroger sur les critères qui serviront à établir la classification des médicaments.

Les complications commencent avec la détermination du prix des médicaments dits de « grande innovation ».

Le principe de la prise en compte globale des frais de recherche est maintenu. À un détail

à la Cour des comptes, était chargée de présenter des suggestions propres à améliorer le régime des prix des médicaments remboursables par la Sécurité sociale. La proposition la plus spectaculaire de la commission consiste à établir une distinction entre les médicaments dits d'« innovation limitée » et les médicaments de « grande innovation ».

près cependant : afin d'encourager les industriels à exporter et d'égaliser les conditions de concurrence entre les entreprises qui vendent elles-mêmes à l'étranger et celles qui le font sur place par filiales interposées, la base du calcul serait élargie en introduisant un coefficient d'abattement. Plus la part des ventes réalisées en France sera élevée, plus le montant des dépenses de recherche incluses sera réduit. Une question se pose alors : ce système ne va-t-il pas pénaliser les firmes exportant peu ou pas du tout ?

Second point : les frais généraux, mais aussi les bénéfices laissés aux entreprises, entraveront également dans le calcul du prix. À cet égard, la commission suggère l'institution d'une marge brute. Cette marge serait, en fonction du coût de production, progressive en valeur absolue mais fortement dégressive en valeur relative, sans toutefois pouvoir descendre au-dessous d'un seuil à partir duquel la rémunération de l'entreprise serait insuffisante. Autrement dit, l'élévation du coût de production induirait une diminution correspondante de la marge bénéficiaire. Cette disposition, est-il indiqué, vise à favoriser le développement des produits bon marché et par conséquent à éliminer la recherche systématique des molécules les plus chères.

On comprend le souci d'épargner de trop grosses dépenses à la Sécurité sociale, mais n'y a-t-il pas là une discrimination dangereuse dont les répercussions sur la découverte pourraient être lourdes de conséquences ? D'autre part, les laboratoires ne seront-ils pas ainsi dissuadés d'utiliser des brevets étrangers dont l'exploitation exige l'emploi de principes actifs chers alors que les médicaments qui en découlent ont parfois une grande valeur thérapeutique ? Autant de points qui restent obscurs et laissent douter des

chances offertes par la commission Guinard, de résoudre le double problème de la rentabilité des entreprises pharmaceutiques et du déficit de la Sécurité sociale. À ce propos, il est significatif de constater que ces propositions n'ont pas fait l'unanimité des membres de la commission. En revanche, aucun doute n'existe sur la volonté de la commission d'éviter un retour aux abus précédents. Il est clairement indiqué que les fabricants devront justifier du détail de leurs coûts de production depuis l'élaboration de l'élément actif jusqu'au produit fini. Quant à ceux qui importent leurs matières de base, ils devront fournir un certificat visé par les douanes mentionnant leur valeur. Enfin, aussi, les dépenses exagérées (frais de congrès, rémunération des dirigeants, etc.) insérées dans les budgets de recherche.

Les premières réactions des milieux professionnels sont réservées. On remarque, certes, que la notion d'un relèvement conjoncturel des prix y figure mais l'on redoute que la classification des médicaments dans telle ou telle catégorie ne soit la porte ouverte à l'arbitraire. M. Gabriel Mailard, président du syndicat national de l'industrie pharmaceutique, déplore pour sa part que des chercheurs n'aient pas participé aux travaux de la commission car « ils auraient pu ainsi expliquer ce qu'était vraiment une innovation ».

Enfin, certains redoutent « l'irréalisme » de ces nouvelles règles qualifiées de « technocratiques » et de « compliquées ». Mais n'est-ce pas les mêmes qui se sont engouffrés dans les créneaux laissés par le législateur ? Une chose est certaine : il n'est guère aisé de rationaliser l'industrie sans éviter la confusion.

ANDRÉ DESSOT.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### BANQUE TRANSATLANTIQUE

L'assemblée générale ordinaire de la Banque Transatlantique s'est tenue le 23 avril 1976 sous la présidence de M. Jacques Aynard et a approuvé les comptes de l'exercice 1975 se soldant par un bénéfice net de 6 milliards 883 320 F contre 6 284 182 F pour l'exercice précédent.

Elle a fixé la dividende pour l'exercice 1975 à 4,50 F par action de 50 F. (L'impôt déjà versé au Trésor étant de 2,25 F), contre 4 F l'année précédente (l'impôt déjà versé au Trésor étant de 2 F). Il sera mis en paiement à partir du 3 mai 1976.

L'assemblée générale ordinaire a validé la nomination d'administrateur faite à titre provisoire par le conseil d'administration de M. François de Sèze, directeur de la Banque Transatlantique. Elle a nommé administrateur M. Edith-Georges Crea. M. Charles Louis, M. Costa Gales, président de la Compagnie, et M. Philippe Aynard et François Bouchard.

### FRANCE-INVESTISSEMENT SICAV

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 23 avril 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975 et fixé le montant global du dividende à 5,50 F dont : coupons, 4,50 F et impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal), 1 F.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du mardi 11 mai 1976. Au cours de cette assemblée générale, M. Humbert Fréjasse, Gilbert Lapet-Cottier, Jean Roques, ainsi que la Société bancaire de Paris, ont été élus et réélus comme administrateurs.

### DOCKS DE FRANCE

Pour le premier trimestre 1976, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 747 millions de francs contre 688 millions de francs pour le premier trimestre 1975, soit une progression de 11,5 %.

### BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

L'assemblée générale ordinaire du 23 avril 1976 a approuvé les comptes de l'exercice 1975. Le total du bilan de la Banque atteint 2 789 000 F et le bénéfice net de l'exercice s'élève à 25 264 883,43 F contre 18 042 621,81 F l'année précédente.

L'assemblée a voté la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, représentant avec l'impôt déjà versé au Trésor 18,75 F contre 17,25 F pour l'exercice 1974.

Elle a renouvelé, pour une nouvelle période de six ans, les mandats d'administrateurs de M. Pierre Guillemin de Bénéville et de la Compagnie Industrielle de l'Éclairage représentée par son président M. Jean Marjoul.

D'autre part, dans son allocution le président a souligné l'importance du remboursement, au début de l'exercice 1976, de l'ensemble des services de la Banque dans son nouveau siège social : 22, av. Hoche, Paris-8<sup>e</sup>.

### FONCINA

Société immobilière d'investissement au capital de 175 000 000 de francs. Siège social : 124, rue Bismarck, Paris (21<sup>e</sup>). R.C. 852012283 Paris. Sirene 6201822670011.

### Echange des actions

Les actions étant démunies de coupons depuis le détachement des coupons 20 et 21 le 1<sup>er</sup> septembre 1975, sont échangées depuis le 23 avril 1976, titre pour titre, et sans contrepartie de numéraire, contre 600 000 actions de même nature, coupons n° 31 à 37 attachés.

Mesdames les actionnaires, propriétaires d'actions au porteur, sont invités à présenter leurs titres aux guichets en France de la Banque Worms ou à ceux de la Banque de gestion privée, de la Banque de l'Union occidentale, de la Banque de l'Indochine et de Suez, de la Caisse centrale des banques populaires. Les propriétaires de titres nominatifs ou de titres au porteur Sirewan n'auront aucune formalité à accomplir.

### ESSO S.A.F.

Au cours de sa réunion du 23 avril 1976, le conseil d'administration d'Esso S.A.F. a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 2,50 F par action de 50 F nominal. Compte tenu de l'avoir fiscal de 1,75 F, le revenu global s'élèvera à 4,25 F.

Le montant global affecté à ce dividende, 41,7 millions F, sera prélevé sur le bénéfice net de l'exercice 1975, soit 44,8 millions F, résultant d'un déficit de 3 millions F pour les activités propres à Esso S.A.F. du dividende de 47,8 millions F reçu d'Esso Rep.

Le dividende sera payable à partir du 30 juin 1976 contre remise du coupon n° 42.

La Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antioche à Paris, tiendra à la disposition des actionnaires des formulaires de pouvoir ou des cartes d'admission à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera convoquée le jeudi 24 juin 1976, à 10 heures, au siège social d'Esso S.A.F., 6, avenue André-Prothier, Courbevoie (92).

### COMPAGNIE DES EAUX DE LA BANQUE DE PARIS

Dans sa séance du 23 avril 1976, le conseil d'administration de la Compagnie des Eaux de la Banque de Paris a arrêté les comptes de l'exercice 1975. Le chiffre d'affaires s'élève à 131 millions contre 104 millions en 1974, en progression de 16,7 %. Le résultat d'exploitation est de 12,4 millions contre 11 millions.

Le bénéfice net s'élève à 3,1 millions de francs contre 3,8 millions (4,5 millions sans l'impôt exceptionnel).

Le conseil propose à l'assemblée générale, qui se réunira le 17 juin, de fixer le dividende à 14,80 F par action (contre 13 F l'an dernier), ce qui, compte tenu de l'avoir fiscal, représentera un revenu de 21,30 F par action (contre 19,50 F l'an dernier).

### ERAP

### ANTAR

#### 1) d'échanger

du 12 avril au 3 juin 1976 inclus  
3 actions ANTAR  
(cours moyen de l'action ANTAR en 1975 jusqu'au 9 avril : F.42)  
contre 1 obligation ERAP  
8,50 % de F. 210 nominal à créer  
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL : 9,98 %

#### 2) ultérieurement

de devenir actionnaire  
d'une grande société pétrolière française

par l'échange de 2 obligations ERAP

contre  
1 action de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine  
(cours moyen de l'action SNPA en 1975 jusqu'au 9 avril : F.380)

Cette seconde opération d'échange sera ouverte pendant une durée de 12 mois minimum du 1<sup>er</sup> juillet 1976 au 30 juin 1978

### GRUPPE BABCOCK FIVES

Les conseils d'administration de la Compagnie Industrielle et Financière Babcock Fives et de la Société Fives-Cail Babcock, réunis le 23 avril 1976, ont arrêté les comptes de l'exercice 1975.

La holding, la Compagnie Industrielle et Financière Babcock Fives,

dégage un bénéfice net de 21 737 000 francs. Le Conseil propose à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée le 28 juin 1976, de mettre en paiement un dividende de 8,50 F (soit, avec l'avoir fiscal, un revenu global de 10,25 F) par action de 50 F, se comparant à un dividende de 5,75 F (8,50 F avec l'avoir fiscal) pour l'exercice précédent.

La filiale Fives-Cail Babcock, qui a absorbé, au cours de l'exercice, la Société Vautour Pte, réalise, après déduction de 21 737 000 F aux amortissements, un bénéfice de 21 002 000 F, contre 19 894 000 F en 1974. Le dividende s'élèvera à 15,50 F (correspondant à un revenu global de 23,25 F avec l'avoir fiscal) par action de 100 F, ce qui entraînera une distribution de 18 646 500 F, alors qu'au titre de l'exercice précédent le dividende par action s'était élevé à 14 F et la distribution à 16 800 000 F.

Pour louer une voiture en Grèce, réservez chez **europcar** 645.21.25

(PUBLICITE)

### AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL

#### SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX TRANSPORTS

Le Secrétariat d'État Français aux Transports organise un concours d'idées en vue de la réalisation de nouveaux autobus susceptibles de répondre aux besoins des agglomérations françaises pendant la décennie 1980.

Cette gamme de véhicules devra marquer, outre une amélioration des performances, un progrès très sensible sur les points suivants : nuisances, accessibilité, confort, sécurité, information de l'usager et facilités d'entretien.

Le Secrétariat d'État aux Transports souhaite recueillir des propositions sur différents aspects fonctionnels de l'autobus tels que : aménagement intérieur, accès, information, carrosserie, groupe moto-propulseur..., ainsi que sur certains composants. Cette consultation est ouverte à tous les professionnels intéressés. Il n'est pas fait d'appel préalable à candidature ; le dossier du concours pourra être obtenu à partir du 27 avril 1976 sur demande écrite adressée à :

**CONCOURS AUTOBUS  
DIRECTION DES TRANSPORTS TERRESTRES**

Service des Transports Urbains  
244, boulevard Saint-Germain  
75007 PARIS FRANCE

### OBLIGATIONS DE 1 000 F

# 10,20%

## AVRIL 1976

- Intérêt : payable annuellement le 15 mai.
- Remboursement :  
Au pair, à la suite de tirages au sort, tous les 2 ans du 15 mai 1978 au 15 mai 1992, pour la moitié au moins du nombre d'obligations à amortir, la S.N.C.F. se réservant pour le complément, la faculté de procéder à l'amortissement par rachat.
- A chacune des échéances susvisées, le nombre d'obligations à amortir sera égal au huitième du nombre des titres émis.
- Jouissance : 12 avril 1976
- Prix d'émission : 1 000 F
- Taux de rendement actuariel brut : **10,25%**

Les souscriptions peuvent être libérées uniquement en numéraire, à concurrence du montant global de l'emprunt fixé à 500 millions de francs.

Les obligations seront cotées à la Bourse de PARIS.

### SOUSCRIVEZ

DANS LES BANQUES ET CHEZ LES AGENTS DE CHANGE, CHEZ LES COMPTABLES DU TRÉSOR, DANS LES BUREAUX DE POSTE ET LES CAISSES D'ÉPARGNE, AU SERVICE DES TITRES ET DANS LES GARES DE LA S.N.C.F.

B.A.L.O. du 26 avril 1976

93.76

مركز الامن





## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
  - LES ÉLECTIONS AU PORTUGAL.
  - U.R.S.S. : la visite à Paris de M. Gromyko pourrait relancer une coopération qui stagne.
- 4-6. AFRIQUE
  - MOZAMBIQUE : « Nous menons une lutte de classes pour créer un homme nouveau », déclare au Monde le président Samora Machel.
  - SAHARA OCCIDENTAL : Hassan II a ratifié la convention relative au tracé de la frontière entre le Maroc et la Mauritanie.
  - La voyage de M. Kissinger.
7. ASIE
  - VIETNAM : après les élections à l'Assemblée nationale.
7. AMÉRIQUES
- 8-9. LE BRÉSIL À L'HEURE DU DOUTE
- 10-11. DIPLOMATIE
  - « Impérialisme et internationalisme » (II), par Philippe Machefer.
11. PROCHE-ORIENT
  - LIBAN : la promulgation de l'amendement constitutionnel a ouvert la bataille présidentielle.
- 12-13. POLITIQUE
  - L'U.D.R. veut être un mouvement autonome et démocratique.
  - L'implémentation du parti socialiste dans les entreprises.
  - Trois mille « corvées » pour Giscard.
15. MÉDECINE
  - Contestation au conseil régional de Paris.
15. DÉFENSE
  - LIBRES OPINIONS : « Le procès de la justice militaire », par Pierre Schwed.
- 16-17. ÉDUCATION
  - POINT DE VUE : « Ecole et emploi, en attendant Godot », par Michel Praderie.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- Pages 19 à 22
- L'écart entre les salaires (avant l'impôt) n'a guère varié depuis vingt ans.
  - La position du franc s'est sensiblement améliorée.
  - Remous autour des « produits libres » : Carrefour jette un pavé dans la mare.
  - La reprise économique mondiale provoque déjà une hausse des matières premières.
  - Une bourse des céréales à Paris ?

### 23. SPORTS

- 25 à 27. ARTS ET SPECTACLES
- THÉÂTRE : la Ballade de Ma. Punch. Je n'imagine pas ma vie demain.

### 34. JUSTICE

- M. André Braunschweig est réélu président de l'Union syndicale des magistrats.
- Le docteur Edmond Simeoni sera jugé le 17 mai par la Cour de sûreté de l'État.

### 35. LA RÉGION PARISIENNE

- 36 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- AGRICULTURE : quatre cent vingt moines de l'Aude menacent de démissionner pour obtenir la libération du viticulteur incarcéré.
  - INDUSTRIE : dernier président de Lip, M. Sargueil est décédé d'une crise cardiaque.

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (24)
- Annonces classées (28 à 33) ; Aujourd'hui (24) ; Carnet (18) ; Météorologie (24) ; Mots croisés (24) ; Bourse (29).

### Paradis sous-marins de l'Océan Indien

Découvrez les archipels sauvages de l'Océan Indien. Madagascar, avec notre organisation spécialisée, dans l'exploration sous-marine : 14 jours à 200.000 F. 10 participants. Départements principaux : 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 3625, 3626, 3627, 3628, 3629, 3630, 3631, 3632, 3633, 3634, 3635, 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641, 3642, 3643, 3644, 3645, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651, 3652, 3653, 3654, 3655, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3662, 3663, 3664, 3665, 3666, 3667, 3668, 3669, 3670, 3671, 3672, 3673, 3674, 3675, 3676, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3682, 3683, 3684, 3685, 3686, 3687, 3688, 3689, 3690, 3691, 3692, 3693, 3694, 3695, 3696, 3697, 3698, 3699, 3700, 3701, 3702, 3703, 3704, 3705, 3706, 3707, 3708, 3709, 3710, 3711, 3712, 3713, 3714, 3715, 3716, 3717, 3718, 3719, 3720, 3721, 3722, 3723, 3724, 3725, 3726, 3727, 3728, 3729, 3730, 3731, 3732, 3733, 3734, 3735